

LE PROCÈS DES JÉSUITES

DEVANT LES PARLEMENTS DE FRANCE

(1761-1770)

En 1761, les Jésuites établis en France y possédaient : cent onze collèges, neuf noviciats, vingt et un séminaires, quatre maisons professes, huit missions et treize résidences¹. Quarante-trois de ces établissements étaient situés dans le ressort du Parlement de Paris². Les autres étaient répartis entre les ressorts des onze parlements provinciaux³ et des deux conseils supérieurs de l'Alsace et du Roussillon.

Le Parlement de Paris a pris l'initiative des poursuites contre les Jésuites français et le procès qu'il leur fit est bien connu. Mais ce Parlement ne pouvait atteindre que moins du tiers de leurs établissements. Le concours des autres parlements était indispensable pour consommer la destruction des Jésuites.

Nous nous proposons d'étudier, dans les pages qui suivent, comment, à l'appel du Parlement de Paris et à son exemple, le procès des Jésuites s'est engagé et s'est déroulé — non sans hésitations ni résistances — devant la plupart des cours souveraines du royaume ; comment elles ont accueilli les interventions médiatrices du gouvernement ; dans quelle mesure, surtout, elles ont témoigné, en la circonstance, cette unité de doctrine et d'action dont elles se targuaient volontiers et que le premier Parlement de France avait exprimée naguère, en cette formule fastueuse : « La cour métropolitaine et toutes ses colonies sont les diverses classes d'un seul et unique Parlement, les divers membres d'un seul et unique corps, animés du même esprit, nourris des mêmes principes, occupés du même objet⁴. »

1. *Les établissements des Jésuites en France depuis quatre siècles*. Enghien (Belgique), Institut supérieur de théologie, 4 fasc. parus en 1948, fasc. 1, p. 3.

2. *Comptes-rendus des Constitutions des Jésuites par M.M. les Gens du Roi, M. Omer Joly de Fleury...*, portant la parole, les 3, 4, 6 et 7 juillet 1761, 102 p. in-4°, p. 98-99.

3. Toulouse, Rouen, Grenoble, Bordeaux, Dijon, Aix, Rennes, Pau, Metz, Besançon, Douai.

4. Remontrances du Parlement de Paris du 22 août 1756, dans FLAMMERMONT, *Remontrances du Parlement de Paris au XVIII^e siècle*, II, p. 138.

* * *

Le premier coup que le Parlement de Paris porta aux Jésuites, en avril 1761, pouvait être pressenti depuis plusieurs années. L'attentat de Damiens contre Louis XV, le 5 janvier 1757, l'attentat commis contre le roi de Portugal, le 3 septembre 1758, dans lesquels ceux qui les haïssaient voulurent voir la main des Jésuites, firent naître, contre la société, l'accusation traditionnelle de régicide et, à sa suite, toutes les autres accusations¹. Les mesures de rigueur prises par le gouvernement portugais à l'égard des Jésuites du royaume, couronnées par le décret d'expulsion du 3 septembre 1759, exercèrent l'émulation de leurs ennemis français. En 1760, deux d'entre eux publièrent un recueil, de consultation facile, qui contenait, à la fois, une histoire de la Compagnie de Jésus et une analyse de ses constitutions². Il est remarquable que cette analyse, due à l'un des conseillers secrets de l'opposition parlementaire, l'avocat Adrien Le Paige, indique déjà les thèmes principaux que développeront tous les comptes-rendus présentés ultérieurement devant les parlements de France.

La Société de Jésus, sous la direction despotique de son général, tend à la domination universelle. Elle met tout en œuvre pour y parvenir. Elle a réussi à obtenir des papes des privilèges exorbitants, qui la rendent indépendante de toute autorité spirituelle et temporelle. Elle est régie par des règles souples, mystérieuses et changeantes. Elle fait appel à tous les concours. Elle sait gagner les cœurs par les facilités d'une morale complaisante et elle sait faire trembler, à l'occasion, jusqu'aux têtes couronnées, en légitimant le régicide. A de tels maux le roi de Portugal vient d'appliquer le seul remède efficace. « Et la conduite de ce monarque — conclut Le Paige — en nous apprenant quel

1. De 1757 à 1761 paraissent plusieurs livres hostiles aux Jésuites, notamment : *Les Jésuites criminels de lèse-majesté, dans la théorie et dans la pratique*, 1758, 490 p. in-12 ; autre édition, 588 p. in-12 ; *Les Jésuites atteints et convaincus de laderie*, 1759, in-12 ; *Abrégé chronologique de l'histoire de la Société de Jésus... pour servir d'instruction au procès que le public fait aux Jésuites et à la justification des Édits du Roi de Portugal contre ces Pères*, 1760, in-12.

2. *Histoire générale de la naissance et des progrès de la Compagnie de Jésus et analyse de ses constitutions et privilèges*. Paris, 1760, et Rouen, 1761, 4 vol. in-12. Barbier donne pour auteur de l'histoire : l'abbé Coudrette, et pour auteur de l'analyse : l'avocat Le Paige. L'ouvrage est signalé comme étant sur le point de paraître dans un mémoire remis au roi par le dauphin, en 1760. Ce mémoire souligne le rôle important de Le Paige, « bailli du Temple, initié depuis longtemps dans les mystères du Parlement et homme de confiance de M. le Prince de Conti » (*Mémoires du duc de Choiseul*, publ. par F. CALMETTES, Paris, 1904, in-8°, p. 183).

est ce remède si nécessaire et si urgent, nous apprend aussi que l'application n'en est pas aussi difficile qu'on l'aurait pu penser¹. »

Par l'opiniâtreté insigne des luttes qu'il avait soutenues, depuis 1715, contre l'épiscopat et le gouvernement royal prétendant imposer aux Français la bulle Unigenitus comme loi de l'Église et de l'État, le Parlement de Paris était plus désigné qu'aucun autre pour attaquer, le premier, les principaux défenseurs d'un acte que les parlementaires gallicans n'avaient jamais accepté.

L'occasion de faire le procès des Jésuites lui fut fournie, involontairement, en 1761, par les Jésuites eux-mêmes. Ils obtinrent du roi l'autorisation de porter devant la Grand'Chambre un procès civil qui avait déjà été jugé à leur désavantage par les tribunaux consulaires de Paris et de Marseille. Toutes les maisons de l'Ordre établies sous la domination française étaient-elles soumises au paiement solidaire des lettres de change tirées par le P. Lavalette, supérieur de la maison de la Martinique, sur divers correspondants français et qui avaient été protestées? La solidarité est admise par la Grand'Chambre du Parlement de Paris et les Jésuites perdent leur procès, le 8 mai 1761².

Entre temps, le caractère despotique de leurs constitutions a été mis en cause par un avocat de la partie adverse, dans un des mémoires publiés à l'occasion de cette affaire. Chauvelin, conseiller-clerc de la troisième des enquêtes, s'autorise de cette dénonciation pour obtenir des chambres assemblées, le 17 avril, un arrêt ordonnant aux Jésuites la remise, dans les trois jours, au greffe du Parlement, des constitutions incriminées³. Les gens du roi sont chargés de rendre compte à la cour du contenu de ce recueil⁴ et l'avocat général Omer Joly de Fleury s'en acquitte, en leur nom, du 3 au 7 juillet 1761⁵.

Les conclusions des gens du roi sont relativement modérées. Elles souhaitent que le souverain envoie au Parlement des lettres patentes accordant la plus large autonomie aux cinq provinces de l'*Assistance de France* et, dans chaque province, aux différentes maisons, pour s'administrer elles-mêmes sans l'intervention du général. En revanche, l'autorité des évêques et celle des tribunaux ordinaires sur les Jésuites

1. *Op. cit.*, IV, p. 302.

2. *Nouvelles ecclésiastiques*, 1761, p. 109 et suiv., 154 et suiv. ; *Journal de Barbier, avocat au Parlement de Paris*, édit. Charpentier, VII, p. 349 à 353, 357, 362, 367 à 369.

3. *Discours d'un de MM. des Enquêtes au Parlement, toutes les Chambres assemblées, sur les constitutions des Jésuites*, 44 p. in-12.

4. Les constitutions déposées par les Jésuites formaient deux volumes in-folio imprimés à Prague, en 1757, sous le titre : *Institutum societatis Jesu*.

5. *Comptes rendus des constitutions des Jésuites*, *op. cit.*, 102 p. in-4°.

seront affermies et ils seront tenus d'enseigner une doctrine conforme aux maximes gallicanes. L'avocat général forme encore le vœu que des négociations s'engagent entre le pape et le roi, pour procurer enfin « des lois stables et immuables à une société qui possède des établissements considérables dans le royaume¹ ». Mais, déjà, les lettres patentes, dont il suggère l'envoi immédiat au Parlement, « mettraient un obstacle à tout ce qui est répréhensible dans les règles, dans le régime, dans l'état actuel de cette société et rassureraient d'avance sur les règles nouvelles, dont il est indispensable que soient pourvues les cinq provinces des Jésuites du royaume² ».

Une telle modération, qui répondait, nous le verrons, aux intentions mêmes du ministère, n'était pas pour satisfaire les ennemis de la Société : ils ne voulaient pas la réformer, mais la détruire. Dès le 8 juillet, Chauvelin, qui « possédait, sous une mine chétive et un corps contrefait, un esprit vif et ardent³ », revient à la charge devant les chambres assemblées⁴. Il dénonce, cette fois, la morale des Jésuites et surtout la doctrine du régicide : « Il est parvenu insensiblement et par gradation — note Barbier — jusqu'à l'assassinat du roi, en 1757, dont il a fait une description si pathétique qu'il a tiré des larmes des yeux de presque tous les auditeurs⁵. »

Après le 8 juillet, les commissaires nommés par le Parlement examinent, à leur tour, les constitutions et les comptes-rendus qui ont été faits devant la cour par Chauvelin et les gens du roi. Et, le 6 août, c'est l'un de ces commissaires, le conseiller des Enquêtes L'Averdy, qui dicte les deux arrêts adoptés par le Parlement⁶. L'Averdy déclare que, pour lui, l'institut des Jésuites n'est ni recevable ni réformable. Il admet cependant que les Jésuites ont, en France, depuis 1603, « une possession d'état suffisante pour ne pas statuer, quant à présent, sans entendre les parties intéressées, sans les mettre à portée de se défendre et de faire valoir leurs moyens⁷ ». En conséquence, le Parlement reçoit

1. *Compte rendu des constitutions des Jésuites*, p. 100.

2. *Ibid.*, p. 102.

3. Abbé GEORCEL (ex-Jésuite), *Mémoires pour servir à l'histoire des événemens de la fin du XVIII^e s., depuis 1760 jusqu'en 1806-1810, par un contemporain impartial*. Paris, 1817, I, p. 50.

4. *Discours d'un de MM. des Enquêtes au Parlement, toutes les Chambres assemblées, sur la doctrine des Jésuites*, 104 p. in-12.

5. *Journal de Barbier*, VII, p. 382.

6. *Procédure contre l'Institut et les constitutions des Jésuites suivie au Parlement de Paris, sur l'appel comme d'abus interjeté par le Procureur général du Roi, recueillie par un membre du Parlement et publiée par M. Gilbert de Voisins, membre de la Chambre des députés*. Paris, 1823, 336 p. in-8°, p. 41-52.

7. *Ibid.*, p. 46.

simplement le procureur général du roi *appelant comme d'abus*¹ de tous les actes qui fondent, depuis l'origine, la Société de Jésus ; il lui permet de faire intimer le général, afin que les Jésuites ne puissent pas se plaindre d'avoir été jugés sans être entendus. A cet arrêt², le Parlement en joint un autre³, qui anticipe gravement sur l'arrêt définitif, puisque, sous le prétexte de protéger, par provision, les sujets du roi contre la doctrine redoutable des Jésuites, il paralyse leur recrutement, dissout leurs congrégations, ferme leurs collèges, dès le 1^{er} octobre 1761, dans les villes où il y a d'autres collèges que ceux de la Société, à partir du 1^{er} avril 1762 dans les autres.

* * *

Les arrêts du 6 août 1761, malgré leur rigueur, semblaient marquer une certaine hésitation du Parlement, puisqu'ils suspendaient un jugement qui, après les réquisitoires de Chauvelin, accueillis avec une sorte de ferveur par les chambres assemblées⁴, ne paraissait devoir souffrir aucun délai. En fait, cette suspension manifestait surtout la déférence strictement indispensable pour les ordres réitérés du souverain. Depuis la fin du mois de mai, le gouvernement, sollicité par nombre de prélats et surtout par l'archevêque de Paris⁵, s'efforçait d'enlever au Parlement l'examen des constitutions des Jésuites, pour le confier à une commission du Conseil⁶. Celle-ci préparerait des lettres patentes pourvoyant « à tout ce qui (pourrait) concerner ledit ordre religieux et son établissement en France ». La volonté royale avait été affirmée par la déclaration du 2 août⁷, qui interdisait au Parlement, pendant

1. « Le mot *abus*... signifie toute contravention commise par les juges et les supérieurs ecclésiastiques en matière de droit. La manière de se pourvoir contre les jugements et autres actes émanés des Ecclésiastiques, même de la Cour de Rome, dans lesquels on prétend qu'il y a abus, est de recourir à l'autorité séculière des Parlements par la voie de l'appel qu'on nomme, pour le distinguer de l'appel simple : *appel comme d'abus* » (DENISART, *Coll. de décisions nouvelles et de notions relatives à la jurisprudence actuelle*, édit. 1775, I, art. « Abus »).

2. 11 p. in-4°.

3. 8 p. in-4°.

4. Sur cette ferveur, outre le témoignage de Barbier cité plus haut, voir les *Nouvelles ecclésiastiques*, année 1761, p. 167-168 et 197.

5. Sur ces interventions, de nombreux documents ont été publiés par le Père de Ravignan, dans *Clément XIII et Clément XIV*, Paris, 1854, 2 vol. in-8°.

6. Cette commission était composée de six conseillers d'État : Feydeau de Brou, d'Aguesseau de Fresne, Gilbert de Voisins, de La Bourdonnaye, Camus de Pontcarré de Viarmes, l'abbé Bertin, et du maître des requêtes rapporteur Flesselles (*Nouvelles ecclésiastiques*, 1761, p. 163).

7. 4 p. in-4°.

un an, de statuer en la matière, « ni définitivement, ni provisoirement ». La déclaration fut habilement défendue, le 6 août, devant les chambres assemblées, par le conseiller-clerc de Grand'Chambre Terray, qui, *rapporteur de la cour*¹, avait la confiance du ministère. Mais son avis ne réunit que treize voix alors que plus de cent acclamaient les arrêts provisoires proposés par L'Averdy². Sans doute, ils enregistraient la déclaration du 2 août, mais sous l'expresse réserve que les magistrats rendraient néanmoins, sans attendre le délai d'un an, tous arrêts « à l'égard desquels le serment de la cour, sa fidélité, son amour pour la personne sacrée du dit Seigneur Roi et son attention au repos public ne lui permettraient pas d'user de demeure et dilation... ».

Par cette manifestation de désobéissance respectueuse, qui caractérise si bien l'opposition parlementaire, les robins entendaient justifier les mesures provisoires prises à l'égard du recrutement des Jésuites, de leurs congrégations et de leurs collèges. Le gouvernement essaya encore, par les lettres patentes du 29 août, de suspendre, pendant un an, l'exécution des mesures provisoires. Ces lettres, soutenues par Terray, furent attaquées furieusement par Chauvelin, le président des Requêtes Rolland et les conseillers des Enquêtes Clément, Lambert et Roussel de la Tour³. En définitive, le 7 septembre, le Parlement accorda seulement au Roi qu'aucun des collèges tenus par les Jésuites, dans le ressort de la Cour, ne serait fermé avant le 1^{er} avril 1762⁴. La transaction avait été proposée par le janséniste L'Averdy, l'auteur des arrêts du 6 août, dont un adversaire reconnaît qu'« un travail opiniâtre et une réputation d'intégrité lui avaient acquis un grand ascendant dans ce qu'on appelait alors la cohue des Enquêtes »⁵.

Le délai, péniblement acquis, fut mis à profit par les ministres pour essayer, en accord avec Rome, de réformer les Jésuites. Mais les négociations furent décevantes et personne ne l'ignorait⁶. Qu'il s'agit d'un projet de déclaration, préparé par les commissaires du Conseil et qui devait être souscrit par tous les Jésuites de France; qu'il s'agit du décret interprétatif demandé au général Ricci sur la doctrine du tyran-

1. Le *rapporteur de la Cour* était un magistrat de la Grand'Chambre choisi par le ministère pour faire, devant les Chambres assemblées, le rapport de toutes les lois que le gouvernement envoyait au Parlement pour les enregistrer.

2. *Procédure contre l'Institut*, cit. p. 54.

3. *Ibid.*, p. 80-123.

4. FLAUMERT, *Rem. ciées*, II, p. 316-318.

5. Abbé GEORGEL, *Mémoires cit.*, I, p. 50-51.

6. *Nouvelles ecclésiastiques* de 1762, p. 161-163; *Journal de Barbier*, VIII, février 1762, p. 8-10.

nicide et sur l'exercice de son autorité ; qu'il s'agit de la création, en France, d'un vicaire général destituable à la volonté du roi : tout faisait difficulté¹.

En désespoir de cause, au début de mars 1762, le gouvernement envoya, de son propre mouvement, à tous les parlements de France un édit que personne n'attendait plus, qui passa pour avoir été désavoué par le Conseil d'État lui-même, et où l'on s'accorda à voir un suprême expédient du chancelier de Lamoignon pour sauver les Jésuites, à la veille de la date fixée pour la fermeture de leurs collèges².

L'édit de mars 1762³ entendait « ramener aux vrais principes du gouvernement de ce royaume ce qui paraît s'en être écarté, surtout en ce qui touche la manière dont s'exerce l'autorité universelle immédiate et absolue en tout attribuée à un général, qui est assujéti à une résidence étrangère ». Ce général donnerait commission à chacun des cinq provinciaux des Jésuites de France, pour « exercer sans exception ni réserve, dans l'étendue de sa province », tous les pouvoirs qui lui appartenaient. Et le provincial prêterait serment, entre les mains du chancelier, de se conformer aux maximes et aux ordonnances du royaume (art. 9). Aucun acte émané du général ou de l'assemblée générale de l'Ordre ne pourrait être exécuté, en France, sans l'examen du Parlement (art. 14). Les Jésuites français seraient étroitement soumis à la juridiction des évêques (art. 1) et à la surveillance des magistrats (art. 6). Ils enseigneraient la doctrine gallicane (art. 4 et 5). Sous ces réserves, ils pourraient vivre suivant leur institut et les procédures engagées contre eux seraient éteintes (art. 15, 16, 17, 18).

* * *

En mars 1762, il était déjà trop tard pour sauver les Jésuites. Le 12 février, le Parlement de Rouen, moins surveillé dans ses démarches que le Parlement de Paris, leur avait porté, par surprise, un coup décisif.

Les magistrats normands s'étaient signalés, depuis le début du règne de Louis XV, par leur opposition à la bulle Unigenitus, leur énergie

1. Sur ces négociations, cf. le Père DE RAVIGNAN, *Clément XIII et Clément XIV, op. cit.*, et le Père CARAYON, *Mémoires du Président d'Éguilles sur le Parlement d'Aix et les Jésuites*, adressés à S. M. Louis XV. Paris, 1867, in-8°, p. 293-302.

2. *Nouvelles ecclésiastiques* de 1762, p. 162-163 ; *Journal de Barbier*, VIII, p. 48-49.

3. L'édit de mars 1762 a été publié par le P. CARAYON, en appendice aux *Mémoires du Président d'Éguilles, op. cit.*, p. 304-315.

dans la répression des refus de sacrements, leur attention à contrôler l'enseignement donné dans les collèges. En outre, depuis 1758, ils intervenaient dans toutes les affaires qui, mettant particulièrement en cause tel parlement, intéressaient la magistrature entière¹. Leur alliance avec la Cour parisienne était notoire². Le premier président Miromesnil, intelligent et fin, mais timide, était de ceux qui voulaient sauver les Jésuites en les réformant³. Il sera bousculé par le parti parlementaire qu'entraîne le conseiller du Fossé, descendant de ce Pierre Thomas du Fossé qui, au siècle précédent, avait été l'élève et l'ami fidèle des Messieurs de Port-Royal⁴.

Le procès des Jésuites est conduit, à Rouen, avec une habileté et une promptitude singulières⁵. Trompé par son calme apparent, le gouvernement, qui se méfie pourtant de lui, n'a pas envoyé au Parlement de Normandie la déclaration du 2 août 1761 qui réserve au roi la connaissance du procès⁶. Soudain, le 19 novembre, la Cour exige des Jésuites de la province le dépôt de leurs constitutions, sur lesquelles les gens du roi sont invités à donner leur avis, dans le plus court délai. Le procureur général Sens de Folleville étant, depuis 1753, suspect d'attachement à la bulle Unigenitus⁷, c'est un modeste substitut, Charles, qui accepte d'être l'instrument du parti, dans le rapport des constitutions et de la doctrine, présenté du 16 au 23 janvier 1762⁸. Puis, sans qu'il soit nommé de commissaires, les chambres assemblées examinent directement, à leur tour, sans désenparer, le compte qui leur a été rendu. Et, le 12 février, sans intimor les Jésuites, « tranchant la question comme Alexandre fit du nœud gordien⁹ », le Parlement de Rouen — le premier de tous — rend un arrêt définitif¹⁰.

1. FLOQUET, *Histoire du Parlement de Normandie*. Rouen, 1942, t. VI.

2. Voir, sur ce point, le mémoire remis par le dauphin au roi, en juin 1760, et publié dans les *Mémoires du duc de Choiseul*, op. cit., p. 183.

3. Voir ses lettres aux ministres Berryer, Saint-Florentin et Choiseul dans *Correspondance politique et administrative de Miromesnil*, publiée par P. LE VERDIER, t. II, 1900.

4. FLOQUET, op. cit., VI, p. 270-272.

5. Le meilleur récit est celui de P. LE VERDIER dans l'Introduction à la *Corresp. citée*, II, p. XX-LVIII.

6. Échange de lettres entre Saint-Florentin et Miromesnil, novembre 1761. LE VERDIER, II, p. 53-55.

7. *Calendrier ecclésiastique pour l'année 1757*, 472 p. in-18, p. 414-416 et 435-437.

8. *Comptes des constitutions et de la doctrine de la Société se disant de Jésus, rendus au Parlement de Normandie, toutes les Chambres assemblées, les 16, 18, 19, 21, 22 et 23 janvier 1762, par M. Charles*, 1762, 2 vol. in-12, 145-282 p.

9. Expression de Miromesnil dans une lettre au garde des Sceaux, 11 mars 1762. LE VERDIER, II, p. 91.

10. 12 p. in-4°.

Les vœux formés par les Jésuites sont déclarés nuls. Les membres de la Société vivant dans le ressort du Parlement de Rouen doivent abandonner les maisons qu'ils occupent avant le 1^{er} juillet, où elles seront placées sous séquestre. Les anciens Jésuites qui voudront être admis « à aucun bénéfice à charge d'âmes, à aucunes chaires ou enseignements publics ; à aucune charge civile ou municipale, office de judicature ou autre ayant des fonctions publiques », devront préalablement prêter un serment spécial assurant leur fidélité au roi et aux maximes du royaume et répudiant, avec éclat, la doctrine de la société déchue¹.

Au moment même où le Parlement de Normandie rend, contre les Jésuites, l'arrêt foudroyant du 12 février, le Parlement de Paris, dont l'entente avec Rouen est visiblement étroite, commence à prendre les dispositions nécessaires pour assurer l'évacuation des collèges de la Société, situés dans le ressort de la cour, à la date prévue du 1^{er} avril².

L'édit de mars 1762 et le projet de réforme qu'il contient ne le prennent pas au dépourvu. Une majorité forte de quatre-vingts voix — entraînée encore par L'Averdy — déclare — et cette parade sera adoptée par tous les autres parlements — qu'il n'y a pas lieu de délibérer sur cet édit avant la décision du jugement en instance sur l'appel comme d'abus³. Au surplus, et dans l'intention nettement déclarée de décourager toute nouvelle tentative en faveur de l'Ordre menacé, le Parlement de Paris présente au souverain, le 28 mars, la formidable compilation, enfin achevée, que ses commissaires préparent depuis le 15 décembre 1761⁴ : *Extraits des assertions dangereuses et pernicieuses en tout genre que les soi-disans Jésuites ont, dans tous les temps et persévéramment soutenues, enseignées et publiées dans leurs livres, avec l'approbation de leurs supérieurs et généraux*⁵.

Le 1^{er} avril, les collèges et noviciats des Jésuites, situés dans le res-

1. Ils prêtent le serment d'« être inviolablement fidèles au Roi ; de tenir et enseigner les quatre propositions de l'Assemblée du Clergé de France de 1682, et les libertés de l'Eglise gallicane ; d'abjurer le régime et l'enseignement de ladite Société sur le probabilisme, favorable à tous crimes ; de détester et combattre, en tout temps et en toute occasion, la morale depuis tant de temps soutenue par les écrivains de ladite Société ; défendue et adoptée en 1657 dans son apologie des casuistes, reprise, résumée et récemment renouvelée, en 1757, par la réimpression du livre exécration de la Théologie morale de Busembaum et Lacroix ; notamment en ce qui concerne l'autorité des Rois, et la sûreté de leurs personnes sacrées » (*Arrêt cité*, p. 8-9).

2. *Procédure contre l'Institut*, publ. par G. DES VOISINS, *op. cit.*, p. 134-141.

3. *Ibid.*, p. 158-188.

4. *Ibid.*, p. 124-125.

5. 542 p. in-4°.

sort du Parlement de Paris, sont fermés sans incident. Plusieurs témoignages expriment l'émotion provoquée par l'événement¹ : aux yeux de tous, le gouvernement abandonne les Jésuites. Un mois après, le premier président de Rouen, Miromesnil, écrit au ministre Saint-Florentin : « Je n'entrerai dans aucun nouveau détail en ce qui concerne les Jésuites... il me paraît que leur sort est décidé ; ainsi il serait superflu d'en parler davantage². »

On ne saurait exagérer l'importance de l'exécution du 1^{er} avril. Il est visible qu'elle précipita l'action de plusieurs cours qui s'étaient engagées dans l'affaire avec une lenteur circonspecte.

* * *

Du 1^{er} avril 1762 jusqu'à la fin de l'année judiciaire — en septembre — cinq parlements prononcent contre la Société des arrêts de condamnation, en tous points semblables à l'arrêt du Parlement de Rouen du 12 février. Parmi eux, on distingue l'arrêt rendu par le Parlement de Paris le 6 août 1762³, le jour même où expirait le délai d'un an que lui avait imposé le gouvernement. Avec la Cour métropolitaine se sont décidées, durant cette période, celles de Rennes, de Bordeaux, de Perpignan et de Metz.

De toutes ces compagnies provinciales, le seul Parlement de Rennes avait participé jusque-là aux querelles de religion. Il y était entraîné surtout par le zèle du conseiller janséniste Charette de la Gâcherie, qui se trouvait être, en même temps, en correspondance régulière « avec toutes les têtes chaudes des différents parlements⁴ ». Il n'est donc pas étonnant que le Parlement de Bretagne ait été parmi les premiers à réclamer — le 14 août 1761 — le dépôt à son greffe des *Constitutions des Jésuites*⁵. Puis, pendant de longs mois, l'affaire traîna.

Ce parlement, en effet, comptait parmi ses membres de nombreux

1. *Journal de Barbier*, VIII, p. 29-31 ; *Journal inédit du duc de Croy (1718-1784)*. Paris, 1906-1907, 4 vol. in-8°, II, p. 58-59.

2. 30 avril 1762, dans LE VERDIER, *op. cit.*, II, p. 106.

3. 168 p. in-12 et 44 p. in-4° ; cf. *Procédure contre l'Institut*, publ. par G. DE VOISINS, p. 204-241.

4. Note de dénonciation publiée par POCQUET, *Le duc d'Aiguillon et La Chalotais*. Paris, 1900, 3 vol. in-16, II, p. 60. Sur l'activité du Parlement de Rennes dans la querelle des billets de confession : L. RAISON, *Le mouvement janséniste au diocèse de Rennes (Annales de Bretagne, I et II, 1943-1944)* ; A. BACHELIER, *Les Jansénistes à Nantes*. Angers, 1934, in-8°.

5. LE MOY, *Le Parlement de Bretagne et le pouvoir royal au XVIII^e siècle*. Paris, 1909, in-8°, p. 233-238.

amis de la société menacée : le premier président La Briffe d'Amilly, l'avocat général Le Prestre de Châteaugiron, plusieurs autres présidents et conseillers, dont trois, au moins, étaient des congréganistes¹. Surtout, l'homme qui, par ses fonctions et son éloquence, sera l'âme agissante du procès des Jésuites à Rennes — le procureur général Caradeuc de la Chalotais — n'apporte aucune passion sectaire dans cette poursuite. Il ne s'y engage même qu'à pas comptés, soucieux de sonder d'abord les intentions profondes d'un gouvernement dont il attend les faveurs². C'est seulement lorsqu'il a mesuré la puissance — à la Cour même — de la faction hostile aux Jésuites que cet homme de soixante ans, longtemps obscur, mais ambitieux de gloire, trouve, dans ses fameux comptes-rendus³ — selon l'expression d'un contemporain hostile, mais clairvoyant — « une occasion toute naturelle de faire connaître la singularité de ses talents⁴ ».

L'amitié de plusieurs magistrats pour les Jésuites, la prudence de La Chalotais expliquent la lenteur du procès à Rennes. Le premier arrêt, le 23 décembre 1761, rendu avec le concours des amis des Jésuites⁵, qui y voient un moyen dilatoire, est seulement un arrêt provisoire, calqué sur celui du Parlement de Paris du 6 août précédent. Pour l'arrêt définitif, il faut attendre une assemblée des chambres du 27 mai 1762, remarquable par le petit nombre des assistants : trente-trois, sur plus de cent magistrats. On peut croire que, découragés par l'exécution parisienne du 1^{er} avril⁶, les partisans bretons des Jésuites ont abandonné la partie.

À la différence du Parlement de Rennes, les Cours de Bordeaux, de Perpignan et de Metz ne s'étaient jamais signalées par leur animosité à l'égard de la bulle Unigenitus. Aucune d'elles ne manifeste d'enthousiasme pour commencer le procès des Jésuites. Elles ne s'y décident qu'en mars 1762⁷.

1. *Liste de nos seigneurs de Parlement (de Bretagne) commençant à la Saint-Martin 1767 jusqu'à Pâques 1768*, 18 p. in-12; Louis RAISON, *op. cit.* (*Annales de Bretagne*, I, p. 29 et suiv.).

2. Notamment la survivance de sa charge en faveur de son fils. Sur les sentiments de La Chalotais à l'égard des Jésuites : LE MOY, *op. cit.*, p. 232-235.

3. *Compte-rendu des constitutions des Jésuites, par M. Louis René de Caradeuc de La Chalotais... Les 1, 3, 4, et 6 déc. 1761...*, 243 p. in-12 (suivi de l'arrêt provisoire du 23 décembre 1761, p. 244-288); *Second compte-rendu sur l'appel comme d'abus... les 21, 22, et 24 mai 1762*, 140 p. in-12 (suivi de l'arrêt définitif du 27 mai 1762, p. 140-160).

4. *Remarques sur un écrit intitulé : Compte-rendu des constitutions des Jésuites, par M. L. R. de Caradeuc de La Chalotais*, 175 p. in-12, p. 9-10.

5. *Nouvelles ecclésiastiques*, année 1762, p. 93-95.

6. POCQUET, *Le duc d'Aiguillon, op. cit.*, I, p. 202-211.

7. BOSCHERON DES PORTES, *Histoire du Parlement de Bordeaux*. Bordeaux, 1878, in-8°, II,

Engagé sans empressement, ce procès est conduit, devant ces trois cours, sans cette chaleur agressive qui marquait les démarches de Paris ou celles de Rouen. A Bordeaux, l'avocat général Dudon, « homme de beaucoup d'esprit, de capacité et de manège¹ », précise expressément, dans son compte-rendu, que c'est le régime et non les membres qu'il convient de juger : « Nous croirions manquer à Dieu si, en vous découvrant, par devoir, les vices de l'institut de cette Société, nous ne rendions hommage aux grandes vertus, au zèle éclairé de plusieurs Jésuites dont les noms sont assez célèbres et de plusieurs autres, sans doute, qui ne sont peut-être que plus recommandables pour être moins connus². » A Metz, dans l'arrêt provisoire rendu le 28 mai 1762, si les émissions de vœux sont interdites et les congrégations supprimées, il est prescrit que les études continueront dans les collèges tenus par les Jésuites jusqu'au jugement définitif³.

Cependant, si l'on examine ces jugements, rendus à Bordeaux le 26 mai⁴, à Perpignan le 12 juin⁵, à Metz le 20 septembre⁶, ils nous apparaissent tous semblables, conformes aux modèles donnés par la Cour métropolitaine et par celle de Rouen⁷. L'esprit de corps, l'ivresse de participer à un grand acte collectif entraînent ces compagnies judiciaires, leur font oublier la prudence qu'elles ont si longtemps observée en ces matières délicates. Les magistrats bordelais sont, depuis 1755, parmi les tenants les plus décidés de l'*union des classes*⁸. Pour le

p. 279 ; *Compte rendu de l'Institut, et constitutions des soi-disans Jésuites*, par M. de Salettes, Sous-Doyen du Conseil souverain du Roussillon, en conséquence de l'Arrêt de la Cour du 20 mars 1762, 101 p. in-12 ; E. MICHEL, *Hist. du Parlement de Metz*. Paris, 1845, in-8°, p. 455-456.

1. (BACHAUMONT), *Mémoires secrets pour servir à l'histoire de la République des Lettres, en France, depuis 1762 jusqu'à nos jours*, XXIII, p. 130.

2. *Compte rendu des Constitutions des Jésuites* par M. Pierre Jules Dudon, Avocat général du Roi au Parlement de Bordeaux, les 13 et 14 mai 1762, 179 p. in-12.

3. *Arrêt du Parlement de Metz*, du 28 mai 1762, 10 p. in-4°, p. 7-8.

4. Arrêt joint au compte-rendu de l'avocat général Dudon cité plus haut.

5. *Arrêt du Conseil souverain de Roussillon*, du 12 juin 1762, 24 p. in-12.

6. L'arrêt est publié à la suite de la *Demande en profit de défaut de M. le Procureur général du Parlement de Metz, sur l'appel comme d'abus des constitutions et de la Société se disant de Jésus*, 76 p. in-12, p. 41-68.

7. Le Conseil souverain de Roussillon insère cependant, dans son arrêt, une disposition nouvelle, qui sera adoptée ensuite par plusieurs autres parlements : il fait « défenses à toutes personnes de proposer, solliciter, ou demander, en aucun temps ni en aucune occasion, le rappel et rétablissement des dits soi-disans Jésuites, dans le ressort de la Cour, à peine contre ceux qui auraient fait les dites propositions, assisté ou acquiescé aux dites délibérations, d'être poursuivies extraordinairement suivant l'exigence des cas... » Arrêt cité, p. 16.

8. Sur ce point, voir notamment M. LHERITIER, *Tournay, intendant de Bordeaux*. Paris, 1920, p. 695.

Parlement de Metz et la Cour souveraine de Roussillon, il n'est pas interdit de supposer que leurs meneurs — Bertrand, Michel de Vati-mont, le procureur général Le Goullon de Champel, à Metz ; le doyen Salelles, à Perpignan — voient, dans la publicité grisante qui accom-pagne ce procès national, l'occasion de faire connaître leur existence au delà des limites de leurs modestes ressorts.

* * *

Par l'édit de mars 1762, le gouvernement avait espéré sauver les Jésuites. En fait, en envoyant cette loi à l'enregistrement des cours souveraines, il avait obligé celles-là mêmes qui s'étaient prudemment abstenu jusque-là à réclamer les constitutions et à ouvrir, à leur tour, le grand procès. C'est ce qui se produisit, par exemple, en Dauphiné, arrachant aux Pères du collège de Grenoble cette exclamation de dé-pit : « L'édit du roi, qui semblait devoir ramener le calme, nous jette dans la tempête¹... »

Un an plus tard, une nouvelle intervention ministérielle, découra-geant les amis actifs que les Jésuites comptaient encore dans plusieurs parlements, allait accélérer celles des procédures qui traînaient jusque-là en longueur.

La fermeture des collèges des Jésuites, réalisée dans la plus grande partie de la France, ne pouvait laisser le gouvernement indifférent. « Je crois — écrivait le ministre Saint-Florentin, dès le 23 avril 1762 — qu'on doit s'occuper de l'instruction de la jeunesse et de ceux qui y seront préposés et que les parlements ne disposent pas seuls des places de cette importance². » D'autre part, le gouvernement ne pou-vait se désintéresser du sort des créanciers des Jésuites ni abandonner les religieux, chassés des maisons qu'ils occupaient, à la seule généro-sité des parlements pour l'octroi de pensions alimentaires, que cer-taines cours subordonnaient à la prestation de serments auxquels les Jésuites se refusaient³.

En février 1763, le roi prit des mesures répondant à ces divers ob-jets. Un édit organisa les bureaux d'administration qui dirigeraient

1. Lettre citée par le P. PRA, *Les Jésuites à Grenoble*. Lyon et Paris, 1901, in-8°, p. 363, note 1.

2. Lettre à Miromesnil publiée par LE VERDIER, *op. cit.*, II, p. 104-105.

3. Arrêt du Parlement de Rouen du 21 juin 1762, 13 p. in-12 ; Arrêt du Parlement de Metz, du 1^{er} octobre 1762 (publié à la suite de la Demande en profit de défaut citée plus haut, p. 73-76).

les collèges ci-devant tenus par les Jésuites¹. Des lettres patentes fixèrent la procédure à suivre pour la vente des biens au profit de leurs créanciers². D'autres lettres pourvurent à l'administration des bénéfices unis à leurs établissements, dont les revenus seraient employés, à la fois, à l'entretien des nouveaux collèges et aux pensions alimentaires accordées aux religieux expulsés qui avaient plus de trente-trois ans³.

Ces actes royaux étaient, sans doute, indispensables. Mais ne signifiaient-ils pas que le gouvernement acceptait le fait accompli? « On ne doute plus — écrivait Barbier, au lendemain de leur publication — que le roi ne donne les mains et n'autorise la dissolution de la Société des Jésuites⁴. » A la même époque, les événements dramatiques, qui avaient le Parlement de Provence pour théâtre, confirmaient les défenseurs des Jésuites dans la conviction qu'ils devaient abandonner tout espoir.

* * *

Le Parlement d'Aix, par son passé, semblait devoir — comme les Parlements de Paris et de Rouen — conduire le procès de la Société de Jésus avec une activité et une vigueur insignes. Au cours de la querelle des refus de sacrements — qui fut très âpre en Provence⁵ — un groupe de gallicans intransigeants s'était peu à peu formé. « Entraînés alors l'un par l'autre, allant à chaque occasion plus loin qu'ils ne l'avaient cru possible eux-mêmes, des magistrats, remplis d'ailleurs de religion, de probité et de lumières, en vinrent bientôt — écrira un témoin partial, mais lucide — à ne plus garder de mesure ni avec l'Eglise ni avec les lois⁶... » Ces magistrats ne pouvaient que s'associer aux procédures déjà engagées ailleurs. Le premier président Gal-

1. 14 p. in-4°.

2. *Lettres patentes pour l'abréviation des procédures et la diminution des frais dans la discussion des biens des Jésuites, données à Versailles, le 2 février 1763*, 7 p. in-4°.

3. *Lettres patentes concernant l'administration d'une portion des biens de la Compagnie et Société des Jésuites, données à Versailles, le 2 février 1763*, 4 p. in-4°. Les Jésuites âgés de plus de trente-trois ans étaient sans ressources, étant exclus de leur patrimoine.

4. *Journal de Barbier*, VIII, p. 64-65.

5. P. ALBERT ROBERT, *Les remontrances et arrêtés du Parlement de Provence au XVIII^e siècle*. Paris, 1912, in-8°, p. 97-120; P. ARDOIN, *La bulle Unigenitus dans les diocèses d'Aix, Arles, Marseille, Fréjus, Toulon (1713-1789)*. Paris, 1936, 2 vol. in-8°.

6. *Mémoire adressé par le président d'Éguilles en 1767 au roi*, publié par le P. CARAYON, dans les *Mémoires cités du président d'Éguilles*, p. 280.

lois de La Tour affichait une neutralité parfaite¹. Le procureur général Ripert de Monclar, ouvert à tous les courants de pensée du siècle, était un ennemi déclaré de la Société. Au surplus, il était lié avec le duc de Choiseul, avait l'orgueil de sa supériorité et aspirait aux grandes charges².

Mais la procédure fut retardée, en Provence, par une vigoureuse opposition, qui réunira vingt-six voix sur cinquante-cinq votants dans une séance décisive³. Elle était conduite audacieusement par un ancien officier de marine, chargé de mission, en Écosse, auprès du prétendant Charles-Édouard, pendant la guerre de la Succession d'Autriche, avant de devenir, en 1748, le président d'Éguilles⁴.

La querelle éclate à propos de l'arrêt provisoire du 5 juin 1762⁵, qui ordonne, à l'égard des établissements de la Société, les mesures préliminaires habituelles. Les partisans des Jésuites reprochent à la majorité qui a voté cet arrêt plusieurs irrégularités de procédure, et surtout d'avoir statué sur des objets dont la connaissance leur était interdite par l'édit de mars, qu'à l'exemple du Parlement de Paris ils ont refusé d'examiner. Habilement, ils se donnent comme les défenseurs du pouvoir royal contre les prétentions parlementaires : ils posent le problème de l'autorité. Deux mémoires portés à Versailles par le président d'Éguilles⁶ provoquent l'arrêt du Conseil du 22 octobre, qui ordonne de surseoir à l'exécution de l'arrêt du 5 juin.

Les mémoires du président d'Éguilles formulaient, contre la majorité du Parlement de Provence et contre toute la magistrature française coalisée, des accusations graves. Ils dénonçaient le complot contre les Jésuites, « ces relations, ces concerts, ces confédérations pour les détruire sans ménagement, sans pudeur, sans humanité ; ... ce nouveau langage des classes du parlement unique, de conseil essentiel de la nation ; ce malheureux esprit de corps⁷... ». Tout autre que le ma-

1. Lettre de Gallois de La Tour, du 17 mars 1762, citée par P. ARDOIN, *La bulle Unigenitus*, op. cit., II, p. 252.

2. Sur le procureur général Ripert de Monclar, voir, notamment, l'hommage qui lui est rendu par son adversaire, le président d'Éguilles, en 1767. *Mémoires* cités, publ. par CARRATON, p. 4-6, en note, et J.-N. MOREAU, *Mes souvenirs*, Paris, 1898, I, *passim*.

3. Celle du 5 juin 1762. P. ALBERT ROBERT, op. cit., p. 155.

4. Sur le président d'Éguilles, voir surtout ses *Mémoires* de 1767, publ. par le Père CARRATON.

5. Cet arrêt est le résultat du premier compte-rendu de Ripert de Monclar (28 mai-4 juin), 282 p. in-12 + 266 p. de notes.

6. *Mémoires présentés au roi par deux magistrats du Parlement d'Aix contre des arrêts et arrêtés de leur Compagnie*, 24 p. in-12.

7. Op. cit., p. 19.

gistrat aventureux, qui les avait présentés, aurait redouté la publication de ces mémoires confidentiels, qui soulèveraient un scandale s'ils étaient divulgués et compromettraient jusqu'au souverain timide, qui vengeait sa dignité en les accueillant. En fait, dès novembre, à l'insu du président d'Éguilles, et par les soins de l'imprimeur du Parlement de Paris, les mémoires parurent¹. Ce coup de partie détermina le ministère à abandonner d'Éguilles — le 23 décembre² — et à laisser la procédure de Provence suivre son cours.

Le 28 janvier 1763, le Parlement d'Aix rendait un arrêt définitif, en tout semblable à ceux des parlements qui avaient déjà jugé³. Ensuite un procès en mercuriale fut engagé contre le président d'Éguilles et les dix magistrats de la minorité, qui avaient eu le courage de le suivre jusqu'au bout. Le 17 mai, d'Éguilles était banni de France à perpétuité et son principal complice, l'abbé de Montvalon, banni du ressort de la Cour pendant vingt ans. Quatre conseillers devaient donner leur démission, deux autres étaient interdits de leur charge pendant quinze ans, trois conseillers honoraires étaient privés des prérogatives attachées à cette qualité⁴.

Dès le 17 décembre 1762, le Parlement de Paris avait condamné les mémoires du président d'Éguilles à être lacérés et brûlés. Et, après lui, docilement, du début de janvier à la fin du mois de mars 1763, dans une manifestation de solidarité et surtout d'intimidation à l'égard des derniers opposants, neuf autres cours souveraines répétèrent la même condamnation⁵.

* * *

Les abandons du gouvernement, les sanctions que subissaient d'Éguilles et ses partisans démontraient aux amis de la Société l'ina-

1. Mémoires du président d'Éguilles publ. par CARAYON, *op. cit.*, p. 116.

2. Relation de ce qui s'est passé au Parlement d'Aix, dans l'affaire des Jésuites, depuis le 6 mars 1762, et de ce qui a été statué par le Roi sur cette affaire, le 23 décembre, 116 p. in-12, p. 115-116.

3. L'arrêt est rendu après un plaidoyer de Ripert de Monclar qui a rempli trois audiences (4, 11, 12 janvier), 251 p. in-12.

4. Arrêt du Parlement de Provence sur la procédure en mercuriale, 8 p. in-12. Un arrêt du Conseil du 27 août 1763 réduisit la peine frappant le président d'Éguilles à une interdiction de séjourner à Aix pendant dix ans et celle du conseiller-clerc de Montvalon à une interdiction de fonctions de quatre ans. Les autres magistrats étaient mis hors de cause (P. Albert ROSSAT, *op. cit.*, p. 192-193).

5. La liste des parlements qui ont condamné les mémoires du président d'Éguilles, avec les dates de condamnation, est donnée par J. BAILLON, dans le recueil : *Les établissements des Jésuites en France*, *op. cit.*, art. « Aix-en-Provence », col. 92.

nité et les dangers de leurs efforts. Avant la fin de l'année judiciaire 1762-1763, quatre nouveaux parlements — ceux de Toulouse, de Pau, de Dijon et de Grenoble — frappèrent à leur tour les Jésuites.

A Toulouse¹, où la sensibilité gallicane était assez vive, les adversaires des Jésuites étaient conduits par un octogénaire passionné, le conseiller Bojat, par le président Daguin (« correspondant général de tous les parlements... notre faiseur de libelles », écrira un témoin malveillant, mais bien informé²), par le procureur général Riquet de Bonrepos³, par les conseillers Cantalauze et Chalvet de Merville⁴. Ils ne réussirent pas, cependant, à imposer, le 5 juin 1762, un arrêt définitif et durent se contenter d'un arrêt provisoire. Les amis des Jésuites reprirent courage, lors de l'installation, en novembre, du nouveau premier président François de Bastard : « Ce n'est point seulement — notera un contemporain — un juge favorable aux Jésuites ; c'est un solliciteur déclaré qui manifeste, sans le moindre ménagement, le projet qu'il a conçu de les sauver⁵... » Il put seulement retarder le jugement définitif jusqu'au 26 février 1763⁶ ; il ne put empêcher que les dispositions en fussent exactement conformes à tous les précédents.

A Pau, les Pères qui dirigeaient le Collège royal, siège d'une Faculté des Arts, étaient populaires. Le jeune avocat général Faget — neveu d'un Jésuite — osa prendre longuement leur défense, en portant la parole au nom des gens du roi, du 10 au 14 décembre 1762⁷. Mais le parti de l'*union des classes*, entraîné par les conseillers de Belloc et de Mosqueros⁸, rallia la majorité, lorsqu'au printemps de 1763 l'abandon des Jésuites par le pouvoir royal fut évident. Et l'arrêt du 28 avril imposa aux religieux la loi commune⁹.

1. Sur le procès des Jésuites à Toulouse : BASTARD D'ESTANG, *Les parlements de France*, II, p. 43-211.

2. Lettre du premier président François de Bastard, du 18 septembre 1763, citée par BASTARD D'ESTANG, *op. cit.*, II, p. 274-275.

3. Cf. son *Compte rendu* des 4 avril, 4 et 26 mai 1762 (150 p. in-12) et son *Plaidoyer* des 8, 11 et 17 février 1763 (98 p. in-12).

4. Commissaires du Parlement pour l'affaire des Jésuites. Leurs comptes-rendus, présentés du 7 au 11 mai 1762, ont été publiés dans deux brochures distinctes (290 et 224 p. in-12).

5. *Seconde lettre de M. le Marquis... à M... Président au Parlement de Paris, contenant tout ce qui s'est passé depuis la sortie des Arrêts de MM. du Parlement de Toulouse jusqu'au retour de leurs députés* (21 mars 1764), in-12, p. 164.

6. 13 p. in-12.

7. *Nouvelles ecclésiastiques*, année 1763, p. 145.

8. Commissaires du Parlement. Leurs comptes-rendus ont été publiés dans une brochure de 114 p. in-12.

9. 16 p. in-12.

Ce fut seulement le 8 mars de cette même année que le Parlement de Dijon ordonna aux Jésuites de son ressort de déposer leurs constitutions à son greffe et commença, à son tour, l'instruction du grand procès¹. La principale raison de ce retard réside dans le grave conflit qui, pendant deux ans, avait opposé la cour de Bourgogne aux élus généraux des États de la province soutenus par les ministres et qui, jusqu'en février 1763, avait requis tous ses soins. Au surplus, le Parlement de Dijon n'avait jamais participé aux querelles nées de la bulle *Unigenitus*. Il entendait, cependant, ne pas se désintéresser du procès des Jésuites. « Personne ici ne veut aucun mal aux Jésuites — déclarait un parlementaire bourguignon — mais nous ne ferons point de bigarrure². » Ainsi l'esprit de corps relayait les colères jansénistes et gallicanes et conduisait à l'action une compagnie qui, au lendemain d'un grave débat d'autorité avec le gouvernement, estimait convenable et juste de donner, au moins, ce témoignage de solidarité aux autres cours souveraines et d'abord au Parlement de Paris, dont il avait réclamé naguère les bons offices³. Si le procureur général Quarré de Quintin prit la défense des Jésuites, dans son compte-rendu du 13 juin 1763, trente-huit magistrats — contre dix⁴ — se rallièrent aux conclusions présentées par les trois commissaires de la Cour — Fevret de Fontette, de Joney et Bureau de Saint-Pierre — et l'arrêt du 11 juillet qu'ils adoptèrent, jugeant d'emblée au fond, fut sensiblement le même que ceux déjà rendus⁵.

Le Dauphiné⁶ — comme la Bourgogne et le Béarn — n'avait jamais

1. Sur le procès des Jésuites à Dijon : DE LA CUISINE, *Le Parlement de Bourgogne, depuis son origine jusqu'à sa chute*. Paris, 1864, 3 vol. in-8°, III, p. 242-262.

2. Cité par Th. FOISSY, *Le président de Brosses*. Paris, 1842, in-8°, p. 232.

3. Cette dette de reconnaissance du Parlement de Dijon a été bien comprise et indiquée par l'auteur malveillant, mais clairvoyant, du *Compte-rendu au public des comptes-rendus aux divers Parlements et autres Cours supérieures, précédé d'une réponse décisive aux imputations dont on a chargé les Jésuites, leur régime et leur Institut*. Paris, 1765, 2 vol. in-8°, I, p. xx-xxi, en note.

4. *Lettre écrite de Dijon, le 12 juillet 1763*. 4 p. in-12, p. 1.

5. 34 p. in-12. Sur un point, cependant, il était plus indulgent : il renonçait à imposer aux Jésuites, qui voudraient obtenir des bénéfices ayant charge d'âmes ou des emplois relatifs à l'enseignement, ces serments qu'on prétendait leur imposer ailleurs et qu'ils n'auraient pu prêter sans se déshonorer. Plus franchement, le Parlement de Dijon interdisait purement et simplement ces fonctions de confiance aux profès de trois ou quatre vœux, mais il les laissait ouvertes aux Jésuites — plus nombreux — qui n'avaient pas encore été admis à la profession des derniers vœux.

6. Sur le procès des Jésuites à Grenoble, cf. notre ouvrage : *Le Parlement de Dauphiné et les affaires publiques dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle*. Grenoble et Paris, 1942, 2 vol. in-8°, I, p. 122-132.

été troublé par les scandales des refus de sacrements. Et les Jésuites possédaient, au Parlement, de puissants amis — tels le procureur général Berger de Moydieu et l'avocat général Vidaud de la Tour, qui refusèrent de requérir contre eux. Le procès, encouragé par le premier président de Bérulle — qui appartenait à la famille du fondateur de l'Oratoire — fut conduit par la volonté opiniâtre des trois commissaires qu'avait désignés la Compagnie, pour l'examen des constitutions, et qui se trouvaient être les tenants les plus convaincus des maximes parlementaires : les conseillers Meyrieu, Garnier et Chaléon. Par leurs soins, le Parlement de Grenoble condamna la Société, le 29 août 1763. Cependant, il évita d'insulter ses membres, ne les appelant pas « soi-disant Jésuites », comme les autres parlements l'avaient fait. Et, surtout, le serment qu'il leur imposa, dans le cas où ils voudraient exercer une fonction quelconque, ne comporta pas d'autres stipulations que celles auxquelles tous les Jésuites de France avaient déclaré, dès 1761, qu'ils étaient prêts à souscrire¹.

* * *

Au moment où se terminait l'année judiciaire 1763-1765, trois cours souveraines seulement — celles de Besançon, de Douai et de Colmar — n'avaient pas condamné les Jésuites.

Le Parlement de Franche-Comté n'avait jamais participé aux querelles religieuses du siècle et les Jésuites étaient fort appréciés dans les villes de la province où ils enseignaient². Cependant, la Cour venait d'être engagée dans un grave conflit avec le gouvernement et trente de ses membres avaient été exilés, par le roi, dans les places fortes des frontières, de janvier 1759 à septembre 1761³. Ce débat d'autorité, qui avait ému la plupart des cours souveraines, empressées à interve-

1. Le Parlement de Grenoble impose simplement aux ex-Jésuites, candidats à une fonction, le serment « d'être inviolablement bons et fidèles sujets du Roi, de soutenir les libertés de l'Eglise gallicane et notamment les quatre propositions de l'Assemblée du Clergé tenue en 1682 ; de se conformer en tout aux lois du Royaume ; de combattre, en toute occasion, les maximes qui attentent à l'autorité du Roi, à la sûreté de sa personne sacrée et qui attaquent l'indépendance de sa Couronne ». Le Parlement de Dauphiné ne demande pas expressément aux Jésuites — comme l'avaient fait les autres parlements — d'abjurer l'Institut et la doctrine de la Société.

2. Des requêtes formées par les officiers municipaux de Besançon, de Vesoul et de Dôle en faveur des Jésuites sont citées par le Parlement de Besançon dans ses *Remontrances* du 12 janvier 1765, 40 p. in-12, p. 40, n. 7.

3. ESTIGNARD, *Le Parlement de Franche-Comté, de son installation à Besançon à sa suppression*, 1892, 2 vol. in-8°, I, p. 271-350.

nir en faveur des Francs-Comtois¹, avait entraîné une compagnie jusque-là un peu particulariste dans le concert des parlements de France. Les anciens exilés se faisaient un point d'honneur de participer aux combats de leurs confrères des autres provinces. Ils y étaient entraînés par le conseiller Petitcuénot, qu'un rapport malveillant accuse d'avoir « formé des liaisons avec plusieurs parlements du royaume² ».

Lorsque l'édit de mars 1762 fut présenté à la Cour, Petitcuénot et ses amis réussirent à faire rendre l'arrêt du 27 mars, qui ordonnait le dépôt, au greffe, des constitutions des Jésuites³. Les rapports des commissaires désignés pour leur examen furent développés, devant les chambres assemblées, les 17 et 18 août, et, ce dernier jour, si l'on en croit un Père Jésuite : « M. Petitcuénot, pendant plus d'une heure, a vomì toutes les horreurs imaginables contre la Société⁴. » Mais ce fut son dernier succès. Le Parlement de Besançon comptait, parmi ses membres, un nombre exceptionnel de congréganistes : douze. Aidés par la bienveillance du premier président Perreney de Grosbois et du procureur général Doroz, ils mirent tout en œuvre pour paralyser les délibérations de la Compagnie sur cet objet. Ils y parvinrent le 7 mai 1764, où il fut constaté que, par le jeu des exclusions résultant des motifs de suspicion que les congréganistes, qu'on voulait exclure du procès, avaient eux-mêmes fait valoir contre leurs adversaires, la Cour se trouvait réduite « au-dessous du nombre de huit, nombre requis par les ordonnances pour juger les affaires des particuliers et qui, à plus forte raison, est nécessaire pour former une décision dans les chambres assemblées⁵ ».

Le Parlement de Flandre ne connut pas les remous qui avaient agité, au sujet des Jésuites, celui de Franche-Comté. Les magistrats de Douai, modestes et besogneux, ignoraient les hautes ambitions de l'aristocratie parlementaire⁶. Ils ne s'étaient jamais souciés de l'*union des classes*. Leur docilité à l'égard du pouvoir était proverbiale et

1. *Recueil d'Arrêts, articles et Remontrances de différentes classes du Parlement, au sujet de ce qui s'est passé au Parlement séant à Besançon*, 1759, 76 p. in-12.

2. Cité par ESTIGNARD, *op. cit.*, I, p. 284.

3. 3 p. in-12.

4. ESTIGNARD, *op. cit.*, II, p. 179.

5. *Séance du Parlement de Besançon, Chambres assemblées, du 7 mai 1764, au sujet de l'affaire des Jésuites*, 36 p. in-12, p. 35.

6. Lettre de Douai, du 1^{er} octobre 1771, citée dans *Journal historique de la Révolution opérée dans la constitution de la Monarchie française par M. de Maupeou, Chancelier de France*, 1775, II, p. 245.

n'était pas sans leur valoir quelques menues faveurs individuelles¹. Dans l'affaire des Jésuites, ils n'eurent aucune peine à suivre l'opinion commune de leurs compatriotes, qui était favorable à la Société². A la rentrée judiciaire de 1763, un magistrat essaya pourtant de dénoncer l'Institut. « Il ne fut appuyé que par un seul de ses confrères ; les autres l'interrompirent plusieurs fois et l'obligèrent enfin de garder le silence, puisqu'on ne voulait pas l'écouter³. »

Au Conseil souverain d'Alsace, la question ne fut même pas posée⁴. Si l'on en croit un contemporain sans bienveillance : le premier président Christophe de Klinglin était un protecteur déclaré des Jésuites, le procureur général était le frère d'un Jésuite et le doyen : « un Jésuite de robe courte⁵. »

* * *

Dans le reste de la France, les Jésuites, soutenus par la sympathie active de l'immense majorité de l'épiscopat, résistaient sourdement aux arrêts qui les condamnaient⁶. Presque tous refusaient de prêter le serment d'abjuration qu'on prétendait leur imposer, s'ils postulaient des fonctions ecclésiastiques ou civiles⁷. On accusait les membres de la Société dissoute de la reconstituer clandestinement. On signalait, çà et là, des Jésuites prêchant, confessant et surtout distribuant des brochures qui défendaient leurs constitutions et leur doctrine contre les imputations des magistrats.

Une fois encore, le Parlement de Rouen prit une initiative hardie. Le 3 mars 1763, il prétendit imposer — sous peine de bannissement — à tous les prêtres et écoliers de la Société de Jésus — même s'ils n'as-

1. Lettre du premier président du Parlement de Douai au contrôleur général, du 16 septembre 1763, citée par BASTARD D'ESTANG, *Les parlements de France*, II, p. 307.

2. *Les établissements des Jésuites en France*, op. cit., art. « Cambrai », col. 1049.

3. *Nouvelles ecclésiastiques* de 1765, p. 178.

4. PILLOT et DE NEYREMAND, *Histoire du Conseil souverain d'Alsace*. Paris, 1860, in-8°.

5. *Lettre d'Alsace au sujet des Jésuites*, le 5 avril 1763, 7 p. in-12.

6. La résistance des Jésuites ne nous est connue que par le témoignage, naturellement partial, des parlementaires eux-mêmes, et notamment celui des gens du roi, réclamant des arrêts contre les Jésuites rebelles : *Arrêt et Arrêté de la Cour du Parlement séant à Rouen, des 2 et 3 mars 1763*, 23 p. in-12 ; *Arrêt du Parlement de Provence, du 18 janvier 1764*, 15 p. in-12 ; *Enquête faite à Saint-Malo et à Rennes, au début de l'année 1770, dans Procès instruit extraordinairement contre MM. de Caradeuc de La Chalotais et de Caradeuc...*, 1770-1771, 4 vol. in-12, IV, p. 132-191.

7. Le 8 mai 1767, Omer Joly de Fleury constatera que, sur plus de 1,200 Jésuites du ressort du Parlement de Paris, 150 seulement avaient prêté les serments ordonnés par les arrêts de la Cour (*Arrêt du Parlement de Paris du 9 mai 1767*, 14 p. in-4°).

piraient à aucune fonction, le serment qui leur était odieux¹. L'arrêt, blâmé par les magistrats parisiens eux-mêmes², fut cassé par le roi : les Normands s'inclinèrent.

Moins d'un an plus tard, la situation générale avait changé. Les parlements de France sortaient victorieux des combats qui les avaient opposés au gouvernement et à ses représentants, lors de la création de nouvelles charges fiscales, imposées par la guerre de Sept ans³. La promotion extraordinaire du conseiller des Enquêtes L'Averdy — un des principaux auteurs de la ruine des Jésuites, devenu contrôleur général des Finances — était le signe tangible de leur triomphe. Plusieurs actes des parlements, dominés par les ennemis de la Société, témoignèrent leur nouvelle audace.

Le 18 janvier 1764, le Parlement de Provence expulsait, des villes d'Aix et de Marseille, les Jésuites qui ne prêteraient pas le serment⁴. Le 9 mars, le Parlement de Paris bannissait du royaume, dans le délai d'un mois, les Jésuites de son ressort qui n'avaient pas souscrit au serment spécial, dont les termes avaient été fixés le 22 février⁵. Le Parlement de Rouen, le 22 mars⁶; celui de Toulouse, le 9 avril⁷; celui de Pau, le 13 avril⁸, imitèrent l'exemple de la Cour métropolitaine. Seuls les religieux malades et infirmes étaient épargnés.

Les autres parlements ne suivirent pas. Un illustre magistrat bourguignon, le président de Brosses, écrivait, à cette époque, au procureur général d'Aix, Ripert de Monclar : « Voilà le dernier coup porté aux Jésuites et je ne doute pas que leurs cabales et leurs intrigues ne leur aient mérité ce nouveau traitement. Mais beaucoup de gens sans partialité trouvent (et je ne sais s'ils se trompent) que la forme de cet arrêt est despotique et le traitement cruel⁹... »

* * *

A la fin de l'année judiciaire 1763-1764, la condition des Jésuites français était ainsi très différente suivant les régions. Quatre parle-

1. Arrêt cité, 23 p. in-12.

2. Lettre de Miromesnil à Saint-Florentin, *Corresp. de Miromesnil*, op. cit., II, p. 218-219.

3. M. MARION, *Histoire financière de la France depuis 1715*, I, p. 213-225.

4. Arrêt du Parlement de Provence du 18 janvier 1764, 15 p. in-12.

5. Arrêts du Parlement de Paris du 22 février et du 9 mars 1764, 24 et 7 p. in-4°.

6. Arrêt du Parlement de Rouen du 22 mars 1764, 8 p. in-12.

7. BASTARD D'ESTANG, op. cit., II, p. 189-191.

8. Arrêt du Parlement de Navarre, 13 avril 1764, 12 p. in-12.

9. Lettre citée par FOISSET, *Le président de Brosses*, op. cit., p. 233, note 1.

ments (Paris, Toulouse, Rouen et Pau) les avaient bannis de France. La Société était dissoute en Dauphiné, en Guyenne, en Bourgogne, en Provence, en Bretagne, mais les Jésuites continuaient à y séjourner. Enfin, en Franche-Comté, en Flandre et en Alsace, aucune mesure n'avait été prise contre l'Institut ni contre les hommes et les Jésuites vquaient paisiblement à leurs fonctions habituelles.

L'intervention du gouvernement devenait nécessaire. L'édit de novembre 1764¹ établit, enfin, une loi générale pour la France entière. Cette loi proscrivait la Société dans toute l'étendue de la domination du roi et elle suivait en cela la majorité des parlements de France. Mais — et elle répondait ainsi aux scrupules d'une autre majorité — elle permettait à tous les anciens Jésuites de rester ou de revenir dans le royaume, sans prêter aucun serment et aux seules conditions d'y vivre en simples « particuliers », de s'y comporter en « bons et fidèles sujets » et d'y être soumis à l'autorité spirituelle des évêques.

L'édit de novembre 1764 fut enregistré, sans difficulté, par la plupart des parlements. « Voilà l'édit sur les Jésuites — écrivait le procureur général de Rennes, La Chalotais, à son fils — ils chanteront victoire d'être rappelés et on doit chanter victoire qu'ils soient détruits. La reine, dit-on, en a pleuré. Je trouve l'édit très bon et je l'ai dit, ce matin, à M. le Vice-chancelier que j'ai vu². »

Les Parlements de Paris³, de Toulouse⁴, d'Aix⁵ et de Rouen⁶ crurent, cependant, devoir prendre quelques mesures de précaution. Après avoir enregistré l'édit, ils imposèrent aux Jésuites de leur ressort une résidence surveillée dans le diocèse de leur naissance. En outre, la ville de Paris, les villes d'Aix et de Marseille et la plupart des villes de Normandie leur furent interdites.

Le Parlement de Besançon n'enregistra l'édit de novembre que sur des lettres de jussion, le 26 janvier 1765, et après avoir présenté des remontrances en faveur du maintien des Jésuites en Franche-Comté⁷. Manifestation grave d'indiscipline parlementaire, qui provoquera cette

1. *Édit du Roi concernant la Société des Jésuites, donné à Versailles au mois de novembre 1764*, 2 p. in-4°.

2. Lettre écrite de Paris, le 4 décembre 1764, et publiée dans *Procès instruit extraordinairement contre MM. de Caradeuc de la Chalotais et de Caradeuc...*, 1770, in-12, I, p. 210.

3. *Arrêt du Parlement de Paris, 1^{er} décembre 1764*, 2 p. in-4°.

4. 19 décembre 1764. BASTARD D'ESTANG, *op. cit.*, II, p. 198.

5. P. ALBERT-ROBERT, *op. cit.*, p. 203.

6. 27 mars 1765. *Édit du Roi donné à Versailles au mois de novembre 1764... Arrêts et Arrêts de la Cour de Parlement séant à Rouen sur ledit édit...* 54 p. in-12, p. 7-10.

7. 12 janvier 1765. 40 p. in-12.

remarque ironique du contrôleur général L'Averdy : « Les classes ? est-il possible qu'on soutienne ce système tout de bon ? Voilà un plaisant corps, tout un, que celui dont une classe, qui est Besançon, a fait l'apologie des Jésuites dans une remontrance¹ ! »



La pragmatique royale espagnole du 2 avril 1767, par laquelle le roi Charles III bannissait les Jésuites de toute l'étendue de son empire, réveilla les passions en France. Les Parlements de Paris², d'Aix³, de Metz⁴ et de Toulouse⁵ s'autorisèrent aussitôt de cet acte pour astreindre les Jésuites de leur ressort à l'obligation du serment, sous peine d'expulsion immédiate⁶.

Tous ces parlements — et aussi le Parlement de Rouen — s'accordaient pour supplier le roi d'intervenir à Rome, afin d'obtenir l'extinction totale de la Compagnie. On peut croire que le ministre Choiseul n'était pas étranger à ces démarches. Il poussait, à la même époque, le roi d'Espagne à demander au pape — de concert avec la France — cette suppression de la Société de Jésus⁷, qu'ordonnera finalement, le 21 juillet 1773, le bref *Dominus ac redemptor*. Il semble bien même qu'un édit expulsant les ex-Jésuites de France ait été préparé dans les conseils du gouvernement français⁸. Il ne parut jamais. La réforme judiciaire du chancelier Maupeou, en 1771, mit définitivement fin aux persécutions éprouvées, dans les ressorts de quelques cours souveraines, par les membres de la société dissoute⁹. En août 1773, certains d'entre

1. L'Averdy à Miromesnil, 5 mars 1766. *Corresp. publiée par Le Verdier*, IV, p. 163.

2. *Arrêt du 9 mai 1767*, 14 p. in-4°.

3. *Arrêt du 1^{er} juin 1767*, 23 p. in-12.

4. *Arrêt du 12 juin 1767*, 4 p. in-4°.

5. *Arrêt du 1^{er} août 1767*, 31 p. in-12.

6. Devenu plus modéré, le Parlement de Rouen se contentait d'ordonner une enquête sur l'activité des Jésuites résidant dans le ressort de la Cour (*Arrêt du 19 mai 1767*, 44 p. in-12). Le Parlement de Rennes, rétabli dans ses fonctions après l'affaire de Bretagne, rendit un arrêt semblable contre les Jésuites de son ressort, le 2 mars 1770 (*Le Moy, Le Parlement de Bretagne, op. cit.*, p. 402-403).

7. Cf. L. BLART, *Les rapports de la France et de l'Espagne après le pacte de famille jusqu'à la fin du ministère du duc de Choiseul*. Paris, 1915, in-8°, p. 108 et suiv.

8. Une lettre non datée de Louis XV à Choiseul a été publiée par le comte de Saint-Priest, *Histoire de la chute des Jésuites*, 1844, in-8°, p. 298-300. C'est la critique d'un projet d'édit d'expulsion concernant les Jésuites. Elle ne se rapporte donc pas, comme le croyait J. CARRÉ-NEAU-JOLY (*Hist. de la Compagnie de Jésus*, V, p. 283), à l'édit de novembre 1764, qui ne prévoit nullement l'expulsion des religieux. Elle paraît contemporaine de l'expulsion des Jésuites espagnols.

9. Cf. *Journal historique de la Révolution opérée dans la constitution de la Monarchie fran-*

eux bénéficièrent d'une augmentation de pension¹. Cette bienveillance, à l'égard des religieux de l'Ordre condamné par les deux puissances, ne se démentit pas, après le rétablissement des anciens parlements. L'édit de mai 1777² confirma le droit des ex-Jésuites français de vivre, en France, individuellement, « sous l'autorité spirituelle des ordinaires des lieux ». Il leur interdisait seulement d'exercer les fonctions de supérieurs de séminaires et celles de régents de collèges et de posséder — ailleurs que dans les campagnes — des bénéfices à charge d'âmes.

* * *

Assurer, dès le mois de février 1763, aux anciens membres de la Société, des pensions alimentaires modestes, les sauver du bannissement, en les dispensant du serment qu'ils jugeaient déshonorant : tel était, en définitive, le résultat non négligeable — et souvent méconnu — de l'effort médiateur du gouvernement français. Il ne pouvait espérer davantage, après avoir accepté la thèse gallicane du Conseil d'État sur la réforme des Jésuites, que Rome repoussait avec indignation. L'intransigeance romaine avait fait, en France, le jeu des violents : « Les Jésuites peuvent devenir ce qu'ils voudront ; ils sont indignes des bontés du roi », avait déclaré publiquement Choiseul, devant les premiers refus³.

Les ennemis des Jésuites n'étaient cependant pas, au début, les maîtres de tous les parlements de France. Le procès n'avait été engagé, avec une véritable résolution, qu'à Paris et à Rouen, où il existait un public pour soutenir les initiatives des meneurs et les aider à réduire au silence ceux qui suivaient à regret, comme ce chanoine Nigon de Berty, conseiller-clerc de la première des Enquêtes, qui, le 7 août 1762, confiait à son neveu : « Les chambres assemblées ont rendu hier un arrêt qui supprime la Société des Jésuites. De nombreux confrères

gaise par M. de Maupeou, Chancelier de France, 1775-1776, 7 vol. in-12. Notamment t. II, p. 19, à la date du 6 juillet 1771 : « Les Jésuites se répandent de plus en plus dans la vigne du Seigneur et l'on en trouve beaucoup employés aux paroisses, à l'administration des Sacrements, à la prédication, etc... »

1. Arrêt du Conseil du 18 août 1773, qui accorde des augmentations de gratifications annuelles à ceux de soixante ans et au-dessus qui composaient ci-devant la Société des Jésuites, 2 p. in-4°.

2. Jourdan, Decrusy, Isambert. *Anciennes lois françaises*, t. XXV, p. 1-4.

3. Relation des premières négociations avec Rome au sujet des Jésuites, par le maître des requêtes de Flesselles, publiée par le P. CARAYON, en appendice aux mémoires du président d'Éguilles, *op. cit.*, p. 299-302.

apportent à les frapper une passion que je ne saurai point partager¹.

Ces emportements de passion étaient rares en province. « Les provinces regrettent les Jésuites et ils y réparaitraient avec acclamation », écrivait Duclos, peu suspect de sympathie pour eux². Ils eurent des défenseurs dans certains États provinciaux³. Des amis dévoués se levèrent en leur faveur, parmi les magistrats eux-mêmes, qui avaient été leurs élèves, étaient restés parfois leurs congréganistes et qui, vivant journellement plus près des religieux mis en cause, souscrivaient moins facilement aux accusations démesurées, portées par les rédacteurs des *Nouvelles ecclésiastiques*, contre l'Institut et la doctrine. La ferveur gallicane même était très inégale suivant les cours souveraines : Grenoble, Bordeaux, Dijon, Douai, Pau, Metz, Besançon, Colmar, Perpignan n'avaient pas connu les scandales auxquels avaient donné lieu à Paris, Rouen, Rennes, Aix et Toulouse les suites de la constitution *Unigenitus*.

Pendant de longs mois, on put raisonnablement se demander si la province suivrait les exemples de Paris et de Rouen. Elle les suivit, dans l'ensemble, parce que chaque parlement était dominé par un petit groupe d'hommes énergiques, gallicans résolus, inclinant parfois au jansénisme, mais surtout parlementaires voués à l'opposition, liés aux meneurs des autres cours et qui incarnaient vraiment l'*union des classes*. Ils surent faire du procès des Jésuites, dans la lutte déjà engagée, sur le terrain de la fiscalité, entre la coalition des robins et le pouvoir, la plus significative des épreuves de force.

Les provinciaux subjugués calquèrent leurs arguments, leurs procédures et leurs arrêts sur ceux de Paris et de Rouen, sauf les Cours de Douai et de Colmar, insensibles à tous les exemples et à tous les appels. Quelques compagnies — Bordeaux, Pau, Perpignan, Dijon — adoptèrent la procédure expéditive de Rouen, sans arrêt provisoire et sans intimation des intéressés. Ailleurs, les amis des Jésuites furent suffisamment nombreux pour imposer, au moins, l'étape d'un arrêt provisoire et l'intimation du général⁴ — intimation de pure forme, le général faisant défaut, mais qui permettait de gagner du temps. A Besançon seulement, les moyens dilatoires atteignirent leur but et l'affaire resta sans conclusion.

1. Lettre publiée par M. B. DE LACOMBE, *La résistance janséniste et parlementaire au temps de Louis XV. L'abbé Nigon de Berty, 1702-1772*. Paris, 1948, p. 180-181.

2. *Voyage en Italie*, cité par Th. FOISSET, *Le président de Brosses*, p. 231-232.

3. Notamment en Bretagne : M. MARION, *La Bretagne et le duc d'Alençon*. Paris, 1898, in-8°, p. 188-189.

4. A Aix, par exception, ce fut le provincial qui fut intimé.

Louis XV fut ulcéré par l'audace parlementaire, qui lui avait forcé la main. Sa rancune est visible dans la note qu'il rédigea, en 1767, sans doute, sur le projet d'édit d'expulsion, qui, d'ailleurs, n'eut pas de suite : « Je n'aime point cordialement les Jésuites, mais toutes les hérésies les ont toujours détestés : ce qui est leur triomphe. Je n'en dis pas plus. Pour la paix de mon royaume, si je les renvoie contre mon gré, du moins ne veux-je pas qu'on croie que j'ai adhéré à tout ce que les parlements ont fait et dit contre eux¹... »

La gravité de ce procès fut aussitôt mesurée par tous les hommes en place, qui avaient le sens de l'autorité. Le premier président de Rouen, Miromesnil, écrivait au contrôleur général Bertin, le 8 août 1763 : « La forme nouvelle et incroyable dans laquelle l'on a agi pour l'affaire des Jésuites a encore augmenté la confiance des parlements et il n'est rien dont les gens échauffés ne se flattent de pouvoir venir à bout². » Miromesnil était un homme du roi prudent et même timoré. D'autres, plus énergiques, invoquaient déjà les voies de rigueur et le premier président de Toulouse, François de Bastard, déclarait aux chambres assemblées de son parlement, après la condamnation définitive des Jésuites, le 26 février 1763 : « Vous venez de donner, Messieurs, un exemple funeste : celui des suppressions ; vous serez supprimés à votre tour³. »

Les libellistes parlementaires ont tous dénoncé la main des Jésuites dans la réforme du chancelier Maupeou. L'assertion est incontrôlable. Mais, le procès des Jésuites ayant été surtout un grave débat d'autorité, et les ennemis les plus acharnés de la Société ayant toujours été les tenants les plus résolus des prétentions parlementaires, il est bien vrai que la revanche de l'autorité fut aussi la revanche des Jésuites.

Jean EGRET,

Professeur à la Faculté des Lettres de Poitiers.

1. Lettre non datée publiée par le comte DE SAINT-PRIEST, *Histoire de la chute des Jésuites*, op. cit., p. 298-300.

2. *Correspondance* publiée par LE VERDIER, II, p. 303.

3. BASTARD D'ESTANG, op. cit., II, p. 153.

MÉLANGES

FOLKLORE ET ARCHÉOLOGIE

Folklore : « Arts et traditions populaires », traduit le français ; ustensiles de ménage et contes de bonnes femmes, disent les détracteurs. Ils ont tort. Si modestes soient-ils — et ils ne le sont pas toujours — ces documents n'en sont pas moins des créations de l'esprit des hommes ; ils évoquent leur vie, leurs pensées et souvent leurs croyances. Le folklore est une sorte d'archéologie des temps plus ou moins récents. Comme l'archéologie, il s'attache surtout à la vie de tous les jours, mais, comme elle, il touche à l'histoire de l'art, il touche à la littérature, à l'histoire économique et sociale, voire à l'histoire tout court. La distinction ne peut jamais être bien nette entre ce qui est « populaire » et ce qui ne l'est plus. Où s'arrête l'art populaire dans la céramique ? La poésie d'Homère et une bonne part des religions antiques ne sont-elles pas folklore ? Les classes dites « aristocratiques » n'ont-elles pas leur vie de tous les jours et leurs traditions plus ou moins fondées en raison, comme les autres ? Pourquoi en rejetterait-on l'étude ?

On prendra donc le terme de folklore dans son sens le plus large et on constatera que, ces années dernières, les études de folklore ont été particulièrement fécondes. On a vu paraître le tome III du gros *Manuel de Folklore* de M. Van Gennep. Fruit de toute une vie d'enquêtes et de recherches, cet ouvrage restera la Somme de traditions qu'il devenait urgent de recueillir. Le folklore a sa revue : *Les Mois d'Ethnographie française*. Le titre, d'ailleurs, m'étonne ; la notion d'ethnographie me semblait assez différente de celle de folklore et plus matérielle. Revue d'ailleurs soigneusement faite et vivante sous sa modeste apparence de fascicule ronéotypé. L'esprit en paraît seulement un peu étroit. Je lis dans le fascicule de juin 1948, p. 77 : « Il ne devrait plus y avoir d'œuvre folklorique établie sur une base lettrée (mettons : uniquement lettrée, rectifie la rédaction) ni qui soit le moins du monde œuvre d'amateur. » Il s'agirait de savoir au juste ce qu'on entend par amateur. De tels ostracismes marquent bien l'ardeur de néophytes, ardeur louable en soi et qui ne tardera pas à s'apercevoir de l'ingénuité de telles exclusives.

Je crains, pour ma part, d'être qualifié d'amateur par le *Mois* et que les ouvrages dont je me propose de parler ne soient pas tout à fait dans la ligne de l'« *Ethnographie française* ». Ils sont l'œuvre de lettrés et c'est précisément pour cela qu'ils me paraissent intéressants.

* * *

Le premier est le petit livre de Fernand Benoit, *Histoire de l'outillage rural et artisanal*, collection « *Connais ton Pays* », Paris, Didier, 1947, in-12, 170 p., 4 pl. Les autres sont deux thèses de doctorat soutenues en Sorbonne au cours de l'année 1948. Des thèses de folklore ! Voilà une nouveauté. Et, chose non moins extraordinaire, elles ont immédiatement trouvé des éditeurs. André Varagnac, *Civilisation traditionnelle et genre de vie*, chez Albin Michel, in-12, 402 p., et Henri Dontenville, *La mythologie française. Au royaume de Gargantua. L'Ogre et la Fée Morgue. La procession du Dragon. Le Cheval Bayart. De Mélusine à Galemelle*, dans *Bibliothèque historique*, Payot, 1948, in-8°, 228 p.

Ces trois ouvrages sont de caractère entièrement différent ; le folklore est décidément une science très vaste. Fernand Benoit est archiviste et archéologue, A. Varagnac, philosophe, et H. Dontenville, germaniste, littéraire et linguiste. Chacun, naturellement, ordonne le folklore dans la série de ses pensées habituelles.

Avec F. Benoit, nous cheminons en toute sécurité sur les chemins d'une histoire solidement documentée. Il continue les études de technologie dont L. Franchet avait donné naguère, dans la *Revue scientifique* (ancienne *Revue Rose*), des exemples si précieux pour les archéologues. F. Benoit, lui aussi, montre que la plupart des outils employés jusqu'à une époque récente remontent à des types romains. « Nous nous sommes attaché, dit-il, dès son *Introduction* (p. 9), dans cette enquête qui a pour cadre la vie rurale du Midi, à montrer la continuité d'une technique qui remonte à l'époque grecque et romaine. » Il avait sous la main les belles collections de son *Museon Arelaten*. « Les Musées de folklore, dit-il encore, sont le prolongement des Musées préhistoriques », et il le montre bien. Il est familier des Archives. De la description des instruments, il passe à chaque instant à celle de la vie agricole et artisanale qui les a employés. Il fait, en somme, l'histoire du travail dans les campagnes et les vieilles villes de son Midi, Provence et, souvent aussi, Languedoc. Il suit, dans la vie de tous les jours, les grands courants d'influences qui, le long de la côte, ont circulé de tout temps, de l'Espagne vers l'Italie et vice versa. Il les montre se propageant, d'une part, vers l'Ouest et la Garonne et, de l'autre, par la voie du Rhône, de la Saône et de la Moselle, jusqu'au Rhin. L'existence de tels courants dans les techniques des temps modernes n'étonnera pas les historiens de l'Antiquité.

Le travail, dans le Midi, n'en conserve pas moins son originalité ; il la doit en particulier à la petite propriété que favorise la nature du sol et la division de la terre, en contraste avec les grandes plaines du Nord et de l'Est. Les villes sont nombreuses dans le Midi et un constant mouvement d'échanges les unit à la campagne. Le métier rural tisse le drap et l'envoi au bourg qui l'améliore et le teint ; les teintures sont d'ailleurs fournies par la campagne.

Sur la foi des documents d'archive, F. Benoît dénombre les artisans d'une petite ville des Cévennes comme Gênohlac, au ^{xvi}^e siècle ; il chiffre la production de la bonneterie dans les garrigues cévenoles au ^{xviii}^e siècle. Le folklore, sous sa plume, aboutit à une histoire économique ancrée dans le sol et tenant compte des hommes qui produisent. D'après les chiffres qu'il donne, il semble que l'état de l'agriculture, dans le Midi, n'ait pas, aux temps anciens, été aussi désastreux qu'on l'a dit. Le sol, dans ses aménagements, ne conserve-t-il pas la trace du travail acharné et de l'ingéniosité des générations d'autrefois ?

De l'outil, F. Benoît passe tout naturellement à la vie sociale de ceux qui l'employaient, aux communautés d'arts et de métiers, confréries et charités « auxquelles l'anglomanie donnera, vers le milieu du ^{xviii}^e siècle, le nom de corporations ». Ces confréries ne tendent à se spécialiser par métier qu'à partir du ^{xv}^e siècle ; elles sont auparavant des groupements plutôt religieux que professionnels. Et, pour finir, voici l'étude des fêtes patronales avec la nomenclature des saints protecteurs des métiers. Ces patrons varient d'ailleurs suivant les localités. « La Geste des saints », dit F. Benoît, leurs légendes qu'on ne connaît plus guère aujourd'hui, ont enchanté l'imagination et nourri la vie idéale qui ne pouvait manquer d'accompagner l'œuvre des mains...

On appréciera, dans ce livre de folklore, la précision et la richesse de l'information, dignes en tout point du savant éminent qu'est M. F. Benoît. On notera l'espèce d'attendrissement avec lequel il s'attache à montrer, dans les formes et manifestations de sa vie quotidienne, l'ancienne France du Midi telle qu'elle a traversé les siècles depuis la préhistoire jusqu'à la grande révolution de l'ère industrielle moderne ; on ne parle bien que de ce qu'on aime. Le livre est attachant ; il est un intéressant document d'histoire et même d'archéologie.

* * *

M. A. Varagnac intitule son livre *Civilisation traditionnelle et genre de vie*. C'est précisément ce que vient de décrire F. Benoît dans le Midi de la France. Ce qu'y ajoute A. Varagnac, c'est que cette civilisation traditionnelle est conditionnée par un genre de vie axé sur l'agriculture et l'élevage : « Pâturage et labourage... », disait Sully. Son moyen de transmission, ce n'est pas tant la parole que la permanence d'un type très stable et permanent de genre de vie, on comme le dit de façon pittoresque A. Varagnac : « tout l'océan obscur de la vie de chaque jour dont le flot se répète inlassablement de génération en génération ».

L'ensemble de cette civilisation est extrêmement vaste : Dieu, la terre, le ciel, les hommes, les animaux, les plantes, la magie, les jeux, les contes..., etc. A. Varagnac a volontairement réduit son programme à un seul chapitre : les « Catégories d'âge », définies par les « comportements cérémoniels », c'est-à-

dire par un certain nombre de rites dont chacun est réservé à une catégorie. On trouve étudiés ainsi les rites qui concernent les enfants, ceux qu'accomplissent les jeunes gens, garçons et filles, les gens mariés, les vieillards. La catégorie de beaucoup la plus importante, comme elle est la plus nombreuse, est celle des trépassés. D'amples considérations sociologiques et psychologiques encadrent l'étude des faits ou en sont le commentaire. Qu'il me suffise de signaler ici quelques-uns des traits qui ont paru les plus frappants à un archéologue.

P. 203 : « le ponchon roux ou la poche aux caucas (noix) ». Dans plusieurs régions de l'Ouest, lors du mariage de la dernière fille d'une famille, on attache dans le dos de la mariée une pochette percée qui est remplie de noisettes (ponchon roux) ou de noix. La mariée se sauve, les noisettes tombent ; les jeunes gens poursuivent la mariée pour ramasser les noisettes. « Il est possible, suggère A. Varagnac, que le mythe de la course d'Atalante, course également associée au mariage et dont Frazer lui-même n'a pu trouver aucune explication satisfaisante (*Golden Bough*, II, p. 301), procède d'un usage antique apparenté. »

P. 120. La croyance aux voleurs d'âmes était répandue dans l'Antiquité. La légende du Roi des Aulnes l'a perpétuée sous une forme moderne. Les nouveau-nés sont particulièrement exposés à ces rapt. Aussi, dans plusieurs régions, les nourrissons, dès leur naissance, doivent-ils être gardés nuit et jour par un adulte souvent armé : on craint qu'une sorcière ou un être surnaturel lui substitue l'un de ses affreux rejetons. Ainsi, à Rome, sur le seuil des accouchées, Picumnus et Pilumnus, armés, montent la garde, tandis que Carna, à la porte, doit arrêter les Stryges et vampires.

P. 221 et 340. Les instruments de travail sont sacrés et ont pour effet d'écarter les mauvais esprits. Varagnac renvoie à A. Le Braz dans ses *Légendes de la Mort*, II, p. 204 : « Aucune espèce de maléfice ne peut prévaloir contre les instruments de travail. Si vous voulez que les revenants ne puissent rien contre vous, ne cheminez jamais la nuit sans avoir sur vous l'un quelconque de vos instruments de travail... » Dans une île de Polynésie (cf. J.-P. Faivre, dans *Annales. Économie, Sociétés, Civilisations*, de L. Febvre, janvier-mars 1948, p. 95-96), l'herminette est particulièrement sacrée ; c'est un instrument magique qui non seulement creuse le bois, mais, par sa seule présence, a le pouvoir de détruire les vers foreurs qui s'y logent et d'arrêter la pourriture. N'avons-nous pas là l'explication de la représentation si fréquente, sur les stèles et les sarcophages gallo-romains, d'instruments de travail divers et notamment de l'*ascia*, qui correspond à l'herminette. La dédicace des monuments funéraires *sub ascia* serait une protection contre les mauvais esprits, peut-être même une formule de conservation.

Varagnac insiste tout particulièrement sur les groupes de jeunes gens, leurs rôles multiples et les périodes de leur activité. « Ils préparent la fondation de nouveaux foyers dont leurs rites doivent assurer la fécondité, ils contrôlent la paix des ménages et, d'une manière générale, veillent aux bonnes

mœurs qui définissent devoirs et droits respectifs des catégories d'âge. » La grande période de leur activité est celle du Carnaval, qui s'étendait autrefois du jour des Rois au Dimanche des Brandons (Quadragesime); c'est-à-dire la période des deux mois intercalaires de l'ancien calendrier romain. Le mois de février, à Rome, notre mois du Carnaval, était particulièrement consacré aux rites funèbres; c'était celui des *dies parentales* et des *feralia*; vingt-deux jours sur vingt-trois étaient néfastes. Les morts venaient réveiller la fécondité de la terre. Les déguisements et les courses de masques de notre Carnaval représentent, A. Varagnac insiste fortement sur ce point, une parade de l'autre monde. Pierrot, blafard et de blanc vêtu, est le mort dans son linceul; les saynètes dont les groupes de jeunes gens déguisés et masqués viennent interrompre les veillées des familles figurent des tableaux du monde fantastique d'où est censée venir la mascarade. Ces masques fantômes courent à travers le village; cette visite des morts a pour objet de réveiller partout la fécondité. Elle fait penser à la course des Luperques à Rome. L'époque est la même, le 15 février; l'objet est identique. Les Lupercales sont elles aussi des courses de jeunes initiés qui sont déguisés; deux d'entre eux ont subi le simulacre de la mort. La signification du rite était d'ailleurs aussi oubliée à Rome au temps d'Auguste que l'est chez nous, aujourd'hui, l'origine de nos mascarades.

Le groupe des jeunes gens a, en outre, non seulement un rôle temporaire de juges, mais aussi celui de combattants et de chasseurs. A Rome, les Saliens représentent les jeunes gens comme combattants. A Faléries, ce sont les jeunes gens qui, au jour de la fête de Junon, organisent la chasse à la chèvre. Rites analogues dérivant d'un même genre de vie, agricole et pastoral.

En mai, ou plutôt, semble-t-il, dès le 23 avril, fête de Saint-Georges, le saint cavalier, s'ouvre le cycle des Bacheleries. Les jeunes gens montent à cheval et, dans la lande ou les prés qui entourent le village, se livrent à des joutes. Ils sont porteurs de rameaux verts et de bouquets qu'ils vont offrir au groupe des jeunes filles. La lande et les bois autour des terres cultivées sont le séjour des trépassés. Leurs « petites âmes » s'y abritent sous les feuillages; les jeunes gens les emportent dans leurs bouquets. Le cheval aussi est un animal funéraire. « Avec le cerf, il est porteur d'âmes... il joue le rôle de psychopompe dans les allées et venues entre l'au-delà et le monde sublunaire... Les Dioscures, frères cavaliers, et les saints cavaliers ou associés au cheval ou au cerf, saint Georges, saint Martin, saint Éloi, saint Hubert, méritent une attention particulière. » L'offre aux jeunes filles de bouquets et de feuillages a pour objet de les munir de cet instrument magique qu'est le « mai », indispensable à la contre-sorcellerie. Et Varagnac nous explique ainsi la vieille chanson populaire, « *Nous n'irons plus au bois...* ». L'une après l'autre, les jeunes filles sont accueillies dans la danse des jeunes initiés. Cette danse n'est d'ailleurs pas n'importe laquelle : « *Voyez comme on danse...* » et sautes avant de danser. On sait à quel point le saut était tenu pour un geste

magique efficace. Tout cela sous le couvert des trépassés dont les âmes gisent dans les feuillages.

Si le Carnaval appartient au groupe des jeunes gens, Mai est aux jeunes filles. La femme se trouve en ce mois libérée de l'emprise de l'homme ; elle retrouve sa liberté et c'est l'homme qui la sert. Les jeunes filles célèbrent leurs rites dont l'objet est toujours la fécondité. C'est comme la représentation de ce rite de Mai des jeunes filles que Varagnac nous explique de façon originale l'énigmatique *Printemps* de Botticelli (p. 243).

« Au centre apparaît, nous dit-on, Vénus, puisque Éros vole au-dessus d'elle. Nous y reconnaissons plus volontiers la Reine de Mai, parée comme Vénus ne l'est jamais et couronnée d'or. Sur sa gauche, ce seraient les Trois Grâces ? Peut-être. Mais pourquoi ne seraient-ce pas les Trois jeunes filles qui, jusqu'au début du ^{xx}^e siècle, allaient, le matin du 1^{er} mai, en Lorraine, de maison en maison, chantant la bonne aventure du Renouveau et donnant partout un rameau vert, le *trimazo*, dont elles portaient le nom ? En effet, un jeune homme est près d'elles ; c'est un guerrier que signale son sabre de cavalerie. Mais il n'est pas en posture de galant. Se détournant des merveilleuses jeunes filles qui dansent, il est tout occupé à cueillir des rameaux. De l'autre côté de la Reine, voici les initiées : cette étrange semeuse de fleurs portant collier et ceinture de guirlandes. On a voulu voir en elle un hermaphrodite. Étrange interprétation ! Enfin, une fille que ses voiles couvrent à peine, brindille verte aux dents, est assaillie par un génie des airs aux joues gonflées comme celles d'Éole. Elle se fait « lutiner » au sens étymologique du mot : saisir par un lutin, agent de réincarnation, sur un tapis de fleurs et sous un plafond de vertes ramures où brillent les pommes d'orange, « les pommes d'amour... ».

A. Varagnac a été le disciple d'Henri Hubert, philosophe lui aussi, passé de la sociologie au folklore et à l'archéologie. Hubert avait ainsi étudié le mythe gallo-romain d'Épona, divinité chevaline de l'outre-tombe et de l'abondance. Il la rapprochait de la curieuse héroïne d'un conte gallois, Rhiannon. Varagnac rattache les bachelleries de Mai à ce mythe d'Épona. Il remarque que la date donnée par un épisode du conte gallois est le 1^{er} mai, celle précisément de la fête de la catégorie des jeunes filles. La monture sur laquelle apparaît Rhiannon est un cheval-fée ; comme lui, Rhiannon appartient à la fois à ce monde et à l'autre. Sa rencontre avec le prince Pwyll, cavalier entouré d'une troupe de jeunes gens, est celles des deux groupes de jeunesse : jeunes gens et jeunes filles. C'est une rencontre amoureuse, mais d'un genre très particulier, puisqu'il s'agit d'amour courtois. La jeune fille est en effet défendue, en ce Mai, par tout un entourage d'outre-tombe... « Et nous sommes ainsi amenés à comprendre, conclut A. Varagnac, l'arrière-plan archaïque qui protège si étrangement, au mois de Mai, la dame ou demoiselle et impose au jeune guerrier brutal ce respect que la courtoisie stylisera jusqu'à l'humilité parfaite dans le *Lancelot* de notre Chrestien de Troyes. » On

ne s'étonnera pas de voir un mythe celtique apporter l'explication de rites et de traditions françaises.

Chez les Celtes, autant que les contes gallois de l'épopée irlandaise nous font connaître leurs traditions, l'autre monde intervient sans cesse dans celui des vivants ; aux grandes fêtes saisonnières, toute séparation paraît abolie entre les deux. Est-ce pour cela que la catégorie des trépassés joue dans notre folklore, tel que l'explique A. Varagnac, un rôle si considérable ? A. Varagnac remonte plus haut, jusqu'à l'origine même du genre de vie dont est issue la civilisation traditionnelle. Longtemps, dit-il, « l'habitat humain avec ses quelques cultures s'est trouvé encerclé par de vastes étendues de friches, de landes ou de forêts, domaine hostile et plein de dangers, véritable pays de la peur ». Ce domaine appartient aux esprits, lutins, fées, géants, animaux fantastiques et surtout à la horde infinie des morts. Leurs âmes, celles des parents, peuvent être bienveillantes et favorables ; ce sont elles qui se réincarnent pour assurer la perpétuité de la famille, ce sont elles qui la protègent et qui ressusciteront la fécondité du sol. Il n'est pas de séparation radicale entre elles et la communauté terrestre, d'où les rites de la jeunesse qui les font intervenir dans la vie du groupe. Les légendes qu'a recueillies A. Le Braz dans son ouvrage classique, *La légende de la Mort chez les Bretons armoricains*, ne sont pas particulières aux Bretons ; on en retrouve partout au moins des bribes. L'usage même de placer une pièce de monnaie dans la main du mort s'est perpétué, par exemple à Moissac, jusqu'à nos jours : « pour mettre au plat des âmes à la porte du Purgatoire, disent les uns, pour saint Pierre à la porte du Paradis, disent les autres,... pour passer la rivière, disent encore certains » (témoignage d'Armand Viré).

L'homme primitif vit dans le surnaturel. Les morts agissent constamment sur la destinée des vivants ; ils se vengent et punissent, ils peuvent aussi être reconnaissants, inspirer et guider ; il faut leur faire leur place et leur part. La mort est une sorte d'ensorcellement. Certains gestes des vivants peuvent rompre cet ensorcellement, d'où toutes ces cérémonies des groupes de jeunesse. Bien des contes sont ainsi inspirés de cette obsession de la mort partout présente dans la brousse autour du domaine des vivants. La forêt enchantée entoure le château de la Belle au Bois dormant, morte provisoire, la Reine des jeunes filles de Mai, que réveille le Prince Charmant. Dans la suite des temps, le souvenir des âmes trépassées s'est évanoui ; le sens des rites s'est perdu, pour le Carnaval comme pour le Mai, non moins que dans les fables ; mais les rites ont persisté et les contes n'ont pas été oubliés.

Faisant retour aux religions antiques, je me demande si certaines de leurs fêtes n'ont pas été inspirées par des imaginations telles que celles que Varagnac trouve à l'origine de notre Carnaval et de nos Mais. Les Anthestéries, fêtes des fleurs à Athènes, sont aussi des fêtes funéraires. A Rome, les *Lemuria* funèbres de Mai ne sont pas très loin des *Floralia* du dernier jour d'Avril. Flore féconde avait ses racines dans le domaine des Morts. Dans quelle mesure les religions de l'époque classique ne sont-elles pas encore

toutes pénétrées d'un folklore tel que l'entend A. Varagnac? « Pratiques collectives sans théorie, le définit-il, croyances sans doctrine et des croyances qui n'expliquent rien... » A peine des croyances ; quelques mythes instables que transforme chaque génération et des rites qui se maintiennent quand le sens en est depuis longtemps perdu. Tels *Regifugium* et *Poplifugium* à Rome et le Cheval d'Octobre... et tant d'autres rites dont les Anciens avaient perdu le sens.

L'intérêt de l'étude de M. Varagnac est qu'elle ne se contente pas de décrire ce qui subsistait encore naguère, mais qu'elle cherche à expliquer. Psychologue, sociologue, un peu archéologue aussi, A. Varagnac trouve le sens et l'origine de ces rites dans les formes de la vie agricole primitive, partout semblable, dans l'ancienne France comme dans la Gaule celtique, comme dans l'Italie romaine et préromaine. Plus encore que la sociologie, le folklore ainsi conçu nous semble rejoindre souvent l'histoire des religions.

* * *

A. Varagnac ne manque pas, à propos du personnage Mardi-Gras, d'évoquer Gargantua. « En tant que chef des masques, il est un Génie en visite sur la terre, un envoyé de l'au-delà... ce sont les traits essentiels de l'autre monde qu'il incarne... Ce mannequin à la grand'goule est bien l'emblème populaire de l'autre monde que tant de sculptures et d'enluminures médiévales représentent comme une colossale gueule ouverte... Frazer le rapproché à juste titre des Ogres-pères Saturne et Cronos, et nous inclinierions à leur assimiler pareillement le géant à la *gargante* toujours ouverte et dont l'association avec les mégalithes, maisons des morts, marque à la fois le caractère d'au-delà et fécondateur » (p. 108). On sait, en effet, la persistance de croyances et de pratiques attribuant aux mégalithes un rôle de ce genre.

Différente est la conception que développe M. H. Dontenville dans son livre intitulé *La mythologie française* et dont le personnage principal est précisément Gargantua.

Son point de départ est autre. Ce ne sont pas les rites populaires qu'il étudie, mais la littérature et, surtout, la toponymie. Son Gargantua est essentiellement celui de Rabelais ou, plutôt, des *Grandes Chroniques* dont on sait que s'est inspiré Rabelais. Il a, en passant, le mérite d'avoir identifié l'auteur de ces *Grandes Chroniques* demeurées jusqu'ici anonymes. L'interprétation ingénieuse d'une phrase de Rabelais lui fournit le nom de Billon, Charles Billon, d'Issoudun, connu par ailleurs (p. 39). De la littérature, il passe à la toponymie. A travers toute la France et même parfois au delà de ses frontières, il cherche dans les noms de lieux la trace de son héros. Sa documentation est considérable et représente de longues recherches sur la carte et à travers les traditions locales. Ses interprétations sont d'une hardiesse qui fait souvent fi de la rigueur des lois phonétiques. Il est vrai qu'en fait de toponymie on ne peut jamais exclure la fantaisie de l'analogie et des défor-

mations populaires. Si un certain nombre de ses étymologies s'avèrent fausses, il en restera toujours suffisamment de vraies pour témoigner de la trace profonde laissée par Gargantua dans le sol de la France. Et cette trace apparaît très antérieure à la fortune littéraire du héros.

Gargantua est un géant qui parcourt inlassablement les pays. Les pierres erratiques que l'on rencontre çà et là sont les « palets » qu'il s'est amusé à jeter ; bon nombre de monuments mégalithiques ont été dressés par lui. Quand il nettoie ses bottes ou ses sabots, ses « dépalettes » forment des collines. Il a en France une dizaine de tombeaux. Son nom s'attache souvent à des montagnes ; son souvenir se trouve aussi associé à des rivières, surtout à des passages de rivières. Les pieds posés sur deux monts opposés, Gargantua boit la rivière ; il lui arrive d'avaler par mégarde, sans intention méchante, bateaux et bateliers. Et lorsqu'il soulage sa vessie, il crée inondations ou marais. Les points où l'on retrouve ainsi le souvenir de Gargantua ne sont généralement pas quelconques : ce sont de très anciennes routes, par exemple la Voie Régordane, où ils alternent avec des souvenirs de Mercure ; ce sont des passages de rivières. Gargantua est un Génie de la circulation très ancienne, comme le Mercure des Gaulois. Il semble que, pour l'Église, son souvenir ait toujours un peu senti le fagot. Pour boire la rivière, ne lui arrive-t-il pas de mettre les pieds sur des clochers. Aussi, pour l'exorciser, l'a-t-on christianisé ; il est devenu saint Michel, il est devenu saint Gorgon, saint Hilaire et surtout saint Christophe. En somme, une mythologie surtout de montagnes et de rivières, ou de monuments mégalithiques, un mythe dont l'origine a toute chance d'être aussi ancienne que les mégalithes eux-mêmes ou que, généralement, les noms de montagnes et de rivières.

Suivons le développement de la thèse de M. Dontenville. Le nom de Gargantua se rattache évidemment à Gargan, bien qu'on ne puisse expliquer de façon satisfaisante le prolongement *-tua*. Les monts Gargan sont encore bien plus nombreux que ceux qui portent le nom complet de Gargantua. A Rouen, il y a toujours un mont Gargan qui, au Moyen Age, a failli devenir un mont Saint-Michel. Des documents des ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles nous apprennent que le plus célèbre des monts Saint-Michel actuels, le vieux mont Tombe de la baie de Tombelaine, s'est appelé mont Gargan et l'on sait toutes les légendes gargantuesques qui s'y rattachent : Grandgousier y a déposé son rocher ; Merlin l'enchanteur y enterra un couple de géants anonymes. Or, de très curieuses analogies rattachent cet ancien mont Gargan de Normandie au *Gargano* de l'Italie méridionale, et l'on ne peut y voir simplement la conséquence des pèlerinages de chevaliers normands. Tous deux sont consacrés à saint Michel et, au sommet du Garganos, selon Strabon, se voyait le tombeau de Calchas. Le devin Calchas de la légende grecque, qui avait, comme Gargantua, une dizaine de tombeaux, ne serait-il pas un ancien dieu et son nom ne serait-il pas apparenté à celui de Gargan ? M. Jacques Perret, dans sa thèse sur *Sirix*, proposait déjà de reconnaître en Calchas un ancien dieu. M. Dontenville n'en doute pas et apporte à l'appui de cette hypothèse, à première vue au

moins hardie, tant de recoupements ingénieux que, bon gré mal gré, on finit par le suivre. Va pour Calchas-Gargan-Gargantua, vieille divinité pré-indo-européenne!... Nous n'en sommes pas quittes pour autant, car voici que ce Calchas-Gargan nous entraîne par toute sorte de noms plus ou moins déformés depuis la *Gorgobina* des Commentaires de César jusqu'à *Krakus*, fondateur de Cracovie, en annexant au passage la Gorgone.

Et ce n'est là qu'un commencement. Les chroniques galloises mentionnent un *Gurgunt* fils de Belen, roi des Bretons, tandis que la Chanson d'Apremont connaît un *Gorhan* fils de Balan. C'est évidemment le même. John Rhys, le grand celtisant, admettait déjà que Belen n'était autre que *Belenus*, le dieu solaire celtique, et M. Dontenville pense que *Belenus* c'est Apollon, lequel, de l'aveu général, est une divinité préhellénique. Or, les *Grandes Chroniques* rapportent comment l'enchanteur Merlin fit Grandgousier et Galemelle sa femme de deux côtes de baleine... Baleine, c'est notre Belen incompris. Hypothèse sur hypothèse, d'une hardiesse ingénieuse et, on ne peut le contester, érudite. Suivons M. Dontenville à travers la France; il y relève quantité de toponymes rappelant plus ou moins les noms de Belin, Blin, dont les uns au moins se trouvent appuyés par une forme ancienne, comme *Bligny-Beliniacus*. Au Moyen Age, Belin était l'un des noms du Diable comme, en Berry, au témoignage de George Sand, *Georgeon*, déformation très probable de Gargan, était le nom secret le plus redoutable du Malin.

Des étymologies, ou plutôt des analogies, plus ou moins contestables, entraînent dans le même cycle autrefois divin et devenu diabolique la fée Morgue ou Morgane (allemand. *Morgen*, matin?) et l'Ogre du Petit Poucet. Le nom d'Ogre ne viendrait pas, comme on le dit couramment, des envahisseurs hongrois du IX^e siècle, mais bien de l'*Orcus* latin, et *Orcus* se rattacherait à un radical plus ancien, celui qu'on trouve dans *Ugernum*, Beaucaire, dans l'île d'*Urgo* de Plinie. Une première lecture étonne et scandalise, mais, à y revenir, on note, à l'appui de toutes ces hypothèses, tant de faits de mythologie antique et d'observations toponymiques intéressantes qu'on n'ose vraiment rejeter l'ensemble. Ainsi a dû en juger le jury de M. Dontenville en Sorbonne.

La conclusion et la confirmation, peut-on dire, de toute cette exégèse est apportée par l'étude sur le cheval Bayart. M. Dontenville se trouve ici sur un terrain solide, celui des chansons de geste du Moyen Age. Bayart est un cheval-fée; il comprend la parole humaine; il franchit en un instant des distances considérables et sa croupe s'allonge au besoin pour recevoir ensemble les quatre fils Aymon. Le magicien Maugis l'a pris dans la grotte profonde d'une île mystérieuse; il l'a donné à Renaud de Montauban; c'est pour leur enlever Bayart que Charlemagne, champion du christianisme contre toute sorcellerie, poursuit sans répit Renaud et ses trois frères. Or, tout se tient dans cette mythologie. Voilà, près de Sedan, un pont *Maugis* entre *Balan* (Belen) et le bois de la *Mar-fée*. La trace de Bayart se rencontre dans les noms de lieu, le long de la Dordogne, dans l'Ardèche, la Saône-et-Loire, la Côte-d'Or, l'Yonne, et ces toponymes sont manifestement plus anciens que les

chansons de geste. Le cheval Bayart est apparenté au cheval-fée d'Épona qu'évoque A. Varagnac sur les traces de H. Hubert, et au grand cheval blanc des légendes germaniques. Mais il n'est blanc que passagèrement et par sortilège ; sa couleur naturelle est bai, d'où son nom ; couleur de feu, couleur du soleil. M. Dontenville le met en rapport avec Belen. Il n'est pas infernal ; il serait plutôt le cheval solaire des représentations préhistoriques. Après avoir échappé à Charlemagne qui avait voulu le noyer dans la Meuse, Bayart erre toujours dans l'Ardenne mystérieuse :

*Encor i est Baiars, se l'estoire ne ment
Et encore l'i oï-on à feste Saint Jehan
Par toutes les années hanir moult clèrement...*

A la Saint-Jean, la fête du soleil triomphant !

Il y aurait là, non moins que dans les histoires de Mélusine, dans la croyance aux lutins, farfadets et gobelins, autant de souvenirs d'une très vieille mythologie, restée vivace en Gaule et dont le christianisme n'a pu étouffer le souvenir. Les transformations de la vie moderne, surtout depuis un siècle, y ont mieux réussi. Mythes et mœurs se tiennent, observe M. Dontenville ; et ici, il rejoint M. Varagnac. Pour son compte, il a essayé de faire « la carte mythologique de France ». La mythologie reste assez incertaine ; on ne saurait s'en étonner. Bien des points portés sur la carte sont peut-être à rayer ; mais il en reste certainement un bon nombre et on ne peut mettre en doute l'existence de la mythologie qui les a dénommés. Elle a subsisté sous forme de sorcellerie durant tout le Moyen Age. Gargantua lui-même n'est pas mort. Il survit dans le Géant qu'on mène en procession aux jours de fête surtout dans le nord de la France. Il est bon qu'un chercheur se soit attaché à retrouver le sens primitif et l'origine peut-être préhistorique de son mythe en signalant les empreintes qu'il a laissées sur notre sol.

A. GRENIER,
Membre de l'Institut,
Directeur de l'École française de Rome.

LE MONDE BYZANTIN

A PROPOS D'UN LIVRE RÉCENT¹

Quand le troisième volume, consacré à la civilisation byzantine, qui est presque achevé, aura paru, M. L. Bréhier pourra considérer son œuvre avec une légitime satisfaction : il est rare qu'une vie d'historien, occupée pendant un demi-siècle par d'innombrables travaux d'érudition, soit ainsi couronnée par l'imposante et large synthèse qui nous donne le tableau et la somme d'une période, d'un empire, d'une civilisation. La tâche n'était pas facile. Il fallait faire autre chose que A. Vasiliev dans son *Histoire de l'Empire byzantin*², que Ch. Diehl, R. Guiland et R. Grousset dans les deux volumes de la *Collection Glotz* consacrés à l'Orient médiéval, que G. Ostrogorsky dans sa *Geschichte des byzantinischen Staates*³. Grâce aux trois volumes mis généreusement à sa disposition par l'éditeur (à vrai dire, c'est quatre qu'il eût fallu, afin de dédoubler le tome I, consacré à l'histoire proprement dite), L. Bréhier a réussi. *Vie et mort de Byzance* est un solide exposé de l'évolution politique de l'empire byzantin, surtout à partir de la dynastie isaurienne. Quant aux *Institutions de l'empire byzantin*, leur mérite éminent restera toujours d'avoir été le premier ouvrage à oser porter ce titre, et à le mériter : il fallait autant de courage, et même d'abnégation, pour entreprendre enfin cette synthèse si longtemps attendue, que de science et de talent pour la mener à bonne fin. J'ai donné ailleurs une analyse détaillée de ces deux ouvrages⁴ : je ne la répéterai point ici. Il sera peut-être plus utile, puisque L. Bréhier, nécessairement, en avait achevé la rédaction et

1. Louis BRÉHIER, *Le monde byzantin*. I : *Vie et mort de Byzance*, [1^{re} éd., Paris, 1947], 2^e éd., Paris, 1948, in-8°, xvi + 602 p., 12 pl., 4 cartes ; II : *Les institutions de l'empire byzantin*, Paris, 1949, in-8°, xviii + 631 p. (Bibliothèque de Synthèse historique, « L'évolution de l'Humanité », dirigée par Henri Berr).

2. On en annonce une nouvelle édition anglaise, remaniée et mise à jour.

3. Puisque j'en suis à énumérer les manuels récents, j'ajoute que A. AMANTOS a fait paraître à Athènes, en 1947, le tome II, 867-1204, de son *Histoire de l'État byzantin* (en grec ; il ne semble pas que l'œuvre doive être continuée), et que l'Institut d'Histoire de l'Académie des Sciences d'U. R. S. S. a publié en 1948 le tome III, 1081-1453, de l'*Histoire de l'empire byzantin* de Th. USPENSKIJ (en russe ; cet ouvrage posthume n'est que très partiellement mis à jour). A l'école de byzantinologie russe *rediciva*, et héritière d'une grande tradition (on sait qu'elle fait reparaitre le *Vizantijskij Vremennik* et édite le *Vizantijskij Sbornik*), on doit aussi un manuel qui vient d'être traduit en français : M. V. LEVTCHEV, *Byzance des origines à 1453*, Paris, 1949. D'une formule différente est l'ouvrage collectif, publié à Oxford en 1948 (mais prêt à paraître avant la guerre, et d'information sur quelques points un peu vieillie), sous la direction de Norman BAYNES et H. Moss, *Byzantium, an Introduction to East Roman Civilization*.

4. Une nouvelle histoire de Byzance, *Journal des Savants*, juillet-décembre 1948, p. 155-167.

dressé la bibliographie depuis assez longtemps, d'indiquer les principaux points sur lesquels des travaux récents permettraient maintenant de compléter ou d'orienter un peu différemment l'exposé. On donnera du même coup un rapide aperçu des progrès surprenants faits par l'histoire byzantine dans ces dernières années¹.

1. Depuis la fin de la guerre, un grand nombre de bulletins bibliographiques ont été consacrés soit à l'ensemble des études byzantines dans tel ou tel pays, soit à l'une des disciplines de la byzantinologie. Principaux bulletins régionaux : ALLEMAGNE : W. ENSSLIN, *Bericht über deutsche Veröffentlichungen zur byzantinischen Geschichte aus den Jahren 1939-1947*, *Byzantion*, 18, p. 261-302 ; — ANGLETERRE : J. HUSSEY et N. BAYNES, *Report on the Work published in the British Isles during the years 1939-1945*, *Byzantinoslavica*, 9, p. 113-126 ; — AUTRICHE : cf. *Mitteilungen der Österreichischen byzantinischen Gesellschaft*, I, Vienne, 1947, p. 4 ; — BULGARIE : D. ANGUELOV et D. DIMITROV, *Bulletin des publications sur les travaux bulgares dans le domaine de la byzantinologie pendant les années 1939-1945*, *Byzantinoslavica*, 9, p. 355-378 ; — ÉTATS-UNIS : P. CHARANIS, *Byzantine Studies in the United States during the War and their future*, *Ibid.*, p. 342-354 ; — FRANCE : A. GRABAR, *La byzantinologie française pendant la guerre 1940-1945*, *Byzantion*, 17, p. 431-438 ; *Note sommaire sur les travaux français dans le domaine de la byzantinologie pendant les années 1939-1945*, *Byzantinoslavica*, 9, p. 126-132 ; — GRÈCE : V. LAURENT et A. DALLEGIO, *Les études byzantines en Grèce 1940-1948*, *Revue des Études byzantines*, 7, p. 91-128 ; — HONGRIE : G. MORAVCSIK, *Byzantine Studies in Hungary 1939-1945*, *Byzantinoslavica*, 9, p. 379-392 ; M. GYÖNI, *Les études byzantines en Hongrie pendant la guerre (1939-1945)*, *Revue des Études byzantines*, 5, p. 240-256 ; — ROUMANIE : V. GRECU, *Abriss der rumänischen Byzantinistik*, *Südost-Forschungen*, 7, 1942, p. 164-201 ; A. ELIAN, *Die byzantinischen Studien in Rumänien, Bemerkungen und Ergänzungen zu einem Abriss der Rumänischen Byzantinistik*, *Balkanica*, 5, 1942, p. 33-78 ; *Id.*, *Les études byzantines en Roumanie, 1939-1945*, *Byzantinoslavica*, 9, p. 393-405 ; V. LAURENT, *Les études byzantines en Roumanie, 1939-1946*, *Revue des Études byzantines*, 6, p. 241-268 ; — TCHÉCOSLOVAQUIE : M. PAULOVÁ, *Byzantine Studies in Czechoslovakia during the occupation of 1939-1945*, *Byzantinoslavica*, 9, p. 144-147 ; — TURQUIE : ST. RUNCIMAN, *Byzantine Studies in Turkey, 1939-1945*, *Ibid.*, p. 143-144 ; — U. R. S. S. : H. GRÉGOIRE, *Les études byzantines en Russie soviétique*, *Bull. de la Classe des Lettres de l'Académie belge*, 32, 1946, p. 194-219, et 34, 1948, p. 164-169 ; B. GORIANOV, *Les études byzantines en Russie soviétique*, *Revue des Études byzantines*, 6, p. 94-100 (cf. *Ibid.*, p. 299-300) ; I. S. LEBEDEV, *Vizantinovedenie v S. S. S. R. 1936-1946 gg.*, *Byzantinoslavica*, 9, p. 97-112 ; — YOUgoslavIE : A. SOLOVIEV, *La byzantinologie en Yougoslavie de 1937 à 1947*, *Byzantion*, 18, p. 303-310 ; G. OSTROGORSKIJ et S. RADJOVIĆ, *Rabota po vizantinovedeniju v Jugoslavii za 1939-1945 gg.*, *Byzantinoslavica*, 9, p. 133-142. — Parmi les Bulletins consacrés à une discipline particulière, je signalerai, pour la PHILOGIE, P. DARROUZÈS, *Éditions de textes byzantins depuis 1939*, *Revue des Études byzantines*, 6, p. 101-111 ; — pour l'HISTOIRE, L. BRÉHIER, *Revue historique*, 1948, p. 252-272 ; F. DÖLGER, *Bulletin diplomatique*, *Revue des Études byzantines*, 7, p. 69-90 ; — pour l'ARCHÉOLOGIE, G. DE JERPHANION, *Bulletin d'archéologie chrétienne et byzantine*. IX : *Orientalia christiana periodica*, 14, 1948, p. 356-397 (le Bulletin VIII remontait à 1940) ; P. LEMERLE, *Bulletin archéologique, 1940-1947*, *Revue des Études byzantines*, 6, p. 199-240 ; Ch. DELVOYE, *Travaux récents sur les monuments byzantins de la Grèce (1938-1947)*, *Byzantion*, 18, p. 229-260 (à suivre). — L'Association internationale des Études byzantines, créée par décision des VI^e et VII^e Congrès internationaux d'Études byzantines, réunis à Paris et Bruxelles en juillet-août 1948 (cf. *Revue historique*, juillet-septembre 1949, p. 52-58), a fait paraître sous le titre *Dix années d'études byzantines* une bibliographie générale couvrant les années 1939-1948 (classement par pays, avec index des auteurs et index analytique : 2,800 titres). On signale, d'autre part, que la *Byzantinische Zeitschrift* reparait et que le premier tome de la nouvelle série est entièrement consacré aux ouvrages que l'interruption de cette revue (depuis

* * *

Et d'abord le problème que l'on nomme aujourd'hui, en décalquant le mot allemand *Periodisierung*, celui de la « périodisation ». L. Bréhier distingue trois grandes périodes : l'empire romain universel (395-717), l'empire romain hellénique (717-1204 : subdivisé en période d'organisation, 717-944 ; expansion, 945-1057 ; déclin et chute, 1057-1204), l'agonie et la mort de Byzance (1204-1453). Il ne cite pas, ne l'ayant pu connaître à temps, une étude intéressante de G. Ostrogorsky¹, qui conclut elle aussi à une division tripartite, mais fort différente : *Frühbyzantinisch*, de 324 jusqu'à l'avènement d'Héraclius ; *Mittelbyzantinisch*, de l'avènement d'Héraclius jusqu'à Basile II ; *Spätbyzantinisch*, de 1025 à 1453. On pourrait là-dessus disputer longuement. Bornons-nous à dire qu'on se rangera volontiers à l'avis de L. Bréhier, quand il estime que la dynastie isaurienne marque une coupure plus réelle que le règne d'Héraclius, sans d'ailleurs vouloir diminuer l'importance de celui-ci. Mais, avec G. Ostrogorsky, il semble que la période des Comnènes se rattache à ce qui la suit mieux qu'à ce qui la précède, la quatrième croisade n'ayant fait que précipiter une évolution déjà nettement dessinée. Et surtout il semble bien difficile de ne pas faire commencer l'histoire byzantine avec Constantin. Il est d'autant plus regrettable que L. Bréhier ait dû prendre comme point de départ la date conventionnelle de 395, que les travaux sur le IV^e siècle dont il eût pu profiter ont été, dans ces dernières années, aussi nombreux qu'importants².

Il n'y a guère à ajouter à l'excellente Introduction consacrée au « cadre géographique », sinon pour signaler deux ouvrages récents de R. Mayer sur Constantinople³ et de G. T. Kolias sur « l'espace hellénique⁴ », et surtout la parution prochaine du grand ouvrage, actuellement sous presse, de R. Janin, *Constantinople byzantine. Développement urbain et répertoire topographique*. Quant au livre I, qui couvre la période 395-717, lorsqu'on aura constaté qu'il n'occupe qu'une soixantaine de pages, pour traiter de règnes aussi importants ou riches d'événements que ceux de Théodose II, Zénon, Anastase, Justinien, Maurice, Héraclius, on renoncera à la vaine ambition d'apporter

1942) avait empêché d'analyser. Enfin, la revue tchécoslovaque *Byzantinoslavica* fait désormais une place très large aux bulletins et notes bibliographiques.

1. *Die Perioden der byzantinischen Geschichte*, *Hist. Zeits.*, 163, 1940-1941, p. 229-254.

2. Par exemple, les travaux de K. Hönn, H.-P. L'Orange, A. Alföldi, H. von Schönebeck, A. Kaniuth, analysés par W. ENSSLIN, *Byzantion*, 18, 1948, p. 264 sq. ; et encore A. PIGANOL, *L'empire chrétien, 325-395*, Paris, 1947 ; A. ALFÖLDI, *The Conversion of Constantine and Pagan Rome*, Oxford, 1948 ; J. VOGT, *Constantine der Grosse und sein Jahrhundert*, Munich, 1949 ; P. ORGELS, *La première vision de Constantin (310) et le temple d'Apollon à Nîmes*, *Bull. Cl. des Lettres Acad. belge*, 1948, p. 176-208 ; etc.

3. *Byzantion Konstantinopolis Istanbul, Eine genetische Stadtgeographie* : *Akad. Wiss. Wien, Phil. Hist. Kl.*, 71, 3, 1943.

4. *Ἱστορικὴ γεωγραφία τοῦ ἑλληνικοῦ χώρου*, Athènes, 1948.

des compléments à un exposé que l'auteur a eu ses raisons de réduire à sa plus simple expression. Je renvoie aux bulletins et bibliographies, que j'ai cités plus haut, le lecteur qui voudrait compléter lui-même sa documentation. Il est, d'ailleurs, curieux de constater que cette période de trois siècles, qui jouissait autrefois de la faveur des historiens, a été dans ces dernières années singulièrement négligée¹. La publication du tome II du monumental ouvrage de E. Stein va sans doute lui donner un regain de faveur².

Les cent pages consacrées aux années 717-944, avec les Isauriens et les Amoriens, l'iconoclasme, Basile le Macédonien, Léon VI, Romain Lécapène, sont riches et denses. En ce qui concerne le problème si important des rapports de Byzance avec l'Islam, on annonce à Bruxelles la parution très prochaine du tome II de *Byzance et les Arabes*, de A. Vasiliev et M. Canard, qui ne manquera pas d'apporter des compléments utiles, et il faut signaler aussi une intéressante étude du P. F. Halkin³. Les rapports de Byzance avec les Slaves ont fait, pour cette période, l'objet de nombreux travaux récents, qu'il faut ajouter à ceux que cite L. Bréhier : ainsi l'ouvrage de Vasiliev sur l'attaque russe contre Constantinople en 860⁴, les divers articles consacrés aux campagnes historiques ou légendaires d'Oleg et d'Igor⁵, l'étude de P. Charanis sur les Slaves et Nicéphore I, « sauveur de la Grèce »⁶, et la riposte de St. Kyriakides⁷, et toute une série d'études, de valeur scien-

1. Je citerai cependant, pour Anastase, l'étude de P. CHARANIS, *Church and State in the later Roman Empire, the religious Policy of Anastasius I*, Madison, 1939 (et le compte-rendu de H. GRÉGOIRE et G. HONIGMANN, *Byzantion*, 17, p. 559 sq.) ; pour Justin I^{er}, A. A. VASILIEV, *Justin the First, An Introduction to the Epoch of Justinian the Great*, Cambridge Mass., 1950 ; pour Justinien, W. SCHUBART, *Justinian und Theodora*, Munich, 1943 (qui n'est d'ailleurs pas la monographie appelée à remplacer le grand ouvrage de Ch. Diehl) ; E. SCHWARTZ, *Papyri*, *Byzantion*, 15, p. 280-295 ; pour Justinien II, A. VASILIEV, *An Edict of the Emperor Justinian II September 688*, *Speculum*, 18, 1943, p. 1-13, et là-dessus les remarques de H. GRÉGOIRE, *Byzantion*, 17, p. 119-124. On sait que, sur l'empereur Maurice, le P. Goubert a présenté en Sorbonne une thèse volumineuse. Héraclius, auquel il serait si souhaitable de consacrer une monographie exhaustive, n'a tenté aucun historien. Pour les questions sociales, cf. P. CHARANIS, *On the sociale Structure of the later Roman Empire*, *Byzantion*, 17, 1944-1945, p. 39-57.

2. E. STEIN, *Histoire du Bas-Empire* ; II : *De la disparition de l'empire d'Occident à la mort de Justinien (476-565)*, Paris-Bruxelles, 1949.

3. *Saint Antoine le Jeune et Pétronas le vainqueur des Arabes*, *Analecta Bollandiana*, 62, 1944, p. 187-225 (avec édition du texte).

4. *The Russian Attack on Constantinople in 860*, Cambridge (Mass.), 1946 ; cf. BĂNESCU, *Revue des Études byzantines*, 6, p. 194-198.

5. Le branle a été donné, on s'en souvient, par une série d'articles de H. Grégoire publiés dans *Byzantion* et dans le *Bull. de l'Académie belge* en 1936 et 1937 ; contre H. Grégoire, l'historicité de l'expédition d'Oleg en 907 fut soutenue par G. OSTROGORSKY (*Seminarium Kondakovianum*, 11, 1939, p. 47-62) ; elle vient de nouveau d'être attaquée par R. H. DOLLEY, *Oleg's mythical campaign against Constantinople*, *Bull. Acad. belge*, 1949, n° 2. Sur l'expédition d'Igor de 941, cf. maintenant K. BARTONÁ, *Byzantinoslavica*, 8, 1946, p. 87-107.

6. *Nicéphorus I, the Savior of Greece from the Slavs (810 a. D.)*, *Byzantina-Metabyzantina*, 1, 1946, p. 75-92.

7. *Οι Σλάβοι ἐν Πελοποννήσῳ, Βυζαντινὰ Μελέται*, VI, 1947. Cf. déjà une première réponse de P. Charanis, *Byzantinoslavica*, 10, p. 254-258.

tifique fort inégale, publiées en Grèce depuis la guerre (c'est-à-dire pendant la guerre civile!), et qui ont pour objet de défendre la position nationale grecque devant les prétentions, historiques ou actuelles, des Slaves¹. Et, pour la question des rapports de Byzance avec l'Occident, on se reportera avec profit au livre récent de L. Halphen sur *Charlemagne et l'empire carolingien* et à un important mémoire de F. Dölger où sont examinées en grand détail et sous tous leurs aspects les relations byzantino-franques au cours du IX^e siècle². On attend toujours un ouvrage de synthèse sur l'iconoclisme, qui n'a pas donné lieu dans ces dernières années à des études de grande importance. Mais sur tout le problème de Photius et du schisme photien on doit maintenant lire l'ouvrage excellent de F. Dvornik³. Peu de travaux spéciaux sur les règnes et les empereurs : mais, pour compléter sur un point important la bibliographie de L. Bréhier, je rappellerai qu'une excellente édition, avec traduction, des *Novelles* de Léon le Sage a paru à Paris en 1944⁴.

Ce sont encore cent pages, car l'ouvrage est désormais très savamment équilibré, que consacre L. Bréhier au siècle de l'expansion byzantine (945-1057), avec Constantin VII, Nicéphore Phocas, Jean Tzimiscès, Basile II et les derniers « Macédoniens ». Le principal problème de politique extérieure est ici celui des guerres bulgares et de l'organisation de la Bulgarie byzantine. Un article de F. Dölger en pose les données générales⁵. Mais surtout

1. Je citerai parmi les plus notables celles de K. AMANTOS, *Oi Slávot: eis tyn 'Elláda*, de A. DIOMIDIS, *Bυζαντινὰι Μελέται*. II : *Al σλαβικαὶ ἐπιδρομαὶ καὶ ἡ πολιτικὴ τοῦ Βυζαντίου*, Athènes, 1946, et de D. ZAKYTHENOS, *Oi Slávot: ἐν 'Ελλάδι* (de ce dernier auteur, une importante étude sur la population de la Morée, où une large place est naturellement faite au problème slave, a paru dans les deux premiers numéros de l'année 1949 de la revue grecque de langue française *L'Hellénisme contemporain*). Mais la contribution de beaucoup la plus considérable, dans ces dernières années, à l'irritant problème de la pénétration slave en Grèce est l'ouvrage objectif de M. VASMER, *Die Slaven in Griechenland* (*Abh. Preuss. Akad. Wiss.*, 1941, *Phil. Hist. Kl.*, n° 12). La valeur n'en est pas entamée par certaines réserves ou menues corrections présentées par D. GEORGAKAS, *Byz. Zeits.*, 41, 1941, p. 351-381. Aussi bien ce problème gréco-slave, où les passions s'exaspèrent facilement, ferait-il aisément à lui seul l'objet d'un Bulletin spécial!

2. F. DÖLGER, *Europas Gestaltung im Spiegel der fränkisch-byzantinischen Auseinandersetzung des 9. Jahrhunderts*, dans MAYER, *Der Vertrag von Verdun*, 1943, p. 203-273. L'édition de cet ouvrage a été, je crois, à peu près entièrement détruite par faits de guerre. Je possède une photocopie de l'article de F. Dölger.

3. *The Photian Schism, History and Legend*, Cambridge, 1948 (une traduction française est annoncée). Il ne faut jamais, sur Photius, perdre de vue les travaux de V. GRUMEL : outre ses communications aux VI^e et VII^e Congrès d'Études byzantines (à paraître), je signalerai au moins son article sur Photius et l'addition du « filioque » au Symbole de Nicée-Constantinople, *Revue des Études byzantines*, 5, 1947, p. 218-234.

4. P. NOAILLES et A. DAIN, *Les Novelles de Léon VI le Sage. Texte et traduction*, Paris, 1944. Sur la fameuse affaire de la tétragramme de Léon VI, cf. R. GUILLAND, *Les noces plures à Byzance*, *Byzantinoslavica*, 9, 1947, p. 9-30.

5. *Bulgarien und Byzanz, ein Kampf um die Macht auf dem Balkan*, *Bulgaria Jahrbuch*, 1940-1941, p. 180-198 (cf. *Byzantion*, 18, 1948, p. 280).

les travaux publiés en Bulgarie même ces dernières années, et que L. Bréhier ne pouvait encore ni connaître ni atteindre, ont été si nombreux, et d'ailleurs de valeur si inégale, qu'on ne saurait que renvoyer aux bulletins spéciaux¹. Je ne connais pas de travaux récents qui aient apporté du nouveau sur le règne de Constantin VII², non plus que sur Nicéphore Phocas, Tzimiscès ou Basile II³ : comme l'ouvrage de Ch. Diehl pour le siècle de Justinien, on dirait que la grande ombre de l'*Épopée byzantine* de G. Schlumberger s'étend encore sur cette époque et décourage des entreprises qui seraient cependant bien souhaitables. Sur le schisme de Cérulaire même, il n'y a rien de notable depuis l'ouvrage de M. Jugie sur le schisme byzantin⁴.

Et nous arrivons ainsi, avec les Comnènes, aux années 1057-1204, « le déclin et la chute », racontées elles aussi en une centaine de pages. Trois grands problèmes extérieurs : les Turcs, les Normands, la Croisade. Les Turcs me donnent l'occasion de citer un ouvrage considérable, dont il est regrettable que L. Bréhier n'ait pu, en raison des circonstances, profiter, les *Byzantinoturcica* de G. Moravcsik⁵, ainsi que diverses études de P. Wittek⁶, Cl. Cahen⁷, St. Runciman⁸, qui témoignent de l'intérêt nouveau accordé à l'importante question des débuts de la puissance turque et des premières relations entre les Turcs, Byzance et l'Europe. Quant au problème des premières croisades et des rapports entre Byzance et l'Occident avant 1204, s'il n'a point fait récemment l'objet d'un travail d'ensemble, il res-

1. Le plus complet est celui, déjà signalé, de *Byzantinoslavica*, 9, 1948, p. 355-378.

2. Il faut naturellement mettre à part les études particulières de R. GUILLAND sur diverses parties du Livre des Cérémonies, publiées dans la *Revue des Études grecques* (59-60, 1946-1947, p. 251-259), la *Revue des Études byzantines* (6, p. 167-180), l'*Epéris* de la Société hellénique d'Études byzantines (18, 1948, p. 153-172); et surtout il faut donner une mention spéciale à la meilleure édition d'un texte byzantin qu'on ait vue paraître dans ces dernières années : *Constantine Porphyrogenitus, De Administrando Imperio, greek text edited by Gy. MORAVCSIK, english translation by R. J. H. JENKINS*, Budapest, 1949.

3. Pour ce dernier, pourtant, cf. G. OSTROGORSKIJ, *Serbskoe posolstvo k imperatoru Basiliju II*, *Glas Srpske Akad. Nauka*, 193, 1949, p. 15-29.

4. Cf. cependant, sur un point particulier, mais juridiquement essentiel, A. MICHEL, *Die Rechtsgültigkeit des römischen Bannes gegen Michael Keroullarios*, *Byz. Zeits.*, 42, 1942, p. 193-205; E. HERMAN, *I legati inviati da Leone IX nel 1059 a Costantinopoli erano autorizzati a scomunicare il patriarca Michele Cerulario?*, *Orientalia christiana periodica*, 8, 1942, p. 209-218.

5. *Byzantinoturcica*. I : *Die byzantinischen Quellen der Geschichte der Türkvolker*, Budapest, 1942; II : *Sprachreste der Türkvolker in den byzantinischen Quellen*, Budapest, 1943. On sait déjà que le tome premier constitue pratiquement une refonte et une mise à jour du Krumbacher, au moins pour la bibliographie.

6. *The Rise of the Ottoman Empire*, Londres, 1938 : exposé succinct, mais très clair et très bien fait.

7. *La première pénétration turque en Asie Mineure, seconde moitié du XI^e siècle*, *Byzantion*, 18, 1948, p. 5-67 : étude importante, dont les conclusions dépassent l'époque envisagée.

8. *Europe and the Turks in the early Middle Ages*, *Asiatic Rev.*, 38, 1942, p. 428-431, et 39, 1943, p. 94-99 : bibliographie.

sortit à plusieurs études particulières : V. Grumel a édité des lettres de Manuel Comnène au pape¹, et V. Laurent des lettres d'Isaac II Ange²; la notion même de croisade a été étudiée par V. Laurent³ et P. A. Throop⁴, cependant que J.-L. La Monte a continué, de son côté, la série de ses publications⁵, et que H. Grégoire, acharné à résoudre les problèmes réputés insolubles, s'est attaqué à celui du détournement de la quatrième croisade⁶. Venise, dont le rôle dans les affaires byzantines est désormais, comme celui de Gênes, capital, vient de faire l'objet d'un ouvrage d'ensemble de R. Cessi⁷. Quant au grand problème intérieur de l'époque des Comnènes, c'est celui qu'on désigne, de façon peut-être impropre, mais commode, du nom de *féodalité*, et ici je veux au moins signaler la très importante étude consacrée par G. Ostrogorski à la *pronoia* ou fief militaire, à ses origines, à son évolution⁸.

Quand on aborde, enfin, les deux siècles et demi de l'empire latin, des empires de Nicée et de Trébizonde et des Paléologues, auxquels L. Bréhier consacre les cent cinquante dernières pages de son livre, les problèmes deviennent si complexes et les lacunes de notre information si vastes, qu'on est embarrassé pour choisir l'essentiel. Pourtant, en ce qui concerne la domination et les États francs, il faut mettre à part, parmi les travaux récents, un beau livre de synthèse de J. Longnon⁹ et, par le même savant, une excellente édition d'Henri de Valenciennes¹⁰. Quand aura paru, sur l'histoire et les monuments de la Morée franque, la thèse dès maintenant achevée de A. Bon, nous disposerons enfin, sur cette question, qui n'avait guère été traitée depuis Buchon, d'une documentation satisfaisante. Sur les Lasca-

1. *Au seuil de la deuxième croisade : deux lettres de Manuel Comnène au pape*, *Études byzantines*, 3, 1945, p. 143-167.

2. *Rome et Byzance sous le pontificat de Célestin III (1191-1198)*, *Échos d'Orient*, 39, 1940, p. 26-58. — Je saisis cette occasion de signaler deux autres études, du même auteur, autour de la même question : *La croisade et la question d'Orient sous le pontificat de Grégoire X (1272-1276)*, *Revue historique du Sud-Est européen*, 22, 1945, p. 105-137; *Le rapport de Georges le Métochite, apocrisiaire de Michel VIII auprès du pape Grégoire X*, *Ibid.*, 23, 1946, p. 233-247.

3. *L'idée de guerre sainte dans la tradition byzantine*, *Ibid.*, 23, 1946, p. 72-98.

4. *Criticism of the Crusade, a Study of public opinion and Crusade propaganda*, Amsterdam, 1940; je ne connais pas cet ouvrage : cf. un compte rendu de J.-L. LA MONTE, *Speculum*, 16, 1941, p. 262 sq.

5. *Some problems in crusading historiography*, *Speculum*, 15, 1940, p. 57-75; *The Lords of Le Puiset on the Crusades*, *Ibid.*, 17, 1942, p. 100-118; *The significance of the Crusader's States in medieval history*, *Byzantion*, 15, p. 300-315.

6. *The question of the diversion of the fourth Crusade*, *Byzantion*, 15, p. 158-166; *Boniface de Monferrat et le détournement de la Croisade*, *Bull. Fac. Lettres Strasbourg*, mai-juin 1947, p. 221-227.

7. *Storia della Repubblica di Venezia*, 2 vol., Milan, 1945-1946 : sans notes, mais solide.

8. Ce travail, qui n'est pas encore publié, a fourni à son auteur la matière d'une communication magistrale faite au VI^e Congrès d'Études byzantines.

9. *L'empire latin de Constantinople et la principauté de Morée*, Paris, 1949.

10. *Henri de Valenciennes, Histoire de l'empereur Henri de Constantinople*, Paris, 1948.

rides de Nicée, je ne trouve à signaler que la thèse, soutenue en Sorbonne, mais non encore éditée, de E. Zizica sur Théodore II Lascaris et ses œuvres inédites. Sur l'empire de Trébizonde, A. Vasiliev a publié un excellent mémoire, qui apporte notamment une bibliographie exhaustive¹. Un ouvrage de K. M. Setton sur la domination catalane en Grèce est riche de renseignements sur les relations entre Occident et Orient au XIV^e siècle².

A défaut de grandes monographies, on a vu paraître nombre d'études particulières concernant les règnes de Michel VIII³, Andronic II⁴, Jean V⁵, Jean VI Cantacuzène⁶, Jean VIII et le concile de Florence⁷. Sur le despotat grec de Mécée, le tome second de l'ouvrage de D. Zakythénos est en cours de parution, sous forme d'articles, dans l'*Hellénisme contemporain*, depuis le numéro de janvier-février 1949. Mais le problème central reste celui de la situation économique et sociale de l'empire sous les Paléologues. Sur les conflits sociaux, nous avons maintenant un bon article de P. Charanis⁸, et sur la crise économique, un précieux mémoire de D. Zakythénos⁹. C'est la ruine économique, le fait que désormais, pour l'Occident, Byzance est une « colonie d'exploitation », selon la juste expression de L. Bréhier, qui expliquent qu'elle ait si mal résisté à ses ennemis, principalement aux Serbes et aux Turcs. Pour les relations politiques et marchandes entre Byzance et l'Occident sous les Paléologues, il sera prudent d'attendre les résultats de plusieurs enquêtes entreprises dans les archives italiennes : un ouvrage récent

1. *The Empire of Trebizond in history and literature, Byzantion*, 15, p. 316-377.

2. *Catalan domination of Athens 1311-1388, The Med. Acad. of America*, Cambridge (Mass.), 1948. Un très important recueil de documents a été publié sous le nom de A. RUBIO I LUICH, *Diplomatiari de l'Orient Catala (1301-1409)*, Barcelone, 1947.

3. F. DÖLGER, *Die dynastische Familienpolitik des Kaisers Michael Palaiologos*, Festschrift E. Eichmann, 1940, p. 179-190; G. ROUILLARD, *La politique de Michel Paléologue à l'égard des monastères, Étude byzantine*, 1, 1943, p. 73-84; L. PREVIALE, *Un panegirico inedito per Michele VIII Paleologo*, *Byz. Zeits.*, 42, 1942, p. 1-49; M.-H. LAURENT, *Le bienheureux Innocent V (Pierre de Tarentaise) et son temps, Studi e Testi 129*, Vatican, 1947 (et, sur ce livre, V. LAURENT, *Revue des Études byzantines*, 6, p. 272 sq.).

4. P. ALEXANDER, *A chrysobull of the emperor Andronicus II Paleologus in favour of the see of Kanina in Albania*, *Byzantion*, 15, p. 167-207. Dans *Byzantinoslavica*, 9, p. 405, est mentionnée une étude (en roumain) de Liviu Stan sur une nouvelle inconnue d'Andronic II : je n'ai pas vu ce travail.

5. O. HALECKI, *Two Palaeologi in Venice 1370-1371*, *Byzantion*, 17, p. 331-335.

6. D. ZAKYTHÉNOΣ, *Processus de féodalisation, L'Hellénisme contemporain*, novembre-décembre 1948, p. 506 sq. : étude d'un chrysobulle de Cantacuzène, de 1342, plaçant Jean l'Ange à la tête du gouvernement de Thessalie.

7. G. HOFMANN, *Orientalia christiana periodica*, 8, 1942, p. 5-39, et 9, 1943, p. 171-187; Angelo MERCATI, *Il decreto d'unione del 6 Luglio 1439 nell'Archivio Segreto Vaticano*, *Ibid.*, 11, 1943, p. 5-44. Sur Bessarion, R. LOENERTZ, *Pour la biographie du cardinal Bessarion*, *Ibid.*, 10, 1944, p. 116-149.

8. *Internal Strife at Byzantium during the XIV century*, *Byzantion*, 15, p. 208-230.

9. *Crise monétaire et crise économique à Byzance du XIII^e au XV^e siècle*, Athènes, 1948 (publié d'abord en une série d'articles dans l'*Hellénisme contemporain* ; malheureusement dépourvu d'index).

de K. Mertziou¹, limité cependant à la Macédoine, laisse deviner tout ce qu'on peut encore espérer d'une exploration systématique des archives de Venise. Sur Byzance et la Serbie, je ne crois pas qu'il ait paru d'études importantes postérieures à l'ouvrage de L. Bréhier. Les relations byzantino-turques, au contraire, comme je l'ai déjà signalé, font l'objet de recherches de plus en plus nombreuses et intéressantes. G. Arnakis a étudié l'installation des Turcs en Bithynie², et P. Charanis esquissé un tableau d'ensemble des relations entre les Paléologues et les Turcs de 1370 à 1402³; Fr. Babin ger a consacré à l'installation des Turcs en Europe un travail dont l'édition a été malheureusement presque entièrement détruite par faits de guerre⁴; le problème de la pénétration turque en Dobroudja a été examiné par P. Mutavciév⁵ et par H. W. Duda⁶, cependant que Al. Burmov étudiait quelques points particuliers des relations turco-bulgares⁷ et fixait la date de la prise d'Andrinople par les Turcs⁸. On trouve de nombreux renseignements sur la pénétration turque dans le Péloponèse dans un excellent article de R. Loenertz⁹ et dans une étude de N. Bées sur l'expédition de Murad II contre la Morée¹⁰. Enfin, la publication archéologique, par A. Gabriel, des châteaux turcs du Bosphore, Anadolu Hisar et Rumeli Hisar, dont on sait le rôle dans l'investissement et la chute de Constantinople, sera consultée avec profit par les historiens¹¹.



Cette revue, rapide et incomplète, des principaux travaux, que leur publi-

1. *Μνημεία μακεδονικής ιστορίας*, Thessalonique, 1947 (*Μακεδονική βιβλιοθήκη*, n° 7).

2. Οι πρώτοι 'Οθωμανοί, Συμβολή εις τὸ πρόβλημα τῆς πτώσεως τοῦ 'Ελληνισμοῦ τῆς Μικρᾶς 'Ασίας (1282-1337), *Texte und Forschungen zur byzant.-neogr. Philol.*, 41.

3. *The Strife among the Palaeologi and the Ottoman Turks*, *Byzantion*, 16, 1942-1943, p. 286-314.

4. *Beiträge zur Frühgeschichte der Türkenherrschaft in Rumelien (14-15 Jahrh.)*, Munich, 1944 (*Südosteurop. Arbeiten*, n° 34).

5. *Die angebliche Einwanderung von Seldschuk-Türken in die Dobrudscha im XIII Jahrh., Spisanie (de l'Académie bulgare des Sciences)*, 16, 1943, p. 1-128 : montre que, contrairement au témoignage de l'Oghuzname, il n'y avait pas encore d'établissement turc dans cette région sous Michel VIII.

6. *Zeitgenössische islamische Quellen und das Oguzname des Jazydjyoglu Ali zur ange-Mischen türkischen Besiedlung der Dobrudscha im XIII Jahrh.*, Sofia, 1943.

7. Je n'ai pas eu connaissance directement de ces travaux, cités dans *Byzantinoslavica*, 9, 1948, p. 360.

8. *Bull. Soc. Histor. Bulgare*, 21, 1945, p. 23-32 : d'après les chroniques serbes, Chalcocondyle et Luccari, A. Burmov estime qu'Andrinople fut prise par les Turcs, non en 1363, mais après la bataille de la Maritsa en 1371.

9. *Pour l'histoire du Péloponèse au XIV^e siècle (1382-1404)*, *Études byzantines*, 1, 1943, p. 152-196.

10. *Zum Bericht des L. Chalkokondylis über den Feldzug Murads II gegen Morea*, *Byz. Neogr. Jahrb.*, 17, 1944, p. 234-241.

11. *Châteaux turcs du Bosphore*, Paris, 1943 (*Mémoires de l'Institut français d'Archéologie de Stamboul*, n° VI).

ecation trop récente ou, pour certains, les entraves mises aux relations scientifiques internationales avaient empêché L. Bréhier d'utiliser ou de citer, montre assez la vigueur de l'historiographie byzantine. En ce qui concerne les *Institutions*, qui forment le sujet du second volume, dont j'ai dit en commençant tout le mérite et la nouveauté, le problème se présente sous un jour un peu différent. L'étude des institutions a pour base ce que l'on nomme, improprement d'ailleurs, les sciences auxiliaires de l'histoire : épigraphie, diplomatique, sigillographie, numismatique, etc. C'est l'édition, dans ces diverses branches, de sources nouvelles, et à leur lumière la meilleure interprétation des documents anciens, qui sont les facteurs nécessaires du progrès. Or, les publications que leur date n'a pas permis à L. Bréhier de connaître sont, ici encore, nombreuses¹ et permettent d'espérer que, dans ce domaine comme dans celui de l'histoire générale, les études byzantines seront bientôt en mesure de rattraper le retard qu'elles avaient pris.

Faisons, en effet, un tour d'horizon. Seule la *numismatique*, et peut-être parce que c'était la discipline où le besoin s'en faisait le moins sentir, n'a pas donné lieu à des travaux de base. En *sigillographie*², l'œuvre immense préparée par V. Laurent, qui va renouveler cette discipline, n'attend que les ressources financières nécessaires à l'impression : il serait infiniment regrettable qu'elle dût les attendre longtemps et un peu désobligeant qu'elle eût à les chercher hors de France. En *épigraphie*, le premier volume du *Corpus des inscriptions chrétiennes de Grèce* a paru³ : il est vrai que la formule n'en est pas pleinement satisfaisante, mais les volumes suivants pourront la corriger. En *hagiographie*, à côté de l'œuvre exemplaire des Bollandistes, qu'il suffit de rappeler, on a vu récemment A. Vasilev publier avec un commentaire excellent les Vies de saint Théodore d'Édesse⁴, de saint David de Thessalonique⁵ et de saint Pierre d'Argos⁶. Mais c'est surtout en *diplomatique*, au sens le plus large du mot⁷, que les travaux ont été

1. Moins toutefois, cela va de soi, que pour le tome I, puisque le tome II porte le millésime 1949. Cependant, la rédaction semble en avoir été achevée, pour l'essentiel, vers 1945, à un moment où on connaissait encore fort mal en France ce qui avait été publié à l'étranger pendant les années de guerre. C'est pourquoi cet ouvrage, comme le premier, peut être tenu, dans son ensemble, comme représentant le niveau atteint par les études byzantines au moment de la guerre.

2. En marge de Byzance, il faut citer la très importante *Sigillographie de l'empire latin* publiée par A. BLANCHET (*Bibl. histor. et archéol. du Haut-Commissariat de l'État français en Syrie et au Levant*, t. 37, Paris, 1943).

3. *Corpus der griechisch-christlichen Inschriften von Hellas*, I : Peloponnes, 1 : Isthmos-Korinthos, herausgeg. von Nikos A. BEES, Athènes, 1941.

4. *The Life of St. Theodore of Edessa*, *Byzantion*, 16, 1942-1943, p. 165-225.

5. *Life of David of Thessalonica*, *Traditio*, 4, 1946, p. 115-147.

6. *The Life of St Peter of Argos and its historical significance*, *Traditio*, 5, 1947, p. 163-191.

7. Ce n'est pas un mot heureux — encore qu'il soit moins malheureux qu'*archéologique* — et il ne laisse pas deviner assez l'importance et l'intérêt essentiels, pour l'histoire de Byzance, des textes non littéraires conservés sur une autre matière que la pierre ou le métal. Pour ceux, en particulier, qui sont surtout familiers avec l'antiquité, il n'apparaît pas au premier

nombreux. Un monastère athonite à peu près inconnu, Kutlumus, est sorti de l'ombre avec toutes ses archives¹. Un autre, Chilandar, a vu son cartulaire grec enrichi de plusieurs documents importants². Une catégorie d'actes particulièrement précieux pour la connaissance des institutions, les *praktika*, s'est enrichie de six textes inédits³, et a fait en même temps l'objet d'une monographie telle qu'il serait souhaitable d'en consacrer aux divers types d'actes⁴. Enfin, F. Dölger a publié et commenté avec une compétence et un soin exceptionnels un choix de documents athonites⁵, qui constitue véritablement le premier traité de diplomatique byzantine. La tâche à accomplir reste immense : édition ou réédition des trois quarts des archives athonites, refonte des *Acta et Diplomata* de Miklosich et Müller, édition ou réédition des documents grecs conservés en Occident et surtout en Italie, sans compter la publication ou l'achèvement de répertoires, au premier rang desquels figurent les *Regesten der Kaiserurkunden* de F. Dölger, toujours arrêtés à 1282. Ce qui a été déjà réalisé n'en est pas moins de bon augure.

Le livre I (p. 1-88) de l'ouvrage de L. Bréhier est consacré à l'empereur : les sources du pouvoir du basileus, la théologie et la liturgie impériales. L'auteur, comme il est naturel, remonte jusqu'à Rome, et c'est pourquoi on aura intérêt à consulter, même pour Byzance, la copieuse bibliographie du culte des souverains hellénistiques et romains récemment dressée par J. Tondriau⁶. On lira ensuite deux bonnes études, de A. Staub⁷ et de P. Charanis⁸, sur l'empereur du Bas-Empire⁹ et, à titre comparatif, un essai de E. Eichmann sur l'empereur en Occident¹⁰. Pour le basileus lui-même, on interrogera d'abord les rites du couronnement, comme l'a fait W. Ensslin dans deux mémoires perspicaces¹¹. Et, sur l'essence même du pouvoir impérial à Byzance, on consultera deux études récentes, l'une en-

abord que la diplomatique ainsi entendue est aussi, pour Byzance, ce que l'épigraphie est à la Grèce ou à Rome et la papyrologie à l'Égypte.

1. *Archives de l'Athos*, II : *Actes de Kutlumus*, par P. LEWIS, Texte et Album, Paris, 1945.

2. V. MOŠIN et A. SOVRE, *Supplementa ad acta graeca Chilandarii*, Ljubljana, 1948.

3. F. DÖLGER, *Sechs byzantinische Praktika des 14. Jahrh. für das Athoskloster Iviron*, Abh. der Bayer. Akad. der Wiss., NF 28, Munich, 1949.

4. G. OSTROGORSKIJ, *Vizantijskie pis'my knigi*, *Byzantinoslavica*, 9, 1948, p. 203-306.

5. *Aus den Schatzkammern des Heiligen Berges*, Munich, 1948.

6. *Bulletin de l'Association Guillaume Budé*, 5, juin 1948, p. 106-125.

7. *Vom Herrscherideal der Spätantike*, *Forsch. z. Kirchen- und Geistesgeschichte*, 18, Stuttgart, 1939.

8. *Coronation and its constitutional significance in the later Roman empire*, *Byzantion*, 15, p. 49-66.

9. Entendre ce mot, malheureusement équivoque, dans le sens de *spätantike*.

10. *Die Kaiserkrönung im Abendland*, *Ein Beitrag zur Geistesgeschichte des Mittelalters*, Würzburg, 1942.

11. *Zur Frage der ersten Kaiserkrönung durch den Patriarchen und zur Bedeutung dieses Aktes in Wahlzeremoniell*, *Byz. Zeitsch.*, 42, 1942, p. 101-115; *Zur Torqueskrönung und Schilderhebung bei der Kaiserwahl*, *Klio*, 35, 1942, p. 268-298.

core de W. Enslin¹, l'autre de R. Guiland². Je signale, enfin, que W. Ohn-sorge a repris l'étude du vieux problème du partage du pouvoir impérial³.

Le livre II (p. 99-217) traite de « l'exercice du pouvoir » : la hiérarchie et les fonctionnaires, la chancellerie, le Sénat, les assemblées, l'administration de Constantinople et des villes. Sur la chancellerie impériale, on consultera maintenant, de F. Dölger, le recueil de documents athonites déjà cité, et, sur le Sénat, le tout récent travail de M^{me} A. Christophilopoulou⁴. Le problème des assemblées, particulièrement des assemblées du peuple de Constantinople, des partis politiques et factions du cirque retient toujours l'attention. Après les nombreux travaux de H. Grégoire, et en attendant l'ouvrage d'ensemble que doit nous donner un de ses disciples, A. Marieq, il faut citer déjà de celui-ci un intéressant article sur la durée du régime des dèmes⁵, qui fait suite à une étude de G. Bratiannu⁶ et à une autre, plus contestable, de A. P. Diakonov⁷. Et c'est ici le lieu de mentionner l'essai consacré par D. Xanlatos à l'histoire du peuple byzantin⁸.

Il n'y a point longtemps qu'on donnait encore, dans l'histoire byzantine, une place si éminente à l'empereur, à la cour et à Constantinople, que tout le reste semblait presque négligeable. On commence à réagir contre cette déformation de la réalité et à rendre aux provinces leur véritable place. Parmi les monographies récentes, je rappellerai celles déjà citées concernant le Péloponèse et celle que j'ai moi-même consacrée à la Macédoine orientale⁹, ainsi que les études, plus spécialement économiques, de L. C. West et A. C. Johnson sur l'Égypte¹⁰. Sur la division administrative de l'empire, les beaux travaux de St. Kyriakides ont été continués par D. Zakythénos, dont un important mémoire donne le commentaire du chrysobulle d'Alexis III

1. *Gotthaiser und Kaiser von Gottes Gnaden*, Sitz. Bayer. Akad., Philos.-Hist. Abt., 1943, Heft 6.

2. *Le droit divin à Byzance*, *Eos*, 42, 1947, p. 142-168.

3. *Das Zweikaiserproblem im früheren Mittelalter*, Hildesheim, 1947. — Je ne peux que signaler d'un mot l'étude comme toujours très riche, bien que portant sur un problème particulier, de F. Dölger, *Das Kaiserjahr der Byzantiner*, Sitzber. Bayer. Akad. Wiss., Phil. Hist. Kl., 1949, 1.

4. 'Η σύγκλητος εἰς τὸ βυζαντινὸν κράτος, Athènes, 1949 (publié d'abord dans : 'Εκτεντικὸ τοῦ ἀρχαίου τῆς ἱστορίας τοῦ Ἀθηναϊκοῦ δικαίου, 2, 1949).

5. *La durée du régime des partis politiques à Constantinople*, Bull. de la Classe des Lettres de l'Acad. belge, 1949, p. 63-74.

6. *La fin du régime des partis à Byzance et la crise antisémite du VII^e siècle*, *Revue hist. du Sud-Est europ.*, 18, 1941, p. 49-67.

7. *Византијские дѣи и факты в V-VII в.*, *Визант. Сборник*, 1945, p. 144 sq.

8. *Βυζαντινὰ Μελετήματα, Συμβολὴ εἰς τὴν ἱστορίαν τοῦ βυζαντινοῦ λαοῦ* (Texte und Forsch. z. byzant. und neogr. Phil., n° 38).

9. *Philippe et la Macédoine orientale à l'époque chrétienne et byzantine*, *Recherches d'histoire et d'archéologie*, Paris, 1945.

10. *Currency in Roman and Byzantine Egypt*, Princeton, 1944; *Byzantine Egypt, economic studies*, Princeton, 1949.

de novembre 1198 et de la *Partitio Romaniae*¹. L'histoire des thèmes, dont L. Bréhier traite d'ailleurs plus longuement dans le chapitre consacré à l'armée, en profite naturellement, et je citerai au moins, du même savant grec, un excellent article, relatif au thème d'Hellade², où se trouve rectifiée la date que A. Orlandos, d'après une inscription du Parthénon, avait cru pouvoir attribuer à son stratège Léon³.

Dans le livre III (p. 218-429), L. Bréhier traite successivement de tous les grands services de l'État. La *justice* : on consultera maintenant une longue étude, d'esprit plus juridique qu'historique, consacrée par D. Angelov au rôle du basileus⁴, et, pour l'époque si mal connue des Paléologues, mes études sur les Juges généraux⁵, sur le tribunal impérial⁶ et sur le tribunal patriarcal⁷, que doit compléter bientôt une étude sur les tribunaux mixtes⁸. Les *finances* et les impôts, dont la connaissance a grandement bénéficié des documents récemment édités, ont fait aussi l'objet d'études d'Angelo Segrè sur la *jugatio* et la *capitatio*⁹, sur l'annone¹⁰, sur l'inflation depuis Dioclétien jusqu'au VII^e siècle¹¹, et de John Danstrup sur les impôts indirects¹². Le chapitre sur la *diplomatie*, que complète un chapitre sur la poste impériale, traite en fait de la politique étrangère de Byzance : il me fournit pourtant l'occasion de signaler un court essai de G. Kolias¹³. Pour l'armée, aux nombreuses publications de Tacticiens par A. Dain, on doit ajouter maintenant celle des *Strategemata* par J. de Foucault¹⁴, et on se

1. Μελέραι περί της διοικητικής διαίρεσεως καὶ τῆς ἐπαρχιακῆς διοικήσεως ἐν τῷ βυζαντινῷ κράτει, *Epétéria* de la Société hellénique des Études byzantines, 17, 1942, p. 1-67 ; 18, 1948, p. 71-91 ; 19, 1949, p. 3-25. — Je n'ai pu prendre directement connaissance d'une étude, peut-être importante, de M. Šesan sur « la division administrative de l'empire byzantin au temps des Comnènes et des Anges, 1081-1204 », parue en roumain dans *Candela*, 50-52, 1939-1941, p. 571-698.

2. Une inscription byzantine du Parthénon et les institutions provinciales de l'empire, *L'Hellénisme contemporain*, mai-juin 1948, p. 199-206.

3. Une inscription byzantine inédite du Parthénon, *Bulletin de Correspondance hellénique*, 70, 1947, p. 418-427.

4. Die Rolle des byzantinischen Kaisers in der Rechtsprechung (en bulgare, résumé allemand), *Annuaire de l'Université de Sofia, Faculté d'Histoire et Philologie*, 41, 1944-1945, p. 1-84 ; 43, 1946-1947, p. 1-76.

5. Le Juge général des Grecs et la réforme judiciaire d'Andronic III, *Mélanges Louis Petit*, Paris, 1948, p. 292-316.

6. *Mélanges H. Grégoire*, I, 1949, p. 369-384.

7. *Mélanges Paul Ponsers*, II, 1950, p. 318-333.

8. Sur un point de détail, je signale encore l'étude de Ph. Koukouls et R. Guillard, *Volours et prisons à Byzance*, *Revue des Études grecques*, 61, 1948, p. 118-136.

9. *Studies in byzantine Economy, Jugatio and Capitatio, Traditio*, 3, 1945, p. 101-129.

10. *Essays on byzantine economic History, The annona civica and the annona militaris*, *Byzantion*, 16, p. 393-444.

11. *Inflation and its implication in early byzantine times*, *Byzantion*, 15, p. 249-279.

12. *Classica et Mediasvalia*, 8, 1946, p. 139-167.

13. *Βυζαντινὴ Διπλωματία*, Athènes, 1946 (12 pages).

14. *Strategemata in lucem prolata curis Julii-A. de Foucault*, Paris, 1949.

reportera utilement au grand ouvrage de F. Lot sur les armées médiévales, où une place est faite à Byzance¹. Enfin, un excellent chapitre, auquel je ne vois rien de notable à ajouter, est consacré par L. Bréhier à la *marine impériale*.

Et nous arrivons au quatrième et dernier livre (p. 430-579), les *Institutions de l'Église*. On sait quel instrument de travail admirable a forgé pour nous V. Grumel, en menant jusque 1206 les régestes patriarcaux², que V. Laurent doit continuer. On sait aussi que l'histoire ecclésiastique est une des branches les plus favorisées de l'histoire byzantine, grâce aux nombreux travaux dont nous sommes redevables à de savants religieux. Pour citer les plus importants parmi les travaux récents, je suis l'ordre de l'exposé de L. Bréhier. Sur le problème du césaropapisme, on lira avec beaucoup d'intérêt le chapitre sur l'Église écrit par H. Grégoire pour *Byzantium*, déjà cité³ : H. Grégoire et L. Bréhier se rencontrent pour contester l'exactitude du terme « césaropapisme » et l'existence d'un régime méritant proprement ce nom. Sur le droit canon, je signale une bonne *Introduction à l'histoire du droit canonique oriental*, par C. de Clercq⁴. L'histoire du patriarcat de Constantinople devrait être écrite par V. Grumel ; mais on en trouve une bonne esquisse, jusque 1204, dans un ouvrage de G. Every⁵. Quant au patriarcat d'Antioche, on sait que R. Devreesse lui a consacré un gros ouvrage⁶, complété par V. Laurent sur plusieurs points, parfois importants⁷. Le clergé séculier demeure, il faut le dire, assez mal connu, malgré deux bonnes études de E. Herman⁸. Les documents sont plus riches, et les travaux plus nombreux, en ce qui concerne les monastères et le clergé régulier : il faut citer d'abord, sur les institutions monastiques, deux études fondamentales de E. Herman encore⁹ et de Pl. de Meester¹⁰, puis un article, toujours de E. Her-

1. *L'art militaire et les armées au Moyen Âge en Europe et dans le Proche-Orient*, 2 vol., Paris, 1946.

2. V. GRUMEL, *Regestes des actes du patriarcat de Constantinople*, vol. I : *Actes des patriarches*, fasc. III : *Regestes de 1043 à 1206*, Paris, 1947 (avec un Index commun aux trois fascicules parus).

3. N. BAYNES et H. MOSS, *Byzantium, an introduction to East Roman civilisation*, Oxford, 1948 ; chap. IV : *The Byzantine Church*, by H. GRÉGOIRE ; cf. aussi chap. V : *Byzantine monasticism*, by H. DELEHAYE.

4. *Archives d'histoire du Droit oriental*, III, 1948, p. 309-348.

5. *The Byzantine Patriarchate 451-1204*, Londres, 1947.

6. *Le patriarcat d'Antioche depuis la Paix de l'Église jusqu'à la conquête arabe*, Paris, 1945.

7. *Le patriarcat d'Antioche du IV^e au VII^e siècle*, *Revue des Études byzantines*, 4, 1946, p. 239-256 (et du même auteur : *La Noûria d'Antioche, origine et tradition*, *Ibid.*, 5, 1947, p. 67-89).

8. *Die kirchlichen Einkünfte des byzantinischen Niederklerus*, *Orientalia christiana periodica*, 8, 1942, p. 378-442 ; *Le professioni vicine al clero bizantino*, *Ibid.*, 10, 1944, p. 23-44.

9. *Ricerche sulle istituzioni monastiche bizantine : typika ktetorika, carismatici e monasteri « liberi »*, *Ibid.*, 6, 1940, p. 293-375.

10. *De monachico statu juxta disciplinam byzantinam* (Codificazione canonica orientale, *fonti*, serie II, fasc. 10), Vatican, 1942.

man, sur la règle de pauvreté¹, enfin l'excellente étude de P. Charanis sur le problème si important de la propriété monastique².

Faut-il conclure? Sur certains points, l'exposé de L. Bréhier pourrait être maintenant complété, cela va de soi — et ce n'est pas une critique — grâce aux sources nouvellement éditées. Sur d'autres, il y aurait désormais à tenir compte des travaux de ces dernières années. Certaines questions, enfin, en particulier d'ordre économique ou social, ne sont pas traitées, mais le seront dans le troisième volume, qui pourra aussi apporter des compléments aux deux premiers. Il est donc juste d'attendre l'achèvement de l'œuvre pour en prendre une vue d'ensemble, et nous y reviendrons. Ce qu'il en faut louer dès maintenant, c'est l'ordonnance, l'objectivité, la scrupuleuse information, la sérénité. L'accueil qu'elle a trouvé — le premier volume a été déjà réédité — serait rassurant pour l'avenir des études byzantines en France si, dans ce pays qui fut leur berceau, une place mieux en rapport avec leur importance leur était officiellement faite.

Paul LEMERLE,

Directeur d'études à l'École pratique des Hautes-Études.

1. *Die Regelung der Armut in den byzantinischen Klöstern*, *Orientalia christiana periodica*, 7, 1944, p. 406-460.

2. *The monastic properties and the byzantine Empire*, *Dumbarton Oaks Papers*, IV, Cambridge (Mass.), 1948, p. 51-118.

L'IDÉE DE NATION

ET LA JURISPRUDENCE DU PARLEMENT DE PARIS AU XV^e SIÈCLE

Il n'est pas question ici d'étudier de façon générale le développement du sentiment national en France au xv^e siècle, mais, à propos de faits, qui, à première vue, paraîtront de minime importance, nous voulons montrer qu'en dépit de leur caractère secondaire ces faits sont susceptibles de nous éclairer sur l'influence que la guerre franco-anglaise, étudiée sous des aspects peu connus, a pu avoir sur la formation de l'idée de nation.

Le 13 avril 1436, les troupes françaises, aidées par les habitants, avaient chassé les Anglais de Paris. La libération posait des problèmes qu'il fallait régler sans tarder. L'occupation avait été longue, des liens s'étaient noués forcément entre occupants et occupés : liens matériels et aussi liens sentimentaux. C'est ainsi qu'au début de 1437, le Parlement de Paris eut à résoudre un cas particulièrement délicat : l'union d'une Française et d'un Anglais.

Une jeune fille, Jeannette Roland, dont le père, Pierre Roland¹, était « seigneur » d'une maison rue Saint-Antoine, à l'enseigne de la Moufle², manifestait l'intention d'aller retrouver son fiancé qui n'était autre qu'un poursuivant d'armes de Talbot, Gilbert Dowel, dit Westeford³. Ils s'étaient connus pendant l'occupation et s'étaient fiancés. La délivrance de Paris les avait séparés et Pierre Roland et sa femme, probablement peu soucieux de laisser supposer qu'ils avaient entretenu des relations cordiales avec l'ennemi, s'opposaient à présent au mariage de leur fille. Mais malgré cela, en dépit de l'intervention de l'official et du sire de Rostrenen⁴, lieutenant du connétable, en dépit des menaces dont elle était l'objet, Jeannette ne renon-

1. Un Perrin Raoulant figure parmi les cinquanteniers de Paris qui prêtèrent serment à Jean sans Peur en 1418. Cf. LE ROUX DE LINCY, *Paris et ses historiens*, p. 373.

2. L'hôtel de la Moufle occupait l'emplacement de l'hôtel Sully actuel. Vers 1360, il aurait appartenu à un bourgeois de Paris, Nicolas La Moufle, d'où lui serait venu son nom. Cf. LÉON MINOT, *Les origines de l'hôtel Sully...* (*Bull. Soc. hist. de Paris et de l'Ile-de-France*, 1911, t. XXXVIII, p. 77-95). Mais Pierre Roland ne figure pas parmi les propriétaires de l'hôtel qui, dès 1431, appartient à un bourgeois, Pierre Courtin, et reste dans sa descendance jusqu'en 1470. D'autre part, les pièces tirées des registres du Parlement disent « l'hôtel ou pend l'enseigne de la Moufle ». La moufle était un gant de cuir selon V. GAY, *Glossaire archéologique*, ou un vêtement de cuir que l'on vendait à Paris rue des Escouffes, selon LE ROUX DE LINCY, *op. cit.*, p. 217, n. 7.

3. Westeford, sans doute pour Wexford, une des seigneuries de Talbot.

4. Pierre de Rostrenen, chambellan du roi, lieutenant du connétable Arthur de Richemont. Mort à Paris le 12 août 1440. Cf. GAUZIL, *Chron. d'Arthur de Richemont*, éd. Soc. hist. de France, p. 160, n. 1.

cait pas à son mariage. Ses sentiments étaient tels que le Parlement, sans doute alerté par une dénonciation, dut intervenir. Il ordonna tout simplement la séquestration de la jeune rebelle entre les mains de maître Henri Roussel, avocat au Parlement, puis, le 11 janvier 1437, sans doute rassuré sur le loyalisme des parents, il leur confia la garde de leur fille ; mais ils durent s'engager à la bien garder, à peine de cent marcs d'argent si elle parvenait à s'enfuir et à rejoindre son Anglais. Peut-être espérait-on ainsi laisser la jeune fille et l'amener à considérer son avenir d'une manière plus conforme à la situation internationale¹.

Mais, si Jeannette montrait de la fermeté dans ses sentiments, son fiancé, de son côté, ne l'abandonnait pas. Le 22 janvier 1437, le Parlement reçut une requête écrite de Gilbert Dowel qui réclamait celle à qui le liait l'engagement réciproque de fiançailles et demandait la permission de l'épouser et de l'emmener avec lui. Le cas parut très grave et le Parlement décida d'entendre contradictoirement le Procureur général du Roi et le poursuivant anglais, à qui un conseil fut attribué. « Et eulx oys, la court leur feroit droit²... »

L'affaire ne traîna pas. Elle fut débattue le 24 janvier et le même jour le Parlement rendait son arrêt : « La court ne permettra pas a ladiete Jehannette s'en aler avec ledit Vustefort et devenir anglesche durant la guerre et division d'entre le Roy et les Anglois. »

Nous ne savons ce que devint Jeannette Roland ni si elle eut assez de constance pour attendre que la fin de la guerre, ou tout au moins la conclusion d'une trêve, lui permit de réaliser ses vœux.

Peu importe d'ailleurs, car ce qui fait l'intérêt de ce fait divers c'est qu'il nous met en présence d'une interdiction formelle faite par une cour de justice de laisser s'accomplir un mariage précédé de fiançailles et à qui aucun empêchement prévu par les règles canoniques ne peut s'appliquer. Sur ce point, les plaidoiries ne laissent place à aucune incertitude³. En vain, l'avocat du roi, Jean Jouvenel, essaye-t-il de soutenir, sans grande conviction d'ailleurs, que la « fillette » est très jeune et qu'elle a été « induite frauduleusement » au mariage, qu'il ne s'agit que d'un engagement *per verba de futuro* qui peut toujours être rompu et que le consentement des parents a fait défaut ; l'avocat des fiancés n'a pas de peine à soutenir que le consentement a été libre, peut-être a-t-on pu arracher à Jeannette, par menace ou par crainte, un aveu contraire, elle n'en a pas moins affirmé devant témoins que « tant qu'elle vive, elle n'auroit d'autre mari⁴ ». Elle est d'un âge habile à contracter mariage et son fiancé n'est ni serf ni de telle condition qu'une union avec lui soit impossible et même, si les parents se sont opposés, qu'im-

1. Arch. nat., X^{1a} 1482, fol. 6 v°.

2. Arch. nat., X^{1a} 1482, fol. 7 v°.

3. Les plaidoiries se trouvent dans le registre du Parlement criminel, X^{2a} 22, fol. 4.

4. Plaidoirie de Simon, avocat de Gilbert Dowel, X^{2a} 22, fol. 4.

porte, cela ne peut tirer à conséquence, car c'est le seul consentement des parties qui est à considérer. Le consentement mutuel, la volonté librement exprimée de s'unir, conditions indispensables, mais essentielles, selon le droit canonique à tout mariage, étaient ici indiscutables. Les deux fiancés donnaient des preuves manifestes de leur volonté de s'épouser. L'un venait en pays ennemi réclamer sa fiancée et il fallait employer la force pour empêcher Jeannette d'aller rejoindre son poursuivant d'armes.

Or, c'est le procureur du roi par l'organe de l'avocat, Jean Jouvenel, qui pose la question sur son véritable terrain. L'obstacle principal, le seul, c'est que Gilbert Dowel est anglais et « qu'il ne doit estre permis qu'il ait fille de l'obeissance du Roy¹ ». Qu'il s'en aille pour ne plus revenir et que la fille, si elle insiste, soit prise au corps et punie comme elle le mérite, et le Parlement, refusant de tenir compte des consentements et des volontés des fiancés exprimés avec tant de force, se range aux conclusions du Procureur général et de sa propre autorité déclare que le mariage est impossible parce que, la France et l'Angleterre étant en guerre, Jeannette Roland, une Française, ne peut épouser un Anglais et devenir « anglesche ».

Il s'agit donc bien d'un cas nouveau d'empêchement, non plus tiré de la loi canonique, mais établi par une juridiction civile. C'est, dit-on, surtout à partir du xvi^e siècle que les théologiens et les juristes se seraient mis à discuter sur les droits de la puissance séculière en matière matrimoniale². Utilisant la distinction que les théologiens faisaient entre le contrat et le sacrement, les juristes auraient essayé d'enlever aux juridictions ecclésiastiques une grande partie des causes matrimoniales dont elles revendiquaient le monopole. Bien plus, ils firent admettre que la puissance séculière avait elle-même le droit d'établir des empêchements au mariage. Soutenue par les Gallicans, combattue par les Ultramontains, cette prétention fournit aux auteurs du xvii^e et du xviii^e siècle un vaste champ de discussion³. Les juristes gallicans affirmaient que le « pouvoir de mettre des empeschemens au mariage... est un appanage de la couronne et des princes et fait partie de leur souveraineté⁴ » ; ils fournissaient un nombre impressionnant d'exemples. Jean de Launoi, en particulier, s'est plu à accabler ses adversaires sous la masse des arguments historiques⁵. Mais les nombreux cas qu'il a relevés dans l'histoire de France ne concernent guère que des grands seigneurs vassaux du roi, et c'est le droit féodal qui, à cette occasion, paraît en cause. Ici,

1. Plaidoirie de Jean Jouvenel, avocat du roi. Xth 22, fol. 4.

2. Cf. BRISSAUD, *Manuel d'histoire du droit privé*, p. 1010-1111.

3. Voir notamment J. DE LAUNOI, *Regia in matrimonium potestas*, 1674. — GERBAIS, *Traité du pouvoir de l'Eglise et des princes sur les empêchements au mariage*, 1696. — SANCHEZ, *Disputationes de sancto matrimonii sacramento*, 1752. L. VII, disp. III, qui admet le droit des princes de créer des empêchements, mais sous certaines réserves.

4. GERBAIS, *op. cit.*, p. 344.

5. LAUNOI, *op. cit.*, p. 310-441 : *Secunda pars tractatus seu usus regie in matrimonium potestatis apud Gallos*.

il en va différemment. Le droit féodal qui permettait au suzerain de s'immiscer dans le mariage de ses vassaux ou de ses vassales ne peut s'appliquer au cas qui nous occupe et, dans les registres du Parlement de Paris, Jean de Launoi et ses émules auraient trouvé pour étayer leurs thèses bien d'autres précédents. Il y avait longtemps déjà, bien avant le xvi^e siècle, que le Parlement, sous divers prétextes, intervenait dans les causes matrimoniales. Nombre d'affaires qui, auparavant, étaient exclusivement du ressort des cours ecclésiastiques aboutissaient finalement devant lui, et non seulement des causes qui concernaient les intérêts matériels des époux : régimes matrimoniaux ou douaires, mais celles qui intéressaient la formation même du lien conjugal ou sa rupture. Cette fois, par une innovation plus hardie encore, les juges royaux décident que l'état de guerre entre deux pays crée une impossibilité de s'unir pour des nationaux appartenant à ces deux pays. On avait pu jusque-là discuter de la possibilité d'unir hérétique et orthodoxe, chrétien et infidèle. A présent, la guerre provoque un empêchement nouveau auquel nos deux fiancés n'avaient pas songé et que le droit canonique n'avait pas prévu.

Il s'agit bien, en effet, d'un cas nouveau qui nécessite une jurisprudence nouvelle ; jurisprudence qui ne peut s'appuyer sur aucun principe jusque-là reconnu. Elle naît des circonstances. L'avocat du roi, tant bien que mal, étaye sa plaidoirie sur des rapprochements illusoire en assimilant à l'hérésie le crime de prendre la nationalité anglaise par mariage¹. Le Parlement, dans son arrêt, ne retient que le caractère criminel du changement de nationalité dans le cas présent².

Il faut considérer, en effet, que c'est bien la différence de nationalité qui s'oppose d'abord à la réalisation des vœux de Jeannette Roland. Mais, si la question de nationalité est ainsi posée, il convient de reconnaître que cette différence de nationalité ne forme pas l'empêchement véritable. Le mariage de Jeannette serait évidemment possible avec tout autre étranger qu'un Anglais. La grosse affaire est donc l'existence de l'état de guerre entre la France et l'Angleterre. Par son arrêt, même dans la forme succincte où il nous est parvenu, le Parlement laisse entendre qu'à la paix le mariage sera possible. Si les deux pays n'étaient pas en guerre, la question ne se serait pas posée.

C'est également en vertu de l'état de guerre que le Parlement intervient, non plus pour interdire les mariages, mais pour en régler les effets. Au début de 1436, avant la libération de Paris, une jeune Parisienne, Denise Le Verrat, avait épousé un marchand lucquois, Jacques Bernardini, qui avait avec les

1. Jeannette, dit l'avocat du roi, en suivant son fiancé, « *incideret in crimen lese majestatis*. Argue de pari quant le mary incidit in heresim quia tunc la femme ne le doit suyr... et se une femme n'est tenue suyr son mary *ad alienam (fidem) transferentem*, a fortiori une fiancée... ».

2. Le fait même que les plaidoiries figurent dans le registre criminel et non dans le registre civil laisse supposer que le Parlement considère l'affaire sous un aspect criminel. L'avocat du roi parle d'ailleurs d'arrêter Jeannette et de la punir.

Anglais des relations si étroites qu'il n'hésita pas à les suivre, après leur départ, jusqu'à Rouen¹. De Rouen, il demanda à sa jeune femme de venir le rejoindre. Celle-ci parvint, on ne sait comment, à se procurer un sauf-conduit des autorités françaises et alla retrouver son mari. En 1441, ils avaient déjà quatre enfants. Mais, à Paris, ils furent considérés tous deux comme rebelles et criminels de lèse-majesté et les biens qu'ils possédaient furent confisqués. La mère de Denise protesta et soutint devant le Parlement que sa fille n'avait fait qu'obéir à la « loi divine et canonique » qui lui faisait un devoir de suivre son mari. Il serait immoral, disait son avocat, d'exiger la séparation du mari et de la femme. Il serait monstrueux d'obliger Denise à abandonner ses enfants : « *Eciam bruta pro conservacione faonum se feroient tuer* ».

A ces arguments, le Procureur général répliquait qu'avant tout il fallait considérer l'intérêt de la chose publique. Cicéron n'avait-il pas dit qu'« *utilitas honestati proferenda est* »². Avant le devoir de suivre son mari, Denise devait faire passer celui d'obéir à son prince. Bernardini, en suivant les Anglais, avait commis un crime ; la femme n'est jamais tenue de suivre son mari jusqu'au crime. D'autre part, le mariage étant « *causa prolis procreande* », Denise aggravait son cas en ayant des enfants à Rouen, chez les Anglais, car ainsi elle renforçait la puissance des ennemis : « *Ipsa proles sera contraire au Roy*. » Dans ces conditions, sa situation d'heureuse mère de famille apparaissait comme un crime de plus. Le Parlement se rangea aux conclusions du Procureur général et admit la confiscation des biens de Denise que sa fidélité conjugale rendait criminelle de lèse-majesté⁴.

Ainsi, dans le cas de Jeannette Roland comme dans celui de Denise Le Verrat, le Parlement, devant les théoriciens du xvii^e siècle, soutient, au fond, l'idée que le « mariage des citoyens doit estre réglé par rapport au bien général de la Cité et de l'État où ils vivent »⁵. C'est en vain qu'on invoque les prescriptions de la loi canonique ou de la simple loi naturelle. Impitoyablement, le Parlement bouleverse les principes si bien établis. La loi canonique doit céder devant la nécessité de l'État, car, dans la lutte qui oppose la France et l'Angleterre, toutes les forces de la nation doivent être engagées. A ce moment du xv^e siècle, la « querelle des deux rois », telle qu'elle

1. Denise Le Verrat était la fille de Pierre Le Verrat, qui s'était fait remarquer par son zèle à servir les Anglais. Sur ce personnage, voir *Journal d'un bourgeois de Paris*, éd. Tuetey, p. 150, n. 26. Arch. nat., X^{1a} 4798, fol. 283 et suiv., X^{1a} 4799, fol. 25 et suiv. : Procès de Catherine Alorie, mère de Denise Le Verrat, et consorts contre le Procureur général du roi et Prévôt de Coëtivy, amiral de France, qui avait reçu les biens confisqués de Denise.

2. Arch. nat., X^{1a} 4798, fol. 284 v^o. Plaidoirie de Jean Luillier, avocat de Catherine Alorie, qui, dans sa plaidoirie du 16 janvier 1441 (fol. 285 v^o), ajoute « *quod secundum legem Dei non debet dimittere maritum, quod Dei lex major est lege principis...* ».

3. Arch. nat., X^{1a} 4798, fol. 285 v^o. Plaidoirie de Barbin, avocat du roi.

4. Arch. nat., X^{1a} 1482, fol. 211 v^o.

5. GERBAIS, op. cit., p. 293.

apparaissait encore au début du siècle, est devenue une querelle nationale et les peuples y sont directement intéressés. Les individus, combattants ou non, participent à la guerre en fonction de la nationalité à laquelle ils appartiennent. On en voit bien encore, de temps en temps, qui, molestés par les uns ou par les autres, déclarent qu'ils ne se mêlent pas de la guerre et qu'ils sont « neutres », rappel d'un passé où la guerre était, en effet, querelle de rois ou de princes, à laquelle le peuple n'était intéressé que par la levée d'aides supplémentaires ou par la menace de misères nouvelles. Sous l'influence des circonstances, sous l'influence peut-être aussi des idées romaines, les juristes du Parlement n'admettent plus la neutralité de la part des nationaux. On voit les juges rappeler à leur devoir les marchands qui trafiquent avec l'ennemi, les paysans ou les bourgeois qui protestent contre les obligations militaires, contre l'ennui et la fatigue que leur impose la garde des châteaux et des villes. Une fois même, le Procureur du roi mettra en parallèle la conduite de certains récalcitrants et celle des anciens Romains qui plaçaient l'amour de la patrie au-dessus de l'amour qu'ils avaient pour leurs femmes et leurs enfants¹. L'individu lié à sa nationalité doit savoir que la querelle du prince est devenue la sienne. Ainsi, pas plus que Denise Le Verrat, Jeannette Roland ne peut, cette innocente, rester en dehors du conflit. Les juges du roi, indifférents à ses sentiments personnels, lui rappelleront brutalement qu'en temps de guerre on ne peut aimer un Anglais, encore moins l'épouser et devenir anglaise, comme ils reprocheront à Denise Le Verrat d'accroître la puissance ennemie en augmentant le nombre de leurs partisans possibles.

Dès le xv^e siècle, le Parlement revendique donc pour le pouvoir civil le droit d'empêcher que les intérêts des individus, que leurs conventions, même matrimoniales, aient des effets contraires à l'intérêt public dont il prétend assumer la défense. Sans discuter sur les principes eux-mêmes, mais en s'inspirant uniquement des nécessités présentes, les juges affirment que les habitants d'un même pays sont solidaires les uns des autres et que leurs intérêts particuliers, leurs sentiments les plus légitimes doivent être sacrifiés si l'intérêt commun l'exige. Dans la construction de la nation française, il convient de souligner le rôle prépondérant joué par le Parlement de Paris. En empêchant Jeannette Roland d'épouser Gilbert Dowel, il servait, à sa façon, l'idée nationale.

André BOSSUAT,

Professeur à la Faculté des lettres
de l'Université de Clermont-Ferrand.

1. Arch. nat., X^{1a} 4793, fol. 250 : Procès entre les habitants de Noisy-le-Sec et Hugues de Sanbertier, capitaine du château de Vincennes. Le procureur du roi « suppose une maxime que chacun est astringé et obligé à la tuicion et defense du pais ou il demeure et tellement que on y est plus astringé que a ses parens, de raison escripte et pour ce *disciplina castrorum antiquior fuit Romanis quam caritas liberorum* ».

I. — Archives nationales, X^{1a} 1482 (Conseil).

Fol. 6 v^o. — Le vendredi xi^e jour de janvier lan mil CCCC XXXVI, la court bailla en garde a Pierre Roland seigneur de l'ostel ou pend l'enseigne de la Moufle en la rue Saint Anthoine, a Paris, et a sa femme, Jehannette, leur fille, laquelle estoit en garde de par la court en l'hostel de maistre Henry Roussel et leur a la court enchargié et enjoinct et a chascun d'eulx, a peine de cent marcs d'argent qu'ilz la gardent bien, qu'elle ne s'en voise soy marier a un anglois auquel l'en dit qu'elle s'est fiancée sans congié de sesdiz pere et mere.

Fol. 7 v^o. — (22 janvier 1437 n. st.) — : Sur ce que Vustefort, poursuivant du seigneur de Talbot, a requis que Jehannette, fille de Pierre Roland, seigneur de l'ostel de la Moufle en la rue Saint Anthoine, laquelle il se dit avoir fiancée, lui soit delivree et lui soit permis de l'espouser et emmener. Appointié est que le procureur du Roy et ledit Vustefort seront sur ce oys l'un contre l'autre et eulz oyz la court leur fera droit et aura icellui Vustefort du conseil.

II. — Archives nationales, X^{2a} 22, fol. 4.

Du jeudi xxiiii^e jour dudit mois de janvier. Cambrai.

Sur la requeste de Guillebert Dowel, dit Westeford a fin que Jehannette sa fiancée luy soit delivree pour l'espouser et l'emmener etc. Jovenel pour le procureur du Roy dit que n'est raison *quia presumendum* que (fol. 4 v^o) la fillette qui est jeune a esté induite frauduleusement audit mariage car il a esté fait sans le consentement des pere et mere et si a attendu ung an a la demander depuis les promesses, et si a juré la fille, present le seigneur de Rostellan, que onques riens ne luy promist, et si promitteretur s'en pourroient ensuir grans inconveniens pour les alliances qui en seroient entre les amis, et aussi est il anglois et ne doit estre permis qu'il ait fille de l'obeissance du Roy et requiert que on luy face commandement qu'il s'en voise et que pour ceste cause ne retourne plus.

Simon pour ledit Guillebert dit qu'il y a consentement liberal de la fille *per verba de presenti* et en la presence de plusieurs a dit que jamais tant qu'elle vive elle n'aura autre mary, parquoy jamais ne peut avoir autre et *dato quod verba essent de futuro*, encores *attenta obligacione*, elle luy doit estre delivree et n'y fait riens s'il est d'autre party *quia solus consensus contrahit matrimonium inter personas ejusdem legis*. Or n'est le mary serf ne tel que mariage luy doye estre defendu, et n'y a cause d'empeschier qu'elle ne s'en voise avecques luy, et *dato* qu'elle l'eust fait sans le consentement de ses pere et mere, dit que ce n'y fait riens puisqu'elle est aagée habile *ad contrahendum matrimonium* et non obstant l'amonestement de pere et mere de non contrahire et les menaces, a declairié son consentement, *licet timore* de sesdits pere et mere l'eust autrement dit devant l'officiál, et n'y ot onques induction aucune, et ne peut estre reputé ennemi, ymo est persone publique *seilicet* poursuivant qui feroit son rapport aussi bien pour anglois que pour françois. *His visis* luy doit estre sa requeste faicte et *in promptu*, veu que les [saufconduits] fauldront de *proximo*, et dit que ce qui a esté fait depuis la reduction de ceste ville de Paris au Roy nostre sire, a esté fait du consentement du connestable ou de son lieutenant.

Jovenel dit qu'il y a seulement fiançailles *per verba de futuro* qui se peut em-

peschier multis modis, ymo se il l'avoit espousee per verba de presenti, ne le devroit suyr ne estre contraincte ad ce ymo, se le faisoit, *incideret in crimen lese majestatis*. Argue de parli quant le mary *incidit in heresim* quia tunc la femme ne le doit suyr, et *propter crimen mariti mulier suspicatur*, et se une femme n'est tenue suyr son mary *ad alienam [fidem] se transferentem*, a forciore une fiancee, et *omni presumptione est presumendum* qu'il y ainduction veu l'aage de la fille, et n'y fait riens la perseverance car ce n'est que depuis pou de temps, et par avant avoit perseveré longuement au contraire et peut faire ung poursuivant plusieurs maux et si est ennemy du Roy, et n'y pavoit Rostrenan [donner] aucune licence, Et devroit la fille estre punye se elle perseveroit et ainsi le requiert le procureur du Roy et qu'elle soit prinse au corps.

Simon dit qu'il n'a oy aucuns cas par quoy s'en doye faire dissolution. Et requiert *ut alias*.

Appointié au conseil.

III. — X^{1a} 1482, fol. 7 v^o.

(24 janvier 1437 n. st.) — : Sur la requeste faicte ceans par Guillebert Douel, dit Vustefort, poursuivant d'armes anglois, a ce que Jehannette fille de Pierre Roland, seigneur de l'ostel ou pend l'enseigne de la Moufle en la rue Saint Anthoine a Paris, laquelle il dit avoir fiancee, lui estre delivree pour l'espouser et emmener hors de la ville de Paris, veue la requeste baillée par escript par ledit Vustefort et oy sur ce le procureur du Roy et icelluy Vustefort. Appointié, conclust a esté et est que la court ne permettra point a ladicta Jehannette s'en aler avec ledit Vustefort et devenir anglesche durant la guerre et division d'entre le Roy et les Anglois. *Dietum partibus die predicta*. Cambrai.

LES PREMIÈRES ANNÉES DE L'ALLIANCE RUSSE

(1892-1895)

(D'APRÈS LES DOCUMENTS DIPLOMATIQUES FRANÇAIS¹)

Les deux volumes les plus récents des *Documents diplomatiques français* s'ouvrent au moment de la conclusion de la convention militaire d'août 1892 avec la Russie et se terminent avec la fin de la guerre sino-japonaise, en mai 1895. Commencant à la conclusion de l'alliance franco-russe, ils se terminent avec la première mise en pratique de cette alliance. On aurait tort, cependant, de présenter la politique étrangère de la France durant ces années comme dominée uniquement par l'alliance avec la Russie. La période envisagée coïncide avec celle du gouvernement libéral en Angleterre, formé en août 1892 et tombé en juin 1895. Cette coïncidence symbolise la dualité de la politique étrangère française. La diplomatie française ne misait pas uniquement sur l'alliance russe : même aux moments de grande tension, elle ne perdait jamais de vue la nécessité d'une réconciliation avec l'Angleterre. L'alliance russe n'était pas, en effet, en contradiction avec l'entente franco-anglaise, c'était, au contraire, un moyen de la réaliser dans des conditions plus favorables pour la France. L'Angleterre et la Russie, les deux plus grandes puissances en dehors de l'Allemagne, conservaient toujours une importance égale aux yeux de la France : là est la clef de la politique française après le traité de Francfort.

Les historiens, n'ayant connu jusqu'ici la période qui a suivi la chute de Bismarck que par des sources pour la plupart allemandes et autrichiennes², ont souvent repris les interprétations tendancieuses des puissances centrales. Ainsi le professeur Langer, notre auteur principal, dit au sujet de l'alliance franco-russe : « The new grouping endangered England's position more than Germany's » — et encore : « It was inevitable that England's position should

1. Ministère des Affaires étrangères, Commission de publication des documents relatifs aux origines de la guerre de 1914. *Documents diplomatiques français*, 1871-1914. 1^{re} série : 1871-1900 ; t. X : 21 août 1892-31 décembre 1893 (1945) ; t. XI : 1^{er} janvier 1894-7 mars 1895 (1947).

2. Les documents allemands ont été publiés dans *Die grosse Politik*, t. VIII-IX. Les archives autrichiennes ont été ouvertes jusqu'au 31 décembre 1894 ; quelques pièces sont reproduites dans TEMPERLEY et PENSON, *Foundation of British Foreign Policy* (1938), et sont à la base de l'ouvrage de W. L. LANGER, *The Franco-Russian Alliance* (1928). On pourrait intituler ce livre plus exactement : « L'influence de l'alliance franco-russe sur les puissances centrales. »

become ever more precarious¹. » Les Allemands s'imaginaient que l'alliance franco-russe avait changé la situation à leur avantage ; cette erreur leur inspira une grande confiance en eux-mêmes, dont ils ne furent tirés que par la création de la Triple Entente. Il ne faut pas trop juger la pensée traditionnelle allemande en se basant uniquement sur les *Documents diplomatiques français*. Ceux-ci ne montrent que la politique suivie par le ministère des Affaires étrangères. Le ministère de la Marine et plus encore le ministère des Colonies étaient sans doute plus anglophobes. Cependant, l'explication la plus simple est, en fait, généralement la bonne. L'historien devrait accepter l'évidence sans trop chercher à l'interpréter. En ce qui concerne l'alliance franco-russe, des historiens ont cherché toutes sortes d'explications plus ou moins subtiles ; il semble plus raisonnable de supposer que cette alliance n'était rien d'autre que ce qu'elle prétendait être, une combinaison défensive contre l'Allemagne.

Par la convention militaire signée par le général de Boisdeffre le 17 août 1892, la France s'écartait de cet objectif premier : elle était obligée de mobiliser en cas de mobilisation partielle de l'Autriche dans une guerre balkanique. Ribot, poussé par Freycinet, ministre de la Guerre², chercha immédiatement à revenir sur cette concession et à limiter les obligations de la France au seul cas d'une mobilisation générale de l'Autriche³. Montebello, ambassadeur de France à Saint-Petersbourg, savait avec quelles difficultés on avait obtenu des Russes la signature de cette convention et s'était opposé à toute tentative de modification. Une visite faite par Ribot et Freycinet à Giers, à Aix-les-Bains, fut également vaine⁴. Giers, avec ce génie des manœuvres dilatoires qui caractérise les Russes, les reçut « étendu sur une chaise longue » et leur déclara qu'il était trop malade pour lire le texte proposé. Cependant, il ne fut pas trop malade pour discourir devant les hommes d'État français sur les vertus d'une politique de paix : « Nous aussi, nous voulons la paix. On dit quelquefois à l'empereur que la France ne songe qu'à l'entraîner dans une guerre de revanche. Cela n'est pas vrai, pas plus que le projet que l'on nous prête parfois en France de vouloir chercher des aventures dans les Balkans. » Pour Montebello, « tout s'est passé avec une régularité pour ainsi dire mathématique » ; l'empereur, pense-t-il, avait fixé « le terme de la dernière phase pour décembre⁵ ». Mais, en décembre, l'affaire de Panama avait commencé et la convention militaire ne fut pas ratifiée. Quand Alexandre III la reprit sans prévenir, un an plus tard, et

1. W. L. LANGER, *Diplomacy of Imperialism, 1890-1902* (1935), t. I, p. 191.

2. T. X, nos 7 et 8. Freycinet à Ribot, 26 et 27 août 1892.

3. T. X, n° 9. Ribot à Montebello, 27 août 1892. Cette correspondance a déjà été publiée dans le *Livre jaune* sur l'alliance franco-russe. Le seul reproche que l'on puisse faire aux volumes que nous examinons ici est qu'ils ne font, pour aucun document, mention d'une publication antérieure.

4. T. X, n° 19. Ribot à Montebello, 7 septembre 1892.

5. T. X, n° 17. Montebello à Ribot, 5 septembre 1892.

la ratifia en soulignant, dans un discours fameux, la nécessité de laisser de côté toute velleité de revanche¹, les Français étaient trop soulagés pour penser à renouveler leurs réclamations. Convaincus que l'Allemagne était l'associée prédominante dans la Triple Alliance, ils reconnurent que la possibilité d'une guerre purement austro-russe était écartée.

Cette alliance apportait à la France peu d'avantages dans les affaires journalières. La politique française tournait autour de la question d'Égypte. Les Russes lui avaient donné un certain appui à l'époque de leur bonne entente avec la France, notamment lors de l'action menée en commun avec succès contre la convention de Drummond Wolff en 1887. Après la conclusion de l'alliance, la Russie n'avait plus besoin d'aider la France et désirait vivement que la France et l'Angleterre restassent en mauvais termes. C'est ainsi que Montebello écrivait, le 27 janvier 1893 : « Nous ne devons pas nous dissimuler que la Russie, malgré l'action puissante qu'elle pourrait, si elle le voulait, exercer sur la politique de l'Angleterre en Égypte, est généralement portée à se désintéresser de cette question². » Paul Cambon écrivait de Constantinople, en des termes similaires : « La Russie aime à voir se creuser de plus en plus le fossé entre la France et l'Angleterre³. » Les Français auraient pu répliquer qu'ils ne tenaient pas davantage à soutenir la Russie en Bulgarie⁴. La menace manquait donc de force. La situation en Bulgarie n'était pas critique et les Russes n'avaient pas besoin de l'aide française. Pareillement, à propos du conflit concernant le Haut-Nil, en 1894, les Russes ne voulaient pas se déclarer contre le traité anglo-congolais. Giers disait : « L'empereur approuve entièrement le point de vue auquel se place le gouvernement de la République⁵ » ; mais la Russie n'éleva aucune protestation effective. Ce fut l'Allemagne et non la Russie qui appuya l'opposition française. On a souvent interprété la visite de la flotte russe à Toulon, en octobre 1893, comme le commencement de la coopération navale franco-russe dans la Méditerranée contre l'Angleterre et elle provoqua, en effet, une panique dans les milieux maritimes britanniques. Mais c'était un geste sans signification réelle ; il fut accompli pour donner à la France une compensation après l'humiliation imposée par Alexandre III quand il avait insisté pour que le président Carnot s'excusât auprès de Mohrenheim, l'ambassadeur russe à Paris, des accusations de corruption portées contre lui lors de l'affaire de Panama⁶. Bien que spectaculaire, la visite de Toulon n'eut aucune suite et l'on ne tenta pas de conclure une convention navale.

Les volumes que nous étudions ici n'ajoutent rien à nos connaissances en

1. T. X, n° 475. Montebello à Casimir-Perier, 17 décembre 1893.

2. T. X, n° 142. Montebello à Develle, 27 janvier 1893.

3. T. X, n° 176. P. Cambon à Develle, 25 février 1893.

4. T. X, n° 179. Develle à P. Cambon, 8 mars 1893.

5. T. XI, n° 169. Montebello à Hanotaux, 21 juin 1894.

6. T. X, n° 255 et 264. Montebello à Develle, 2 et 11 juin 1893.

ce qui concerne la ratification de la convention militaire par Alexandre III à la fin de 1893. Alexandre le fit sans prévenir les Français, mais ceux-ci acceptèrent son initiative de bonne grâce. L'explication la plus simple est peut-être la bonne. Alexandre III était un homme opiniâtre dont on ne pouvait modifier les résolutions. Son premier dessein avait été de confirmer l'alliance en décembre 1892, mais, ayant été prévenu par le début de l'affaire de Panama, il attendit l'arrivée d'un nouveau mois de décembre avant d'agir. La ratification n'apporta aucun changement brusque dans les relations franco-russes et fut acceptée sans commentaire par le gouvernement français.

L'existence d'un accord écrit, ratifié par le Tsar, ne prit une nouvelle importance qu'avec la mort inattendue d'Alexandre III, en novembre 1894, car il y eut ainsi une obligation concrète que Nicolas II pouvait considérer comme un « devoir sacré¹ ». Même Giers, le ministre russe des Affaires étrangères, qui n'avait jamais été favorable à une définition précise de l'entente, dut admettre qu'elle constituait l'héritage d'Alexandre III². Les Français se contentèrent de ce qu'ils avaient obtenu, car ils avaient matérialisé la volonté de la Russie, toujours affirmée depuis 1875, de ne pas permettre que la France fût écrasée par l'Allemagne dans un nouveau conflit. On ne pouvait prévoir les conséquences lointaines de l'alliance franco-russe. Cependant, il est surprenant de constater, d'après ces volumes, que la France n'a jamais envisagé la possibilité d'un conflit entre sa politique et celle de la Russie dans le Proche-Orient.

Les bonnes relations personnelles entre les cours russe et allemande, relations qui s'étaient améliorées à la suite de l'avènement de Nicolas II, n'inquiétaient nullement les Français, puisqu'ils se rendaient compte que, sauf en ce qui concernait l'indépendance française, il n'y avait point de question en litige entre la Russie et l'Allemagne. Ils se préoccupaient davantage de l'effort entrepris pour améliorer les relations entre la Russie et l'Autriche-Hongrie en 1893, mais cet effort n'aboutit à rien. La plus grande cause d'anxiété fut pour la France la tentative de rapprochement entre la Russie et l'Angleterre en novembre 1894. Cette tentative tirait son origine, sans que les Français le sachent, de l'irritation de Rosebery à l'égard de la conduite allemande dans l'affaire du traité anglo-congolais. L'amélioration des relations anglo-russes était naturellement utilisée par Kimberley, le secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères, comme une arme pour affaiblir la France dans le conflit du Haut-Nil³, et une entente directe anglo-russe aurait certainement mis la France dans une position très difficile. Peut-être les Français se contentaient-ils trop aisément des déclarations de Obroutcheff, le chef d'état major général, qui, comme tous les militaires

1. T. XI, n° 284. Boisdeffre à Hanotaux, 17 novembre 1894.

2. T. XI, n° 323. Montebello à Hanotaux, 20 décembre 1894.

3. T. XI, n° 295. Decrais à Hanotaux, 28 novembre 1894.

russe, était sincèrement anglophobe¹. Néanmoins, ces craintes furent à l'origine de l'obséquiosité accrue que la politique française montra à l'égard des Russes dans les premiers mois de 1895.

Cette intimité nouvelle avec la Russie fit adopter à la France une attitude plus assurée en face de la Triple Alliance. Herbette, ambassadeur de France à Berlin, signala sans s'en inquiéter l'augmentation des armements allemands en 1893². Cela donnait un argument nouveau à la France pour exhorter les Russes à achever la conclusion de l'alliance³. Les Français accueillirent avec un détachement ironique la suggestion allemande d'une entente coloniale dirigée contre l'Angleterre⁴, et ils n'étaient pas impressionnés par les efforts tentés par l'Allemagne pour manifester l'existence d'une entente dans l'affaire du traité anglo-congolais en juin 1894. Herbette fit, à ce sujet, ce commentaire : « Le gouvernement allemand est rentré sous sa tente le jour où il a eu tiré son épingle du jeu, en grande partie à la faveur de l'accord qui s'était établi entre nous⁵. » En dépit de l'agitation des Jeunes-Tchèques en faveur d'une entente avec la France, les Français ne firent aucune tentative pour améliorer leurs relations avec l'Autriche-Hongrie⁶. Aux yeux de la France, l'Italie était le point faible de la Triple Alliance et l'idée d'ébranler le système bismarckien d'alliance en attirant l'Italie amenait la France à exagérer l'importance de celle-ci. A l'automne de 1892, des hommes

1. T. XI, n° 306. Montebello à Hanotaux, 5 décembre 1894.

2. T. X, nos 58, 112, 182, 271, 286, 287, 299.

3. T. X, n° 362. Montebello à Develle, 7 septembre 1893.

4. T. X, n° 434. Herbette à Develle, 18 novembre 1893.

5. La façon dont cette question est traitée dans *Die Grosse Politik* pourrait induire en erreur. Les documents ont été choisis pour montrer que les Français étaient reconnaissants et satisfaits de l'aide allemande. *Die Grosse Politik*, t. VIII, n'imprime que trois documents : n° 2049, une entrevue entre Marschall et Herbette le 13 juin, quand Marschall proposa que la France et l'Allemagne coopérassent afin de maintenir le statu quo à propos de l'État libre du Congo ; n° 2061, du 17 juin, lorsque Marschall éluda toute coopération plus étroite, et n° 2069, du 25 juin, d'après lequel Hanotaux était extrêmement reconnaissant à l'Allemagne de son attitude et « wunschte dass die Beziehungen zwischen unsern beiden Regierungen seien immer besser gestalten werden ». Mais des événements eurent lieu entre les 17 et 25 juin. Le 19 juin (t. XI, n° 161), Hanotaux fit des remontrances à Munster contre la conclusion d'un accord séparé entre l'Allemagne et l'Angleterre et souhaita une plus étroite coopération : « Je vous serai obligé, ai-je dit au comte... d'indiquer (à votre gouvernement) le prix que nous attacherions à régler simultanément tous les points soulevés par l'arrangement anglo-congolais. » Le 19 juin (n° 162), Herbette vit également Marschall et indiqua « que le Gouvernement impérial, qui doit en partie à notre coopération le succès de sa négociation, a le devoir de nous aider dans la nôtre ». Le 22 juin, Hanotaux recherchait encore l'assistance allemande (n° 172). Le 26 juin (n° 175), Herbette essayait d'obtenir de Marschall une confirmation écrite de son attitude antérieure. Marschall voulait seulement consentir à mentionner par écrit « que le fait que l'Allemagne a limité ses observations à l'article 3 de la convention du 12 mai, qui affectait ses intérêts, n'implique pas la reconnaissance de la légalité des articles 2 et 5 de l'arrangement précité ». Il est donc clair que les Français étaient loin d'être satisfaits de l'attitude allemande et que la preuve écrite en existe dans les archives allemandes. Cependant, les éditeurs allemands n'en tinrent aucun compte.

6. T. X, nos 188 et 399.

d'État italiens commencèrent à faire des suggestions qu'ils répétèrent ensuite jusqu'à ce qu'ils aient pu les faire aboutir en 1900 : selon ces suggestions, la Triple Alliance était purement défensive et, par suite, n'empêchait pas de bonnes relations avec la France¹. Même Crispi, en privé, prétendit être un ami de la France². Ce mouvement, assez faible, en faveur d'une entente s'arrêta brusquement après l'incident d'Aigues-Mortes du 17 août 1893, sept ouvriers italiens ayant été tués lors d'une querelle avec quelques ouvriers français. Néanmoins, il était clair que, si l'Italie ne voulait pas quitter la Triple Alliance, on pouvait l'amener facilement à lui être secrètement infidèle, et les Italiens renouvelèrent bientôt leurs offres³.

Les Français avaient un motif de plus pour maintenir une forte pression sur l'Italie afin de provoquer quelques complaisances de la part des Italiens. C'était le désir de priver les Anglais de l'aide italienne dans la Méditerranée. Les Français voyaient clairement l'avantage pour l'Angleterre de l'appui italien en Égypte⁴ et aussi au Maroc, où il apportait également l'appui espagnol⁵. Mais les Français manquaient étonnamment d'informations au sujet des relations entre la Grande-Bretagne et les Puissances centrales. On ne trouve dans ces volumes aucune mention des efforts de Roseberry, entre décembre 1893 et juin 1894, pour obtenir de la Triple Alliance la promesse de retenir la France pendant que la flotte anglaise agirait contre la Russie dans les Détroits⁶. Les Français crurent sans discussion la déclaration faite par Gladstone en décembre 1892 : « Il s'était enquis au Foreign Office au sujet des rapports avec l'Italie, et il a pu m'affirmer catégoriquement qu'il n'y avait aucun engagement écrit entre l'Angleterre et l'Italie⁷. » Cette affirmation était techniquement exacte parce que les accords méditerranéens de 1887 avaient été l'œuvre personnelle de Salisbury et n'avaient pas été ratifiés par Rosebery quand il devint secrétaire aux Affaires étrangères. Il est cependant assez surprenant que le Foreign Office ait répondu de façon aussi catégorique à Gladstone, qui, après tout, était le premier ministre, et, sans doute, cette déclaration ne perdit rien de sa force dans la bouche de Gladstone.

Les espoirs de la France concernant l'Italie étaient sans fondement réel. L'Italie ne pouvait pas se compromettre avec la France aussi longtemps que l'Angleterre et la Triple Alliance coopéraient. Ce fut seulement quand l'Angleterre adopta une conduite plus indépendante que l'Italie put essayer de faire une politique de bascule entre la France et les puissances centrales.

1. T. X, n° 27. Billot à Ribot, 8 octobre 1892.

2. T. X, n° 75. Billot à Ribot, 8 octobre 1892.

3. T. X, n° 138. Billot à Develle, 26 janvier 1893. — T. XI, n° 381, Billot à Hanotaux, 25 février 1895.

4. T. X, n° 138. Billot à Develle, 26 janvier 1893.

5. T. X, n° 49. Roustan à Ribot, 18 novembre 1892.

6. LANGER, *Diplomacy of Imperialism*, t. I, p. 53.

7. T. X, n° 64. Waddington à Ribot, 9 décembre 1892.

Ainsi, la question décisive pour la politique étrangère de la France, à cette époque, une fois conclue l'alliance avec la Russie, fut celle des relations avec l'Angleterre et, dans ce domaine, la période 1892-1895 fut particulièrement délicate. Les relations franco-anglaises tournaient autour de la question d'Égypte ; les autres problèmes étaient accessoires et ne pouvaient, par eux-mêmes, influencer sur ces relations. Pendant l'été de 1893, l'action de la France contre le Siam faillit provoquer une crise entre les deux pays et les Allemands gardèrent toujours, en l'exagérant, le souvenir de la scène dramatique du 30 juillet 1893 au cours de laquelle Rosebery fit appel à l'assistance de la Triple Alliance¹. La crise manqua de profondeur ou de réalité. Les deux ministères des Affaires étrangères de France et de Grande-Bretagne acceptèrent l'idée de traiter le Siam comme un État tampon, et on aurait abouti à un accord bien auparavant sans l'opposition du gouvernement des Indes à toute fixation de limites². La France ayant entrepris une action contre le Siam, Rosebery lui-même ne pouvait, par égard pour le gouvernement des Indes, renoncer aux propositions que l'autre avait toujours soutenues. Les Français, pour leur part, étaient désireux d'éviter un conflit au sujet du Siam et retirèrent leur demande concernant Angkor et Battambang, quand elle sembla rencontrer l'opposition de l'Angleterre, bien que le chargé d'affaires français à Londres pensât qu'il eût été possible de les faire aboutir³.

Le jugement de Langer, selon lequel « the Siamese crisis was the most serious episode in Anglo-French relations before Fashoda⁴ », est celui d'un homme qui a trop lu la *Grosse Politik*. Du côté anglais, cette affaire causa moins d'inquiétude que la visite d'une flotte russe à Toulon peu de temps après ; du côté français, elle n'interrompit guère le développement normal de la politique.

La question du Maroc, qui avait risqué quelque temps de troubler les relations franco-anglaises, cessa au même moment d'être critique. Un peu auparavant, en 1892, Sir Charles Euan Smith, l'envoyé britannique, avait essayé de restaurer la position prépondérante que Drummond Hay avait eue au Maroc pendant quarante ans. Il avait échoué et les Anglais étaient ensuite revenus à leur politique qui consistait à maintenir le *statu quo*. Rosebery, lors de sa première entrevue avec Waddington, désavoua Euan Smith et ajouta : « Dites à M. Ribot que je désire résoudre toutes les questions pendantes dans l'esprit le plus amical pour la France⁵ », et cette constatation était justifiée en ce qui concerne le Maroc. En janvier 1893, un nouveau représentant anglais fut envoyé à Tanger avec des instructions

1. *Die Grosse Politik*, t. VIII, nos 1752 à 1754.

2. T. X, nos 306 et 311. D'Estournelles de Constant à Develle, 20 et 24 juillet 1893.

3. T. X, nos 320 et 332. D'Estournelles de Constant à Develle, 29 juillet 1893 ; Develle à d'Estournelles de Constant, 9 août 1893.

4. LANGER, *Diplomacy of Imperialism*, t. I, p. 45.

5. T. X, n° 10. Waddington à Ribot, 29 août 1893.

l'invitant à coopérer avec les représentants des autres puissances, surtout de la France¹. L'Espagne, inquiète de l'action britannique, se tourna également vers la France pour lui demander son appui², et Moulay-Hassan, pour sa part, accepta la protection française³. Les Français n'étaient pas prêts à agir au Maroc et les Espagnols étaient trop faibles pour le faire ; la tentative britannique avait échoué. Par conséquent, les trois puissances intéressées étaient d'accord pour maintenir le *statu quo*, et cet accord survécut au conflit qui opposa l'Espagne et le Maroc à Mellila pendant l'automne de 1893 et à la mort de Moulay-Hassan, à l'été de 1894. En effet, le Maroc n'avait jamais joué un rôle aussi faible dans les relations internationales depuis la conférence de Madrid.

La question d'Égypte se trouvait donc être la plus importante. L'Angleterre et la France étaient arrivés à une impasse absurde : leurs divergences sur ce point les séparaient depuis plus de vingt ans autant qu'un véritable conflit. Bien que l'opinion publique française fût anglophobe à cette époque⁴, le Quai d'Orsay aspirait toujours à un règlement avec l'Angleterre et non à une lutte mortelle. La diplomatie française reconnaissait, par la bouche d'un diplomate, que « le rôle de la puissance britannique est, au-dessus de tous ses défauts, grand et bienfaisant, car elle n'existe que pour la paix et par la paix⁵ ». Donc, ce que la France cherchait en Égypte, ce n'était pas la défaite de l'Angleterre, mais une satisfaction d'amour-propre. Le problème était de découvrir quelle forme cette satisfaction pourrait prendre.

Quand le gouvernement de Gladstone entra en fonction, Waddington utilisa son amitié de vieille date avec Gladstone pour le sonder directement au sujet d'un règlement possible de la question d'Égypte⁶. Gladstone était plein de bonne volonté : « Il s'exprima très chaudement sur la nécessité d'une bonne entente entre la France et l'Angleterre et alla jusqu'à dire que cette entente était une cause sainte à défendre (*a righteous cause*)⁷. » Aucune action ne s'ensuivit et la seule conséquence pratique en fut une protestation de Rosebery contre cette démarche irrégulière qui provoqua le rappel de

1. T. X, n° 107. Waddington à Ribot, 17 janvier 1893. Sir West Ridgeway, le nouveau ministre, avait été sous-secrétaire pour l'Irlande ; selon Waddington, en tant qu'unionniste, il était peu disposé à pratiquer la politique irlandaise de Morley et on se débarrassa de lui en l'envoyant à Tanger. Dans de telles circonstances, il ne pouvait pas compter sur beaucoup d'appui de la part de son gouvernement.

2. T. X, n° 242. Roustan à Develle, 16 mai 1893.

3. T. X, n° 30. D'Aubigny à Ribot, 14 octobre 1892.

4. British Documents, t. II, n° 351. Dufferin à Rosebery, 3 novembre 1893. Cette dépêche fut écrite pendant la discussion qui eut lieu au sein du Cabinet britannique sur l'augmentation de la flotte ; elle exagérait donc, sans doute à dessein, l'hostilité de la France, afin de fortifier la position de Rosebery et des partisans d'une marine renforcée.

5. T. X, n° 457. D'Estournelles de Constant à Develle, 2 décembre 1893.

6. T. X, n° 37. Waddington à Ribot, 2 novembre 1892.

7. T. X, n° 153. Waddington à Develle, 31 janvier 1893.

Waddington¹. Il semble que Rosebery se soit aperçu qu'il n'y avait aucune base pour négocier ; il évitait, par conséquent, toute discussion sérieuse². Même si Gladstone en avait fait à sa tête, cela n'aurait pas aidé les Français. Ce que Gladstone voulait offrir, c'était d'ouvrir, sur une base internationale, une discussion au sujet de l'affaire d'Égypte, ce qui aurait été désastreux pour la France, puisque aucune puissance ne l'aurait soutenue. Waddington écrivait au moment de quitter Londres : « A l'heure actuelle, une conférence serait fatale pour nous, car nous y serions presque isolés. Même la Russie ne nous appuierait que mollement, comme, du reste, elle l'a toujours fait dans la question égyptienne³. » La diplomatie française ne pouvait que se plaindre et élever des critiques sans avoir l'espoir de rien obtenir. Quand, en novembre 1893, on annonça du Caire qu'il était dans l'intention du khédive « de nous demander de définir les limites dans lesquelles il peut compter sur notre appui », le ministère confessa, dans une note : « Nous ne serons pas plus prêts à répondre à ce moment que nous ne l'avons été depuis onze ans et il serait dangereux d'être mis ainsi en demeure de laisser voir combien nos encouragements sont forcément académiques. »

Dans ces circonstances, le Quai d'Orsay, quoique désireux d'éviter un conflit avec l'Angleterre, n'avait aucun argument qui lui permit de résister aux recommandations du ministère des Colonies, qui le poussait à rouvrir la question égyptienne par une expédition vers le Haut-Nil. Il existait, en outre, un grandiose projet qui consistait à obliger les Anglais à quitter l'Égypte en interrompant l'écoulement du Nil. Le 5 mai 1893, à l'époque même de l'échec de Waddington à Londres, le président Carnot lui-même déclara que la France devait se préparer à occuper Fachoda⁴. Cependant, on retarda l'entreprise, afin d'éviter un conflit avec les expéditions belges que l'État libre du Congo faisait partir au même moment, et le ministère des Affaires étrangères négocia avec Léopold, de façon intermittente, près d'un an. Ces négociations furent rompues le 25 avril 1894⁵. Les Anglais avaient déjà exclu les Allemands du Haut-Nil par un accord conclu en 1890 et les Italiens par un accord de 1891 ; ils étaient presque entrés en conflit avec les Belges, mais, ayant été avertis par Léopold de l'approche des Français, ils préféraient les Belges aux Français sur le Haut-Nil. Le résultat fut le traité anglo-congolais du 12 mai 1894, qui plaçait entre le Congo français et le Haut-Nil un territoire loué à l'État libre. En même temps, par un

1. Il est assez surprenant que les volumes dont nous parlons ne contiennent aucune référence à cet épisode. On aurait attendu au moins une correspondance confidentielle entre le ministre et Waddington.

2. T. X, nos 106, 111, 156. Waddington à Develle, 17 et 18 janvier, 1^{er} février 1893.

3. T. X, n° 224. Waddington à Develle, 5 mai 1893.

4. Il n'y a aucune trace de cette décision dans ces volumes en dehors d'un rapport rétrospectif de l'explorateur Monteil, le 7 mars 1894. T. XI, n° 65.

5. Aucune mention de ces négociations, conduites par Hanotaux pour le ministère des Colonies, n'apparaît dans ces volumes, mais elles sont bien connues du côté belge.

arrangement compliqué et irrégulier avec l'Italie, le 5 mai, les Anglais s'assurèrent le contrôle de Harrar¹; ils empêchaient ainsi une avance française vers le Nil par l'Abyssinie. La France, en voulant fortifier sa position en Égypte, s'était attiré une humiliation publique. Hanotaux, qui devint ministre des Affaires étrangères le 30 mai 1894, était aussi désireux que ses prédécesseurs de rétablir de bonnes relations avec l'Angleterre, mais, derrière lui, il y avait à la Chambre des colonialistes ardents, et, pour les apaiser, il lui fallait obtenir quelques concessions des Anglais.

La recherche d'un accord sur le Haut-Nil domina les relations franco-anglaises de juin 1894 à avril 1895 et sa faillite eut un effet décisif sur la politique française. La première partie concernait la clause du traité anglo-congolais par lequel le Bahr-el-Ghazal avait été donné à bail au roi Léopold. Les Français considérèrent cette clause comme doublement illégale : elle louait à l'État libre du Congo un territoire qui, s'il était à quelqu'un, appartenait à l'Égypte et non à l'Angleterre ; or, l'État libre, établi lui-même par un accord international, ne pouvait point acquérir de territoire. Ils insistèrent donc pour que la clause fût retirée avant le commencement des négociations. Les Anglais demandèrent que le retrait de la clause fût une des concessions que comporterait un accord. C'était exactement tout le contraire de la situation diplomatique qui suivit l'occupation de Fachoda quatre ans plus tard. Dans cette affaire, les Anglais insistèrent pour que les Français se retirassent avant de négocier et les Français demandèrent en vain à être indemnisés. En ce qui concerne le traité anglo-congolais, Dufferin, l'ambassadeur anglais, éprouvait des remords. Il donna à Hanotaux l'impression qu'il n'avait pas été averti par Londres de ce qui se passait et « il a reconnu le bien-fondé de la plupart des observations qui lui étaient soumises² ». En fait, sa conversation avec Hanotaux consista essentiellement en demande de propositions pour sortir de cette impasse : « Que peut-on faire maintenant ? La convention est faite... comment sortir de cette difficulté sans mettre le gouvernement anglais dans une situation des plus fausses ?... Si la convention est un crime, si nous avons commis un crime, indiquez-nous par quel moyen nous pouvons le réparer³. » Dufferin en fut

1. Les Anglais s'étaient engagés par un accord avec la France, en 1888, à ne pas prendre Harrar eux-mêmes. Ils le reconnurent donc comme italien et reçurent alors la permission de l'Italie de le contrôler en fait.

2. T. XI, n° 209. Note adressée au gouvernement britannique, 6 août 1894. — Dufferin contesta cette phrase, mais il admit avoir déclaré que la thèse française « était discutable ». T. X, n° 215. Decrais à Hanotaux, 9 août 1894.

3. T. XI, nos 123 et 126. Notes de Hanotaux, 2 juin 1894, et de Revoil, 3 juin 1894. Ces notes précisent un point de détail intéressant. Dans son livre *Fachoda* (1909), Hanotaux écrit : « Au lendemain de la séance du 7 juin, Lord Dufferin parla d'abord d'un ultimatum qu'il avait, disait-il, dans la poche de sa redingote et qu'il y garda finalement, après s'être laissé conduire jusqu'à la sortie » (p. 76). D'après la note contemporaine de Hanotaux (t. XI, n° 139), la conversation qui suivit le discours de Hanotaux à la Chambre fut amicale et il n'y fut point question d'un ultimatum. Le mot ultimatum fut employé par Dufferin lors de

réduit à prétendre que les Anglais s'étaient inquiétés des rapports concernant les expéditions belges sur le Haut-Nil et qu'ils avaient cherché à limiter l'expansion belge sans penser à la France. Ni Dufferin ni Kimberley, le secrétaire aux Affaires étrangères, ne firent d'effort pour répondre aux arguments français. Sans doute les Anglais espéraient-ils que les Belges exerceraient leur « droit » rapidement, mettant ainsi la France devant le fait accompli.

Le traité anglo-congolais avait, en même temps, heurté les Allemands par une autre clause, celle qui louait aux Anglais un territoire de l'État libre limitrophe de l'Afrique orientale allemande. Quand les plaintes allemandes vinrent s'ajouter à celles de la France, les Anglais s'inquiétèrent et se montrèrent quelque temps conciliants envers les deux partis en cause. Bientôt, cependant, ils désintéressèrent les Allemands en supprimant la clause qui leur était désagréable¹, et ils dirent ensuite que, ayant cédé aux Allemands, ils ne pouvaient pas s'humilier davantage en cédant aussi aux Français. Les Français, contrairement à l'opinion des Allemands, n'avaient jamais attaché beaucoup d'importance aux offres allemandes de coopération contre le traité. Ils cherchaient à découvrir si les Allemands, pleins d'un zèle nouveau pour le droit international, étendraient à l'Égypte cet intérêt pour les principes internationaux. Ils furent déçus dans leur attente et virent, sans regret, s'évanouir les offres allemandes. Le principal atout de la France résidait surtout dans la faiblesse du roi Léopold : l'État libre manquait de ressources pour gagner le Mahdi et, d'ailleurs, Léopold n'osait pas s'aliéner l'opinion publique française. Si Léopold ne cédait pas, la France avait l'intention d'émouvoir la Grande-Bretagne en soulevant la question d'Égypte dans son ensemble². Cela ne fut pas nécessaire³. Le 14 août 1894, l'État libre promit à la France de ne pas prendre le bail du Bahr-el-Ghazal.

La diplomatie britannique avait subi une défaite méritée. Aux yeux de

l'entrevue du 29 juin (t. XI, n° 178) et, sans aller jusqu'à la sortie, « il se leva et prit sa canne ». Mais, s'il ne remit pas d'ultimatum, il accusa Hanotaux de lui en avoir posé un, en insistant sur « le retrait pur et simple de la convention ». « C'est un ultimatum, dit-il, que vous nous posez. Cela ne s'appelle pas négocier. » C'est ainsi que les légendes se forment. En tout cas, un moment de réflexion aurait permis de comprendre l'impossibilité de la version de Hanotaux. On pouvait concevoir que les Français en arrivassent à un ultimatum pour obtenir le retrait de la clause maudite ; les Anglais, qui, par cette clause, atteignaient leur but et se trouvaient, par conséquent, sur la défensive, n'auraient pu, en une telle circonstance, poser un ultimatum aux Français. Ils ne demandaient rien à ces derniers, sauf de leur épargner des plaintes diplomatiques, ce qui ne constituait pas un motif suffisant pour un ultimatum. Mais il n'y a pas de récit, si absurde soit-il, qui ne puisse être répété par des historiens, du moment qu'il se trouve suffisamment garanti.

1. Sans doute peut-on trouver la raison essentielle de ce changement d'attitude des Allemands dans l'inquiétude éprouvée par l'Autriche devant la tension survenue entre l'Angleterre et les puissances centrales. Un développement sur cette question peu connue des Français m'entraînerait malheureusement trop loin de mon sujet.

2. T. XI, n° 154. Herbettes à Hanotaux, 17 juin. — N° 157. Hanotaux à Herbettes, 18 juin. — N° 174. Herbettes à Hanotaux, 24 juin.

3. T. XI, n° 194. Hanotaux à Decrais, 15 juillet 1894.

la France, cette défaite était le prélude d'un accord franco-anglais¹. Les Anglais admettaient qu'ils auraient à faire des concessions à la France, mais ils se refusaient à en faire sur le Haut-Nil. Le 17 août, Dufferin disait que, si la France reconnaissait le Haut-Nil comme sphère d'influence britannique, l'Angleterre résoudrait toutes les questions en suspens en Afrique occidentale « dans un grand esprit de conciliation² ». L'offre était inégale. Les questions pendantes en Afrique occidentale étaient des questions de détail ; sur le Nil, on demandait aux Français de renoncer à des ambitions d'un siècle. Néanmoins, Hanotaux reprit les négociations avec Phipps, représentant anglais à Paris. Les affaires d'Afrique occidentale furent facilement réglées, mais des difficultés s'élevèrent tout de suite sur la question du Nil, car les Anglais ne savaient pas clairement eux-mêmes ce qu'ils désiraient voir reconnaître par la France. L'accord anglo-allemand de 1890 reconnaissait le Haut-Nil comme sphère d'influence britannique « jusqu'aux confins de l'Égypte ». Hanotaux demanda : « Qu'est-ce que c'est, l'Égypte ? » Phipps ne voulut jamais répondre à cette question ; au contraire, il affirma que la sphère d'influence britannique finissait au nord, à Fâchoda, et que la justification de cette affirmation se trouvait dans le traité anglo-congolais du 12 mai, que la France n'avait jamais reconnu : on était donc dans une impasse. Alors, Hanotaux fit un geste de conciliation ; il proposa que l'Angleterre et la France acceptassent toutes deux de ne pas occuper, pour le moment, le bassin du Haut-Nil. « Cette entente mutuelle aurait un caractère suspensif jusqu'au jour où l'action de l'Égypte pourrait s'exercer dans ces régions. Alors, il y aura lieu à un nouvel arrangement entre les deux gouvernements. » La suggestion fut acceptée par Phipps et recommandée par lui au gouvernement britannique³ ; c'était la première fois que la France et l'Angleterre arrivaient aussi près d'un accord, même temporaire, sur la question du Nil.

L'accord ne se révéla acceptable ni pour un gouvernement ni pour l'autre. Le 15 octobre, Hanotaux fut averti que le ministère des Colonies n'accepterait pas « l'arrêt réciproque de l'expansion dans le Haut-Nil », car il pensait que les expéditions françaises pouvaient lutter de vitesse avec celles des Anglais⁴. Hanotaux se vit épargner la tâche fâcheuse de répudier sa

1. Ce qui montre clairement l'esprit conciliant des Français à cette époque, c'est que Monteil, quand il fut envoyé dans le Haut-Oubangui, reçut des instructions à la fois de Delcassé, ministre des Colonies, et de Hanotaux l'invitant à ne pas « pénétrer dans le bassin du Nil ». T. XI, n° 191. Delcassé à Monteil, 13 juillet 1894.

2. T. XI, n° 218. Hanotaux à Decrais, 17 août 1894.

3. T. XI, n° 234. Note du ministre, 5 septembre ; n° 237, 29 septembre ; n° 240, 7 octobre. — N° 243. Phipps à Hanotaux, 9 octobre. — N° 245. Hanotaux à Phipps, 10 octobre. — N° 257. Hanotaux à d'Estournelles de Constant, 28 octobre. Les Anglais ne définirent jamais les limites méridionales de l'Égypte ; il n'y eut donc jamais de *no man's land* entre l'Égypte et la sphère d'influence britannique, comme le pensait LANGER (*Diplomacy of Imperialism*, t. I, p. 260). J'ai examiné cette question du Haut-Nil plus en détail dans *English historical review*, t. LXV, p. 52-80.

4. T. XI, n° 260. Note du ministère, 30 octobre 1894.

propre proposition, puisque, le 20 octobre, Phipps lui dit qu'il avait reçu l'ordre de suspendre les négociations, et Dufferin, à son retour, désavoua les négociations de Phipps, le 7 novembre¹. Dufferin exigea une promesse unilatérale de la France de ne pas étendre « sa sphère d'influence au delà du bassin du Congo ». Hanotaux refusa et, le 17 novembre, le Conseil des ministres décida de suspendre les négociations et de hâter l'expédition sur le Haut-Nil². Ainsi, les efforts de Hanotaux en vue d'une conciliation avaient échoué. Tout ce qui en restait fut l'envoi à Londres, comme ambassadeur, d'un diplomate français de grande classe, Courcel. Il n'obtint rien. Kimberley lui offrit seulement, si les Français renonçaient volontairement au Haut-Nil, de reconnaître l'appartenance de cette région à l'Égypte, les Anglais pouvant cependant encore l'occuper, mais non l'annexer³.

Kimberley avait dit à Courcel : « Ne dites pas même que je vous ai indiqué que nous désirions ne pas vous voir entrer dans le territoire contesté : ce sont des choses qu'on ne dit pas à une grande nation amie. » Néanmoins, c'est exactement ce que fit l'Angleterre quelques mois plus tard. N'ayant pas réussi à prévenir une expédition française par des paroles conciliantes, elle en vint aux menaces. Le 28 mars 1895, à la Chambre des Communes, Grey, sous-secrétaire aux Affaires étrangères, confondant adroitement les « droits de l'Égypte » et la sphère d'influence britannique, réclama tout le bassin du Nil et déclara qu'une expédition française dans cette région serait un « acte inamical ». Courcel attribua cet éclat de violence oratoire à la nervosité de Rosebery, qui le conduisit souvent à deux doigts de la démence. Kimberley semble avoir eu honte de la déclaration de Grey. Il dit à Courcel que Grey était « un simple sous-secrétaire d'État » et que ses déclarations n'étaient pas « équivalentes à une prise de position ; ses affirmations représentaient seulement la thèse, la prétention (*claim*) de l'Angleterre ». Le seul but du gouvernement britannique était, disait-il, de prévenir l'occupation du territoire discuté par une expédition française « pendant que la discussion durait encore » (en fait, cependant, la discussion s'était terminée quelques mois auparavant). Kimberley offrit même de promettre de ne pas entrer dans le Bahr-el-Ghazal et, quoiqu'il retirât sa promesse le lendemain, il fit allusion à un partage de cette région⁴. Malgré ces paroles vagues, l'impasse était plus accentuée que jamais et le conflit entre l'Angleterre et la France était devenu public. La voie vers une entente était barrée pour des années.

C'est ainsi que la tension entre la France et l'Angleterre poussa la France, en grande partie malgré elle, à traiter l'alliance franco-russe comme le seul élément stable de sa politique étrangère. Cela permit aux Russes d'interpréter l'alliance selon leurs propres conceptions. Pour les Français, l'alliance

1. T. XI, n° 272. Note du ministre, 7 novembre 1894.

2. T. XI, n° 285. Note du ministre, 17 novembre 1894.

3. T. XI, n° 319. Courcel à Hanotaux, 19 décembre 1894.

4. T. XI, n° 423. Courcel à Hanotaux, 2 avril ; n° 429, 3 avril ; n° 430 et 432.

était une combinaison militaire dirigée contre l'Allemagne; pour les Russes, c'était une entente vague, universelle, n'ayant rien d'antiallemand. Le succès russe fut bientôt évident. A la fin de février 1895, le gouvernement allemand invita les puissances à envoyer des détachements navals à l'ouverture du canal de Kiel, en juin. Les Français voulaient refuser¹. Ils reçurent tout de suite un ordre du Tsar les invitant à être présents : « Il me semble que le gouvernement français hésite à tort à répondre à l'invitation de l'Allemagne. Une fois que toutes les puissances l'ont acceptée, la participation de la France, de concert avec la nôtre, est indispensable². » Hanotaux demanda que la France fût au moins récompensée par quelque manifestation publique de l'alliance franco-russe³. Au lieu de cela se produisit une démonstration de toute autre sorte qui montra qu'aux yeux des Russes la France et l'Allemagne entraient en compétition pour se concilier leurs bonnes grâces.

L'occasion de cette démonstration fut l'intervention des puissances au sujet des dispositions du traité de Shimonoseki qui termina la guerre entre la Chine et le Japon. En 1894, au commencement de la guerre, les Anglais avaient pris l'initiative en proposant leur médiation. En avril 1895, le gouvernement britannique renversa sa politique et refusa de se joindre à toute protestation dirigée contre le gouvernement japonais. Kimberley expliqua à Courcel que les Anglais accueillaient favorablement l'ouverture de la Chine au commerce mondial et qu'ils ne regrettaient point l'arrivée du Japon comme rival de la Russie⁴. Courcel soupçonnait aussi que les Anglais étaient jaloux de l'alliance franco-russe et peu disposés à lui laisser remporter un succès. Il n'y aurait eu aucun inconvénient pour la France à coopérer à la fois avec l'Angleterre et la Russie; d'ailleurs, les Français avaient, eux aussi, intérêt à exclure le Japon de Formose. Quand les Anglais refusèrent leur coopération, les Français poussèrent les Russes à adopter une politique de compensation et Lobanoff, le ministre russe des Affaires étrangères, fut d'abord d'accord sur ce point, mais, le 15 avril, le Tsar rejeta cette politique et insista pour que l'on s'opposât au traité⁵. Au grand embarras des Français, les Allemands acceptèrent la suggestion russe et les Français se trouvèrent engagés, par l'intermédiaire d'une alliance franco-russe, dans la voie de la coopération avec l'Allemagne. L'affaire ne se révéla pas aussi alarmante que les Français le prévoyaient; les Japonais cédèrent sans guerre et ainsi les Français n'eurent pas à se battre à côté des Allemands; enfin, quand tout fut terminé, les Anglais eux-mêmes essayèrent de participer au règlement⁶. Néanmoins, les Français s'étaient mis dans une position délicate.

1. T. XI, n° 382. Hanotaux à Montebello, 27 février 1895.

2. T. XI, n° 384. Montebello à Hanotaux, 2 mars 1895.

3. T. XI, n° 389. Hanotaux à Montebello, 3 mars 1895.

4. T. XI, n° 441. Courcel à Hanotaux, 10 avril; n° 443, 26 avril; n° 486.

5. T. XI, n° 453. Montebello à Hanotaux, 13 avril; n° 454, 14 avril; n° 455, 15 avril; n° 457, 16 avril.

6. T. XI, n° 751. Courcel à Hanotaux, 7 mai 1895.

Comme disait Hanotaux, en cas d'action en Extrême-Orient, il faudrait un débat à la Chambre, « qui naturellement dévierait tout de suite sur l'entente générale franco-russe. Nous serons donc amenés à discuter en public ce qui s'est fait contre l'Allemagne avec la Russie, au moment où nous demanderons à aller avec l'Allemagne au secours de la Russie. Comme imbroglio, c'est parfait¹ ».

Dans de telles conditions, il n'est pas surprenant que les Allemands se soient sentis dans une position sûre. L'alliance franco-russe leur semblait devoir évoluer sans compromettre leur situation et, le 26 avril 1895, Hohenzollern parla à Herbette « de la création d'une Ligue des États-Unis d'Europe² ». C'était le projet d'une ligue continentale avec laquelle les Allemands cherchèrent à effrayer les Anglais dans les années suivantes. Le calcul était faux ; la seule cause sérieuse de conflit entre la France et l'Angleterre était la question d'Égypte et, sur ce point, ni la Russie ni l'Allemagne ne voulaient soutenir la France. La Russie espérait perpétuer l'antagonisme franco-anglais ; l'Allemagne ne pouvait pas rompre ouvertement avec l'Autriche-Hongrie et l'Italie en ruinant la position britannique en Méditerranée. Comme l'avaient montré les négociations de 1894, le seul problème, dans les relations franco-anglaises, était de trouver pour la France une compensation proportionnée pour la dédommager d'avoir accepté de reconnaître la suprématie britannique dans le bassin du Nil. En 1894, ce but n'avait pas été atteint, mais des efforts dans ce sens devaient être repris, à moins que la Russie ou l'Allemagne ne soutiennent la France jusqu'au moment de la guerre. En avril 1893, Sir Edgar Vincent, directeur général de la Banque impériale ottomane, suggéra à l'ambassadeur de France à Constantinople que la France, en échange de l'Égypte, reçût une entière liberté d'action au Maroc et en Syrie. L'ambassadeur qui écoutait « ce curieux langage » était Paul Cambon³. L'espérance d'un accord au sujet du Maroc semblait encore plus lointaine que sur la question d'Égypte, mais, là aussi, un pas en avant avait été fait, sans même qu'on s'en aperçût. La politique britannique qui consistait à aller de l'avant au Maroc avait échoué. Ainsi, quoique l'alliance russe semblât dominer la politique française, la perspective d'une entente anglo-française se rapprochait, tout en restant encore lointaine et sans qu'on pût encore l'apercevoir.

A. J. P. TAYLOR,

Fellow of Magdalen College Oxford.

1. T. XI, n° 483. Hanotaux à Montebello, 25 avril 1895.

2. T. XI, n° 489. Herbette à Hanotaux, 27 avril 1895.

3. T. X, n° 201. Paul Cambon à Develle, 6 avril 1893.

BULLETIN HISTORIQUE

L'AMÉRIQUE ESPAGNOLE COLONIALE

LES GRANDES LIGNES DE LA PRODUCTION HISTORIQUE
DE 1935 A 1949

La production consacrée au cours de ces quinze dernières années à l'Amérique espagnole coloniale est immense ; nous ne prétendons pas tout connaître, coupés comme nous l'avons été pendant cinq ans du travail historique du reste du monde, nous désirons renouer des contacts et combler des lacunes. La tâche est difficile, le résultat nécessairement imparfait¹. L'américanisme, de 1935 à 1949, a profondément subi l'incidence d'un monde troublé. La guerre d'Espagne avait mis hors de cause l'école espagnole et rendu inaccessibles les richesses archivistiques de la mère patrie ; la guerre mondiale a détourné les hommes d'un champ d'activité aussi gratuite, gêné des contacts et des échanges que l'après-guerre elle-même n'a su reprendre que lentement.

Or, moins qu'aucune autre peut-être, l'histoire de l'Amérique coloniale n'est le fief de personne. Elle constitue pour les chercheurs un champ privilégié d'histoire qui ramasse en peu de siècles et met à la portée de nos moyens d'investigation des évolutions et des drames que nous devinions dans notre plus lointain passé sans pouvoir les saisir² et sa réalisation même suppose une collaboration internationale. Car, si l'Espagne conserve à Séville³, dans son admirable *Archivo general de Indias*, la plus précieuse source de documents que l'on puisse imaginer, elle ne jouit point, pourtant, d'un monopole exclusif ; les autres pays d'Europe, le Portugal au passé colonial si étroitement lié à celui de l'Espagne, la France, l'Angleterre et, tout na-

1. Les ouvrages que nous signalons ne sont parvenus qu'en nombre infime au bureau de la *Revue historique* ; cette circonstance nous a rendu la tâche malaisée ; elle explique nos lacunes.

2. Lucien FEBVRE le disait, dès 1929, dans un article des *Annales d'histoire économique et sociale* : *Un champ privilégié d'histoire : l'Amérique du Sud* ; il le rappelait récemment encore : *L'Amérique du Sud devant l'histoire*. *Annales E. S. C.*, 1948, n° 4, p. 391.

3. Et dans les fonds d'archives de Simancaa et de l'*Archivo Nacional* de Madrid, dans les riches collections de manuscrits et d'ouvrages anciens du *Palacio Real* et de la *Real Academia de la Historia* et de la *Biblioteca Nacional*.

tuellement, les jeunes pays d'Amérique¹ ont conservé des fonds d'archives souvent à peine inventoriés et qu'il est impossible d'ignorer. L'histoire américaniste exige pour progresser des contacts multipliés et des voyages faciles. La période de troubles et de contraction des échanges que nous venons de traverser s'est moins marquée par une baisse de la production, qui eût été souhaitable, que par un fléchissement de sa qualité : pléthore de dissertations, trop peu d'ouvrages, par contre, qui fassent appel à des richesses archivistiques encore à peine explorées.

C'est pourquoi nous continuons de nous trouver en présence d'une production débordante et de qualité inégale. La chose n'est point pour nous surprendre, car le domaine est vaste, plus vaste même qu'on ne le croit. L'Hispano-Amérique, pendant les trois siècles et demi de sa conquête et de son histoire coloniale, vit intimement associée au reste du monde, et plus qu'il n'y paraît : à sa métropole et, derrière elle, à l'Europe, aux pays lusitano-américains, avec lesquels elle vit en symbiose au delà même des soixante années de l'union des deux Couronnes (1580-1640), à l'Extrême-Orient, où elle est présente par son poste avancé des Philippines, à l'Amérique anglo-saxonne, tard venue, ignorante de « l'Autre Amérique », mais qui pèse sur elle de sa présence et de son exemple dès le dernier quart du xviii^e siècle. Un domaine immense et qu'il n'est pas toujours aisé d'enfermer dans un cadre factice de frontières géographiquement, pourtant, bien délimitées.

Un domaine qui suscite, enfin, pour des raisons qui ne sont pas toujours d'ordre exclusivement scientifique, les curiosités les plus diverses. Plusieurs écoles travaillent sur le même chantier, sans grand risque de se gêner, mais sans toujours maintenir entre elles des liaisons élémentaires dont elles tireraient pourtant le plus grand fruit.

L'école espagnole, autour de ses deux grands centres, Séville et Madrid, assure une production extrêmement abondante. Les Nord-Américains ne sont guère moins prolifiques ; trois universités² hautement spécialisées, bien équipées et bien armées travaillent sur des terrains presque trop soigneusement délimités, car ils interdisent les coups d'œil de surplomb fructueux à la découverte. Les Américains-Latins, mettant à profit une position de choix qu'ils partagent avec les Espagnols, s'intéressent de plus en plus activement à leur passé colonial, longtemps écarté comme indigne d'intérêt ; l'école mexicaine, surtout. A côté des gros bataillons, les francs-tireurs de la vieille Europe, tous ceux qui s'intéressent à « ce champ privilégié d'histoire » dont parle Lucien Febvre, Allemands, Anglais, Français, paralysés plus que d'autres par la crise de ces dernières années.

1. Le Mexique a fait, sous l'impulsion de l'école que dirige Silvio Zavala, un remarquable effort pour rendre accessible et tirer parti de l'*Archivo de la Nación*, le plus riche, sans doute, de toute l'Amérique latine. Les Nord-Américains y puisent abondamment, désormais.

2. Les Universités du Texas, de Berkeley (Californie) et de Durham (Caroline du Nord).

I. INSTRUMENTS DE TRAVAIL ET OUVRAGES GÉNÉRAUX

Étant donné la dispersion même de la matière et la diversité des intérêts qu'elle suscite, l'histoire de l'Amérique latine a besoin des organes de liaison qui maintiennent la cohésion entre les chercheurs.

*Revue et instruments bibliographiques*¹. — La *Revista de Indias*² assure pour l'Espagne ce rôle de liaison plus que l'*Anuario de Estudios americanos*³, qui se consacre presque exclusivement à des publications érudites.

Du côté nord-américain, l'*Hispanic American Historical Review*⁴, avec une maîtrise qui n'est plus à dire, et, dans une moindre mesure, les *Southwestern Historical Quarterly*⁵ assument cette mission.

Parmi les revues hispano-américaines, plus que le *Boletín de la Academia Nacional de la Historia*⁶, fort intéressant, mais étroitement spécialisé, la *Revista de Historia de América*⁷ mérite une mention spéciale. Les Allemands ont publié, jusqu'en 1944, l'*Iberoamerikanisches Archiv*⁸, qui débordait largement dans le domaine de l'ethnologie américaine, où le *Journal des Américanistes* demeure sans rival⁹.

Le meilleur instrument bibliographique, dont la publication se poursuit

1. La France n'a pas, et il faut le déplorer, de revues spécialisées dans le cadre de l'histoire d'Amérique; les *Annales*, toutefois, s'efforcent de suppléer à une carence fâcheuse, avec les articles de Fernand BRAUDEL sur les travaux de Gilberto Freyre et le numéro spécial sur l'Amérique latine, *Annales E. S. C.*, 1948, n° 4 : *A travers les Amériques latines*, p. 385-576; édition revue et augmentée dans les *Cahiers des Annales*, n° 4 : *A travers les Amériques latines*, Paris, 1949, in-8°, p. ix-208. — Les *Études américaines*, publication bimestrielle de l'Institut des Hautes-Études américaines, 6 cahiers de 32 p., chaque année, depuis le 1^{er} janvier 1947, constituent un organe de vulgarisation qui touche à tous les aspects de la vie ibéro-américaine, mais qui ne peut ni ne veut, sous sa forme actuelle, jouer le rôle des grandes revues spécialisées ci-dessous mentionnées.

2. Publiée à Madrid, sous les auspices du *Consejo de Investigaciones científicas*, Patronato Menéndez y Pelayo, Instituto Fernandez de Oviedo, paraît depuis 1940..., trimestrielle. Les *Estudios Americanos*, publiés depuis 1948 à Séville, jouent un rôle identique.

3. *Anuario de Estudios americanos*, publication annuelle de la *Escuela de Estudios hispano-americanos* de Séville, de 1.200-1.300 p. in-8°, depuis 1944, sous le patronage du *Consejo de investigaciones científicas*, d'une très grande tenue scientifique.

4. Publication trimestrielle. Durham (North Carolina), Duke University Press, 650 p. in-4° chaque année depuis 1918.

5. Publication trimestrielle. Austin (Texas), The Texas State historical Association, 600 p. in-8° chaque année.

6. Buenos-Aires, gr. in-8°, depuis 1927, 700 p. tous les deux ans.

7. *Revista de Historia de América*, publiée par l'*Instituto panamericano de geografía e historia*, Mexico, bisannuel, 27 numéros parus depuis 1936, 600 p. gr. in-8° chaque année, publiée éventuellement en anglais et en français.

8. Publié par l'*Ibero-Amerikanisches Institut* de Berlin, 400, 500 p. in-4° chaque année.

9. *Journal de la Société des américanistes*, nouvelle série, t. XXXVII, Paris, 1948, gr. in-8°, 426 p. Une bibliographie américaniste méthodique, très complète, de 70 à 80 p. est publiée chaque année sous la direction de Suzanne Lussagnet. Elle signale les ouvrages d'histoire américaine parvenus aux bureaux de la revue.

depuis 1937, le magnifique *Handbook of Latin American Studies*¹, créé par Lewis HANKE et dirigé maintenant par Miron BURGIN, donne, avec trois ans de retard, une bibliographie critique et exhaustive de toutes les publications américanistes parues dans le monde depuis 1935. Pour les périodes antérieures, il faut se contenter de l'ouvrage célèbre de B. SANCHEZ ALONSO, beaucoup moins complet, mais fort honnête².

Histoires générales. — Rendre compte de toutes les tentatives qui ont été faites pour informer le lecteur pressé ou l'historien désireux de suivre l'enchaînement des faits serait une tâche difficile et certainement inutile. Nous ne retiendrons ici que les efforts ou les plus récents ou les plus sérieux.

Sans prétendre que l'histoire américaine soit soumise aux lois d'un déterminisme géographique étroit, nous déplorons que les histoires générales qui ont vu le jour, ces dernières années, n'aient point souligné davantage le rôle capital du cadre de « l'Autre Amérique » sur le développement de son histoire. Il est cependant aisé de suppléer à cette carence, avec les ouvrages de BEBBER³, de DRYGALSKI⁴, intelligent, mais tendancieux, et surtout avec la très remarquable *Latin America* de Preston JAMES⁵. Nulle part, peut-être, les interférences de l'homme et du milieu, tel que l'homme l'a reçu, mais aussi tel qu'il l'a créé, n'ont été soulignées avec autant de force. Continient incomplètement saisi par l'homme, moins riche qu'on ne le prétend un peu vite, déjà usé par des siècles d'économie destructive... Tout ceci est bien dit, avec force et sans passion.

1. Edited by Miron BURGIN, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 11 tomes de 400, 700 p. gr. in-8° et qui englobent toute la production américaniste de 1935 à 1945 (cf. mon compte rendu sur le t. X in *Annales E. S. C.*, 1949, n° 1, p. 109). Le *Handbook of Latin American studies* rend compte annuellement en quelques lignes de 5 à 6.000 publications, ouvrages et articles.

2. *Las fuentes de la Historia española e hispano-americana* de B. SANCHEZ ALONSO classent méthodiquement les publications concernant l'histoire de l'Espagne et de l'Amérique espagnole parues jusqu'en 1925 ; le deuxième tome, paru en 1947 (Madrid, in-8°, 464 p.), fait le même travail pour la période de 1925 à 1943. On doit également à B. Sanchez Alonso un ouvrage intéressant et pratique sur l'historiographie espagnole et hispano-américaine, où les *Historiadores de Indias* trouvent la place qui leur revient ; chaque nom est toujours accompagné d'une étude brève, mais d'une grande densité : *Historia de la Historiografía española. Ensayo de un examen de conjunto*, 2 vol. in-8° parus jusqu'à ce jour ; t. I : *Hasta la publicación de la Crónica de Ocampo*, Madrid, 1941, in-8°, viii-478 p., p. 432-459 consacrées aux *Historiadores de Indias* ; t. II : *De Ocampo a Solís*, Madrid, 1944, in-8°, 441 p., p. 91-158, 238-276, 377-433 consacrées aux *Historiadores de Indias*.

3. Otto Albrecht von BEBBER, *Süd-America. Klima, Bevölkerung und Wirtschaft. Kultur, Politik und Geschichte*, Leipzig, 1938, in-8°, 343 p.

4. Erich von DRYGALSKI, *Amerikanische Landschaft. Entstehung und Entwicklung in Einzelbildern*, Berlin, 1936, in-8°, 532 p., 100 photos, sous la direction de Erich von Drygalski, avec la collaboration des meilleurs géographes allemands.

5. Preston E. JAMES, *Latin America*, London, Sydney, Toronto, 1941, in-8°, xx-909 p. Cf., pour plus de détails, mon article : *Quand les Nord-Américains découvrent les Sud-Américains*. *Annales E. S. C.*, 1948, n° 4, p. 461-465.

Il importe de distinguer dans les récentes histoires de l'Amérique latine, qui font au passé colonial une part plus ou moins large, les manuels, commodes quelquefois, qui prétendent donner une vue d'ensemble aux non-spécialistes, et les grandes histoires collectives, souvent hâtives, mais qui n'en constituent pas moins des ouvrages de références indispensables.

Parmi les premiers, depuis le simple coup d'œil de la collection *Que sais-je?*¹ jusqu'au gros ouvrage de Curtis A. WILGUS², toute une série de publications de longueur et de valeur inégales³; deux ouvrages méritent une mention spéciale : l'histoire de Wilgus, d'une consultation facile avec ses index et ses riches bibliographies, s'inscrit, honnête répertoire de fait, dans les bonnes traditions des manuels que les universités américaines mettent entre les mains de leurs élèves. L'*Historia de la Colonización española* de Demetrio RAMOS PEREZ peut, grâce à son propos plus limité, sortir des généralités auxquelles d'autres sont condamnés; inséparable de l'histoire de Don Manuel Ballesteros Gaibrois, elle la complète heureusement.

D'un tout autre caractère et s'adressant à un public différent, la grande histoire collective de Ricardo Levene, et surtout l'*Historia de América* de Don Antonio BALLESTEROS BERETTA⁴, suppléent avantageusement au manuel désormais dépassé de Carlos PEREYRA⁵. L'histoire de l'Amérique dirigée par Ricardo LEVENE⁶, dont le nom reste à jamais attaché à sa monumentale *Historia de Argentina*, est quelque peu décevante. Livres vieillis avant

1. P. CHAUNU, *Histoire de l'Amérique latine. Que sais-je?*, Paris, 1949.

2. *The development of Hispanic America*, New-York, 3^e éd., 1947 (1^{re} éd., 1941), gr. in-8°, xviii-942 p., 2 cartes hors texte.

3. Pour nous borner à des livres utiles : en français, Hugo D. BARRAGELATA, *Histoire de l'Amérique espagnole*, collection *Choses d'Amérique*, Paris, Armand Colin, 2^e éd., 1949, in-8°, 325 p.; — en anglais, J. Fred RIPPY, *Historical evolution of Hispanic America*, New-York, 3^e éd., 1946, xviii-584 p.; plus rapide que Wilgus, très clair, mais très bref, sur la période coloniale; — en allemand, dans la *Grosse Weltgeschichte*, t. XV : *Amerika (Ausser Canada)*, Leipzig, 1939, in-4°, 600 p., 283 consacrées à l'*Ibero-Amerika* par le professeur Otto QUELLE; — en espagnol, Manuel BALLESTEROS GAIBROIS, *Historia de América*, Madrid, 1946, in-8°, xvi-506 p.; Demetrio RAMOS PEREZ, *Historia de la colonización española en América*, Madrid, 1947, in-8°, xviii-548 p. Nous laissons systématiquement de côté dans cette énumération un certain nombre de livres nord-américains que nous avons signalés dans un article des *Annales* déjà cité (1948, n° 4, p. 461-465) et qui apprennent plus au lecteur européen sur une certaine représentation nord-américaine de l'« l'Autre Amérique », touchants souvent dans leur volonté naïve et maladroite de compréhension, que sur la matière de leur propos.

4. Don Antonio Ballesteros Beretta, universellement connu par sa monumentale *Historia de España*, vient d'être enlevé à la science en pleine activité. Cette perte est cruellement ressentie en France comme en Espagne par tous ceux qui de près ou de loin s'intéressent à l'histoire du monde hispanique. Pour la description de la *Historia de América* en cours de parution (9 vol. sur 24 parus), cf. notre article *Quelques aspects d'une Hispano-Amérique sacrifiée*. A paraître : *Revue historique*, 1951.

5. *Historia de América española*, Madrid, « Saturnino Calleja », 1920-1925, 7 vol. in-8° de 300 à 400 p., fig., cartes.

6. *Historia de América*, sous la direction de Ricardo LEVENE, 14 vol. T. I : *Introducción geográfica y los arborigenas de América del Norte y de América central*, par Federico A. DAUS et Francisco DE APARICIO, Buenos-Aires, 1940, in-8°, xxiv-397 p.; t. II : *Los arborigenas de Amé-*

même leur parution, l'histoire qu'ils nous content est une histoire déjà trop souvent écrite.

L'optique sous laquelle s'est constituée la grande histoire d'Amérique de Don Antonio Ballesteros Beretta est différente. Œuvre d'historiens espagnols justement épris de l'action colonisatrice de leur pays, c'est sur ce passé colonial de l'Amérique qu'ils ont posé l'accent. Nous avons eu déjà l'occasion de dire tout le bien que nous pensions et les quelques réserves que nous suggérerait l'œuvre monumentale dirigée par le grand historien espagnol; expression d'une conception de l'histoire aujourd'hui dépassée, elle n'en constitue pas moins un bon catalogue honnête de faits bien rangés que présuppose pour sa réalisation « toute forme plus ambitieuse d'histoire ».

Catalogues et collections de documents. — Mais elle suppose également la mise en œuvre de nouvelles richesses archivistiques. L'inventaire des fonds conservés, travail d'approche indispensable, reste malheureusement presque toujours à faire. Du côté espagnol, pourtant, un effort considérable a été fait. Il porte moins sur les archives de Simancas et de Séville, dont la masse ne permet guère, sauf sur quelques points de détail¹, un inventaire analytique poussé, que sur des fonds et des collections plus modestes, Bibliothèque du *Palacio Real* de Madrid et *Museo Naval*². Ce travail, par contre, est à peine commencé pour les fonds infiniment plus riches de la *Real Academia de la Historia*³ de Madrid, constituée un peu au hasard des passions des grands collectionneurs et recopieurs des temps héroïques, les Muñoz⁴, Mata Linajes...

rica del Sud, par Fernando MARQUEZ MIRANDA, Buenos-Aires, 1940, in-8°, xvii-400 p.; t. III : *Descubrimiento de América, América colonial hispanica*, par Enriquez DE GANDIA et Ricardo LEVENE, Buenos-Aires, 1940, in-8°, xix-446 p. Le tome IV, consacré à l'histoire coloniale portugaise et anglaise, est expédié en quelque 350 pages, tandis que quatre tomes beaucoup mieux vus s'étendent avec complaisance sur le cycle glorieux de l'Indépendance américaine envisagée sous ses divers angles géographiques. Optique significative de l'historiographie d'un pays neuf, plein de mépris pour son passé colonial, qui compte peu pour lui et qu'il pense pouvoir ignorer sans péril.

1. Cf. le *Catálogo de la Sección Novena* de l'A. C. I., Sevilla, 1949, in-8°, 822 p.

2. Don Jesus DOMINGUEZ BORDONA, *Manuscritos de América existentes en la Biblioteca de Palacio Real*, Madrid, 1935, in-4°, viii-252 p. — V. VICENTE VELA, *Índice de la colección de documentos de Fernandes Navarrete que posee el Museo Naval*. Prologo de Julio F. GUILLEN TATO, Madrid, 1946, in-4°, xxxii + 362 + xl p.

3. Don Antonio Ballesteros a consacré, quelques années avant sa mort, quelques articles à ce très curieux érudit, qui, à cheval entre le xviii^e et le xix^e siècle, avait constitué cette prodigieuse collection de documents qui se trouvent en grande partie, à l'heure actuelle, à l'*Academia de la Historia*. Il pensait pouvoir y puiser les armes qui lui permettraient de parer les attaques d'un autre américaniste non moins curieux des temps héroïques, l'Écossais ROBERTSON, *Revista de Indias*, 1941, n° 3, p. 5-38; n° 4, p. 55-96.

4. A. RODRIGUEZ MOÑINO, *Catálogo de los documentos de América existentes en la colección de Jesuitas de la Academia de la Historia*, Madrid, 1949, in-4°, 349 p., tirage limité à 200 exemplaires, médiocre et incomplet.

Les grands collectionneurs des deux siècles derniers, qui ont sauvé tant de documents irrémédiablement perdus sans leurs soins, ont eu un émule en la personne du Père Pablo PASTELLS († 1932). Avec la même passion que ses illustres prédécesseurs, mais avec des moyens techniques et financiers très supérieurs, travaillant depuis 1890 pour le compte de la Compagnie de Jésus, il a constitué deux collections d'une prodigieuse ampleur, en faible partie seulement publiées. Nous savons gré au Père MATEOS de nous faire connaître ces instruments de travail injustement méconnus¹. La dureté des temps a pratiquement arrêté, à une exception près, la publication des grandes collections de documents, conçues le plus souvent pour répondre à des préoccupations aujourd'hui dépassées ; le travail de SCHÄFER² n'en est que plus utile.

Pour trouver aujourd'hui l'équivalent de ces grandes entreprises espagnoles d'hier, il faut passer sur la rive mexicaine. Silvio ZAVALA et sa femme Maria CASTELO, ont mis sur pied entre 1939 et 1945, avec leurs *Fuentes para la Historia del trabajo en Nueva España*³, une collection nouvelle de documents, il faudrait dire la seule collection pour une histoire sociale de l'Amérique espagnole. Avec les *Fuentes*, nous sortons résolument des pièces de chancellerie et des consultes du Conseil des Indes pour entrer, avec la cor-

1. Dans un excellent article de la *Revista de Indias*, *La Colección Pastells de documentos sobre America y Filipinas*, 1947, n° 27, p. 7-52. — Il s'agit essentiellement de la *Colección de Documentos de Barcelona* (pour l'histoire des Philippines), 119 in-fol. de 800 à 1,000 p. manuscrites, constituée de 1894 à 1905 ; de la *Colección de Documentos de Sevilla* (pour servir à une histoire de la Compagnie de Jésus aux Indes), 164 in-folios manuscrits et dactylographiés. Ces collections ont été constituées sous la direction du Père Pastells par des copies de documents de l'A. G. I., d'autres fonds espagnols publics et privés, et par des copies envoyées de tous les points de l'Amérique espagnole, du Brésil et du Portugal. De par sa personnalité et la nature de sa mission, le Père Pastells a eu à sa disposition des fonds ecclésiastiques, dont l'accès eût été interdit à tous autres chercheurs. Elles ont servi de point de départ à deux publications capitales : le *Catálogo de los documentos relativos a las Islas Filipinas existentes en el Archivo de Indias de Sevilla. Precedido de una erudita historia general de Filipinas*. Le catalogue est signé Torres y Lanzas, puis Navas del Valle ; l'histoire érudite (il s'agit, en fait, d'une publication de documents) est de Pablo Pastells, Barcelona, 9 tomes en 10 volumes in-4° de 5 à 600 pages, moitié catalogue, moitié publication de documents, 1925-1934. Une autre publication de documents, appelée improprement aussi *historia* : *Historia de la Compañía de Jesús, en la Provincia del Paraguay (Argentina, Paraguay, Perú, Bolivia, y Brasil), según los documentos originales del Archivo General de Indias, extractados por el R. P. P. PASTELLS, S. J.*, Madrid, 1912-1933, 5 vol. de plus de 500 p. La publication est poursuivie par le P. Mateos : P. PASTELLS y F. MATEOS, S. J., *Historia de la Compañía de Jesús en la Provincia del Paraguay*, t. VI : 1716-1731, Madrid, 1946.

2. *Índice de la colección de documentos de Indias*, par Ernesto SCHÄFER, t. I, Madrid, 1946, in-4°, xii-572 p. (par noms propres) ; t. II, Madrid, 1947, in-4°, ix-525 p. (chronologique), édition posthume assurée par Richard KONETZKE, sous le patronage du *Consejo de investigaciones científicas*.

3. Mexico, 1939-1946, 8 vol. in-8° de 200 à 350 p. environ. Les documents qui y sont publiés sont tirés de la section *General de Parte* de l'*Archivo general de la Nación* de Mexico. Initiative heureuse, la transcription des textes, en orthographe moderne.

respondance des vice-rois et de leurs *corregidores*, au cœur même de la vie des Indiens.

La réédition des grands classiques. — Signalons, pour en finir avec cette revue des instruments de travail, l'importance capitale des somptueuses rééditions phototypiques des grands classiques de la colonisation que le *Consejo de Investigaciones científicas* a entrepris à un rythme accéléré¹.

II. LA DÉCOUVERTE ET LA CONQUÊTE

Il est accoutumé de diviser l'histoire de l'Amérique espagnole coloniale en deux parties fort inégales : conquête et organisation de la conquête. Le « siècle » des découvreurs d'Amérique et des *conquistadores* continue à faire recette. Il a pour lui l'attrait d'une histoire dramatique, haute en couleurs, chargée d'événements. C'est sur lui qu'a porté l'essentiel des publications de textes du siècle dernier. La longue période d'organisation de l'ère coloniale n'a pas suscité, par contre, les mêmes enthousiasmes.

Genèse des découvertes ; Christophe Colomb. — Les travaux de Don Antonio BALLESTEROS² n'ont pas renouvelé la question de la genèse des découvertes ; c'eût été difficile, après l'œuvre maîtresse, sinon contestée, d'Henri VIGNAUD, mais ils constituent, et de loin, la plus commode mise au point parue jusqu'à ce jour sur cette question si passionnément débattue³.

1. *Recopilación de Leyes de los Reynos de las Indias*, 1^{re} éd., Madrid, 1680. Réédition phototypique de la 4^e éd. de 1791 par le *Consejo de la Hispanidad*, 1943, in-4°, t. I, 8 f., 660 p. ; t. II, 4 f., 613 p. ; t. III, 4 f., 562 et 262 p. — *Notas a la Recopilación de Indias. Origen e historia ilustrada de las leyes de Indias por Manuel Josef de Ayala. Obra inédita, transcripción y estudio preliminar de Juan MANZANO MANZANO*, Madrid, Ediciones Cultura hispanica, 2 vol. in-4°, t. I, cxxiv-6 f., 450 p. ; t. II, 496 p. D'origine hispano-américaine, Ayala est né à Panama en 1726. Les *Notas* se trouvent dans un manuscrit de la bibliothèque du *Palacio Real* qui conserve l'œuvre capitale du juriconsulte, les quelque 80 volumes de son *Cedulario indiano*, malheureusement toujours inédit et pratiquement inéditable. L'édition des *Notas* de Manzano Manzano est irréprochable. — *Cedulario indiano recopilado por Diego de Encinas. Reproducción fac-simile de la edición única de 1596 — con estudio y índices de Alfonso García Gallo*, Madrid, Ediciones Cultura Hispanica, 4 vol. gr. in-4°, 1945-1946, t. I, 14 f. et 462 p. ; t. II, 16 f. et 382 p. ; t. III, 16 f. et 482 p. ; t. IV, 16 f. et 416 p. Signalons également la publication récente à Buenos-Aires, par les soins de Ricardo Levene, d'une des nombreuses *Recopilaciones* de Solorzano, écrite en 1622, lors de son séjour à l'audiencia de Lima. Juan de SOLÓRZANO PEREIRA, *Libro primero de la Recopilación de las cédulas cartas provisiones y ordenanzas reales*, Buenos-Aires, 1945, 2 tomes in-8°, qui vient après la grande réédition plus ancienne (1930) en 5 vol., Buenos-Aires, de la *Política Indiana*, l'œuvre capitale du grand juriconsulte espagnol du XVII^e siècle.

2. Dans la collection *Historia de América* de Don Antonio BALLESTEROS BERETTA, t. III : *El Génesis de Descubrimiento* de D. A. BALLESTEROS et *Los Portugueses* de Jaime CORTESÃO, Barcelona et Buenos-Aires, 1947, in-4°, x-766 p., 447 gr., 43 pl. ; t. IV : *Cristóbal Colón y el descubrimiento de América*, Barcelona et Buenos-Aires, 1945, in-4°, x-556 p., 209 gr. 11 pl. ; t. V : *Ibid.*, 1945, viii-570 p., 286 gr., 32 pl. Nous renvoyons pour plus ample information à notre article des *Annales E. S. C.*, 1950, n° 1, p. 92-99.

3. Sur un point très précis, cf. le très intéressant article de Ramon MENENDEZ PIDAL qui

L'étude de Ballesteros, malgré ses lenteurs, a une qualité précieuse ; elle épuise un sujet extrêmement complexe, plus qu'une histoire de Colomb, elle offre l'histoire exhaustive de l'historiographie colombienne. Envisagée sous cet angle, elle est susceptible de rendre d'inappréciables services. Sur la geste même de Colomb, il est préférable, à mon sens, d'avoir recours directement aux travaux de MORISON¹, plus vigoureux.

L'Espagne était-elle prête à la rencontre qui l'attendait ? L'avait-elle méritée, et n'a-t-elle pas été écrasée par un fabuleux coup de dé ? Dans un livre au grain un peu lâche, mais suggestif, R. KONETZKE² montre combien le passé médiéval espagnol préparait la monarchie des Rois Catholiques à la conquête de l'Amérique. Peut-être aurait-il fallu mettre davantage l'accent sur la position géographique de la Péninsule ibérique, promontoire avancé de l'Europe, responsable en partie de son destin ? Je ne suis point totalement convaincu, pour ma part, de l'avance de l'Espagne, à la fin du xv^e siècle, dans le processus de la réalisation de l'État. On peut dire que la France et l'Angleterre l'ont précédée dans cette voie. Sur les autres points du livre, il n'y a pas d'objection. La *Reconquista* avait préparé l'Espagne à la conquête de l'Amérique : accoutumance d'un peuple mal fixé encore aux déplacements de populations, exaltation du moi dans le pays du « *sosiego* », puissance maritime, préfiguration dans les Canaries d'une conquête coloniale combinée avec une conquête maritime. B. BONNET REVERON³, après Konetzke, et MERRIMAN attirent l'attention sur ce point, Préparation administrative elle-même : l'Espagne se présente avec un lot d'institutions toutes prêtes et qu'il suffit de transporter et de transposer sur le continent américain.

Les conquistadores. — L'épopée même de la conquête a suscité, faut-il s'en étonner, les curiosités accoutumées ; rares sont pourtant les ouvrages qui méritent d'être mentionnés. Il nous manque encore une synthèse comparable à celle que Ch.-A. JULIEN a donnée, du côté français, avec sa récente étude *Les voyages de découvertes et les premiers établissements*⁴. La conquête de l'Amérique a prouvé, s'il en était besoin, l'extraordinaire réalité des

s'intitule *La lengua de Cristobal Colón*, in *Bulletin hispanique*, janvier-mars 1940. Menéndez Pidal montre que les deux seules langues que Colon n'ait jamais écrites furent le latin commercial *koine* méditerranéenne et un espagnol plein de lusitanismes. Sa langue maternelle n'était pas l'italien, mais le génois, qui ne s'écrivait pas.

1. Samuel E. MORISON, *Admiral of the Ocean Sea*, 1939, 2 vol. in-8° ; traduit en castillan en 1945 à Buenos-Aires, 1 vol. in-8°, xxx-880 p. ; repris et résumé dans un ouvrage extrêmement vigoureux et d'une lecture agréable, *Christopher Columbus*, New-York, 1942, in-8°, 660 p. Sur le premier voyage de Colomb, cf. le livre rapide, mais d'une lecture facile, de Don Julio GUILLEN, *El primer viaje de Cristobal Colón*, Madrid, 1943, in-8°, 162 p.

2. *El imperio español. Orígenes y fundamentales*, traduit de l'édition allemande de 1942 par Felipe GONZALES VIAL, Madrid, 1946, in-8°, 298 p.

3. *Las expediciones en el siglo XIV*, série d'articles parus dans la *Revista de Indias*, 1944, n° XVIII, p. 577-610 ; 1945, n° XIX, p. 7-32 ; n° XX, p. 189-220 ; n° XXI, p. 389-410.

4. Paris, Presses universitaires de France, 1948, in-8°, 533 p.

songes. Jamais, peut-être, rêve et réalité ne se sont si intimement mêlés. Le Père BAYLE, dans un livre classique en Espagne¹, a conté les grands traits de la conquête, centrant son histoire sur les aspects qui se prêtent le mieux à l'idéalisation ; lui-même ne fait pas toujours très bien, dans son récit, le départ qui s'impose entre le rêve et la réalité, et ses chiffres sont toujours extrêmement sujets à caution. C'est souvent dans des publications plus modestes en apparence que l'on risque de trouver les suggestions les plus intéressantes : l'article de Germain ARCINÉGAS², par exemple, qui insiste sur les conséquences fâcheuses d'une conquête trop rapide, essayant des noyaux de peuplement, sans vraiment se rendre maître du pays, tandis que Nestor KESA VILLALOBOS³, en écrasant volontairement les nuances, oppose non sans raison deux périodes de la conquête et deux modalités, jusqu'en 1508, entreprise d'État et, au delà, entreprise privée, quand la conquête prend une envergure telle qu'elle ne peut plus être assumée seule par l'État rudimentaire de Ferdinand le Catholique.

Si nous passons aux hommes, nous nous engageons tout de suite dans un maquis sans nom. Hernan Cortés a suscité un peu partout, au cours de ces dernières années et surtout en Espagne, à l'occasion du quatrième centenaire de sa mort, en 1948, une curiosité générale. Il n'est pas un point de la vie du Héros qui n'ait été éclairé par une bibliographie souvent surabondante. Nous nous contenterons de signaler trois livres et quelques articles. Celui d'un Allemand, Franz TERMER⁴, qui consacre à un aspect peu connu de la vie de Cortés, le Cortés de l'exploration de l'Amérique centrale, une étude pleine d'érudition appliquée et d'une portée générale toutefois, parce qu'elle concrétise la prodigieuse conjonction de difficultés géographiques vaincues, mais à quel prix, par la poignée héroïque des *Conquistadores*. Celui d'un Espagnol⁵, GIMENEZ FERNANDEZ, qui entend donner sa pleine signification à un épisode fameux de l'aventure cortésienne : la création par Cortés du Cabildo de *Villarica de la Vera Cruz*, qui le réinvestit ensuite d'un pouvoir perdu depuis sa rupture avec Velázquez ; simple expédient, comme on le pense généralement ? Gimenez Fernandez ne le croit pas ; il établit un lien entre l'action de Cortés et le changement de politique que représentent en Espagne la disgrâce de Fonseca et l'avènement de Charles-Quint, il y voit un aspect d'une grande cassure qui ramène l'Espagne et les Indes naissantes dans la tradition espagnole respectueuse de

1. Constantino BAYLE, S. J., *El Dorado Fantasma*. Prologo du Dr José Joaquín CASAS, 2^e éd., Madrid, Consejo de la Hispanidad, 1943, in-8°, 394 p. (1^{re} éd., 1934).

2. *Contradiction et unité de l'Amérique*. *Le Monde français*, n° XIX, avril 1947, suppl. ; compte rendu de F. BÉAUDEL, *Annales E. S. C.*, 1948, n° 4, p. 460.

3. *El significado del periodo de 1493-1608 en el proceso de la Conquista*. *Revista chilena de Historia e Geografía*, n° 110, 1947, p. 41.

4. *Durch Urwälder und Sümpfe Mittelamerikas. Der fünfte Bericht des Hernán Cortés an Kaiser Karl V*, Hamburg, publ. de l'Ibero-Amerik. Institut, 1941, in-8°, 169 p., 5 pl.

5. Manuel GIMENEZ FERNANDEZ, *Hernán Cortés y su Revolución comunera en la Nueva España*, Séville, publ. de la Escuela de Estudios Hispano-americanos, 1948, in-8°, 144 p.

l'individu gouverné contre la tendance autoritaire malsaine de Ferdinand, Fonseca et leur émule, le lointain Velázquez. Trop pressée, sans doute, insuffisamment nuancée, la thèse valait la peine d'être mentionnée. Toujours à propos de Cortés, mais sur un autre plan, celui des sources, la geste fameuse a fait l'objet d'une bonne étude¹. Il y a, si on veut simplifier à l'extrême, trois sources de la conquête du Mexique : Cortés lui-même dans ses *Cartas de relación*, lettres-rapports au Roi (sorte de *De bello* du César espagnol), Francisco Lopez de Gomara et Bernal del Castillo, considéré généralement à juste titre comme la source la plus complète et souvent la meilleure. Ramon IGLESIA nous présente un livre partial, mais intéressant, où il se propose de réhabiliter Gomara, plus objectif que le trop classique Del Castillo aveuglé par son admiration pour l'Homme.

Dans le numéro de la *Revista de Indias*² consacré à Hernan Cortés, les parties les plus intéressantes ne sont pas celles qui examinent avec un luxe superflu d'érudition les points les plus infimes de la vie du Héros³, mais ceux qui, à propos de Cortés plus que sur Cortés, montrent l'extraordinaire réalité que la geste symbolique du grand capitaine a conservée au cours des temps dans la vie psychologique collective des peuples de langue espagnole, dans la mesure où Cortés incarne pour l'Espagnol un des moments ressentis par lui comme un des plus glorieux de son histoire nationale⁴.

Moins facilement idéalisable, Pizarro, le Cortés du Pérou, n'a pas suscité, ces temps derniers, de travaux dignes qu'on s'y arrêtât⁵. Plus intéressants, par contre, quelques livres dédiés à des *conquistadores* de deuxième plan, plus symptomatiques par cela même du grand phénomène de la conquête, l'étude que MUÑOZ DE SAN PEDRO⁶ consacre à Francisco de Lisanz, mais

1. Ramon IGLESIA, *Cronistas e historiadores de la conquista de Mexico. El ciclo de Hernán Cortés. Colegio de Mexico*, 1942, in-8°, 292 p.

2. La *Revista de Indias* a consacré à Hernan Cortés un numéro spécial de 764 p., 1948, nos 31-32.

3. De cette érudition mal dirigée une plaquette comme celle de Carreno Alberto María nous paraît assez caractéristique : *Hernan Cortés y el descubrimiento de sus restos*, in *Memorias de la Academia Mexicana*. On pourrait multiplier presque à l'infini de semblables exemples, énergie perdue, quand tant de vrais chantiers d'histoire américaniste manquent de bras.

4. *Revista de Indias*, 1948, nos XXXI-XXXII. — Jorge CAMPOS, *Hernan Cortés en la dramática española*, p. 171-197. — José SUBIRA, *Hernan Cortés en la música teatral*, p. 105-126, signale qu'après le *Campeador* et après le *Quijote*, Cortés est le thème le plus repris sur la scène espagnole. — Jaime DELGADO, *Hernan Cortés en la poesía española de los siglos XVIII y XIX*. José TUBELA montre dans une note curieuse et richement illustrée que le mythe cortésien, et ceci n'est pas sans intérêt, n'a pas été un monopole des peuples hispaniques.

5. Une liste de ces études est donnée dans un bon article de la *Rev. de Hist. de Am.*, 1949, n° XXVII : *Historia e Historiadores del Perú* d'Alberto TAUBO, p. 1-43. Nous y renvoyons le lecteur.

6. Miguel MUÑOZ DE SAN PEDRO, *Francisco de Lisanz, hidalgo indiano de principios del siglo XVI*, Madrid, 1946, 122 p.; extrait du *Boletín de la Real Academia de Historia*.

surtout deux études dédiées aux premières explorations de l'Amazonie¹.

L'exploration et la conquête de l'Amérique n'ont pas été le monopole des Espagnols ou, ce qui serait quand même plus exact, des Hispano-Portugais. Les Allemands y ont participé, en nombre infime, bien sûr, et le livre trop rapide de Arcinégas², trop peu nuancé et parfois maladroit, ne méritait pas l'accueil que lui ont réservé les revues espagnoles ; quant au rôle des Français, il vient d'être dégagé par Ch.-A. JULIEN³.

Mais la conquête, pas plus que le monopole des Espagnols, n'a été celui du xvi^e siècle ; elle se poursuit bien au delà, aux extrémités d'un monde que le xx^e siècle lui-même n'est pas encore parvenu à saisir. La côte Pacifique californienne et ses prolongements vers le Nord est un exemple de *conquista* prolongée jusqu'à la fin du xviii^e siècle ; deux études récentes lui sont consacrées, utiles, à condition de ne pas leur demander autre chose que des faits⁴. L'Amérique hispanique, dans ses lignes générales, très générales, bien sûr, est construite, toutefois, dans le troisième quart du xvi^e siècle, on pourrait presque dire en 1550. C'est pourquoi nous ne pourrions trop féliciter Gonzalo MENENDEZ PIDAL⁵ pour son livre remarquable de clarté et d'intelligence, qui se place en 1570, pour étudier la représentation que l'Europe se fait d'un monde quadripartite, en rupture avec celui de l'Antiquité et du Moyen Age, sagement centré sur la mer Intérieure. Construit sur les témoignages de Velazco et d'Acosta, il nous révèle une vision étonnamment précoce et exacte d'une Amérique à peine rattachée pourtant au vieux Monde. Belle pièce au dossier de l'intelligence des *Conquistadores* qui avaient les yeux singulièrement ouverts sur le monde qu'ils ont parcouru.

1. L'étude générale de Leopoldo BENITES VINUESA, *Argonautas de la selva*, Mexico, Colección Tierra Firme, 1945, in-8°, 306 p. — Plus particulière, mais plus fouillée, José RUÍMAZO, *La región amazónica del Ecuador en el siglo XVI*, Sevilla, 1946, in-8°, 268 p. ; extrait de l'*Anuario de Estudios Americanos*, publ. de la Escuela de Estudios hispano-americanos.

2. *Los Alemanes en la conquista de América*, Buenos-Aires, 1941, in-8°, 268 p. Sur le ton de l'accueil réservé en Espagne à cette étude tendancieuse et rapide, cf. le compte-rendu de la *Revista de Indias*, 1947, nos XXVIII-XXIX, p. 541-543.

3. Ch.-A. JULIEN, *Les Français en Amérique pendant la première moitié du XVI^e siècle. Voyages de Gonneville, Verrazano, J. Cartier et Roberval*, Paris, Presses universitaires, 1946, in-8°, 228 p.

4. Javier DE IBARRA Y BORGES, *De California a Alaska. Historia del Descubrimiento*, Madrid, publ. de l'Inst. de Estudios políticos, 1945, in-8°, 192 p. — Alonso PORTILLO Y DIEZ DE SOLLANO, *Descubrimientos y exploraciones de las costas de California*, Madrid, publ. de la Escuela de Sevilla, 1946, in-8°, 542 p., 24 pl.

5. *Imagen del Mundo hacia 1570 Según las noticias del Consejo de Indias y de los tratadistas españoles*, Madrid, publ. de Consejo Hispanidad, 1944, in-fol. 140 p., nombreuses cartes. Autour du problème de la connaissance de l'Amérique, cf. l'article de Enrique ALVAREZ LOPEZ, *Revista de Indias*, 1945, p. 221-288 : *Las Plantas de América en la Botánica europea del Siglo XVI* ; montre notamment l'incidence des plantes américaines sur la médecine.

III. L'ORGANISATION DE LA CONQUÊTE : LES PROBLÈMES GÉNÉRAUX

La conquête n'est pas partout achevée en 1570, et pourtant, dans ses grandes lignes, c'est un fait révolu. Après ces remous, deux siècles et demi d'histoire coloniale frappent par leur apparente immobilité, l'Amérique espagnole est un monde vivant et, par conséquent, soumis à la loi du mouvement, mais les pulsations de sa vie économique et les modifications qui affectent ses structures sociales, majestueuses et lentes, ont échappé presque toujours au regard superficiel des chercheurs pressés.

Les droits de l'Espagne sur l'Amérique : le problème des « justes titres ». — L'Amérique conquise ou en voie de l'être pose à l'Europe et à l'Espagne toute une série de questions, plus, un cas de conscience¹. Il importe à l'Espagne de justifier un monopole que d'autres lui contestent. François I^{er} n'est pas seul à demander « la clause du Testament d'Adam qui l'exclut de son héritage ». En Espagne même, théologiens et juristes s'opposent à propos de l'Indien. L'Amérique demande à s'intégrer dans un système de pensées qui s'est constitué en dehors d'elle. Cet aspect continue à passionner l'américanisme espagnol ; le sujet n'est pas toujours traité sans passion, et il l'entraîne parfois assez loin de l'Amérique elle-même.

Avec le problème des « justes titres », nous touchons à un des thèmes favoris de l'historiographie espagnole. Pour se justifier à leurs propres yeux et aux yeux de l'Europe, les Espagnols invoquèrent d'abord la puissance universellement respectée, l'autorité pontificale. Les bulles de 1493 avaient conféré aux Rois Catholiques une souveraineté totale sur la partie du monde s'étendant à l'ouest de cette fameuse ligne qui a fait couler tant d'encre. Les positions ne devaient pas tarder à se modifier et l'Espagne elle-même de douter de la valeur de la donation de 1493, sur le plan temporel du moins, et d'invoquer d'autres titres plus réels et plus justes à la possession des Indes².

La question des bulles de 1493, qui partageaient le monde entre l'Espagne et le Portugal, reste une des plus obscures et des plus débattues. Le pape avait-il autorité pour conférer à un prince une domination temporelle ? Sur ce point précis, les contemporains eux-mêmes restaient très divisés et c'est un peu leurs doutes que reflètent les thèses qui s'affrontent aujourd'hui.

1. Dans une étude brève, mais extrêmement suggestive, *Los primeros experimentos sociales en America*, prologue et traduction de Leon MARTIN GRANIZO, *Congreso de estudios sociales*, Madrid, 1946, 148 p. (édition anglaise, 1935), Lewis Hanke passe en revue quelques-uns des cas de conscience posés en Espagne par la conquête des Indes et le sort des Indiens.

2. C'est à peu près dans ces termes qu'en tête de son premier grand livre, Silvio ZAVALA posait le problème, *Las instituciones jurídicas en la conquista de America*, publ. de la *Junta para ampliación de Estudios e investigaciones científicas Sección hispano-americana*, Madrid, 1935, in-4°, VII-349 p.

LUIS WECKMAN¹, reprenant avec une préparation théologique insuffisante le vieux thème, tranche un peu trop vite en des termes très proches de ceux auxquels était arrivé, de son côté, le Suédois STAEDLER². Pour lui, le problème est simple : le pape a partagé le monde en vertu de la *Omni Insular Doctrina*, qui, née au XI^e siècle, lui reconnaissait la suzeraineté de toutes les îles..., l'Amérique, à ses débuts, n'étant considérée autrement que comme un archipel. Manuel GIMENEZ FERNANDEZ³, ramène l'incident à des proportions plus modestes ; les bulles d'Alexandre VI n'ont guère été autre chose, dans la pensée des Rois Catholiques comme du pape, qu'un expédient destiné à débouter les Portugais de prétentions fondées sur des textes antérieurs. Le traité de Tordesillas, signé l'année suivante (1494) entre l'Espagne et le Portugal, et qui recule de 270 lieues vers l'Ouest la ligne en faveur du Portugal, ne prouve-t-il pas suffisamment que, du côté espagnol on ne se faisait pas beaucoup d'illusions sur la valeur des bulles obtenues l'année précédente grâce à des circonstances mises à profit par de froids politiques⁴.

Mais on se condamne à ne rien comprendre, si l'on sépare la question des bulles de l'ensemble de la pensée théologique et juridique du Moyen Âge finissant et si on n'envisage pas dans son ensemble le problème des « justes titres ». Sur ce point, l'ouvrage du Père CARRO⁵ me semble définitif. L'auto-

1. *Las Bulas Alejandrinas de 1493 y la Teoría política del Papado medieval. Estudio de la supremacía papal sobre las Islas (1091-1493)*. Introd. par Ernst H. KANTOROWICZ, Mexico, 1949, in-4°, in *Publicaciones del Instituto de Historia*, 1^{re} série, t. XI, 316 p., plus tableaux.

2. E. STAEDLER, *Die Urkunden Alexander VI zur westindischen Investitur der Krone Spaniens von 1493*. *Archiv für Urkundenforschung*, XV, 1938, p. 145, et *Die Cruciatu Martini V von 4 april 1418*, *Ibid.*, XVII, 1942, p. 304.

3. Manuel GIMENEZ FERNANDEZ, *Nuevas consideraciones sobre la historia, sentido y valor de las Bulas Alejandrinas*. *Escuela de Sevilla*, 1944, in-8°, xvi-257 p.

4. Les penseurs espagnols ont construit des systèmes juridiques pour justifier la domination de la Castille sur les Indes qui portent son nom ; cette domination, l'œuvre civilisatrice de l'Espagne suffit, de toute façon, à la légitimer, mais il importe de souligner et de tenter d'expliquer qu'il ne s'agit pas de toutes les Espagnes, mais de la seule Castille. « A Castilla y a León, nuevo mundo dió Colon. » Cette limitation curieuse, Juan MANZANO MANZANO (thèse reprise et développée dans *Incorporación de las Indias a la corona de Castilla*, Madrid, *Cultura hispánica*, 1948, xx-356 p., exprimée pour la première fois dans *Porque se incorporaron las Indias a la Corona de Castilla?*, Madrid, 1942) a tenté tout récemment de l'expliquer, et fort ingénieusement, trop ingénieusement peut-être au gré de certains. Pour Manzano, les Indes ont été données par le pape à Isabelle et Ferdinand et c'est par un acte de pure libéralité que le vieux politique les a rattachées à sa mort au royaume de Castille, qu'il jugeait plus évolué politiquement pour recevoir ce lourd cadeau. PEREZ ENSID (*Revista de Indias*, n° 33-34, 1948, p. 795-836 : *El problema de la Incorporación de las Indias a la Corona de Castilla*) proteste, défendant les droits de la Castille ; la politique atlantique menée par elle depuis le XIV^e siècle justifiait la possession des Indes. En fait, les deux thèses peuvent se concilier : ... la Castille était mieux prête à tous points de vue à recevoir le prodigieux mais encombrant héritage que lui légèrent les Rois Catholiques.

5. P. Venancio D. CARRO, O. P., *La Teología y los teólogos-juristas españoles ante la conquista de América*, Madrid, publ. de la *Escuela de Sevilla*, 1944, 2 vol. in-8°, t. I, 458 p. ; t. II, 478 p.

rité temporelle du Pape, qu'elle soit limitée aux îles, comme le voudrait Weckman, ou qu'elle prétende à l'ensemble de l'Occident en invoquant la Fausse Donation, n'est qu'une opinion entre autres que les théologiens thomistes ont toujours repoussée. Ni Vitoria ni Las Casas, pas plus jadis que saint Thomas d'Aquin, ne s'y sont jamais ralliés ; le pape n'a pu, pour les théologiens thomistes du XVI^e siècle, que conférer au roi d'Espagne la mission d'évangéliser les Indiens... ; et c'est à cette dernière opinion qu'avec quelques réticences la monarchie espagnole elle-même a fini par se rallier. C'est pourquoi, en présence de la faillite de la bulle, ceux que Carro appellent les théologiens juristes espagnols et des juristes authentiques ont forgé de nouveaux « justes titres ».

L'humaniste Sepulveda¹ invoque le droit de conquête et celui d'une culture supérieure à triompher d'une culture inférieure. Le défenseur de l'inégalité des races, l'adversaire de Las Casas ne croit pas à l'évangélisation sans contrainte. Vitoria et Las Casas, au contraire, voient dans l'évangélisation sans violence le seul titre qui puisse justifier la domination espagnole. Cette domination n'est plus inconditionnelle, mais elle suppose la réalisation préalable de l'œuvre missionnaire et civilisatrice ; on comprend qu'une telle doctrine, parfaitement dans la ligne de la pensée thomiste, n'ait pas suscité toujours beaucoup d'enthousiasme du côté des conquérants. Solorzano², nouvel argument après d'autres, fait appel à la prescription, aux catastrophes que ne manquerait pas de produire un changement brutal, s'il devait avoir lieu, car il ne peut songer à invoquer, dans des polémiques qui l'opposent aux puissances protestantes, l'autorité pontificale.

Le « problème indien ». — Mais le problème des « justes titres », est inséparable du problème indien en général³... Les deux causes ont été liées par

1. JUAN BENETTO PEREZ, *Gines de Sepulveda, Humanista y soldado*, Madrid, 1944, in-8°, 168 p.

2. F. JAVIER DE AYALA, *Ideas políticas de Juan de Solorzano. Escuela de estudios americanos de Sevilla*, Sevilla, 1946, in-8°, 583 p.

3. Presque toute l'œuvre de Silvio Zavala est centrée autour des problèmes de la rencontre de l'espagnol et de l'indien... ou plus exactement sur le problème indien tel qu'il a été pensé par les contemporains espagnols. C'est presque toute son œuvre qu'il faudrait citer, les *Instituciones jurídicas*, op. cit., et surtout l'*Encomienda indiana* (même collection que les *Instituciones*, t. II, Madrid, 1935, in-4°, 356 p.), *Ideario de Vasco de Quiroga*, Mexico, *Fondo de cultura economica*, 1941, in-8°, 3 f. et 72 p. (Vasco de Quiroga, ce fonctionnaire de l'*Audiencia* de Mexico qui mène une violente campagne antiesclavagiste et dont la pensée vient s'inscrire dans le courant des théologiens juristes, Juan de Palacios Rubios, Las Casas, Vittoria, etc.) ; *Servidumbre natural y libertad cristiana según los tratadistas españoles de los siglos XVI y XVII*, Buenos-Aires, 1944, in-8°, 112 p. et liv p. ap. — le tout repris dans un ouvrage de haute vulgarisation, paru d'abord en anglais, *New view points on the Spanish colonization of America*, 1943, in-8°, vii-118 p., et en espagnol, *Ensayos sobre la colonización en América*, Buenos-Aires, 1944, in-8°, 196 p. — Tout récemment encore, un certain nombre d'articles dispersés ont été réunis dans un gros livre, *Estudios indianos*, Mexico, 1949, gr. in-8°, 468 p. Toujours

une des plus belles et des plus attachantes figures du xvi^e siècle espagnol, le Père Las Casas, celui que nous persisterons d'appeler, malgré les fureurs d'une historiographie mal inspirée, « l'apôtre des Indiens ».

Quelle attitude adopter en présence des Indiens? Les théologiens thomistes distinguaient deux sortes d'infidèles¹, ceux qui n'avaient jamais connu l'Évangile et ceux qui, l'ayant reçu, l'avaient rejeté. C'est au premier groupe qu'appartenaient les Indiens; leurs titres de propriété demeuraient pleinement valables; la liberté, pas plus qu'aux chrétiens, ne pouvait leur être déniée. Cette interprétation libérale n'était pas unique, mais assez communément admise. C'est sous cette influence que les Rois Catholiques proclamèrent tout de suite la liberté de l'Indien. Mais la question ne s'est point tant posée sous un angle de droit que sur un plan de fait. La colonie naissante ne pouvait se passer de la main-d'œuvre indienne; c'est ainsi que sont nés spontanément les *repartimientos*², dans les Antilles, et qu'ils ont gagné le continent. L'institution typiquement américaine de l'*encomienda*, a été splendidement étudiée par Silvio ZAVALA; elle consiste à attribuer aux soldats de la Conquête un lot d'Indiens qui doivent à l'*encomendero*, en échange d'une protection et d'une évangélisation souvent fictives, le tribut et les services qui lui permettent de vivre. L'institution est née spontanément d'un besoin imprescriptible; il importait de la justifier; or, la chose n'était pas si aisée: faire cadrer l'*encomienda* et la liberté théorique de l'Indien, rendre compte de la disparition de la population indigène des Antilles, brusquement rattachée à une économie qui rompait le fragile équilibre de son genre de vie.

C'est alors (fait unique dans la colonisation européenne du xvi^e siècle) que, des rangs espagnols, des voix s'élevèrent pour crier au scandale. En 1511, le Dominicain Montesinos attaquait violemment en chaire l'*encomienda* et ses abus, suivi bientôt de tout son ordre. Ces premiers efforts ne furent guère couronnés de succès: les lois de Burgos (1512) et la déclaration de Valladolid (1513) accordaient, il est vrai, quelques apaisements aux protestataires; limitant les abus, elle conférait à l'*encomienda* une assise juridique...; et la lutte entre partisans de l'*encomienda* et adversaires de continuer... Depuis 1515, Bartolomé de las Casas domine le débat. C'est à son action qu'est dû le grand acte de 1542. La législation des *Nouvelles lois* se proposait d'éteindre l'*encomienda*; elle interdisait, en effet, à l'*encomendero* de transmettre ses Indiens avec le reste de son héritage.

sur le même problème de la liberté théorique de l'Indien et de sa servitude de fait, signalons une bonne publication de documents; il s'agit de trois avis motivés du *Consejo de Indias*, en réponse à la *Real Cédula* du 24 novembre 1601: Fray Miguel DE AGIA, *Servidumbres personales de indios*, édition et étude préliminaire de F. Javier DE AYALA, Seville, 1946, in-8°, LII-141 p.

1. Cf., plus particulièrement, de Silvio ZAVALA, *Servidumbre natural y libertad cristiana* et *New view points*; cf. aussi le Père CARRO, *Theologia...*, op. cit.

2. Cf. plus particulièrement, de Silvio ZAVALA, *L'encomienda indiana*, op. cit.

Victoire à la Pyrrhus (et il en est presque toujours ainsi de la législation des Indes); contre la distance, le Roi Catholique est impuissant : l'*encomienda* s'éteindra d'elle-même, beaucoup plus tard (fin xviii^e-début xix^e siècle), quand elle sera devenue inutile. Car, au cours des siècles, parallèlement à l'*encomienda* et sans qu'il y ait aucune filiation entre les deux phénomènes¹, une très grande propriété foncière s'est constituée. Ce sont les *haciendas* qui couvrent encore la plus grande partie de l'Amérique espagnole².

Légende noire, légende rose. — Le grand débat soulevé par Bartolomé de Las Casas n'est pas mort. Autour de son œuvre continuent de s'affronter tenants de la légende noire et tenants de la légende rose. Pour ou contre la colonisation espagnole, il n'est pas une année où des livres ne paraissent, reprenant sans se lasser des arguments vieux de quatre siècles. Débat sans issue dont les termes sont mal posés.

Las Casas, pour convaincre la cour de Charles-Quint de la nécessité d'une action immédiate en faveur des Indiens, a présenté de la conquête, dans sa *Brevissima relación de la destrucción de las Indias*, une vision, reprise dans son *Historia de Indias*, qui, pour être faite uniquement de témoignages de première main, n'en est pas moins fautive (Las Casas, moins encore que ses contemporains, qui ne l'avaient guère, n'avait la notion du chiffre). Mais aussi n'avait-il pas l'intention de faire une histoire impartiale. Son œuvre est un plaidoyer, et le fait que ce plaidoyer ait inspiré la législation des Indes, comme le dit fort bien le Père CARRO³, derrière Lewis HANKE⁴, n'est-ce pas à l'honneur de l'Espagne?

Pour ne pas avoir voulu le comprendre, Romulo D. CARBIA⁵, a voué à Las Casas une haine ridicule; son « histoire de la Légende noire » est symptomatique d'une apologétique mal inspirée qui continue d'avoir cours. Son livre, faussé à la base par une erreur d'imputation, n'en est pas moins construit suivant les meilleures règles, intéressant à lire, supérieur même au classique JUDERIAS⁶. Romulo Carbia montre sans peine que les pamphlétaires français, anglais et hollandais qui se livrent contre l'Espagne à des attaques intéressées puisent à pleines mains dans l'arsenal que leur fournit Barto-

1. Silvio ZAVALA est arrivé à cette conclusion dans un de ses derniers ouvrages, *New view points on Spanish Colonization*; l'idée n'apparaît pas encore dans l'*Encomienda indiana*.

2. Il serait peut-être possible d'étendre, avec des modalités particulières à l'ensemble des Indes de Castille, les conclusions auxquelles est parvenu François CHEVALIER, dans un travail excellent encore inédit, *La naissance du grand domaine au Mexique* (thèse présentée en Sorbonne en mars 1949).

3. *Op. cit.*

4. Lewis HANKE, *Las teorías políticas de Bartolomé de las Casas*, Buenos-Aires, 1935.

5. Romulo D. CARBIA, *Historia de la leyenda negra hispano-americana*, Madrid, publ. de la Hispanidad, 1944, 267 p., 23 pl.

6. Julian JUDERIAS, *La leyenda negra. Estudios acerca del concepto de España en el Extranjero*, 1^{re} éd., 1914; nombreuses rééditions, la dernière : Madrid, 1943, in-8°, 400 p.

lomé de Las Casas. Le fait est prouvé, mais, de là à rendre Las Casas responsable de la Légende noire, il n'y a qu'un pas qu'il n'eût pas fallu franchir¹.

Or, le temps où Robertson construisait son histoire d'Amérique comme une longue diatribe contre la colonisation espagnole est quand même bien révolu. Et, s'il continue de paraître des « poulets » comme ceux de BRION² ou de PEREZ³, nul ne songe plus à les prendre au sérieux. C'est de l'étranger que viennent désormais les défenses les plus chaleureuses (le fait a son importance). Nombre d'ouvrages nord-américains se sont appliqués, ces temps derniers, à remettre les choses au point ; nous avons déjà cité Lewis HANKE⁴ ; il faudrait citer aussi Bailey W. DIFFIE⁵ et C. H. HARING⁶. Il faudrait mentionner toute l'*Hispanic American Historical Review*. Du côté espagnol, les réfutations abondent : c'est, entre mille, le travail de Carlos PEREYRA⁷ (ce Mexicain, Espagnol de cœur, qui est mort dans sa patrie d'adoption), et de nombreuses rééditions de textes⁸. Il est temps, sans aucun doute, que prenne fin la polémique ; elle a servi, à son heure, la cause de l'Histoire, mais elle est arrivée aujourd'hui à un point mort.

Un fait, toutefois, demeure acquis (et les rééditions des grands classiques et les *Fuentes* de Zavala font plus pour lui que toute cette littérature de bataille) : nul gouvernement, nulle administration coloniale, dans ses hautes sphères du moins, n'eut pour l'humanité indigène placée sous sa sauvegarde, une sollicitude comme l'espagnole⁹.

1. La haine que Carbia porte à Las Casas le conduit parfois jusqu'au grotesque. Sur le problème très débattu de l'authenticité de la *Vie de l'Amiral*, dont certains refusent la paternité à Hernandez Colón, Carbia a une explication qu'il a exprimée dans une série d'articles, et fort simpliste (cités p. 95 dans le t. I de *Cristóbal Colón* de BALLESTEROS BERETTA : c'est un faux dû au machiavélique Dominicain).

2. Marcel BRION, *Bartolomé de las Casas, padre de los indios*, Buenos-Aires, Editorial Futuro, 1945, 158 p.

3. Prof. Aquiles R. PEREZ, *Las mitas en la Real Audiencia de Quito*, Quito, 1947, 536 p.

4. *Las teorías políticas de Bartolomé de las Casas*, op. cit.

5. Bailey W. DIFFIE, avec la collaboration de J. WHITEFIELD DIFFIE, *Latin American Civilization, Colonial period*, Harrisburg, Stackpole Sons, 1945, in-8°, viii-812 p., ill. et cartes, dont Silvio ZAVALA a fait un très substantiel compte rendu in *Annales E. S. C.*, 1948, p. 475-479 : *Un livre nord-américain en faveur de la colonisation espagnole*.

6. C. H. HARING, *Spanish Empire in America*, New-York, 1947, in-8°, 388 p.

7. Carlos PEREYRA, *Las Huellas de los Conquistadores*, Madrid, publ. Consejo de la Hispanidad, 1942, in-8°, 316 p., s'efforce de dégager la vraie figure du Conquistador, ni ange ni bête, mais plus ange que bête. — Dans un article de la *Revista de Indias*, 1940, n° 11, p. 5-34 : *Las « Noticias Secretas » de América y el enigma de su publicación*, PEREYRA, dénonce la supercherie d'un des grands classiques de la Légende Noire. Sa démonstration ingénieuse n'emporte pas la conviction.

8. *La Humanidad de los españoles en las Indias*, 1^{re} édition italienne, 1780 ; 1^{re} éd. espagnole, 1782 ; rééd., 1944. Prologo de C. Perez BUSTAMANTE. Col. Cisneros, vol. 60-61, Madrid, 1944.

9. L'ouvrage de Constantino BAYLE, S. J., *El protector de Indios*, Sevilla, publ. de la Es-

Mais le danger, et il n'a pas toujours été évité, c'est de tomber des excès de la légende noire dans ceux de la légende rose, de ne pas faire le départ qu'il importe entre ce qui a été désiré et ce qui a été exécuté, de confondre la réalité indienne avec les trop belles prescriptions de la législation des Indes. Pour faire ce départ, il importerait de déplacer le centre d'intérêt des études actuelles, de le porter sur le plan des rapports concrets entre Espagnols et Indiens. Cette étude, malgré quelques travaux intéressants, reste encore à conduire.

Indiens et Espagnols en Amérique. Connaissance de l'indien. — Bornons-nous à dire, pour ne pas sortir de notre domaine, que la connaissance des civilisations préhispaniques, indispensable à notre étude, a réalisé, au cours de ces dernières années, des progrès considérables¹.

Connaissance concrète aussi de l'émigration espagnole. Sur ce dernier point précis, un pas décisif a été franchi et il est à souhaiter que l'effort se poursuive. Dispersées dans 412 *legajos* du fonds de la *contratación*, les archives des Indes renferment des renseignements sur le mouvement de l'émigration. C'est une partie de ces documents² que le personnel des Archives des Indes, sous la direction de son éminent directeur Don Cristóbal BERMUDEZ PLATA, commence à mettre à jour. Ils ne nous permettent pas encore de connaître toute l'émigration espagnole aux Indes, mais ils suffisent pour dégager sur la provenance géographique, la répartition des sexes..., l'origine sociale des émigrants, des conclusions qui ont été déjà en grande partie tirées³. Les conclusions de BUSTAMANTE et de ARZUA se rejoignent... : exclusion des non-chrétiens et des étrangers plus effective que l'on ne le croyait, une émigration originaire du royaume de Castille [prédominance des Andalous (37,5 %) moins nette qu'on ne le pensait, importance des apports de la

cuela de Estudios hispano-americanos, 1946, x-176 p., attire l'attention sur une institution curieuse dont le but était précisément de veiller à la sauvegarde des Indiens.

1. Nous renvoyons au *Journal des américanistes*. Qu'il nous soit permis, toutefois, de rappeler aux lecteurs de la *Revue historique* l'ouvrage capital du docteur P. RIVER et de H. ARSANDAUX, *La métallurgie en Amérique précolombienne. Travaux et mémoires de l'Institut d'ethnologie*, t. XXXI, Paris, 1946, in-4°, 254 p., bibliographie et index détaillés.

2. *Catálogo de pasajeros de Indias, durante los siglos XVI, XVII, XVIII. Redactado por el personal facultativo del archivo general de Indias bajo la dirección del director del mismo, Don Cristóbal Bermúdez Plata*, vol. I (1509-1534), Sevilla, 1940, xvi-518 p., 2 f., porte sur 5,320 noms ; vol. II (1535-1538), Sevilla, 1942, xiv-521 p., porte sur 5,600 noms. Jusqu'ici on ne disposait pratiquement sur cette question que des tomes VIII à XIII de la *Colección de documentos para la historia de hispano-américa* (publiés de 1930 à 1932) pour la période de 1534 à 1588, mais très loin d'être exhaustifs. Une étude définitive pourra être faite quand le travail de dépouillement des 150,000 fiches de l'A. G. I., en cours, sera terminé. Un troisième tome est paru en 1946.

3. Sur ce remarquable travail, deux essais d'interprétation ont été publiés dans la *Revista de Indias*. Sur le premier volume, C. PEREZ BUSTAMANTE, *Las regiones españolas y la población de América (1509-1534)*, 1941, n° 6, p. 81-101, 12 cartes. Sur le second, J. RODRIGUEZ ARZUA, *Ibid.* (1509-1538), 1947, n° 80, p. 698-748.

Meseta centrale (47,7 %); les provinces du Nord, en troisième position, viennent très loin en arrière avec 5,5 %], au total plus des dix-neuf vingtièmes des émigrants, dans la première moitié du *xvi*^e siècle, sont originaires du royaume de Castille. Le royaume d'Aragon [Aragon proprement dit et région de l'Èbre (2,1 %), Levante (1,1 %)] n'a presque rien fourni. L'Amérique espagnole mérite bien son nom d'Indes de Castille; aucune mesure législative n'en est responsable. L'Aragon, tourné vers l'aventure italienne et méditerranéenne, s'est, au *xvi*^e siècle du moins, complètement désintéressé de l'Amérique. Émigration de cadres, clercs, hidalgos, *letrados*, et toute la gamme des artisans, le paysan et l'homme de peine, n'apparaît pas; l'Indien et le noir l'excluent. Extraordinaire masculinité, enfin : les femmes ne forment que 6,9 % des départs étudiés par Arzus, et plus de la moitié proviennent de la province de Séville¹. Dans ces conditions, le métissage avec l'Indien est une nécessité physiologique.

Nous serons bientôt en possession d'une excellente étude sur le métissage, si nous en jugeons par la qualité des articles que le professeur R. KONETZKE lui consacre². Konetzke dégage l'extraordinaire conjonction de circonstances qui favorise le mélange des races : cette forte masculinité de l'émigration que nous signalions tout à l'heure, l'attraction physique des Indiennes pour l'homme blanc, la complaisance de l'Indien qu'honore le choix du conquérant, l'absence de préjugé de couleur chez l'Espagnol. Dans ces conditions, le rapt, la violence, inutiles, sont exceptionnels, tout au plus lors des premiers contacts, mais le mariage, fréquent au début entre Espagnols et Indiennes des classes supérieures (la politique de Cortés le favorisa), recule avec le temps devant une forme de concubinage (les *Naborias*) que les lois civiles et religieuses condamnent en vain.

Mais les conditions cessent finalement d'être aussi propices. Le contact prolongé des deux races altère leurs rapports. Le mariage recule, devant la naissance d'un préjugé qui n'est pas un préjugé de couleur (et nous sommes ici au cœur de la pensée de R. Konetzke), mais un préjugé social. On aboutit ainsi, à la fin du *xviii*^e siècle, à cette société décrite par Humboldt, dont la stratification sociale repose sur la couleur de l'épiderme. La présence des noirs, méprisés, amenés toujours plus nombreux par la traite, n'a pas été sans contribuer à l'essor de cette conception nouvelle, tellement contraire au génie espagnol et comme surimposée.

La signification pour l'Amérique de l'apport des noirs, ses modalités, ses conséquences fort différentes d'une région à l'autre mériteraient une série d'études qui manquent encore. L'histoire institutionnelle de SCHELLE ne répond pas à nos questions. Le problème a été étudié de main de maître, au

1. Preuve que l'émigration de Séville se distingue par une plus grande stabilité, des familles partent avec l'idée préconçue de faire souche, et ce dès le *xvi*^e siècle !

2. *El mestizaje y su importancia. Revista de Indias*, 1946, n° 23, p. 7-44; n° 24, p. 215-230.
— De même, *Hernán Cortés como poblador de la Nueva España. Ibid.*, n° 31-32, p. 341-381.

Brésil, par Gilberto FREYRE¹. L'article de Roger BASTIDE² est fort suggestif ; il faudrait aller plus loin et envisager la question sous un angle non plus exclusivement sociologique, mais historique, plus fécond.

Il est encore trop tôt pour donner de l'évolution de la population des Indes de Castille une vue d'ensemble, car il nous manque toujours des monographies indispensables de la qualité de celles de Sherburne F. Cook et Lisley BYRD SIMPSON³. C'est pourtant ce qu'ont tenté de faire, avec des chances diverses, Angel ROSENBLAT⁴ et Rodolfo BARON CASTRO⁵, dans une étude qui présente, à propos de la population salvadorienne, une tentative d'interprétation de la démographie hispano-américaine. Le travail de Sherburne F. Cook et Lisley Bird Simpson est de grande qualité, il montre très précisément de combien et sous quels facteurs la courbe démographique du Mexique indigène s'effondre au contact du blanc, porteur de germes pathogènes et destructeur d'équilibres fragiles de genres de vie en porte à faux. Cette baisse de la population, Angel Rosenblatt est bien obligé de l'admettre. Même en acceptant son évaluation faible de la population indigène à l'arrivée des Espagnols (13.385.000, alors que le docteur Rivet se rallie à un chiffre de 40.000.000), il faut constater que l'Amérique n'avait pas rattrapé avant l'extrême fin de la période coloniale sa population primitive, malgré l'apport constant des blancs et des noirs, au cours de ces trois siècles.

Quant à l'étude diffuse, de Rodolfo BARON CASTRO, elle n'en offre pas moins un intérêt. Nous eussions préféré que Baron Castro concentrât son attention sur le Salvador. Les résultats optimistes auxquels il arrive en partant du cadre concret de son étude ne peuvent toujours être étendus à l'ensemble du continent, — le travail de Cook et Simpson nous le prouve. Sans doute, le souci de tuer une fois encore une légende noire bien morte est-il responsable d'un certain gauchissement des faits. Ces quelques réserves n'enlèvent rien à la valeur d'un travail suggestif qui mériterait d'être suivi. C'est à ce prix et à ce prix seulement que l'histoire vraie et profonde de la colonisa-

1. Gilberto FREYRE, *Casa Grande y Senzala*, trad. esp. Emécé, Buenos-Aires, Editores S. A., 1943, 2 vol., xciii-237 et 387 p. — *Nordeste*, trad. esp., Buenos-Aires, 1943, 237 p. — *Interpretacion del Brasil*, Mexico, Fondo de cultura economica, 1945, 195 p.

2. *Les Amériques noires*, introd. de Lucien FEBVRE. *Annales E. S. C.*, 1948, n° 4, p. 409-426. Il met au courant, notamment, des travaux du sociologue américain Melville J. Herkovits. Pour plus ample bibliographie, cf. cette étude.

3. *The population of Central Mexico in the XVIth Century*, Berkeley, 1948, vi-242 p., 54 cartes, 3 graphiques, in *Collection Ibero-Americana*.

4. *La población indígena de América desde 1492 hasta la actualidad*, Buenos-Aires, 1945, gr. in-4°, 292 p. Reprend et creuse la matière d'une série d'articles parus en 1935 dans la *Rev. Tierra Firme*.

5. *La población de El Salvador. Estudios cerca de su desenvolvimiento desde la época prehispánica hasta nuestros días*. Prólogo de Carlos Pereyra, Madrid, 1942, in-4°, 644 p. et cartes hors texte, publ. Consejo Inv. Cient. Cf. aussi son article : *Política racial de España*. *Revista de Indias*, 1946, n° 26, p. 781-801.

tion espagnole en Amérique réalisera les progrès décisifs qu'il lui reste encore à faire.

Institutions et droit espagnol aux Indes. — Les institutions de l'Amérique espagnole sont mieux connues ; elles sortent peu à peu de l'ombre ; les organes centraux de l'administration des Indes, *Casa de Contratación* et *Consejo de Indias*, sont maintenant parfaitement étudiés jusqu'à la fin du XVIII^e siècle grâce à l'étude capitale d'Ernest SCHÄFER¹.

Il n'en est pas, malheureusement, de même des organes locaux de l'administration, beaucoup plus difficiles à saisir, parce qu'intimement liés aux structures d'une société mal connue. Il serait à souhaiter que l'excellente étude que J. H. PARRY² a consacrée à l'Audiencia de Nouvelle-Galice attire d'autres chercheurs dans cette voie. Si on descend au-dessous de l'Audiencia jusqu'au *cabildo*, jusqu'à l'*alcade*, jusqu'au *corregidor*, jusqu'au *cacique*..., jusqu'à la réalité de l'administration locale, le vide demeure à combler.

L'historien a tout intérêt à se reporter, il est vrai, sans céder au préjugé de la séparation stricte et arbitraire des disciplines, aux travaux des juristes. L'étude du droit espagnol aux Indes a fait ces dernières années, sous l'impulsion du grand historien juriste argentin Ricardo Levene et de l'Espagnol exilé Jose Maria Ots-Capdequi, des progrès sensibles. Ricardo LEVENE dirige deux collections³ qui, dédiées à l'histoire du droit argentin, serviront, en fait, pour toute l'Amérique espagnole. Quant à Jose Maria OTS-CAPDEQUI, nous lui devons une rapide synthèse, « L'État espagnol aux Indes⁴ », et une œuvre capitale, son « Manuel du droit espagnol aux Indes et du droit proprement indien⁵ ». L'étude de Ots-Capdequi dépasse de beau-

1. Ernesto SCHÄFER, *El consejo Real y supremo de las Indias, su historia, organización, y labor administrativo hasta la terminación de la Casa de Austria*, t. I : *Historia y Organización*, Sevilla, 1935, in-4°, xviii-436 p. ; t. II : *La labor del Consejo...*, Sevilla, 1947, in-4°, xv-680 p. Cf. compte rendu critique ici même, *Revue historique*, à paraître, complétant sur un point précis le livre de Schäfer, article de Leopoldo ZUMALACAREGUI (*Revista de Indias*, 1947, n° 30 : *Las ordenanzas de 1531 para la Casa de Contratación de las Indias*) nous rappelle que le monopole de Séville fut mis en cause dès le début du XVI^e siècle ; il montre, en étudiant à l'aide de documents nouveaux les ordonnances de 1531, avec quel soin et avec quel souci du détail le gouvernement de Charles-Quint veillait au bon fonctionnement et à l'efficacité du monopole sévillan sur l'Amérique, un des piliers les plus sûrs de la fiscalité royale sur les Indes.

2. J. H. PARRY, *The Audiencia of New Galicia in the XVth Century. A study in Spanish colonial government*, Cambridge University Press, in-8°, x-205 p. et cartes. Cf. mon compte rendu in *Revue historique*, 1950, à paraître.

3. *Historia del derecho argentino*, 10 tomes prévus, 3 parus, à ma connaissance, entre 1945 et 1946. — *Colección de estudios para la historia del derecho argentino*, Buenos-Aires, 1941, en cours de publication. Réédition de classiques et solides monographies.

4. *Manuel de Historia del Derecho español en las Indias y del derecho propiamente indiano*, 2 vol., Buenos-Aires, Éditions Losada, 1945.

5. J. M. OTS-CAPDEQUI, *El Estado español en las Indias*, Mexico, Fondo de Cultura Económica, 1^{re} éd., 1941 ; 2^e éd., 1946, in-8°, 212 p.

coup l'objectif d'un bon manuel de droit. Son livre constitue peut-être sur la société du monde colonial, sur les organes de la vie économique et sur les institutions politiques, centrales et locales de la colonie, la synthèse la meilleure et la plus commode que nous ayons.

Les Indes de Castille, face au monde. — Les Indes ont fait l'objet des convoitises les plus vives au cours de leur histoire, rançon de leur richesse. Au tout premier rang de ces convoitises, l'Angleterre, avant la Hollande¹; bornons-nous ici à signaler deux livres qui s'attachent à deux aspects précis de la rivalité hispano-anglaise² en Amérique : RUMEU DE ARMAS, qui retrace avec beaucoup de détails les premières attaques de John Hawkins³ contre l'Amérique espagnole, en enrichissant l'histoire déjà connue du précurseur des grands corsaires de données nouvelles tirées des archives espagnoles; CALDERON QUIJANO⁴, quant à lui, fait avec un souci souvent exagéré du détail l'histoire événementielle exhaustive des établissements anglais de Belice accrochés au flanc du Yucatan, question toujours pendante et jamais résolue. Malgré la violence des attaques que l'Amérique eut à subir, ces attaques restèrent toujours limitées à quelques points des côtes. Plus, d'ailleurs, que l'efficacité de ses défenses, son immensité la protégea.

Histoire culturelle de l'Amérique coloniale : évangélisation; œuvre civilisatrice; art. — Les trois siècles de paix dont l'Hispano-Amérique a joui sous la domination espagnole n'ont pas peu contribué à favoriser l'œuvre civilisatrice de la métropole. Deux livres rapides embrassent tous les aspects d'un sujet trop complexe et trop peu étudié encore pour que ses aperçus fussent pleinement satisfaits⁵.

L'évangélisation a fait l'objet de tous ses soins. Les quinze dernières années n'ont pas vu la publication d'une œuvre comparable à *La conquête spirituelle du Mexique*⁶, mais l'impulsion n'a pas été perdue. C'est sans aucun doute à

1. Sur un point précis de la rivalité hispano-hollandaise aux Indes, un article qui annonce une étude plus ample : Engel SLUITER, *Dutch-spanish rivalry in the Caribbean Area, 1594-1609*. Extr. de l'*Hisp. Am. Hist. Rev.*, 1948, 165-190 p.

2. Sur l'origine du renversement total des relations de la Castille et de l'Angleterre, on peut se reporter avec profit à l'article de Manuel Alvarez Fernandez ALVAREZ, *Origenes de la rivalidad naval hispano inglesa en el siglo XVI*. *Revista de Indias*, 1947, n° 28-29, p. 311-369.

3. Antonio RUMEU DE ARMAS, *Los viajes de John Hawkins en América (1562-1595)*, Sevilla, publ. de la *Escuela de Estudios hispanoamericanos*, 1947, in-8°, xx-486 p.

4. Jose Antonio CALDERON QUIJANO, *Belice, 1663 (?) - 1821. Historia de los establecimientos británicos del río Valés hasta la Independencia de Hispanoamérica*. Prologo de Vicente RODRIGUEZ CASADO, Sevilla, publ. de la *Escuela de Estudios hispanoamericanos*, 1944, in-8°, xix-504 p.

5. Mariano PICON Y SALAS, *De la conquista a la independencia (3 siglos de historia cultural hispanoamericanista)*, Mexico, Fondo de cultura economica, 1^{re} éd., 1934. — Plus rapide encore, Pedro HENRIQUEZ URENA, *Historia de la cultura de America Hispanica*, Mexico, Fondo de Cultura economica, *Colección Tierra Firme*, 1947, in-8°, 220 p.

6. R. RICARD, Paris, 1933, in-4°, 404 p.; quelques points précisés par l'auteur et réponses

l'œuvre de R. Ricard qu'est due la réédition du livre du grand ouvrier de la conquête spirituelle du Mexique, le père de l'ethnographie, Fray Bernardino DE SAHAGÚN¹. Il faudrait citer toute une série de publications de textes², de monographies de grands missionnaires³, de monographies de géographie missionnaire⁴. RUBIN VARGAS UGARTE consacre, dans un livre rapide, 200 pages à l'évangélisation du Pérou par les Jésuites⁵, tandis que le Père ASPURZ étudie le rôle des étrangers dans les missions américaines⁶. Toute une série de monographies et d'études de détail dont la liste est loin d'être exhaustive et qui appelle maintenant un grand travail de synthèse.

L'œuvre d'évangélisation, dont on ne saurait trop souligner l'incroyable succès, unique dans l'histoire missionnaire, est inséparable de l'œuvre civilisatrice. Le missionnaire est à la fois prêtre, technicien, maître d'école, commis voyageur de la civilisation européenne. C'est un peu à ce thème que s'attache le Père BAYLE⁷, dans un livre qui, comme tous ses livres, tient plus à la bonne vulgarisation qu'à l'érudition. A l'origine de l'imprimerie en Amérique espagnole⁸ (elle précède d'un siècle l'imprimerie en Amérique anglo-saxonne), nous trouvons, faut-il s'en étonner, des ordres mendiants et plus spécialement des Franciscains⁹.

L'Amérique espagnole, intégrée à l'Europe par l'intermédiaire de sa métropole, participe à ses angoisses ; ses problèmes sont ses problèmes. JIME-

à des critiques mal inspirées dans un article de la *Revista de Indias : Reflexiones acerca de la evangelización de México por los misioneros españoles del siglo XVI*, 1944, n. 15. Quoique sortant de notre domaine, mais à consulter pour la méthode : *Les Jésuites au Brésil pendant la seconde moitié du XVI^e siècle (1549-1597)*. *Revue d'histoire des missions*, 1937, p. 325-370 et 435-470.

1. *Historia General de las cosas de Nueva España*, Mexico, 5 vol., 1939-1940.

2. *Relación breve de la venida de los de la Compañía de Jesús en Nueva España. Año 1602*, d'après un manuscrit anonyme de l'*Archivo histórico de la Secretaría de Hacienda*. Édition annotée de FRANCISCO GONZÁLEZ DE COSÍO, Mexico, 1945, xvi-120 p. — L'excellente histoire de la chrétienté de Quito, due à un Jésuite du XVIII^e siècle et mise à jour en 1947, est un texte précieux. Dans la *Biblioteca misionaria Hispanica*, série B, vol. II B : P. Bernardo REGIO, S. J., *Compendiosa Relación de la Cristiandad de Quito*, éd. et prologue du P. Carlos GARCÍA GÓLDARAZ, S. J., Madrid, publ. du Consejo, 1947, in-8°, 696 p.

3. *Deux artisans de la conquête spirituelle du Mexique au XVI^e siècle : Valdes Ocuaviano. El Padre Tembleque*, Mexico, 1945, in-8°, 218 p., 3 f. — SALVADOR ESCALANTE PLANCARTE, *Fray Martín de Valencia*, Mexico, éd. Cosío, 1945, xviii-300 p.

4. FELIX ZUBILLAGA, S. J., in *Bibliotheca Instituti Historici*, vol. I : *La Florida. La Mission Jesuistica (1566-1572) y la colonización española*, Roma, 1941, in-8°, 473 p., plus cartes.

5. *Los Jesuitas del Perú (1568-1767)*, Lima, 1941, 228 p.

6. LAZARO DE ASPURZ, O. F. M., *La aportación extranjera a las Misiones españolas del Páramo Regio*, Madrid, 1946, in-8°, 334 p.

7. *España y la educación popular en América*, Madrid, 1^{re} éd., 1934 ; 2^e éd., corrigée et augmentée, 1941, in-8°, 440 p.

8. JOSE TORRE REVELLO, *El libro, la imprenta y el periodismo en América durante la dominación española*, Buenos-Aires, 1940, in-8°, 269 et ccxxviii-20 p.

9. GERARDO ROMÁN ZULAIKA, *Los Franciscanos y la Imprenta en México en el siglo XVI*, Mexico, 1939, in-8°, 373 p.

NEZ RUEDA le prouve¹. Son travail repose sur les papiers de l'Inquisition de l'*Archivo general de la Nación*, une source de tout premier plan. Avec quelques années de décalage, les grands drames de l'heure, Érasme, Réforme, Rationalisme du XVIII^e siècle... se reflètent dans les procès de l'inquisition mexicaine. Les influences du folklore espagnol sur le folklore hispano-américain sont bien dégagées dans deux études, l'une consacrée à l'Argentine, l'autre au Mexique, et qu'il fallait signaler². Réplique hispano-américaine des problèmes européens, soit, mais il arrive que l'Hispano-Amérique, pays neuf, se montre plus hardie que sa métropole et qu'elle réalise ou tente de réaliser ce que l'Europe n'a pas osé faire. C'est ce que montre Silvio ZAVALA dans un livre extrêmement curieux, où nous voyons Vasco de Quiroga, l'évêque de Michoacan, tenter dans la terre neuve du Mexique la réalisation concrète de l'*Utopie* de Thomas More³. C'est une exception, il est vrai ; le plus souvent, l'imitation est gauche, et il n'est pas sans intérêt de suivre dans un livre par ailleurs médiocre⁴ les imitations provinciales du tout-Lima à la recherche, dans le domaine dramatique, d'une expression personnelle qu'il ne trouvera pas.

Infiniment plus fécond, le domaine de l'architecture et des arts plastiques. Pour se borner à l'essentiel, signalons trois publications maîtresses consacrées à l'architecture hispano-américaine. Un merveilleux instrument de travail⁵ et deux gros ouvrages de synthèse⁶. L'histoire de l'architecture hispano-américaine de Diego IÑIGUEZ, solidement bâtie, est un bon livre de référence, mais plus suggestive l'histoire du marquis de Lozoya. Particulièrement féconds, à notre avis, les jalons posés par le marquis de Lozoya en vue d'une étude qui reste à faire et qui permettrait de suivre les influences extrême-orientales sur le baroque hispano-américain et, de là, sur le baroque

1. JULIO JIMENEZ RUEDA, *Herejías y supersticiones en la Nueva España (los heterodoxos en México)*, Mexico, 1946, in-4°, 310 p.

2. JUAN ALFONSO CARRIZO, *Antecedentes hispanomedievales de la poesía tradicional argentina*, Buenos-Aires, in-8°, 816 p. — VICENTE T. MENDOZA, *El Romance español y el Corrido Mejicano*, Mexico, 1945, in-8°, 832 p.

3. *La « Utopía » de Thomas Moro en la Nueva España y otros estudios*, Mexico, 1937, ix-60 p. ; repris dans un article des *Annales E. S. C.*, 1948, n° 1 : *L'Utopie réalisée. Thomas Moro au Mexique*, prologue de Lucien FEBVRE, p. 1 à 8.

4. GUILLERMO LOHMANN VILLENA, *El arte dramático en Lima durante el Virreinato*, Madrid, publ. du Consejo, 1945, viii-648 p. ; DU MÊME, *Un poeta virreinal del Perú : Juan del Valle Caviedes*, *Revista de Indias*, 1948, n° 33-34, p. 771-794.

5. DIEGO ANGULO IÑIGUEZ, *Planos de Monumentos arquitectónicos de América y Filipinas, existentes en el Archivo de Indias*, publ. del Laboratorio de Arte de Sevilla. Comprend : un catalogue des plans contenus dans les Archives des Indes, t. I, Sevilla, 1933, in-8°, vi-194 p. ; t. II, Sevilla, 1934, p. 195-420 ; — deux volumes d'étude de ces plans, t. I, 396 p. ; t. II, 337-811 p., Sevilla, 1939 ; — trois volumes de planches in-folio, Sevilla, 1939.

6. Du même, avec la collaboration de Enrique MARCO DORTA, *Historia del arte hispano-americano*, t. I (l'architecture), Buenos-Aires, Salvat ed. Barcelona, 1945, in-4°, 714 p. et 20 planches, 831 dessins. Dans la grande *Historia del Arte* du marquis de LOZOYA, Madrid, 1945, in-4°, 800 p. ; t. IV (consacré au baroque, 250 à 300 p. excellentes consacrées à l'Amérique coloniale et aux Philippines).

européen. Comment ne pas admettre que la ligne du galion de Manille, qui unissait chaque année les Philippines à Acapulco, n'ait pas servi cette pénétration¹?

IV. L'ORGANISATION DE LA CONQUÊTE : LES NUANCES RÉGIONALES ET LA VIE ÉCONOMIQUE²

Au sein de cette Amérique espagnole coloniale qui est toute diversité, il importe de distinguer suivant les lieux. A la division bipartite du début, vice-royaume de la Nouvelle-Espagne et du Pérou, qui demeure vraie, en gros, jusqu'au XVIII^e siècle, fait place la division quadripartite d'après 1776 : Nouvelle-Espagne, Pérou, Nouvelle-Grenade, Plata.

La Nouvelle-Espagne. — Les Antilles, qui se rattachent administrativement au vice-royaume, forment un monde distinct et qui très vite a échappé, dans ses parties les plus vivantes, à la colonisation espagnole³. L'histoire de la Nouvelle-Espagne reste encore en grande partie à écrire. Anne MERRIMAN PECK⁴ survole quatre siècles et englobe l'ensemble de ce qui fut le vice-royaume ; le livre est étroitement événementiel et d'une exactitude qui laisse parfois à désirer, mais d'une lecture agréable. On pourrait faire les mêmes remarques à propos de BANEGAS GALVAN⁵.

L'histoire économique du Mexique a fait, ces années dernières, des progrès décisifs. William DUSEMBERG⁶ étudie l'action de la Couronne favorisant l'élevage au détriment de l'agriculture en Nouvelle-Espagne, comme dans la péninsule. Mais, bornons-nous à signaler, en nous limitant à l'essentiel, les trois ouvrages capitaux de F. Chevalier, W. Borah et W. Howe. F. Chevalier annonçait dès 1945, dans un travail préliminaire⁷,

1. A côté de ces œuvres maîtresses, des études particulières : Jose Leon PEGANO, *Historia del arte argentino desde los arborigenos hasta el momento actual*, Buenos-Aires, in-4°, XVII-507 p. et XXVIII planches, 34 ill. — Alfredo BENAVIDES RODRIGUEZ, *La arquitectura en el Virreinato del Perú y en la Capitanía general del Chile*, Santiago, 1941, in-4°, 358 p., 256 ill. — A. TAULLARD, *Platería sudamericana*, Buenos-Aires, 1941, 117 p. et 167 planches, et Dario OVALLE CASTILLO, *Apuntes de platería colonial en Chile y notas sobre el arte chileno*, Melipilla, 163 p., étudient le travail de l'argent, qui est, en Amérique, plus qu'un art mineur.

2. L'histoire économique de l'Hispano-Amérique n'en est encore qu'à ses débuts ; elle n'a pas dépassé le stade des monographies ; c'est pourquoi nous la reléguons ici.

3. Pour l'étude des Antilles espagnoles au début du XVII^e siècle, signalons le texte capital de Antonio Vazquez de Espinosa, mis à jour, traduit et publié par l'érudit nord-américain Charles Upson Clark. Le travail est excellent ; on peut toutefois déplorer que, suivant la méthode en cours aux U. S. A., l'auteur se soit abstenu de nous donner la version espagnole originale du texte. Antonio VAZQUEZ DE ESPINOSA, *Compendium and description of the West Indies*, translated by Ch. UPSON CLARK, *Smithsonian miscellaneous collection*, vol. 102, Washington, 1942, in-4°, XII-862 p.

4. *The pagans of Middle American history*, New-York-London-Toronto, Longmans Green & Co, 1947, in-8°, XII-496 p., cartes gravées sur bois de l'auteur.

5. *Historia de Mexico*, 3 vol., Mexico, 1923-1940.

6. Article suggestif in *The Americas*, 1948, n° 3, p. 345 : *Ordinances of the Mesta in New Spain*, 1537, à rapprocher de l'ouvrage classique de Julius KLEIN.

7. Publication d'un manuscrit du début du XVII^e siècle demeuré inédit : Domingo LAZARO

quelques-unes des conclusions auxquelles il devait arriver dans sa thèse sur *La naissance du grand domaine*. F. Chevalier donne au phénomène toute son importance, le met en relation avec le grand mouvement de contraction des échanges consécutif à l'effondrement de la production minière, contraction qui s'étendrait, d'après lui, à l'Amérique elle-même... Il éclaire, ce faisant, toute la vie agraire du Mexique colonial. Walter HOWE¹ consacre, sous un angle qui reste celui de l'histoire institutionnelle, à l'industrie minière dans les cinquante dernières années de l'ère coloniale, une étude extrêmement nourrie, à un moment où la production de l'argent mexicain vient largement en tête de la production américaine et mondiale. Tandis que W. BORAH² nous introduit dans un domaine peu connu de l'économie mexicaine, celui de l'élevage et du travail de la soie. Peut-être ne met-il pas le phénomène suffisamment en relation avec le commerce extrême-oriental... ; en gros, on peut dire³ que la production de la soie grège mexicaine s'écroule avec la fin du XVI^e siècle et la mise en place du trafic du galion, tandis que l'industrie de la soie continue à survivre, grâce à l'apport régulier par Acapulco de la matière première chinoise.

Le Pérou constitue, avec la Nouvelle-Espagne, le bastion de l'empire espagnol. L'existence de l'article d'Alberto TAURO⁴ nous permet de passer rapidement. Je me contenterai de signaler quelques ouvrages dont Tauro n'a pu rendre compte. Une bonne publication de texte, il s'agit des mémoires laissés par le vice-roi Amat (1761-1776)⁵ à son successeur et qui nous placent au moment capital où les régions de la Plata se détachent du Pérou, au moment où l'Atlantique remporte sur le Pacifique une victoire décisive, comme le montre dans son livre Guillermo CESPEDES DEL CASTILLO⁶. L'étude modeste en apparence de Palacio ATARDE⁷, relatant le pro-

DE ARREGUI, *Descripción de la Nueva Galicia*, edición y estudio por F. CHEVALIER, prólogo de John HORNE, Séville, publ. de la *Esc. de Est. am.*, 1946, in-8°, LXXXI-161 p., cartes. — (Autre publication de textes intéressants concernant la Nouvelle-Espagne à la même époque : GONZALO GOMEZ DE CERVANTES, *La vida económica y social de Nueva-España al finalizar el siglo XVI*, prólogo y nota Alberto María CARREÑO, Mexico, 1944, 218 p.). Thèse dactyl. citée.

1. *The Mining guild of New Spain and its tribunal general, 1770-1821*, Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1949, in-8°, XIV-534 p., dans *Harvard Historical Studies*, n° LVI. Cf. compte rendu critique à paraître dans *Revue historique*.

2. Woodrow BORAH, *Silk rising in colonial Mexico*. *Ibero americana*, n° 20, Berkeley, 1943, in-8°, ix-169 p., plus cartes.

3. Conclusions tirées de mes recherches personnelles.

4. *Revista de Historia de America*, 1949, n° 27, p. 1 à 43, art. cit.

5. *Memoria de Gobierno del Virrey Amat (1761-1776)*, édition et étude préliminaire de VICENTE RODRIGUEZ CASADO et FLORENTINO PEREZ EMBID, Sevilla, 1947, in-8°, CXXII-845 p., illustrations et index.

6. Lima y Buenos Aires. *Repercusiones económicas y políticas de la creación del Virreinato de la Plata*, Sevilla, 1947, in-8°, VIII-214 p. — Cf. aussi, à ce propos, mon article, *Quelques aspects d'une Hispano-Amérique sacrifiée*. *Revue historique*, à paraître.

7. Areche y Guirior. *Observaciones sobre el proceso de una visita del Perú*, Sevilla, 1946, in-8°, 106 p.

cès célèbre qui opposa le visitador Areche au vice-roi Guirior, nous fait entrer dans le fonctionnement des mines de mercure de *Huancavelica*¹, les deuxièmes du monde après *Almaden*, déterminantes en partie de la production d'Amérique.

La Capitainerie générale du Chili, promise à un grand avenir, mériterait que l'on s'y arrêât. Le Chili dispose maintenant de deux remarquables histoires, celle de Francisco ESTEVE BARBA² et celle de Francisco A. ENCINA³, la meilleure de beaucoup de toutes les histoires générales consacrées aux pays hispano-américains. Encina a fait une très large place à l'histoire sociale. Son tableau de l'évolution de la Société chilienne est magistral ; le livre ne se résume pas, il se lit.

*La Nouvelle-Grenade*⁴. — Le vice-royaume apparu avec le XVIII^e siècle n'a pas fait l'objet, à ma connaissance, d'études générales récentes. Mais il en est tout autrement, par contre, de la *Plata*⁵, dont le passé colonial commence à nous apparaître dans ses grandes lignes. L'histoire collective de Ricardo Levene ne nous satisfait pas aussi totalement que l'œuvre de Encina. Les tomes les meilleurs sont consacrés à la période de l'Indépendance ; quoi qu'il en soit, on dispose, grâce à elle, d'une histoire événementielle suffisante et qui offre des bases à une étude plus poussée⁶. Les relations complexes de la Plata avec l'arrière-pays andin ont été très bien mises en lumière par Alice PIFFER CANABRAVA⁷ et la portée de l'acte de 1776 créant

1. Guillermo LOHMANN VILLENA, *Las minas de Huancavelica en los siglos XVI y XVII*, Sevilla, *Ecc. est. hisp. am.*, 1949, 1 f. et xiv-465 p. et pl., consacre à Huancavelica une étude attentive qui appelle des remarques et fera l'objet d'un compte rendu critique.

2. Là aussi, je renvoie à mon article cité p. 103, n. 6.

3. *Historia de Chile desde la protohistoria hasta 1891*, 1^{re} éd., 1938, épuisée tout de suite ; 2^e éd., 1947-1948, Santiago de Chile, editorial Nascimento 9 vol. in-carré de 600 à 700 p. chacun, des origines jusqu'à 1830 (j'ignore si les derniers volumes sont parus à ce jour ; je n'en ai pas eu d'autres entre les mains).

4. Signalons une étude très particulière, mais qui épuise son sujet : Fr. Jose Abel DE CRISTO REY SALAZAR, *Los estudios eclesiasticos superiores en el Nuevo Reino de Granada (1563-1810)*, Madrid, 1946, xxiii-783 p. Un article d'histoire économique rend compte d'une tentative de Carvajal (le ministre éclairé de Ferdinand VI et de Charles III) pour faire de l'Orénoque une voie de pénétration économique : Demetrio RAMOS PEREZ, *El problema Caribe y la exploración de las tierras entre el Cauchinero y el Caura*, *Revista de Indias*, 1944, n° 17, p. 473-522, tandis que la pénétration des régions de l'Amazone faisait l'objet d'une forte étude sous forme de biographie, celle d'un Jésuite allemand, missionnaire dans ces régions (deuxième moitié du XVIII^e siècle), Josef und Rence GICKLHOORN, *Im Kampf um den Amazonasstrom. Das Forscher Schicksal des P. Samuel Fritz*, Berlin-Leipzig, 1943, in-8°, 384 p., 26 illustrations, 4 cartes.

5. Cf. art. cit., *supra*.

6. *Academia Nacional de la Historia. Historia de la Nación argentina desde los orígenes hasta la organización definitiva en 1862*, sous la direction de Ricardo LEVENE, Buenos-Aires el Ateneo, 1^{re} éd., 1938 ; 2^e éd., 1939-1941. Vol. 1 : Préhistoire et protohistoire, gr. in-8°, 597 p. ; vol. 2 : Europe et Espagne à l'époque des découvertes, gr. in-8°, 473 p. (médiocre) ; vol. 3, 467 p. ; vol. 4, 1^{re} partie, 529 p. ; 2^e partie, 395 p. consacrées à la période coloniale.

7. Cf., à ce propos, l'article de Fernand BRAUDEL, *Du Potosi à Buenos-Aires : une route clandestine de l'argent (fin du XVI^e-début du XVII^e siècle)*, *Annales E. S. C.*, 1948, n° 4, p. 546-550.

le vice-royaume, par Guillermo CESPEDES DEL CASTILLO¹, tandis que les rapports avec le monde mouvant lusitano-brésilien sont éclairés par l'étude de Julio Cesar GONZALES².

Mais l'Amérique hispanique, c'est tout autre chose aussi. Il faudrait, pour être complet, se pencher vers l'Atlantique et le Pacifique espagnols, qui l'isolent et l'unissent au reste du monde. L'Atlantique espagnol reste, malgré le travail de HARING³, très surfait, mise en fiche intelligente du vieux VEITIA LINAJE⁴ sans plus, un inconnu. L'étude récente de CESPEDES DEL CASTILLO⁵, utile, mais rapide, le bon article de François CHEVALIER⁶ ne remédient pas à une carence qui demeure. Ramon CARANDE⁷, par contre, dans le premier tome de son gros livre, avec un vrai sens de l'histoire, pose des problèmes et suscite des curiosités. Le Pacifique reste, lui aussi, en grande partie inconnu. L'étude événementielle de W. L. SCHURZ⁸ trace un sillon, mais dissimule plus encore de problèmes qu'elle n'en résoud. Elle manque de recul et n'établit pas les rapports les plus évidents qui s'imposaient.

* * *

Quoi qu'il en soit, l'histoire de l'Amérique espagnole coloniale est définitivement sortie de l'âge héroïque; elle se construit par grands panneaux. Il nous paraît souhaitable que la recherche s'oriente désormais vers les secteurs du passé qui restent les plus obscurs, l'histoire des économies et des sociétés, l'histoire du XVIII^e siècle⁹, à l'aube d'une période mouvante pour l'Amérique comme pour le monde.

Pierre CHAUNU.

Décembre 1949.

1. *Op. cit.*

2. Réédition de Felix DE AZARA, *Memoria sobre el estado rural del Rio de la Plata y otros informes*, Buenos-Aires, 1943, in-4°, cxiv-310 p. C. R. in *Annales E. S. C.*, 1949, n° 4.

3. *Trade and navigation between Spain and the Indies*, Cambridge (Mass.), 1918, in-8°, xvii-371 p., carte.

4. Josef DE VEITIA LINAJE, *Norte de la Contratación de las Indias occidentales*, 1^{re} éd., 1778, rééd. récemment à Buenos-Aires, 1943, gr. in-8°, xxxvi-858 p.

5. *La Avería en el comercio de Indias*, Sevilla, publ. Esc. est. hisp. am., 1945, in-8°, 181 p.

6. *Les cargaisons des flottes de la Nouvelle-Espagne vers 1600*. *Revista de Indias*, 1943, n° 12, p. 323-330.

7. *Carlos V y sus banqueros*, t. I : *La vida economica en una fase de su hegemonia, 1516-1556*, Madrid, 1943, in-8°, 392 p.

8. *The Manila galleon*, New-York, éd. P. Dutton, 1939, gr. in-8°, 453 p.

9. Une bonne étude d'ensemble du dernier siècle de la domination espagnole continue à faire défaut. Cayetano ALCAZAR MOLINA, *Los virreinos en el siglo XVIII*, 1 vol. in-4°, xxviii-496 p., t. XIII de la *Historia de América* de Don Antonio BALLESTEROS BERETTA, n'est qu'un mauvais catalogue sans intérêt et plein d'erreurs matérielles. Humboldt, il est vrai, après un siècle et demi, a conservé toute son actualité.

COMPTES RENDUS CRITIQUES

Georg LEYH. *Die Lage der deutschen wissenschaftlichen Bibliotheken nach dem Kriege*, in *Zentralblatt für Bibliothekswesen*, 61 (1947), 1/2, pages 19-32.

Id. *Die deutschen wissenschaftlichen Bibliotheken nach dem Krieg*. Tübingen, J. C. B. Mohr, 1947 ; in-8°, 222 pages.

C'est à M. Georg Leyh, directeur de la Bibliothèque universitaire de Tübingen, qu'est échue, au terme d'une longue carrière vouée à l'étude administrative des bibliothèques allemandes, la tâche de donner un premier bilan des dommages que la guerre leur a infligés et il y apporte, avec son exceptionnelle compétence, le soin douloureux que l'on devine. Dans un exposé donné à Zurich, reproduit par *Europa-Archiv*, octobre-novembre 1946, et par le *Zentralblatt für Bibliothekswesen*, il a décrit les bâtiments ruinés, les collections anéanties ; puis son livre, paru en 1947, nous donne une série de rapports relatifs à soixante-quatorze bibliothèques. Nombre restreint puisqu'il n'intéresse que quarante-huit villes, mais somme toute suffisant pour indiquer l'ampleur des pertes. Après avoir retracé le sort des bibliothèques allemandes pendant et après la guerre, l'auteur, dans son introduction, analyse les tâches immenses qu'imposera la reconstruction, dans la mesure où sera réparable une « catastrophe » qui, souligne-t-il, est « sans exemple dans l'histoire des bibliothèques » (p. 5).

Les dommages immobiliers sont immenses. Ils ont frappé un réseau puissant de bibliothèques d'État, de bibliothèques universitaires, généralement pourvues d'édifices modernes, car l'Allemagne, comme l'Angleterre et les États-Unis, avait eu le souci de procurer à ses bibliothèques des édifices spécialement adaptés à leur objet. Que de ruines accumulées en cinq ans de guerre sur un rythme qui s'accéléra jusqu'aux destructions massives des quatre derniers mois ! Une dizaine de grandes bibliothèques totalement détruites, soit universitaires comme Bonn, Breslau, Dresde, Francfort, Giessen, Hambourg, Münster, soit bibliothèques d'État comme Munich, Karlsruhe. Quatre ou cinq aux trois quarts en ruines : Cassel, Stuttgart et, parmi les universitaires : Munich et Göttingen. Cette énumération ne mentionne pas les dommages aussi graves subis par les bibliothèques municipales.

Malgré la dispersion partielle des livres en d'innombrables lieux de repli — plus de dix millions de volumes, chiffre énorme, furent évacués sur les districts ruraux — les collections, parfois victimes des péripéties du transport, ou endommagées par l'eau ou le feu jusqu'au fond des mines de sel, souffrirent surtout des bombardements aériens. Ils anéantirent totalement certains fonds, celui du Reichstag à Berlin, celui de la Bibliothèque de Karlsruhe ; détruisirent à moitié les collections de Stuttgart et de Hambourg. A Munich, la Bayerische Staatsbibliothek perdit 500.000 volumes, l'Universitätsbibliothek, 350.000.

G. Leyh ne nous donne pas une évaluation globale des pertes. Elle défie les calculs, même sans retenir le chiffre avancé, d'autre part, de trente millions de vo-

lumes qui supposerait d'ailleurs que les pertes des particuliers et du commerce entrent en ligne de compte. Pour s'en tenir aux bibliothèques savantes, si les manuscrits furent sauvés en général, on regrette la disparition de séries entières intéressantes maintes disciplines et de fonds spéciaux concernant l'histoire locale ; par exemple, le Slesvig-Holstein (Kiel), la Westphalie (Münster, Dortmund, Düsseldorf) ; la Saxe et la Thuringe (Halle). Pour les catalogues et les ouvrages de référence, les pertes sont particulièrement graves : elles touchent aux instruments indispensables du travail intellectuel.

Diverses vicissitudes, à l'armistice, ont empêché la bibliothèques allemandes — même celles restées intactes — de reprendre immédiatement leur activité.

Ce furent des saisies — notamment en zone soviétique. Celle de la bibliothèque grand-ducale de Gotha avec ses manuscrits orientaux (270.000 vol.), la bibliothèque de la Hansestadt à Brême (150.000 vol. sur 300.000)¹. Mais ne s'agirait-il pas de prélèvements au titre des réparations ? L'invasion de l'Ukraine n'aurait-elle pas coûté à Kiev quatre millions de volumes dispersés ou détruits (*Riv. stor. ital.*, 50, 3, 524) ?

Ce fut, enfin, l'épuration, l'élimination de tous les ouvrages d'esprit national-socialiste ou militariste parus depuis un demi-siècle. Extirpation qui absorba, outre le temps, d'immenses efforts. A la Bibliothèque universitaire de Leipzig, soixante-quinze bibliothécaires et vingt-cinq déménageurs y travaillèrent plusieurs mois² ! G. Leyh eût préféré cette décantation naturelle qui s'opère avec le temps, et il se demande si désormais l'étude du national-socialisme exigera le voyage de Washington ou de Moscou. Les autorités alliées nous paraissent avoir devancé cette objection. Le rectificatif du 10 août 1946 à l'ordonnance n° 4 du Conseil allié de contrôle a stipulé qu'un petit nombre d'exemplaires des publications censurées serait conservé en des dépôts spéciaux où ils seraient éventuellement communiqués aux savants allemands qualifiés.

Est-ce à l'épuration qu'il faut aussi rattacher ce que nous relevons de singulier dans les pages consacrées au personnel des bibliothèques ; le fait, par exemple, que pour l'*Öffentliche wissenschaftliche Bibliothek*, à Berlin (ancienne Preussische Staatliche Bibliothek), il n'est mentionné que dix-sept postes occupés en ce qui concerne l'élément scientifique, contre soixante-deux signalés en 1941 par le *Jahrbuch d. deutschen Bibliotheken*, Bd. 32 ? Il serait imprudent de l'affirmer, bien qu'elle ait dû jouer un rôle, ne serait-ce qu'en réplique à l'épuration nazie qui, de 1933 à 1938, avait renouvelé aux trois quarts le personnel directeur des bibliothèques savantes (*Libr. quarterly*, XI (1941), I, 16). Les résultats de la dénazification, nous dit l'auteur, ont été d'ailleurs très variables selon les lieux et ils ne sauraient tout expliquer. En 1947, le jeu conjugué de diverses causes fait qu'une quinzaine de bibliothécaires sont sans emploi dans les zones occidentales, alors qu'une pénurie de personnel qualifié règne en zone orientale.

Qu'il s'agisse de locaux à réaménager, de collections à reconstituer, de catalogues détruits à refaire, de personnel à réunir ou à former, il n'est pas de problème que ne pose, aujourd'hui, à l'administration des bibliothèques allemandes, la tâche

1. G. Leyh, qui écrit sous licence française, glisse aussi une allusion à l'autel de Pergame, à la collection Schliemann (p. 33).

2. *L'Information historique* 10, n° 2 (mars-avril 1948), p. 83, publie une note de M. Henri Bourgoïn sur l'épuration des bibliothèques en zone française.

pressante de restaurer ce que la guerre a détruit. Le livre de G. Leyh témoigne éloquemment de l'ardente énergie qui s'emploie outre-Rhin à cette tâche.

G. CALMETTE.

LOUIS RENOU et JEAN FILLIOZAT. *L'Inde classique. Manuel des études indiennes*. T. I, avec le concours de Pierre MEILE, Anne-Marie ESNOUL, Liliane SILBURN. Paris, Payot (Bibliothèque scientifique), 1947-1949; in-8°, 669 pages, 28 fig., 1 carte hors texte.

Il serait prématuré de porter un jugement d'ensemble sur cet ouvrage d'après un volume qui n'est que le premier volet d'un triptyque et qui, après trois chapitres sur la géographie, l'ethnologie, la linguistique et l'histoire ancienne de l'Inde, ne traite que du védisme et du brâhmanisme en tant que religion, réservant pour les deux tomes suivants le bouddhisme, le jainisme, la philosophie brâhmanique, les sciences, les littératures, les arts, l'expansion de la civilisation indienne. Cette première tranche du *Manuel des études indiennes* permet, cependant, de juger dans quel esprit a été entreprise cette revue de nos connaissances sur l'Inde classique, quelle en est la valeur et quelle doit en être l'utilité.

C'est un fait que dans les grandes collections françaises d'histoire générale l'Inde est généralement réduite à la portion congrue. Si l'on met à part l'*Histoire du monde* sous la direction de Cavaignac, qui lui consacre cinq volumes sur une vingtaine actuellement parus, on ne peut manquer d'être frappé par la disproportion entre la place réservée dans ces collections à l'Europe et au proche Orient et celle qui est parcimonieusement accordée aux deux grands pays asiatiques, l'Inde et la Chine. L'*Évolution de l'Humanité* ne concède à l'Inde qu'un unique volume sur une centaine; l'*Histoire générale* de Glotz, *Peuples et Civilisations* de Halphen et Sagnac ne lui consacrent que quelques chapitres.

Et pourtant, les auteurs de l'*Inde classique* nous le rappellent fort à propos, « sans la connaissance de l'Inde, notre conception même de l'humanité reste incomplète : il y a, dans le monde, un homme sur six qui est Indien » (p. 20). Et, si l'on est tenté de leur dire que, dans l'histoire de cette humanité, ce qui importe ce n'est pas la quantité, mais la qualité, ils nous préviennent que la civilisation de l'Inde a été aussi puissante et expansive que les autres. « Elle a créé deux des plus grandes religions du monde, le brâhmanisme et le bouddhisme, et si elle s'est bornée du côté de l'Occident à quelques échanges avec le monde méditerranéen, elle a profondément influencé toute l'Asie centrale et l'Asie orientale, elle s'est implantée tout entière en Indochine et en Indonésie. Sa philosophie et sa science ont été en Asie ce que la philosophie et les sciences classiques ont été en Europe : le bouddhisme est le pendant asiatique du christianisme » (p. 16). Évidemment, si l'on pense que l'humanité a évolué suivant une ligne ayant pour point d'aboutissement notre civilisation occidentale, si l'on considère l'histoire du monde comme le récit des événements qui ont contribué à tracer cette ligne, on est obligé de constater que l'Inde, séparée pendant longtemps du monde méditerranéen, s'est engagée en quelque sorte sur une voie de garage et n'a pratiquement pas participé au mouvement déclenché par le « miracle grec ». Aussi les historiens occidentaux considèrent-ils volontiers l'Inde comme étrangère à l'histoire générale. « C'est là, nous disent nos auteurs, un jugement porté d'un point de vue restreint, particulier aux seuls Occidentaux. S'il était accepté, l'Inde pourrait semblablement considérer, de

son point de vue propre, l'histoire de l'Europe comme spéciale et accessoire. En réalité, l'histoire n'est jamais générale quand elle est centrée sur le pays de l'historien. Elle ne saurait l'être qu'en tenant compte de tous les groupes de faits réels, même s'ils sont séparés, et en mesurant à une même échelle leurs importances respectives. Or, le groupe des faits indiens est, dans l'ensemble des faits humains, un de ceux qui embrassent l'espace de temps le plus grand et l'aire géographique la plus vaste. L'histoire de l'Inde propre et celle de l'Inde civilisatrice sont bien une partie, et une partie considérable, de l'histoire générale. Par la diffusion de ses religions et de ses sciences à travers l'Asie et l'Indonésie, l'Inde a eu un rôle historique pareil à ceux de l'hellénisme, de la Chrétienté et de l'Islam » (p. 186-187). Soit ! dira-t-on, mais cela c'est le passé. Quelle contribution l'Inde est-elle en mesure d'apporter à l'évolution présente, à l'évolution future de l'humanité ? « Qu'on ne l'oublie point, nous avertit notre *Manuel* ; loin d'appartenir tout entière à un passé révolu comme les gloires défuntes de l'Égypte et de Babylone, l'aventure indienne se poursuit sous nos yeux. L'Inde n'a jamais dit son dernier mot. En toutes choses, elle continue, survit et se renouvelle. Chaque jour, sa vitalité s'affirme davantage : sa force matérielle et l'éclat spirituel que lui a conféré sa fidélité au principe de Non-violence suffiraient à lui valoir une place d'honneur dans l'humanité » (p. 21).

En effet, l'expérience toute récente de l'Inde a montré à un monde étonné comment la force purement spirituelle, rayonnant d'un petit homme frêle et affaibli par des jeûnes répétés, avait réussi à triompher de la puissance matérielle d'un grand empire. Cette expérience est bonne à méditer dans un monde déchiré par la violence et sur lequel plane la menace de la désintégration atomique. Si notre machinisme ne doit rien à la science indienne, du moins notre culture spirituelle, sur laquelle à plusieurs reprises la pensée indienne a déjà, on l'oublie trop, exercé son action, pourra-t-elle tirer profit du message de l'Inde classique.

On ne saurait donc nier la très grande utilité de ce manuel destiné à présenter « l'état d'une question, les perspectives actuelles d'un problème historique, littéraire, doctrinal ». L'indianisme français se devait de réaliser ainsi une idée chère à Sylvain Lévi, à qui le temps manqua pour condenser dans un volume sa connaissance inégalee de l'Inde et le trésor de son érudition. Mais sa grande ombre plane sur cette entreprise : « A des générations diverses, les auteurs se sentent les élèves de Sylvain Lévi et les tributaires de sa pensée. » Et c'est ce sentiment qui donne son unité à un ouvrage dû à la plume de plusieurs collaborateurs de tempéraments très différents.

Ils le destinent d'abord, disent-ils dans l'avant-propos, « au public cultivé en général ». Ils n'ignorent sans doute pas que ce premier volume, bourré de faits et de noms propres, touffu comme la jungle tropicale, sera pour ce public d'une lecture difficile, car il exige du lecteur plus qu'une culture générale ; il suppose soit une première initiation aux études indiennes, soit une certaine familiarité avec l'orientalisme au sens large, et c'est pourquoi il semble surtout appelé à rendre service à une autre catégorie de lecteurs à laquelle les auteurs ont aussi songé, c'est-à-dire « aux étudiants, aux spécialistes de disciplines voisines ». Mais ce précieux instrument de travail ne deviendra pleinement utilisable que lorsque le troisième volume aura fourni la bibliographie et l'index promis. En effet, dépourvu de dessein d'appareil érudit et de notes, il ne permet pas pour le moment de pousser plus avant la recherche sur un point particulier, dans des travaux originaux dont le titre n'est pas mentionné et qui ne sont désignés que par le nom de leur auteur

entre parenthèses. Je me demande même si ce mode de référence un peu trop sommaire permettra toujours de retrouver dans la future bibliographie la source utilisée, surtout lorsqu'il s'agit d'un auteur fécond. Je signale en passant cet inconvénient imputable apparemment aux difficultés actuelles de l'édition. Peut-être pourrait-on, dans les volumes suivants, le pallier en faisant suivre le nom de l'auteur cité d'un chiffre servant à préciser pour chaque auteur l'ouvrage ou l'article visés. En tout cas, c'est seulement lorsque l'ouvrage sera muni d'une bibliographie où pourront être aisément retrouvés les nombreux travaux mentionnés dans le texte qu'il remplira complètement son rôle de répertoire ou de manuel.

Il ne saurait être question de donner ici un résumé d'un volume qui est lui-même déjà un résumé, ou plutôt une « somme » des connaissances actuelles sur l'Inde ancienne. Encore moins peut-il s'agir de faire la critique d'un ouvrage qui est tout le contraire d'une thèse et qui ne prétend être qu'une mise au point. Je voudrais seulement essayer de donner une idée de la richesse de son contenu et de dégager quelques idées générales que l'extraordinaire abondance des faits risque de cacher au lecteur.

Le premier chapitre, consacré au milieu géographique, a été rédigé par P. Meile, professeur de langues modernes de l'Inde à l'École des Langues orientales, qui, n'étant pas géographe, s'est contenté de broser à grands traits une esquisse de la géographie physique du « continent » indien, de sa géographie régionale et de quelques aspects de sa géographie humaine : exposé clair et concis où ne manquent d'ailleurs pas les vues originales. « On peut parcourir, sans quitter le sol indien, toute la gamme des climats, depuis le bain de vapeur équatorial, jusqu'aux frimas rigoureux de l'Asie centrale, en passant par la fournaise des tropiques. Il n'est point de peuple qui ait fondé sa littérature et sa pensée sur une plus large expérience du monde physique. Il est peu de civilisations qui aient embrassé, dans une même unité, un aussi vaste théâtre » (p. 20). P. Meile prend soin de nous rappeler que « c'est au nord du Tropique, dans de vastes plaines poussiéreuses, que se sont déroulées presque tous les grands faits historiques. C'est loin de la mer, en un climat assez rude, que s'est élaborée la civilisation védique, rustique et terrienne, et que le brâhmanisme est né, sans connaître, dans ses débuts, le mol enchantement des rivages tropicaux » (p. 22), « enchantement » qui, entre parenthèses, n'est souvent qu'un mirage dont Pierre Gourou a fait justice dans son beau livre sur *Les pays tropicaux*.

La brièveté du deuxième chapitre sur les races, également rédigé par P. Meile, est imputable au fait que « de toutes les disciplines relatives à l'Inde, l'ethnologie est, sans conteste, la moins avancée ». De ces quelques pages qui résument l'essentiel des faits actuellement connus, je retiendrai, pour y souscrire, l'opinion que les transferts de faits de civilisation n'impliquent pas nécessairement de vastes transports de peuples et de grands mélanges de sang ; et j'approuve P. Meile d'avoir écrit qu'il est « risqué d'expliquer l'aryanisation incontestable, mais partielle, de l'Inde, par des migrations massives d'individus de race nordique » (p. 43). En tout cas, la carte de répartition des types ethniques (p. 50) montre qu'une telle migration n'a pas dépassé le Panjâb et le Râjputânâ. Il en résulte que, si la civilisation introduite dans l'Inde par les Aryens s'est répandue sur toute la péninsule et même au delà des mers, c'est grâce à son dynamisme et par l'intermédiaire d'agents individuels.

Le troisième chapitre, consacré aux langues, est dû à la collaboration de Louis Renou, membre de l'Institut, professeur à la Faculté des lettres (pour le sanskrit et le moyen indien), et de P. Meile (pour les langues modernes). Le sanskrit, « langue sœur du latin, du grec, etc., nullement langue mère comme on l'a cru longtemps », est défini comme l'indo-aryen ancien, qui se trouve à l'origine d'un développement continu s'étendant sur plus de trois millénaires, et dont le moyen indien et les langues aryennes modernes sont le prolongement. Cette langue, dont le nom signifie « formé selon les opérations prescrites par les grammairiens », nous est connue tout d'abord sous la forme poétique des hymnes védiques, puis sous celle de la prose narrative et exégétique des Brâhmana qui « n'est plus éloignée de la langue qui, codifiée et élargie par le grammairien Pânini (v^e siècle av. J.-C.), formera ce qu'on appelle le sanskrit classique » (p. 58). La fixation de cette langue, destinée à occuper dans l'Inde la situation du latin en Europe au Moyen Age, est due au prestige de la langue védique et à l'autorité de ce grammairien. « Si cette position a pu être maintenue, c'est par suite de l'importance exceptionnelle que les Indiens attachent à la parole en tant qu'expression du sacré » (p. 61).

Quant au moyen indien, qui comprend essentiellement la langue des inscriptions de l'empereur Açoka (iii^e siècle av. J.-C.), le pâli ou langue religieuse du bouddhisme, et les prâkrits littéraires, il a « comme le sanskrit une longue préhistoire et a cheminé parallèlement à celui-ci, le sanskrit étant réservé aux hautes castes, le moyen indien répandu sans doute à un niveau inférieur » (p. 74). Si l'on met à part divers parlers dont le domaine propre est extérieur à l'Inde, les langues modernes, au nombre d'une centaine, se répartissent en trois familles : celle des langues *munda* apparenté au groupe môn-khmér d'Indochine, celle des langues dravidiennes, indépendante (« les parentés qu'on a cru lui trouver avec le scythique, le finno-ougrien, ne résistent pas à l'examen », p. 99) et comprenant une grande langue littéraire, le tamoul, enfin celle des langues indo-aryennes, parmi lesquelles le hindi parlé par environ 120 millions d'individus, est la cinquième langue du monde, et le bengali parlé par 53 millions, la huitième.

Cet excellent chapitre, qui caractérise chacune des principales langues de l'Inde avec autant de précision que de concision, soulève dans ses derniers paragraphes une question fort intéressante, celle des corrélations des langues indiennes. D'une langue à l'autre, les parallélismes morphologiques, syntaxiques, stylistiques sont « multiples, précis et véritablement surprenants ; ils donnent à toutes ces langues si variées une physionomie uniforme. Il y a des langues aryennes, *munda*, dravidiennes, mais il y a un type indien de langue. On ignore, et on ignorera longtemps, la part prise par chacune de ces familles à l'élaboration de ce type : l'explication dernière du fait sera soit un substrat lointain qui conditionne le tout, soit, peut-être, un phénomène de convergence biologique » (p. 118). Or, le même cas se présente pour les langues de la péninsule indochinoise, ainsi que j'ai eu l'occasion de le montrer en 1948 (*Conférences de l'Institut de linguistique*, VIII, p. 67). Il semble, dans un cas comme dans l'autre, que le fait pour des langues d'origines diverses de s'être trouvé rassemblées et superposées dans des culs-de-sac péniinsulaires ait estompé leurs divergences et contribué à leur donner cet air de famille qui n'implique d'ailleurs nullement une parenté génétique.

Le quatrième chapitre, consacré à l'histoire, des origines au vii^e siècle de l'ère chrétienne, est dû à l'érudition de J. Filliozat, directeur d'études à l'École pratique des Hautes-Études. Il est divisé en deux parties, à peu près d'égales dimensions, la

première traitant des sources et la seconde de l'histoire politique. La description des sources archéologiques, philologiques, épigraphiques, numismatiques, amène l'auteur à mentionner bon nombre de faits historiques qui sont ensuite repris dans la seconde partie. Ces nombreuses redites, qui constitueraient un défaut de rédaction dans une narration de style soutenu, étaient difficiles à éviter dans ce *Manuel* où il vaut d'ailleurs mieux avoir à enregistrer des répétitions que des lacunes, comme celle, assez étonnante, concernant l'*Arthashastra* de Kautilya. Peut-être les auteurs ont-ils réservé la discussion de ce texte, dont la date est incertaine et l'authenticité reste à prouver, pour le second volume où doivent être étudiées les sciences; mais la personnalité de l'auteur de ce traité de politique, si c'est bien Kautilya, ministre du roi Candragupta, qui en est l'auteur, me semble conférer à ce texte le caractère de source historique, généreusement accordé aux traités grammaticaux de Pāṇini et de Patanjali (p. 142). Par contre, les chroniques pâlies d'Indochine, dont les chapitres relatifs à l'histoire indienne et singhalaise sont copiés sur les chroniques de Ceylan et autres sources en pâli, n'intéressent guère que l'histoire de la péninsule indochinoise, et méritaient à peine de figurer dans un *Manuel des études indiennes*.

C'est avec une évidente satisfaction que j'ai lu, sous la plume de J. Filliozat, que « l'épigraphie est, en ce qui concerne l'Inde, la plus importante des sciences auxiliaires de l'histoire » (p. 156) : c'est là un jugement auquel un épigraphiste ne peut que souscrire, tout en étant obligé de constater que le grand luxe de détails auxquels se complait l'auteur (p. 163 par exemple) sort presque du cadre d'un manuel. En ce qui concerne les inscriptions d'Indochine et d'Indonésie auxquelles il consacre quatre paragraphes (p. 171-172), je signalerai en passant que la stèle de Vo-canĥ est un document qui appartient au royaume du Fou-nan et non du Campā (cf. *Indian Historical Quarterly*, 1940, *Mél. de la Vallée Poussin*), que les chartes sur plaques de métal sont inconnues au Cambodge et au Campā (mais existent à Java), et que « l'écriture du Nord » de l'inscription de Kalasan à Java (qui est de 778 et non de 768 ap. J.-C.) est attestée aussi au Cambodge sous le règne de Yaçovarman, dans la dernière décade du IX^e siècle.

L'exposé historique proprement dit repose sur une énorme documentation dont l'absence volontaire, et déjà regrettée, de références bibliographiques dissimule l'immense étendue. La présentation des nombreux problèmes soulevés par l'histoire ancienne de l'Inde et les prises de position à l'égard des questions litigieuses sont aussi judicieuses que prudentes. C'est ainsi que, pour la civilisation chalcolithique de l'Indus, J. Filliozat se refuse à « interpréter, comme on a quelquefois tendance à le faire, tous les détails des représentations de Mohan-jo-Daro comme des traits précurseurs des religions indiennes classiques ou modernes » (p. 188), et qu'il serait plutôt disposé à leur chercher des affinités mésopotamiennes. Une étude du regretté V. Goloubew sur *L'homme au châle de Mohenjodaro*, publiée en 1940 dans le tome XXXVIII du *Bulletin de l'École française d'Extrême-Orient*, et dont J. Filliozat ne semble pas avoir eu connaissance, lui aurait fourni d'excellents arguments pour écarter l'identification à une divinité indienne, ou à un *yogin* méditant, d'une statuette qui a toutes chances de représenter un prêtre de type mésopotamien de la seconde moitié du troisième millénaire avant l'ère chrétienne. Ceci n'exclut d'ailleurs pas pour la civilisation de l'Indus une parenté dravidienne que J. Filliozat est disposé à admettre. Mais, s'il a raison d'écarter comme peu vraisemblable le rapprochement des signes de l'écriture encore indéchiffrée des sceaux de Mohan-jo-

Daro avec ceux des « bois parlants » de l'île de Pâques, il me paraît un peu trop pressé d'admettre comme vraisemblable la tentative de lecture de Hrozný (p. 189).

L'aryanisation de l'Inde, dans laquelle « l'apport védique s'est superposé à l'acquis indigène et s'y est partiellement fondu » (p. 195), peut être suivie à travers les données historiques du *Rgveda* et des autres *Samhitâ*, et ensuite de l'épopée et des *Purâna*, que l'auteur utilise avec la plus grande prudence : si la chronologie en reste trop souvent incertaine, la répartition géographique des deux grandes dynasties royales traditionnelles, celle du Soleil et celle de la Lune, apparaît comme bien établie, la première au nord du Gange moyen, dans une région de brâhmanisation relativement tardive, la seconde sur le Gange supérieur et la Yamunâ, dans ce *Madhyadeça* ou « pays du milieu » qui est la terre par excellence du brâhmanisme classique.

L'histoire de l'Inde au temps du Buddha et du Jina, c'est-à-dire au *vi*^e siècle avant l'ère chrétienne, ou du moins ce que nous en savons, se passe presque tout entière dans le bassin du Gange, mais les données en sont assez maigres, et la chronologie souffre du fait que la date traditionnelle de la mort du Buddha en 543 av. J.-C. semble trop haute d'une soixantaine d'années (ce qui, entre parenthèses, correspond à la durée d'un cycle sexagésimal). Je n'arrive d'ailleurs pas à comprendre pourquoi J. Filliozat, qui admet aux p. 220 et 267 la date de 478, donne à la p. 203 la date de 483.

Tandis que bouddhisme et jainisme prenaient naissance dans la moyenne vallée du Gange au *vi*^e siècle, les Perses Achéménides annexaient la vallée de l'Indus ; la conquête de Darius se place aux environs de l'année 518, et pendant un peu moins de deux siècles des satrapes administrèrent le pays. J. Filliozat ne manque pas de noter l'influence que la domination achéménide semble avoir exercée sur l'administration, l'écriture et l'art indiens (p. 205), et, s'il a pêché sur ce point, c'est plutôt par défaut que par excès. L'expédition d'Alexandre, destinée à prendre possession des satrapies orientales de l'empire perse, ne fut qu'un coup de boutoir qui n'a pas laissé de souvenir dans la mémoire indienne et n'a guère fait connaître la Grèce ; « mais, si Alexandre n'a pas introduit l'hellénisme dans l'Inde, il l'a du moins établi à ses portes après avoir abattu la puissance iranienne. L'influence de la Grèce sur l'Inde ne se place qu'après lui, elle est malgré tout la conséquence de son action » (p. 210).

Contemporain d'Alexandre, Candragupta, le Sandrakottos des Grecs, fonda en 313-312 cette dynastie Maurya qui donna à l'Inde, on pourrait dire au monde, le Constantin du Bouddhisme, l'empereur Açoka (mort en 227-226 après trente-sept ans de règne) qui « à l'apogée de sa puissance a été le plus grand prince de son temps... Sa puissance, pourtant, n'est pas son seul titre de gloire ; bien peu de princes ont su apporter dans le gouvernement l'inspiration d'une religion libérale avec autant de mesure et de foi » (p. 220-221). Les paragraphes qui lui sont consacrés donnent une idée fort claire des grands faits de son règne.

L'histoire des deux derniers siècles avant et des deux premiers siècles après le commencement de l'ère chrétienne est exceptionnellement complexe et la chronologie n'en est pas encore établie d'une manière définitive. Les grandes invasions iraniennes (*saka*, *pahlava*, *yue-tche*, *kusâna*) qui mirent fin au royaume grec de Bactriane, et à ceux des rois indo-grecs Démétrios et Ménandre, sont connues d'un côté par des inscriptions employant plusieurs ères dont l'origine prête à d'interminables discussions, et par des monnaies qui ne permettent d'établir qu'une chronologie relative, de l'autre par des textes chinois dont les noms propres sont sou-

vent difficiles à reconnaître et dont les données ne sont pas toujours conciliables avec celles des textes gréco-latins. J. Filliozat, qui a fait la critique de ces sources dans la première partie de son chapitre historique, est obligé de prendre position dans l'exposé qui constitue la seconde partie. Il le fait avec beaucoup de prudence, et les solutions qu'il a adoptées sont celles qui prévalent aujourd'hui, ce qui ne veut pas dire qu'elles seront encore valables demain. C'est ainsi que, d'accord avec les plus récentes recherches de Ghirshman, il accepte la date de 144 ap. J.-C. pour l'avènement de Kaniska, le plus grand des souverains Kusāna, dont le règne marque une époque capitale pour l'histoire de toute l'Asie; car Kaniska, « bien loin d'être un empereur strictement indien, est le maître du grand carrefour des civilisations actives de son époque... La réunion sous son autorité, assurément bienveillante, de pays iraniens ouverts sur l'Asie centrale et d'une partie de l'Inde où florissait le bouddhisme a ouvert un champ immense à cette religion et l'a placée sur la route de Chine... Dans le domaine scientifique, les emprunts de l'Inde à l'hellénisme ont débuté sous la domination indo-grecque, mais se sont continués sous les Kusāna, et c'est sous leur empire, grâce à la grande unification que Kaniska surtout a réalisée, que la gnose alexandrine et les idées iraniennes ont commencé à s'infiltrer dans la pensée indienne » (p. 235-236).

Les grandes invasions eurent pour conséquence, dans l'Ouest de la péninsule et dans le Dekhan, la fondation autour de l'ère chrétienne d'une série de dynasties : dynastie indienne des Andhra, dynasties des Kshaharāta et des Ksatrapa (ou « satrapes ») d'origine étrangère, tandis que dans l'Extrême-Sud et à Ceylan des royaumes indigènes développent avec l'Occident une activité commerciale dont les récentes découvertes de Pondichéry attestent la réalité. Les relations de ces mêmes pays avec l'Indochine et l'Indonésie, qui ne sont pas mentionnées ici, ne devaient pas être moins importantes, car c'est de la même époque que datent les plus anciens témoignages sur l'indianisation des pays d'outre-mer.

L'empire Gupta, fondé en 320 ap. J.-C., restaure pour trois quarts de siècle celui des Maurya, puis les invasions des Hephthalites, qu'on regardait autrefois comme des Huns, mais qu'on a plutôt tendance à considérer maintenant comme des Iraniens, replongent le Nord-Ouest dans le chaos pendant une bonne partie du v^e siècle, tandis que l'émiettement de l'empire Gupta favorise dans les siècles suivants l'avènement ou le développement de pouvoirs locaux. Mais, une fois encore, durant la première moitié du vi^e siècle, une grande partie de la péninsule se trouve rassemblée sous l'autorité de Harṣavardhana, dont le règne marque un des points culminants de la civilisation indienne et de son rayonnement. Son empire une fois disparu, « la prépondérance politique passe aux royaumes du Sud, bien préparés à perpétuer la culture indo-aryenne adoptée chez eux de longue date, mais prêts à continuer leur patronage à la culture dravidienne » (p. 263). Et J. Filliozat, après avoir constaté que « tant de peuples, divers par la race, la langue, la culture et l'habitat, sont intervenus dans l'histoire de l'Inde, qu'il faut moins s'étonner de la trouver si complexe que de voir se dégager malgré tout du chaos des données un tableau général solidement justifié », donne en quatre pages (263-267) un tableau historique de l'Inde des origines au vi^e siècle et une chronologie sommaire, qui constitueront un précieux aide-mémoire destiné à rendre les plus grands services.

Avec le cinquième chapitre, on aborde l'étude de la civilisation indienne; il est consacré au védisme et a pour auteur Louis Renou. Nul n'était plus qualifié que

le maître des études védiques en France pour condenser en une centaine de pages les résultats des patientes recherches de plusieurs générations d'érudits parmi lesquels il occupe une place éminente. Il est difficile, en quelques lignes, de donner une idée de l'abondance des faits rassemblés et de la richesse de la documentation mise en œuvre. Textes, croyances, spéculation, rituel, et finalement civilisation, telles sont les grandes divisions de cet exposé dont il n'est pas exagéré de dire qu'il est exhaustif.

A propos des textes, je mentionnerai les vues prudemment modérées de l'auteur sur l'antiquité du *Rigveda*, la plus ancienne *samhitā* ou collection d'hymnes, « antérieur à tous les autres textes védiques parce qu'il n'en présuppose aucun et que tous, plus ou moins directement, le présupposent » (p. 277). L'ensemble de la littérature védique s'est constitué entre l'entrée des Aryens dans l'Inde et les débuts de la prédication bouddhique. « S'il était avéré que l'entrée des Aryens se situât vers le ^{xv}^e-^{xvi}^e siècle, c'est autour de cette date qu'il faudrait placer les hymnes. » Celles du quatrième recueil, de caractère magique, l'*Atharvaveda*, qui correspondent à un niveau linguistique, à un milieu géographique et social postérieurs, ne doivent pourtant pas être considérées comme constituant une « période » beaucoup plus récente, comme on a eu parfois tendance à le faire, car « le rituel est fort primitif, et ces prières ont pu exister parallèlement à celles du haut culte, si même elles ne lui sont pas antérieures. Le jour où elles furent élevées au rang d'un Veda, une forme plus moderne aura pu leur être imposée » (p. 287). Les *Brāhmaṇa*, « répertoires d'observations théologiques émanées des controverses d'écoles » qui peuvent remonter aux ^x^e-^{vii}^e siècles avant l'ère chrétienne, donnent « sous forme de propos discontinus, de séries classificatoires : des combinaisons numériques, un tissu d'identifications qui, plongeant par ses racines dans la participation des primitifs, aboutira par abstractions successives aux confins du principe d'identité des Upanisad (S. Lévi, Oldenberg). On observe la prévalence de l'explication magique — réinterprétation magique de l'adoration (Schayer) — et l'application de techniques préscientifiques, une physiologie sur la base du souffle vital, des éléments de phonétique, de grammaire, d'étymologie mystiques, etc. » (p. 293). J'ai tenu à citer ce passage, d'abord parce qu'il donne une excellente idée de ces textes « d'une importance capitale, longtemps méconnus, et la source véritable de la pensée indienne », mais aussi parce qu'il illustre le procédé fâcheusement déficient de références bibliographiques que j'ai déjà signalé, et que j'aurai encore l'occasion de déplorer.

Avec les Upanisad, postérieures aux *Brāhmaṇa*, on touche au bouddhisme primitif « qui marque tant de points de contact avec elles... La date souvent proposée de 500 avant l'ère n'est pas inadmissible » (p. 298-299). De tendance moins religieuse, moins ritualiste que les autres textes védiques, elles sont teintées d'ésotérisme et, « par opposition aux autres textes védiques qui représentent la voie de l'acte, elles représentent la voie de la connaissance » (p. 295).

Les six branches du *Vedāṅga* : phonétique, rituel, grammaire, étymologie, métrique, astronomie, sont représentées par des textes d'école dont la plupart ont pour caractère commun d'être rédigés dans ce curieux style algébrique dont on nous a dit précédemment, à propos de la langue sanskrite, que c'est « une des grandes innovations littéraires de l'Inde ancienne, qui n'a sa pareille nulle part » (p. 59). Quant aux écoles védiques, auxquelles L. Renou a consacré récemment d'importants travaux, elles font l'objet dans ce *Manuel* d'un paragraphe et sur-

tout d'un tableau (p. 310-311) qui permet de déterminer immédiatement l'appartenance de tel ou tel texte, de telle ou telle recension.

Après les textes, les croyances et les spéculations védiques font l'objet de deux rubriques qui comptent parmi les plus intéressantes, car la masse des faits rassemblés n'a pas empêché l'auteur de dégager des idées générales d'une grande portée, qui sont exprimées de façon particulièrement heureuse : la pensée védique, qui paraît souvent confuse, a trouvé là un exégète d'une grande clarté. « Le substrat de la mythologie védique est naturaliste, nous dit-il par exemple. Toutefois, le fait naturel est rarement fourni à l'état pur, et l'on peut se demander s'il ne résulte pas d'une assimilation, les luttes de telle divinité, par exemple, ayant été identifiées aux manifestations de l'orage... L'univers n'est pas divin, mais le divin est l'univers, l'univers une fonction du divin, lequel est simultanément dans les choses et extérieur à elles (p. 314)... Des Indo-Européens, les Indiens du Veda ont hérité des cadres, des valeurs, des thèmes mythiques plutôt que des figures précises... Les valeurs éthiques étaient faibles, et les relations de l'homme avec la divinité se posaient sur un tout autre plan que dans les religions sémitiques... Dans les Brâhmana, la notion de péché s'attache presque uniquement à des erreurs rituelles. Il faut descendre aux dernières couches védiques pour trouver des listes de fautes où figurent des valeurs morales (p. 315-317)... L'Indien du Veda n'a aucun désir de l'au-delà. On craint la mort, on demande la pleine durée de vie (les cent années), la mort est le mal, vivre est de l'ordre de la joie (p. 334)... Les rites agissent par leur vertu propre qui réside dans la connexion mystérieuse existant entre les procès rituels et l'ordre cosmique. C'est l'objet même des Brâhmana de faire apparaître ces connexions. Déjà présente dans les Hymnes, il y a cette pensée que la religion pose et maintient l'unité du monde par la circulation des dons, l'échange des offrandes humaines et des faveurs divines. Le sacrifice a créé le monde, et son bon ordre en règle la marche (p. 337-338). » Ces quelques formules, qui m'ont paru à la fois riches de sens et d'une forme particulièrement bien venue, méritaient d'être citées pour montrer avec quelle clarté et quelle simplicité d'expression sont exposés quelques-uns des grands problèmes des études védiques. C'est dans la même forme que sont présentés le dogme de l'identité du *brahman*-univers et de l'*âtman*-âme individuelle, la théorie de la délivrance, aboutissement de la théorie du *brahman*, la doctrine de la renaissance développée sous la pression d'un élément éthique (la rétribution des mérites et des fautes), le développement d'un théisme précurseur de la mystique médiévale de la *bhakti*, la naissance du dualisme *samkhya* et de la technique du *yoga*. « Continuation de l'exégèse ancienne pour la forme, la doctrine des Upanisad consomme à certains égards une rupture : passage du rituel au mystique, d'une religion du bonheur à une philosophie du salut : celui qui sait ainsi n'a besoin ni de rites ni de culte. C'est un protestantisme » (p. 344).

Les quelque trente pages consacrées au rituel (345-372) sont essentiellement descriptives et, de ce fait, moins riches en vues générales susceptibles d'être citées ici. Notons seulement que l'auteur trouve dans les Brâhmana mêmes des attaches solides en faveur de l'interprétation du sacrifice védique par Hubert et Mauss. « Le sacrifice est une consécration, c'est le transfert du profane au sacré qui modifie, outre la victime, la personne morale faisant les frais de la cérémonie, éventuellement aussi tel objet extérieur. La victime assure la communication entre le profane et le sacré, le prêtre étant à la fois mandataire du sacrifiant et délégué des dieux » (p. 345).

Le chapitre sur le védisme se termine par quelques pages substantielles sur la civilisation, dont la conclusion donne un raccourci saisissant de cette première période de l'histoire culturelle de l'Inde. « Au point de départ, on a donc une civilisation importée par les tribus indo-européennes, complexe déjà... En s'élaborant, la civilisation du Veda s'est heurtée à la culture aborigène des Dravidiens, Munda et, dans une mesure mal déterminable, à la culture urbaine de Mohan-jo-Daro. Inférieure probablement à elles deux, à celle-ci en tout cas pour l'aptitude technique, elle s'est imposée par les qualités guerrières d'abord. Les Indiens du Veda, de type mixte pastoral-agricole, peut-être des semi-nomades, sont avant tout des guerriers. Le souci dominant dans les Hymnes est de défendre les biens conquis contre toute agression, d'agrandir aussi le domaine, de jouir du large des plaines au sortir de l'étroit des habitats iraniens. L'intense unification sacerdotale des documents postérieurs au Rigveda n'a pu abolir tout à fait cet état d'esprit, qu'a spontanément modifié la brâhmanisation plus pacifique survenue après les premières irruptions. Mais la culture védique s'est imposée aussi par l'éclat de ses structures religieuses, assez puissantes pour servir de cadre à toutes les formes que devaient prendre durant tant de siècles les religions indiennes » (p. 380).

La plus importante de ces formes, la plus durable en tout cas, est le brâhmanisme auquel est consacré le sixième et dernier chapitre, qui représente à lui seul plus du tiers du volume. Les deux premières parties, analysant les sources sanskrites et non sanskrites de notre connaissance du brâhmanisme, ont respectivement pour auteurs L. Renou et P. Meile. Elles appellent les mêmes remarques que celles qui ont été formulées plus haut à propos des sources historiques, notamment en ce qui concerne l'absence de références. Il est permis de souhaiter que la bibliographie promise pour le dernier volume fasse connaître les principales éditions, traductions, études critiques auxquelles ont donné lieu les textes mentionnés. Pour ne citer qu'un exemple, rien n'indique au lecteur quelles sont les éditions du Râmâyana à consulter, ni qu'il en existe une traduction française de l'abbé Roussel, et si par exemple au § 814 la simple mention « S. Lévi » suffit à me faire comprendre qu'il s'agit de son article *Pour l'histoire du Râmâyana* publié dans le *Journal asiatique* de 1918, j'avoue être très embarrassé pour identifier les travaux de Jacobi et de Ruben mentionnés sans autre indication aux §§ 812 et 815.

Les sources sanskrites analysées sont essentiellement les Upanisad post-védiques, le Mahâbhârata « somme du brâhmanisme, où se retrouvent dans leur grandeur luxuriante et informe presque tous les aspects du génie indien » (p. 385), le Râmâyana qui « annonce l'Inde nouvelle », les Purâna, « livres sacrés de l'hindouisme, que la tradition met au rang des Veda, tout en précisant qu'ils forment un Veda inférieur à l'usage des çâdra et des femmes... De bonne heure, les brâhmanes se sont approprié ces œuvres, leur donnant une coloration sectaire, les truffant de préceptes, de dissertations, de toute une hymnographie... y déversant des descriptions de pèlerinages, de lieux saints, de temples, tout l'instrument d'un culte local, comme si ces textes étaient devenus l'apanage de communautés religieuses particulières » (p. 412-413). Les Tantra, textes longtemps négligés, font l'objet d'un paragraphe particulièrement utile ; le tantrisme y est défini comme « une réaction contre les prohibitions religieuses et sociales du brâhmanisme sectaire, un retour au culte individuel, au rite intérieur... Plutôt qu'un système autonome, le tantrisme est un esprit nouveau apporté à des doctrines pan-indiennes, en vue d'un objet défini, qu'il s'agisse d'une réalisation magique particulière ou de l'accès à la

délivrance » (p. 423-424). Enfin, après les Dharmaçâstra qui intéressent au plus haut point le brâhmanisme, puisque ce ne sont pas de simples codes de lois ou traités de jurisprudence et que « le droit dont l'origine est divine (émanation de Brâhman) est tissé dans la religion », L. Renou termine son étude des sources par quelques notions très sommaires sur un certain nombre d'œuvres littéraires susceptibles de contribuer à notre connaissance du brâhmanisme, et dont la plus importante est le Gitagovinda de la fin du XII^e siècle.

L'étude des sources non sanskrites a permis à P. Meile de rassembler en trente-six pages un nombre considérable de données extraites pour la plupart de travaux d'érudits indiens, pas toujours bien connus en Europe. Dans son paragraphe d'introduction, il s'efforce de déterminer la part que tiennent ces textes en langue dravidienne ou en moyen et néo-indien dans la connaissance de la transition entre l'Inde bouddhique et jaina et le réveil hindouiste. « Cet hindouisme, qui s'épanouit par la suite dans les littératures dites vulgaires, qui en devient même le thème favori, n'est pas un pur produit du Veda. Il importe de ne pas être dupe des efforts qu'ont fait, de bonne foi, les brâhmanes, pour restaurer la continuité de la tradition. C'est, en réalité, une religion nouvelle, qui s'est édifiée sur les débris du passé. Et les matériaux qui la constituent sont de provenances diverses. L'élément védique n'est pas niable, mais l'apport bouddhique aussi est considérable, et il y a, à la base, un élément plus important, peut-être, bien que plus difficile à mettre au jour : le fonds autochtone que représentent les cultes et les croyances des peuples préaryens. Il sort de là une synthèse dont la nouveauté et l'originalité sont évidentes : les nombreux acteurs du Panthéon védique tombent en discrédit, et la vedette passe à de nouveaux venus » (p. 445).

Cette synthèse à laquelle on donne communément le nom d'hindouisme, L. Renou préfère la désigner par le nom de brâhmanisme « qui a l'avantage de souligner le contenu de cette religion — religion des brâhmanes et du *brâhman* — et de resserrer le contact avec l'état ancien ». Il décrit d'abord les formes religieuses : croyances, spéculations, rites et pratiques ; puis les sectes : çivaltes, visnuites et réformatrices. Ces pages, qui, pour l'indianiste, constitueront un répertoire complet des faits intéressant ces divers sujets, seront aussi d'une grande utilité pour le public qui s'intéresse à l'Inde et désire se documenter sur sa religion et ses civilisations. Ceux qui les aborderont sans préparation feront bien de lire attentivement le § 990, où ils trouveront une vue générale qui leur permettra plus facilement de traverser cet océan de science et d'en atteindre l'autre rive. « Le brâhmanisme, y lisons-nous, représente l'une des voies par lesquelles pouvait s'orienter le Veda. L'impulsion décisive est venue des Upanisad, qui marquent pour ainsi dire la charnière entre les deux pensées. Le contact avec les Dravidiens a pu contribuer à promouvoir un certain idéal de sainteté, à engager la religion vers le théisme, comme plus tard l'Islâm précisa les vieilles tendances vers l'amour-foi (*bhakti*) et la mystique de secte. On n'entre pas dans le brâhmanisme au prix d'une profession de foi. Il faut appartenir à l'une des trois castes aryennes. Toutefois, ceci est de la théorie... Maintes sectes modernes admettent des étrangers, élargissant la pratique qu'on voit dès le Veda appliquée aux *vrâtya*. Le tantrisme se targue de valoir pour tous les hommes, sans distinction de caste ni de rang. Sur le plan cultuel, les faits saillants sont la *pâd* ou adoration, qui occupe la place que détenait autrefois le sacrifice. La *pâd* suppose elle-même le culte des images ; sans nécessiter le temple, elle y conduit et conduit par là vers une organisation religieuse nouvelle. Sur le plan

spéculatif, *karman* et *samsdra* se consolident. La vision religieuse s'étale dans l'espace (stratifications du cosmos) et dans le temps (*yuga, manvantara*). Dans l'ordre éthique prévalent la non-violence et les essais d'une morale de mode de vie (*dharma*). Enfin, en regard du védisme ritualisant, le brâhmanisme est un mouvement intense de vie spirituelle, surgie du plus profond de l'expérience mystique. Prolongeant les tendances dessinées dès l'origine, il traduit une assimilation connue de l'objet même de la religion, depuis la divinité jusqu'au croyant lui-même, *sâdhaka* ou *yogin*, qui se réalise en s'absorbant » (p. 481-482). Tels sont les grands thèmes qui sont repris et développés dans l'exposé des formes religieuses du brâhmanisme.

A propos des croyances, l'auteur traite d'abord des divinités dont toutes les représentations sont dominées par le comportement humain : « Dans l'ensemble, le naturalisme védique a tendu à s'effacer » (p. 484). La genèse et les composantes de deux grandes figures de Visnu et de Çiva qui dominent le brâhmanisme et ses sectes, la nature de la *çakti*, énergie féminine des dieux mâles « conçue comme un champ de force, un principe qui, du dieu suprême inactif par essence, permet d'extraire le monde sensible, sans compromettre le postulat fondamental du monisme », font l'objet de paragraphes particulièrement substantiels. Quant à la place de l'homme dans l'univers, ce n'est qu'un élément parmi les êtres créés : si, d'une part, « la mythologie entière indique assez à quel point est flottante la démarcation entre l'humain et le divin » (p. 542), d'autre part « il n'y a pas de différence radicale entre l'homme et l'animal ; l'un comme l'autre sont l'enveloppe de l'âme migrante, doctrine qui a consolidé la vieille croyance en la circulation et l'impermanence des êtres, tandis que l'animisme primitif, éventuellement des survivances de totémisme, contribuaient à rapprocher les espèces » (p. 534).

Les vingt pages (543-563) relatives aux spéculations sont peut-être les plus importantes du volume, car elles traitent de concepts qui sont au centre même de la pensée indienne. D'abord le divin, au sujet duquel l'auteur « constate un progrès indéniable depuis le polythéisme diffus, à sommet instable, du Veda, jusqu'au polythéisme des époques sectaires, qui sous la disparité des noms vise incessamment à restaurer un principe suprême (p. 543)... La notion d'un dieu suprême transcendant n'a été que partiellement atteinte, et, dans la mesure où elle l'a été, c'est à travers celle d'un dieu immanent. C'est la coïncidence de ces deux aspects qui polarise toute la pensée religieuse de l'Inde médiévale (p. 544)... La vraie réalisation du divin a lieu sur le plan de l'expérience spirituelle ;... la divinité est un régent de la connaissance mystique, un but — le but de la délivrance — une chose qu'on atteint plutôt qu'une chose toute donnée » (p. 545). Après ce développement sur le divin, dont on peut dire qu'il pénètre jusqu'au cœur du sujet, l'auteur étudie la création, l'évolution des êtres, les âges du monde, puis aborde la question de l'âme, dont on a mis en doute que l'Inde ancienne ait connu un principe équivalant à ce que nous appelons ainsi — parce que, dans les conceptions indiennes, « l'âme est sous l'emprise de la matière », les procès psychiques étant interprétés comme des procès matériels — et après quelques notions sur la mort et l'autre monde, en arrive à la conception du *karman*, « dogme central de la religion ».

Le *karman* est d'abord décrit comme « englobant l'acte (né de la pensée, de la parole ou du corps), l'effet de l'acte, enfin la loi qui régit cet effet, loi nécessaire à la manière d'un phénomène astronomique ». Tout acte produit un effet qui se réalisera un jour proche ou lointain (dans une existence future), « déterminant une recom-

pense ou une punition, une joie ou une souffrance, une élévation ou un abaissement de condition », et L. Renou donne d'après un texte un curieux exemple de la « comptabilité rétributive » qui découle de cette conception (p. 556). « Mais la conséquence la plus grave du *karman*, nous dit-il, eût été d'entraîner à cesser d'agir, par crainte d'agir mal. Cette tendance a, en effet, marqué profondément le comportement indien, coïncidant avec la réflexion pessimiste que sécrétait, d'autre part, la doctrine du *samsāra*... Mais, en regard de cette attitude négative, l'attitude opposée a immédiatement surgi, et la pensée indienne a oscillé entre ces deux pôles... La théorie des *dharma* reflète la conciliation entre ces deux tendances contraires. L'idéal de l'activité est revendiqué pour le maître de maison, l'idéal de la cessation d'agir pour les renonçants... Pur mécanisme causal à l'origine, le *karman* a abouti à définir une éthique ; il devient générateur de *dharma* ; la voie de l'acte est jalonnée de prescriptions qui varient selon la caste et l'*dharma*... La doctrine du *karman* a pénétré la plupart des domaines : outre la condition humaine — le *karman* rend compte de l'inégalité sociale et consolide métaphysiquement la caste — le *karman* engendre le caractère, l'intelligence, le comportement, l'aspect physique : legs psychique et même physiologique, il constitue la vraie hérédité. La doctrine a été déterminante pour fixer la notion de l'âme, instaurer la persistance d'une certaine personnalité » (p. 557).

Le *karman* a pour corollaire nécessaire la croyance en la transmigration des êtres, « proprement en une métensomatose des âmes ». Et L. Renou indique comment « tout l'effort de certains auteurs s'emploie à montrer la voie par où le germe des renaissances pourra être extirpé, le gué qui permettra d'aborder à l'autre rive, celle d'où l'on ne revient plus... C'est l'objet de la plupart des doctrines, alors même qu'elles ne font pas état explicitement du concept du *samsāra*, entaché sans doute à leurs yeux de quelque vulgarité. Mais, de même qu'il y a deux représentations du *karman*, l'une pessimiste, l'autre optimiste, il y en a deux du *samsāra* : pour qui a pris la voie de l'acte, le retour en ce monde est plein de promesses, et il s'en faut que la littérature le désigne uniformément comme mauvais » (p. 558). Celui qui a choisi la voie de l'acte ordonne son activité autour de trois catégories : « le *dharma*, qui englobe tout ce qui est bon (sur le plan moral), *artha* ce qui est utile (plan social), *kāma* ce qui est agréable (ordre sensoriel) » (p. 560). Au delà de ces trois catégories se situe le *mokṣa*, la délivrance, dont « le contenu est fondamentalement négatif : être délivré, c'est échapper au cycle des renaissances, épuiser le *karman*..., se dégager de l'entrave que forment la matière et le monde, se défaire de la souillure, se libérer du mal, de la souffrance, du non-savoir. C'est la fin profonde de l'enseignement religieux et philosophique » (p. 561-562).

Après cet exposé des spéculations brâhmaniques, dont j'ai tenu à donner de longs extraits à cause de son importance capitale, L. Renou traite des rites et des pratiques, qui comprennent essentiellement la prière, la *pâd* ou adoration de l'image (ce qui l'amène à parler des idoles et des temples), les offrandes. Les rites solennels et privés sont décrits d'une façon détaillée, ainsi que les observances et les principales fêtes, un développement spécial étant réservé au rituel tantrique. De substantiels paragraphes sont ensuite consacrés aux *dharma* ou modes de vie (traditionnellement au nombre de quatre : étudiant brâhmanique, maître de maison, anachorète, renonçant), aux ordres monastiques, aux castes, aux pratiques expiatoires et, enfin, à la magie et à la mantique.

Les quarante pages consacrées aux sectes, qui ont bénéficié pour deux para-

graphes de la collaboration de M^{lle} Liliane Silburn, sont aussi riches au point de vue historique qu'au point de vue doctrinal. Elles permettront désormais de s'orienter sans trop de difficulté à travers une extraordinaire fragmentation religieuse due en grande partie à l'influence de fortes personnalités, tels Râmânuja au ^x^e siècle, Kabir au ^{xv}^e et Caitanya au ^{xvi}^e.

Le volume se termine par sept pages dues à la plume de M^{lle} Anne-Marie Esnoul et consacrées à un des aspects les plus intéressants de la religion brâhmanique, la *bhakti*, qui a été définie plus haut comme l'amour-foi. Étymologiquement, « la *bhakti* est une participation à la divinité... Il ne s'agit plus ici seulement de l'effort ascensionnel d'un esprit qui tente de se libérer, mais bien autant du mouvement fait à la rencontre de cet esprit par la divinité qu'il révere... La libération, qui, ici comme ailleurs, est toujours le but recherché, ne dépend plus de l'exécution minutieuse de rites, ni d'une méditation d'ordre intellectuel : elle est fonction du don que le fidèle fera de lui-même au *bhagavant*, don qui sera récompensé par la réciprocité du dieu qui se laisse participer » (p. 661). Et Anne-Marie Esnoul montre la facilité du culte de *bhakti*, son accessibilité à tous, femmes et çâdra compris, et son caractère essentiellement théiste, plus spécialement visnuite.

C'est sur ces pages, témoignant chez leur auteur d'une parfaite compréhension d'un sentiment qui joue un si grand rôle dans la vie religieuse de l'Inde, que se termine le premier volume du *Manuel des études indiennes*. L'analyse qui vient d'en être faite s'est efforcée d'en faire connaître le contenu, mais, malgré des citations multipliées à dessein, il ne donne, je le crains, qu'une idée incomplète d'une œuvre qui fait le plus grand honneur à l'indianisme français et qui comble une lacune des grandes collections consacrées à l'histoire générale de la civilisation.

G. CORDÈS.

E. A. THOMPSON. *The historical work of Ammianus Marcellinus*. Cambridge Univ. Press, 1947,

L'auteur rend pleine justice à l'œuvre d'Ammien, de qui il reconnaît la puissance, *his enormous stature*, malgré son style obscur. Il reconstitue d'abord sa carrière ; d'origine curiale, il dut beaucoup à la faveur d'Ursicin ; il est peut-être identique à cet *honoratior aliquis miles*, qui, selon lui, pressa en 363 Salutius d'accepter l'empire. Il est difficile à suivre après cette date, séjourne à Alexandrie, Antioche, Rome, d'où il fut expulsé lors de la famine de 383, compte peut-être parmi les partisans d'Eugène. Il méprise les personnes de basse condition, et même M. Thompson estime que son inimitié à l'égard de Gallus peut s'expliquer par la sympathie du prince pour les pauvres. On aurait pu insister davantage sur les passages nombreux de son histoire qui attestent sa partialité à l'égard de la classe des curiales. Il a souvent observé les oppositions violentes entre riches et pauvres, mais l'auteur lui reproche de ne s'être pas attaché davantage à scruter « la condition des serfs, des esclaves et des brigands, qui formaient la grande majorité de la population de l'Empire ». Pourtant il a tracé de la plèbe romaine un tableau inoubliable.

L'étude des sources conduit à rejeter la construction arbitraire de Seeck, qui croyait discerner une source palenne, annalistique, sans doute identique aux *Annales de Flavien* — une source chrétienne, biographique, sans doute issue d'un livre d'un Grec d'Antioche. La critique présentée par E. A. Thompson paraît propre à faire justice de cette thèse qui a obtenu si large crédit. Ammien a suivi des sources

nombreuses, mais, à partir du règne de Valentinien, son œuvre repose sur son expérience personnelle et sur des témoignages oraux. L'histoire d'Ammien prenait à partir de 353 un aspect nouveau, et c'est pourquoi on a laissé périr les livres antérieurs ; il faut qu'il ait tenu à partir de 353 un journal écrit. Il songeait d'abord à s'arrêter à 364, puis il a changé d'avis, mais il a écrit le récit de la période suivante avec beaucoup de prudence. Il me semble qu'il aurait fallu insister davantage sur l'horreur qu'il exprime pour la politique valentinienne ; peut-être lui fut-elle en partie inspirée par les grands palens de Rome. S'il s'est arrêté à 375 pour l'Occident, c'est, selon M. Thompson, qu'il n'a pas voulu raconter la mort de Théodose le père. Cette hypothèse est neuve, très séduisante : Théodose peut avoir été victime de la cruauté de Maximin, mais sa propre innocence n'est pas indubitable.

Ainsi nous devons à ce livre un portrait nuancé et vivant de la personne même d'Ammien, une excellente critique des sources et des différents moments de la rédaction. Tout en admirant Ammien, l'auteur montre bien comment son jugement a pu être déformé soit par ses préjugés de classe, soit par la peur trop légitime à l'égard d'empereurs cruels. Il a donc donné des exemples caractéristiques de ces déformations. Le personnage d'Ursicin est décrit avec trop de faveur ; je suis tout à fait d'accord avec l'auteur pour le rendre en grande partie responsable de la chute de Gallus, mais je ne pense pas qu'il ait raison de penser que Constance n'a pas traité Ursicin avec une injuste méfiance. Il est possible qu'il y ait lieu de réhabiliter dans une certaine mesure le César Gallus, à l'égard de qui Ammien est terriblement dur. Ammien a fait des réserves sur presque tous les actes de Julien, mais c'est parce qu'écrivant sous Théodose il n'était pas libre de faire autrement. Le grand problème demeure de savoir si Ammien a eu raison de condamner si durement le préfet Maximin. Nous trouvons ici un épisode de guerre de classe ; l'étude de la politique de Valentinien en faveur des petits contre les grands aurait confirmé sans doute le jugement de M. Thompson. Il paraît bien difficile, en revanche, de penser qu'il y ait eu collusion entre les grands de Rome et Théodose l'ancien ; les hypothèses présentées à ce sujet sont bien compliquées.

L'ouvrage de M. Thompson est le meilleur qui ait été publié sur Ammien. Il est en même temps une contribution importante à l'étude de différents épisodes du IV^e siècle, et particulièrement de cette condamnation de Théodose l'ancien, qui demeure pourtant encore énigmatique.

A. PIGANIOL.

Michel ANDRIEU. Le Pontifical romain au Moyen Âge. Città del Vaticano ; 4 vol. in-8°, 1938-1943.

Peu d'ouvrages méritent, dans la bibliographie de la France, une place aussi éminente que ceux dont M. Andrieu (aujourd'hui doyen de la Faculté de théologie catholique, à l'Université de Strasbourg) enrichit silencieusement les sciences historiques. Pendant trente années, il a étudié le Pontifical romain, qui décrit les fonctions liturgiques de l'évêque : ordinations, bénédictions et couronnements, ordre des conciles et des visites, censures et pénitences. Et il édite les trois ouvrages qu'agréa successivement la Curie romaine. Ils éclairent non seulement l'histoire de la liturgie, mais encore l'histoire du droit canon, de la langue latine, de l'Église universelle, bref de vastes secteurs de la civilisation médiévale. Nous ne relèverons ici que les particularités de la méthode suivie et quelques conclusions générales.

Le souci constant de M. Andrieu est de découvrir le mouvement de la vie. Dans ce rayon de manuscrits où, depuis le XI^e siècle, les liturgistes romains ont rassemblé les textes à l'usage de l'évêque, il recherche les marques et les étapes de l'effort. Il les classe non point d'après des variantes, mais d'après l'avancement du travail d'épuration et de supplément que firent les auteurs. Et, comme il aboutit à dater ou, pour le moins, à échelonner des ensembles¹, la chronologie de tous les formulaires inclus devient quasi certaine : au lieu, par exemple, de dissertar sur l'âge des divers *ordines* du couronnement impérial, comme ont fait des érudits allemands, M. Andrieu établit, pour aboutir à des conclusions différentes et autrement fondées, la généalogie des Pontificaux qui les conservent.

Il sait la flexibilité des rituels et il relève les adaptations des textes aux réalités. D'abord aux exigences locales : beaucoup de retouches sont nécessaires pour loger la scène de la consécration épiscopale dans le cadre romain. Et beaucoup de conversations précédaient un sacre impérial ou royal, pour aboutir à un protocole de circonstance : témoin ce manuscrit de la Bibliothèque nationale qui contient le programme du couronnement de Charles IV.

Pour rendre sensible cette vie des textes, M. Andrieu adopte une typographie qui fait apparaître ce que chacune des trois formes successives du Pontifical romain doit à ses modèles et ce qu'elle apporte de nouveau. De telle sorte que, sous les yeux du lecteur, se détachent les couches successives.

C'est toute une perspective de l'histoire médiévale qui lui est offerte. Le cérémonial des évêques, élaboré en chaque pays, s'ordonna dans les chrétientés romaine et franke. A Mayence, peu après 950, fut composé le premier Pontifical que M. Andrieu appelle romano-germanique. Il appartient à la belle série des œuvres rhénanes, entre Réginon de Prüm et Burchard de Worms. Avec les armées impériales, il descendit vers l'Italie où il servit de base au premier Pontifical de la Curie : les scribes du Latran le mirent à leur goût, éliminant et amplifiant, comme ils avaient traité le *Décret* de Burchard. Dès le début du XIII^e siècle, une édition fortement retouchée élimina le Pontifical du XII^e siècle. Et, vers la fin de ce même siècle, l'illustre évêque de Mende, Guillaume Durand, prenant pour base cette seconde édition, faisait pour son usage un troisième Pontifical, que Rome adopta.

La multiplication des manuscrits donne la mesure de l'influence romaine. Nous savons, par de trop rares survivants, où et comment se fit la réception. De telle sorte que les trois ouvrages édités par M. Andrieu sont comme une histoire du flux et du reflux des liturgies, parties de Rome et qui reviennent à leur patrie, chargées d'apports gallicans et germaniques, pour se répandre à nouveau dans tous les pays de la Chrétienté.

Chaque manuscrit est l'objet d'une analyse minutieuse et lucide. Les conclusions sont présentées en des synthèses aussi vigoureuses qu'élégantes. Un volume de tables aide le lecteur à retrouver les manuscrits, les *initia* et surtout les matières. A l'histoire des institutions médiévales, cet *index rerum* fournit beaucoup de renvois instructifs.

On ne saurait aboutir par meilleures méthodes à des conclusions plus utiles pour l'histoire religieuse du Moyen Age.

Gabriel LE BRAS.

1. Après une comparaison de toutes les variantes (indiquées *sans exception* dans son appareil critique), M. Andrieu établit un arbre généalogique et il choisit la leçon la plus proche, selon toute vraisemblance, de l'original.

Robert BOUTRUCHE. *Une société provinciale en lutte contre le Régime féodal. L'alleu en Bordelais et en Bazadais du XI^e au XVIII^e siècle*. Rodez, 1943; in-8°, 278 pages et 3 cartes. (Publications de la Faculté des Lettres de Strasbourg, fascicule 100.)

En même temps qu'il soumettait au jugement de la Sorbonne en décembre 1946, comme thèse principale pour le doctorat ès lettres, une remarquable étude intitulée : *La crise d'une société. Seigneurs et paysans du Bordelais pendant la guerre de Cent ans*, M. R. Boutruche présentait comme thèse complémentaire un ouvrage consacré à l'histoire de l'alleu dans le Bordelais et le Bazadais, ouvrage dont je voudrais dans le présent compte rendu souligner l'importance et l'originalité. L'importance, puisque cet ouvrage, qui compte près de 300 pages, réparties environ par moitié entre le texte et les pièces justificatives, est le fruit de minutieuses recherches dans les archives et plus spécialement dans les Archives départementales de la Gironde et les Archives municipales de Bordeaux. L'originalité, puisque l'auteur s'est proposé pour objet de son étude l'histoire de l'alleu dans une région bien délimitée, sans toutefois s'interdire des rapprochements profitables avec d'autres régions, où l'alleu a joui d'une survie plus ou moins longue.

M. Boutruche a voulu faire œuvre d'historien et non de juriste ; aussi, exaspéré par les arguments spécieux qui aux XVII^e et XVIII^e siècles alimentèrent les controverses des feudistes, s'est-il laissé parfois entraîner à décocher à nos vieux juristes quelques nasardes imméritées. Du moins, les réactions d'un tempérament très personnel, sans oublier le bénéfice que l'auteur a tiré de l'enseignement de Marc Bloch, ont amené M. Boutruche à traiter son sujet dans un esprit très réaliste et selon une méthode excellente. On en jugera par la simple inspection des cartes qui accompagnent l'ouvrage et qui signalent les localités ou les quartiers de la ville de Bordeaux particulièrement riches en alleux. L'élégance de l'exposé se remarque dès l'abord dans l'introduction qui traite rapidement de la documentation du sujet ; l'auteur a noté en termes pertinents les difficultés particulières auxquelles se heurte cette documentation. L'alleu, en effet, sauf des cas très rares, ne se fonde sur aucun titre primitif et la plupart des textes dont on peut faire état sont dispersés à l'extrême et proviennent en général de sources étrangères et même hostiles à l'alleu. Ces sources, l'auteur les a dénombrées suivant un système de classement clair et judicieux, établi à la fois par périodes et par catégories. Toutefois, si la documentation pour la période médiévale se fonde sur une masse impressionnante de documents, pour la période moderne (du XVI^e à la fin du XVIII^e siècle), l'auteur a dû se contenter, et il le reconnaît de bonne grâce (p. 107 et p. 133, n. 1), de faire quelques sondages dans les archives.

Entrant dès le début dans le vif du sujet, M. Boutruche, afin de définir l'alleu, met en lumière la situation privilégiée faite à l'alleutier. Celui-ci ne paye ni cens ni service pour la terre qu'il exploite ; héritier, il est dispensé du droit de relief appelé *esporle* en Bordelais ; acquéreur, il n'a à acquitter ni lods ni ventes ; vendeur, il n'a à solliciter l'autorisation de qui que ce soit. Si l'alleu est donné à une Église, il est en général exempt du droit d'amortissement et, quand ce droit est perçu, l'alleu jouit à l'égard du fief d'un tarif de valeur. Cette situation privilégiée de l'alleu fait tout naturellement songer au droit de propriété, tel que l'ont défini les juristes romains ; mais M. Boutruche n'a pas de peine à prouver que l'analogie reste super-

ficielle du fait que l'alleu connaît des servitudes qui limitent son apparente liberté. L'alleu, en effet, est soumis au retrait lignager, il paye la dîme ; en ce qui concerne la vaine pâture, l'alleutier subit les contraintes de la collectivité rurale ; parfois même, quand la jouissance des communaux est liée très étroitement aux tenures seigneuriales, il arrive que l'alleu soit exclu du bénéfice de cette jouissance. Enfin, l'alleu n'échappe pas entièrement aux exigences de l'autorité publique ; c'est ainsi que, en Bordelais, le duc de Guyenne impose à l'alleutier, entre autres obligations, celle du service militaire.

La profonde originalité de l'alleu en Bordelais se reconnaît à trois caractères principaux que l'auteur aurait eu intérêt à étudier ensemble en les groupant dans un même chapitre. Le plus frappant de ces caractères, c'est la multiplicité des alleux dont M. Boutruche a étudié avec soin la répartition géographique. Si l'on considère l'ensemble du duché de Guyenne, il apparaît que les localités riches en alleux s'y rencontrent presque exclusivement dans le Bordelais et le Bazadais, régions où ces localités se pressent en rangs serrés (carte n° 1). Dans la ville même de Bordeaux, la vieille cité, enfermée dans ses murailles gallo-romaines, est très « seigneurialisée », les alleux y sont rares et sont localisés dans le quartier Saint-Pierre ; en revanche, les alleux se multiplient dans les quartiers Sainte-Colombe et Saint-Éloi, compris entre l'enceinte gallo-romaine et la seconde enceinte construite au début du xiii^e siècle ; ils foisonnent, enfin, dans les quartiers Saint-Michel, Saint-Eulaire et Sainte-Croix, quartiers qui, au xiii^e siècle, se sont développés au delà de cette seconde enceinte et qui, en 1302, se trouvèrent enclos dans la troisième enceinte (carte n° 3). La région des alleux s'étend largement autour de Bordeaux dans la zone des Graves et de « la palu de Bordeaux », poussant quelques rares émissaires sur la rive gauche de la Garonne, au nord vers le Médoc, au sud vers le Bazadais jusqu'à hauteur de Langon, cependant que sur la rive droite de la Dordogne, à proximité de son confluent avec la Garonne, on relève quelques localités à alleux ; mais la zone allodiale par excellence, c'est le plateau d'Entre-Deux-Mers, qui s'étend entre la Dordogne et la Garonne (carte n° 2).

Ces alleux se présentent sous deux formes ; parfois, mais rarement, ils constituent un domaine étendu ; plus souvent, ils se réduisent à de menues parcelles, enclavées dans une seigneurie ou enchevêtrées dans un complexe de fiefs et de censives. Le morcellement l'emporte de beaucoup dès le xiii^e siècle, et il ne fera que s'accroître au xiv^e siècle, en dépit des regroupements opérés par la bourgeoisie et les « capitalistes de village ». Si l'on se place au point de vue du mode d'exploitation des alleux, il semble que, à la fin du xi^e siècle, les alleux dans leur grande majorité étaient exploités directement par les alleutiers eux-mêmes ; mais, dès la fin du xiii^e siècle, des alleux étendus ont été morcelés pour être concédés en censives à des tenanciers. Le lotissement d'un alleu exceptionnellement étendu en tenures accensées, parce qu'il superpose aux tenanciers l'autorité de l'alleutier bénéficiaire du cens, a pour effet de transformer l'ancien alleu, jadis exploité directement par le puissant alleutier, en un alleu de type particulier auquel M. Boutruche réserve le nom d'alleu-seigneurie.

Un autre caractère qui marque profondément l'histoire de l'alleu en Bordelais-Bazadais, c'est la persistance dans cette région à travers tout le Moyen Âge de pratiques qui dénotent une mentalité qualifiée par M. Boutruche de mentalité allodiale. Si la masse principale des alleux bordelais et bazadais qu'on rencontre dès le xi^e siècle plonge par ses origines dans un passé très lointain, il convient de ranger

à côté de ces alleux de première origine, dénommés par l'auteur alleux autochtones, des alleux dont les textes permettent de suivre l'apparition à partir du ^{xiii}^e siècle. Ces alleux de formation tardive ou nouveaux alleux du second âge féodal, pour reprendre la terminologie de l'auteur, doivent leur origine soit à des contrats aux termes desquels un seigneur renonce à tout droit sur une de ses seigneuries, soit aux bouleversements économiques et sociaux de la guerre de Cent ans, qui ont entraîné la prescription pour quantité de cens tombés en désuétude. Mais ce ne sont là que des causes secondaires ; dans la plupart des cas, c'est dans les défrichements opérés au détriment des communaux ou *padouens*, qu'il convient de rechercher la formation de ces alleux de seconde origine, les défrichements entraînant l'appropriation allodiale du sol au profit soit d'une communauté rurale, soit d'exploitants agissant pour leur compte personnel.

Ce n'est pas la persistance seule de la mentalité allodiale qui donne à la région du Bordelais-Bazadais une profonde originalité, c'est aussi l'extension de la notion d'alleu à des biens et à des droits de nature infiniment variée. Un des emplois les plus fréquents et les plus curieux de cette notion, c'est l'application qui en a été faite à la rente foncière dans des conditions que l'auteur a étudiées à la p. 31 de son ouvrage en présentant au lecteur un cas précis, celui d'un paysan de Cenon, qui en 1392 vend aux chanoines de Saint-Michel de Bordeaux deux deniers d'esperle et douze sous de cens annuels « francs en alleu ». Comment convient-il d'interpréter cette expression *franc en alleu*, si fréquemment appliquée à une rente constituée, comme il ressort de nombreux contrats reproduits dans les pièces justificatives ? Faut-il entendre que le cens constitué par l'alleutier, devenu tenancier, doit être assigné sur un alleu ? Certains textes autorisent pleinement cette interprétation ; mais, dans d'autres cas, il ne semble pas que le bien sur lequel est assis le cens soit allodial et l'expression de cens franc en alleu paraît sous-entendre que le dit cens, s'il est soumis au droit de relief ou *esperle*, est en revanche exempt des droits de mutations (droits de lods et ventes). Il est, enfin, d'autres textes qui laissent entrevoir des déformations de la notion allodiale si déconcertantes, qu'on peut se demander si les notaires, chargés de rédiger les contrats, et à plus forte raison leurs clients, avaient dans l'esprit des notions aussi précises que le pense M. Boutruche. Il est en tout cas hors de doute que la rente franche en alleu a connu dans la région étudiée un développement prodigieux et qu'elle a eu des conséquences profondes sur l'histoire de la seigneurie. Si, en effet, comme on l'a signalé plus haut, l'alleu-seigneurie s'est constitué par le haut, à la suite du lotissement par un alleutier de son alleu au profit de nombreux tenanciers, la constitution de rentes franches en alleu a travaillé à la formation de l'alleu-seigneurie par le bas, de petits alleutiers vendant à un puissant alleutier le domaine éminent de leur alleu pour en conserver le domaine utile en devenant ses tenanciers.

L'histoire proprement dite de l'alleu dans la région étudiée pose trois problèmes essentiels : quelle est l'origine des alleux autochtones, quels droits les ducs de Guyenne ont-ils fait valoir à l'égard des alleutiers de leur duché, quelle a été la politique des rois de France à l'égard de cette même classe sociale ? Les juristes des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles ont cherché de parti pris l'origine de l'alleu dans le droit romain ; mais M. Boutruche n'a pas de peine à montrer qu'une telle hypothèse n'est pas recevable pour quiconque aborde le problème de l'alleu sous l'angle de l'histoire comparée. L'alleu, en effet, se rencontre dans des régions qui n'ont pas été touchées le moins du monde par le droit romain, comme la Saxe ; en revanche,

l'alleu est rare dans certains pays fortement imprégnés de droit romain, tels le Quercy, le Périgord et la Provence. Si l'alleu a poussé dans le Bordelais des racines profondes, cela tient selon l'auteur à l'inachèvement du régime seigneurial et à la fragilité du régime féodal dans la région considérée. En fait, il est remarquable que, dans quantité de localités médiévales, dont le nom en *acus* rappelle un ancien domaine gallo-romain, on trouve encastées dans les terres du domaine des parcelles d'alleu, noyées dans la masse des tenures seigneuriales ; il est, d'autre part, exact que le Bordelais à travers le haut moyen âge n'a cessé, comme le signale l'auteur, d'être ballotté entre des dominations diverses ; toutefois, on voit mal comment cette incertitude dans les destinées politiques de la région a pu entraîner le relâchement du réseau des relations féodales.

L'auteur a consacré tout un chapitre à l'étude des relations entre l'alleu et les puissances royale et seigneuriale (chap. iv, p. 109-131). A travers les désordres du x^e siècle, les alleutiers ont travaillé à échapper aux charges publiques et à s'approprier des droits de commandement de manière à ne relever d'aucun souverain ; en fait, les entreprises des alleutiers se sont heurtées à la résistance des grands seigneurs, héritiers des comtes carolingiens ou des immunistes et un partage d'attributions s'est fait dans des conditions variables. Tenant compte de la diversité de ces conditions, M. Boutruche distingue trois catégories d'alleux : les alleux auxquels la justice n'est pas annexée et qui relèvent du justicier du lieu, les alleux d'un degré supérieur dont les maîtres sont à la fois propriétaires et juges, étant entendu que la justice est rattachée à la hiérarchie féodale, enfin les alleux souverains, « véritables principautés indépendantes auxquelles sont annexés des droits régaliens et dont les maîtres jouissent d'une situation comparable à celle du roi dans son royaume ». De 1202 à 1259, puis durant toute la guerre de Cent ans, le duché de Guyenne a revendiqué ce statut et l'autorité du roi en a été totalement exclue ; mais, même durant la courte période qui va de 1259 au début de la guerre de Cent ans, les mesures prises par le roi de France pour soumettre à son contrôle les alleutiers sont restées lettre morte ou, du moins, elles ont joué au profit exclusif du duc. Une série d'ordonnances royales, en effet, promulguées à partir de 1275, interdirent de transférer aux Églises des fiefs et des arrière-fiefs sans l'assentiment et du seigneur direct et du roi, obligèrent les donateurs à verser au premier une indemnité et au second un droit d'amortissement, soumirent les alleux aliénés dans les mêmes conditions à un droit d'amortissement au profit du roi, mais dont le montant était inférieur à celui qui frappait les fiefs. Toutefois, il semble que les rois laissèrent aux feudataires les plus puissants le droit de percevoir au lieu et place du roi cette taxe d'amortissement, et, selon M. Boutruche, le duc de Guyenne, profitant de cette tolérance, aurait étendu aux fiefs de son duché le droit d'amortissement et en aurait perçu les profits durant toute la guerre de Cent ans (p. 47).

En somme, pendant longtemps les alleutiers du Bordelais n'ont eu à redouter que les entreprises et du duc, qui visait à les soumettre aux charges publiques, et celles des seigneurs, qui cherchaient à incorporer les alleux à leur seigneurie. En ce qui concerne les Plantagenets, M. Boutruche montre que ceux-ci ont eu à l'égard des alleutiers une politique souple, mais au total efficace. A travers tout le xiii^e siècle, les ducs de Guyenne ont soumis à leur protection bon nombre d'alleutiers, leur imposant en contre-partie des charges publiques, cependant qu'ils se réservaient les jugements concernant les alleux et les héritages des alleutiers morts *ab intestat*. Il appartenait à la royauté, à partir du jour où elle eut reconquis la

Guyenne, de poursuivre la politique des Plantagenets. Les prétentions élevées par la royauté à cet égard ont été étudiées par M. Boutruche dans un chapitre spécial, de documentation un peu rapide, mais au cours duquel il a bien mis en lumière l'opposition entre les deux principes en conflit : la thèse de la directe royale universelle (« nul terre sans seigneur ») et la thèse de l'allodialité (« nul seigneur sans titre »). En gros et sans entrer dans le détail des mesures prises par la royauté, on peut dire que celle-ci, au cours des *xvii^e* et *xviii^e* siècles, a soumis les alleutiers à l'obligation de produire les titres légitimant leurs prétentions et que, même dans le cas le plus favorable, les privilèges des alleutiers n'ont été confirmés par les agents royaux que moyennant le payement d'une taxe.

Si les ducs de Guyenne n'ont pas poursuivi, comme certains l'ont prétendu, la ruine systématique des alleutiers, si ces derniers n'ont succombé que pour une faible minorité aux entreprises des seigneurs, il reste que leur nombre est allé en diminuant. Cette réduction du nombre des alleux est en relation avec la fonction économique de l'alleu que M. Boutruche a étudiée avec beaucoup de soin dans un chapitre qui constitue une excellente monographie d'histoire économique et sociale. Dès le *xi^e* siècle et à travers tout le *xii^e* siècle, les abbayes bénédictines, et en particulier l'abbaye de La Sauve dans l'Entre-Deux-Mers, ont travaillé à accroître leur temporel en acquérant des alleux de préférence à des fiefs, étant donné que l'acquisition d'un alleu n'entraînait pas le payement d'un droit d'amortissement et que, même après 1275, le droit d'amortissement exigé des alleux bénéficia d'un tarif de faveur au regard du fief. A partir du *xiii^e* siècle, les abbayes bénédictines délaissent le marché des alleux et abandonnent la place aux chapitres, collégiales et églises paroissiales ; ces établissements religieux d'ailleurs, qui ont à assurer des fondations pieuses pour lesquelles un capital leur a été versé, recherchent moins les alleux que les rentes en franc alleu, cependant qu'il leur faut compter avec la concurrence de la bourgeoisie bordelaise à l'affût de placements avantageux.

L'étendue du présent compte rendu dit assez le mérite et l'importance de l'ouvrage de M. Boutruche. On peut parfois regretter que la construction de l'œuvre manque un peu de rigueur, du moins l'ouvrage est-il écrit d'une plume alerte, dans une langue qui ne rejette ni les images un peu forcées, ni les expressions familières, indices d'un tempérament vigoureux et original. De place en place, le lecteur, pris d'un léger doute, serait heureux de recevoir un complément d'explication. L'auteur a noté p. 31 et à plusieurs reprises la répugnance des Bordelais pour le fermage et le métayage, mais sans produire les raisons qui expliquent cette répugnance ; la confusion entre le fief et la censive, confusion qui se poursuit jusque dans la terminologie, ne paraît pas une preuve certaine de la fragilité du régime féodal en Bordelais, car pareille confusion se rencontre dans d'autres régions, qui ont connu un régime féodal solidement établi ; enfin, on regrette que l'auteur ait écrit que la hantise du remembrement « est au fond de la nature paysanne, économe de son temps et de ses pas ». Une telle affirmation surprend sous la plume d'un disciple de Marc Bloch, qui si souvent a mis les historiens en garde contre l'argument de l'intérêt bien entendu et dans la conclusion d'un ouvrage qui d'un bout à l'autre est empreint d'un esprit réaliste du meilleur aloi.

Il convient de féliciter M. Boutruche de s'être lancé dans une entreprise originale, mais difficile, et il faut souhaiter que son exemple trouve des imitateurs. Des études s'inspirant de la même méthode et du même esprit permettront sans doute de déterminer les raisons d'ordre général qui peuvent rendre compte de la persis-

tance dans certaines régions d'une mentalité allodiale, tout en dégageant les causes particulières à chaque région.

Ch.-Edmond PERRIN.

Raymond DE ROOVER. *Gresham on foreign exchange. An essay on early english Mercantilism with the text of Sir Thomas Gresham's Memorandum for the understanding of the exchange.* Cambridge (Mass.), Harvard University Press, 1949 ; in-8°, 348 pages, 6 ill. dans le texte et 1 portrait en frontispice.

On a beaucoup écrit sur Gresham depuis Burgon (*The life and times of Sir Thomas Gresham*, 2 vol., Londres, 1839). C'est qu'il s'agit un peu d'un personnage de légende ; en tout cas, on lui a fait un sort chez les économistes pour qui la loi de Gresham a longtemps passé pour fondamentale, d'après laquelle la mauvaise monnaie chasse la bonne. Le premier mérite de M. de Roover est précisément d'avoir définitivement dissipé cette fable : la loi dite de Gresham n'a jamais existé que dans l'imagination de l'économiste Henry D. Mac Leod, « doué de l'aptitude merveilleuse à lire dans un texte ce qui n'y est pas ». Dans une lettre à Élisabeth, écrite à propos de la chute du change anglais, Gresham établit simplement que la dévaluation de Henry VIII a causé à ce change une dépréciation de 22 s. 8 d. à 13 s. 4 d. par rapport à la monnaie flamande, d'où une sortie d'or fin, remplacé par de viles espèces. Il n'en reste pas moins que le « Royal factor » tint une place éminente dans les controverses monétaires de son temps. On sait que son nom est lié à la fameuse stabilisation de la sterling (1560) qui rompit avec la politique de dévaluation des règnes précédents et contribua tant à la prospérité britannique sous Élisabeth. Prospérité d'ailleurs toute provisoire, puisqu'une manipulation monétaire ne pouvait garantir un développement économique durable. L'auteur insiste à juste titre sur la complexité des problèmes intéressant l'économie d'un pays à l'aube de l'époque dite moderne, et cela le conduit à affirmer que Gresham, comme la plupart des mercantilistes — qu'il se refuse à dénommer bullionistes — méconnaît quelques données essentielles. Certes, Gresham avait des raisons personnelles de croire à l'efficacité de telles manipulations (sa fortune ne provenait-elle pas d'opérations de change sur Anvers?) comme aussi de préconiser une sorte de nationalisme financier — lequel aurait été dirigé contre les hôtes de la Lombard Street. Or, ces derniers, qui avaient réussi à se rendre indispensables jusqu'alors, ne pouvaient mener à bien leurs affaires qu'à la faveur d'un taux relativement bas de la sterling sur la place de Londres ; en outre, les relations de l'Angleterre, productrice de laine, avec le marché continental, dépendaient du mécanisme des lettres de change, lequel supposait un gain pour ces banquiers qui ne pouvaient pratiquer ni l'escompte ni le prêt à intérêt. Mais cette technique alimentait les rumeurs les plus malveillantes sur les prétendus maléfices et les secrets des grands manieurs d'argent étrangers. Dans le *Mémorandum* que M. de Roover publie et attribue à Gresham sont justement dénoncés « les vingt-quatre moyens ou stratagèmes » grâce auxquels les spéculateurs s'enrichissent et complotent la perte de l'Angleterre¹.

On aperçoit donc la position du « Royal factor » : celle d'un mercantiliste xéno-

1. Récemment acquis par la Kress Library de Boston, ce manuscrit, signé du nom d'un certain John Dee, porte la date de 1570. Mais il faut y voir une des copies d'un « pamphlet » de Gresham, tiré à un petit nombre d'exemplaires qui circulèrent vers 1559-1560.

phobe. A l'encontre d'un Malynes par exemple, qui appartient à une génération postérieure et qu'hypnotisa la nécessité d'une balance commerciale favorable, Gresham eut surtout pour but le maintien d'une monnaie saine. Toutefois cette méthode avait l'inconvénient d'entraîner une hausse des prix qui, à la longue, risquait de compromettre les exportations dont vivait le royaume et que Gresham aurait voulu favoriser. L'infériorité idéologique de ces premiers mercantilistes paraît donc manifeste au regard des « schoolmen » — nos scolastiques. Au fond, Gresham aurait été plus un homme d'action qu'un théoricien. Et l'on comprend qu'il ait bénéficié de la faveur de tous les souverains anglais sans distinction de croyance.

Livre savant d'un technicien averti qui sait d'ailleurs écrire clairement, tout en tirant le meilleur parti d'un indéniable effort typographique (la reproduction intégrale de la copie manuscrite du memorandum attribué à Gresham, accompagnée d'un commentaire critique, est d'une belle venue). A vouloir rendre intelligible ce document, M. de Roover nous a, au reste, donné plus que le titre ne l'indique, une large étude des problèmes monétaires au XVI^e siècle ; nul ne s'en plaindra.

Robert SCHNEER.

Natalia Maree BELTING. *Kaskaskia under the French Regime*. Urbana, University of Illinois Press, 1948.

Cette courte étude témoigne de l'intérêt que les historiens de l'Ouest portent actuellement aux origines françaises du bassin du Mississipi. Tous les documents relatifs à la période française qui ont été conservés dans la région, registres paroissiaux, actes des notaires, registres d'état civil, ont été soigneusement inventoriés par les Universités ou les sociétés historiques locales. Cette documentation ne saurait assurément soutenir la comparaison avec les archives de la Marine ou des Colonies. Mais elle ajoute à celles-ci des données intéressantes sur la vie sociale de cette première époque : de ce point de vue, elle constitue une base d'études particulièrement utile, car elle éclaire un aspect longtemps méconnu de l'histoire de l'ancienne Louisiane. Utilisant toutes ces données fragmentaires, surtout les archives conservées dans la Court House de Chester (Illinois), Miss Belting a tenté de reconstituer la vie sociale de la population de Kaskaskia, c'est-à-dire de l'agglomération qui se forma à partir de 1703 autour de la mission des Pères Jésuites, sur la rivière du même nom qui se jette dans le cours moyen du Mississipi. Elle a conduit son enquête avec conscience, avec précision, et dans un esprit de sympathie à l'égard de ce noyau de colons français qui formait, non loin du fort de Chartres, le centre du peuplement le plus important du district des « Illinois », et qui survécut aux inondations périodiques du Mississipi jusqu'à l'année 1881 : à cette date, l'agglomération fut emportée par la crue.

La disposition du village et le type de construction de ses habitations, groupées autour de l'église paroissiale, retiennent longuement l'attention de l'auteur : ce sont des problèmes qui passionnent aujourd'hui les sociétés historiques locales, parmi lesquelles figurent souvent des architectes désireux de restaurer les maisons et de reconstituer le plan des agglomérations de l'époque française. Se basant sur les archives des notaires, Miss Belting peut décrire les divers types de construction, les maisons de colombage, de poteaux en terre, de poteaux sur sole. Mais il est regrettable qu'elle se soit trop étroitement tenue à une énumération des contrats

ou actes de vente relatifs à ce sujet, ce qui donne inévitablement l'impression d'une documentation consciencieusement transcrite, sans grand effort d'intelligence. Les mêmes méthodes de travail précis, mais un peu scolaire, sont appliquées à la description du vêtement et du mobilier. Plus intéressant est le chapitre relatif à la vie économique de l'agglomération. L'agriculture en était naturellement la préoccupation dominante. En dépit d'un outillage primitif, elle faisait la réputation de la région et assurait le ravitaillement de la colonie du Bas-Mississippi en céréales, blé et maïs. A leurs activités agricoles, les habitants ajoutaient parfois des occupations artisanales et, plus généralement, la traite des fourrures avec les indigènes. De toutes ces activités, ils s'acquittaient avec l'aide d'une population peu nombreuse d'esclaves noirs, humainement traités, suivant les prescriptions du Code Noir. Enfin, un court chapitre de conclusion examine les modalités de la vie sociale, les réjouissances qui interrompaient la monotonie de la vie des habitants, la part des préoccupations religieuses dans leur existence, l'intervention du gouvernement et de l'église dans les mariages, habituellement régis par des contrats conformes à la « coutume de Paris », la question des mariages mixtes, les soins médicaux dont bénéficiait la petite communauté.

Il est certain que, avec les données éparses dont elle disposait, Miss Belting a réalisé un travail utile et assez bien coordonné. Mais l'ensemble reste à l'état un peu sporadique. Il s'en faut qu'elle ait tiré de sa documentation tous les éléments qu'il eût été possible d'en extraire. Les registres paroissiaux de Kaskaskia sont à eux seuls une source d'observations intéressantes qui n'a pas été exploitée au maximum. On peut savoir gré à Miss Belting d'avoir donné, en appendice, de longs extraits de ces registres. On aurait préféré, cependant, qu'elle les eût fait précéder d'un travail plus personnel, aidant le lecteur à se faire une idée plus précise des divers aspects de la vie dans cette modeste agglomération. C'est ainsi que l'esclavage n'est l'objet que d'un exposé superficiel et un peu décevant (p. 59-60), qui se résume dans l'examen de son aspect juridique. Le logement, le mariage, le niveau moral des noirs, le fréquence des naissances illégitimes sont autant d'aspects de leur vie intime qui sont passés sous silence, bien que les registres paroissiaux nous fournissent à cet égard des indications précieuses, sans parler des conclusions qu'on pourrait dégager des « Commercial Papers » de Chester. L'auteur constate avec raison que les esclaves étaient traités avec équité et bienveillance, que la criminalité était rare parmi eux ; mais pourquoi ne pas illustrer cette attitude par la décision du Conseil de la Nouvelle-Orléans refusant de condamner, sans complément d'information, la négresse coupable d'avoir mutilé et enterré, en 1748, son enfant nouveau-né ?

Il y a incontestablement de bons chapitres dans ce petit ouvrage, entre autres les chapitres préliminaires sur la naissance de l'agglomération, qui révèlent des qualités de précision. Mais c'est une œuvre qui gagnerait à être reprise dans un esprit de synthèse plus élevé et de travail plus approfondi.

M. GIRAUD.

M. K. GANDHI. *Expériences de vérité, ou Autobiographie*. Trad. de G. BELMONT, précédée de : *Gandhi, ou La sagesse déchaînée*, par P. MEILE. Paris, Presses universitaires de France, 1950 ; in-8°, XLVI + 679 pages. (Colonies et Empires. I : Études coloniales, n° 7.)

Voici un ouvrage qui vient à point, quand, plus que jamais, la personnalité de

Gandhi, les raisons de son extraordinaire succès intriguent ou passionnent l'opinion ; quand le monde est lassé de la violence et du mensonge. Le texte ici présenté est l'essentiel de l'œuvre écrite du Mahātmā : qu'avait-il d'autre à proposer, en vérité, que sa propre vie, qu'avait-il à mieux enseigner qu'à laisser parler les faits ? L'autobiographie s'étend assez longuement sur la jeunesse et les premières luttes, plus longuement encore sur les années en Afrique du Sud (1893-1914, avec quelques interruptions), vrai creuset où s'est forgé l'outil de l'émancipation indienne. Puis, ce sont les approches du grand combat dans l'Inde, l'organisation du Congrès, les premières démonstrations massives. La narration s'arrête en 1921, c'est-à-dire au moment où, dit l'auteur, sa vie « est devenue si publique qu'il n'est pour ainsi dire pas de détail qui n'en soit connu de tous ». Le lecteur européen regrettera peut-être cette coupure, au delà de laquelle seulement commence le mouvement pour la libération. Mais ce qui devrait lui importer plus encore, c'est de comprendre la manière dont Gandhi a réalisé peu à peu son destin, l'âme qu'il s'est faite, face à face avec l'expérience, pour être en mesure, le jour venu, d'assumer la responsabilité d'un peuple entier. C'est ce qu'on verra dans ce livre, où les hésitations, les scrupules du narrateur n'entravent jamais la vision ferme du but à atteindre. Sur les faits postérieurs à 1920, on pourra se reporter au livre de Jawaharlal Nehru, *Discovery of India*, dont M. Julien serait bien inspiré d'accueillir aussi une traduction française.

L'excellente préface, d'une trentaine de pages, écrite par M. Meile nous permet de suivre le déroulement des faits à travers le récit de Gandhi, récit parfois décousu, confus même, semé de pas mal de puérilités (ou qui nous semblent telles), mais où rien, en fin de compte, n'est indifférent pour comprendre l'étrange psychologie, réaliste et mystique à la fois, du Mahātmā. On y voit comment la pensée politique de Gandhi s'est lentement façonnée, mûrie, comment des formes d'action spiritualisées ont pris peu à peu la prépondérance ; à Tolstoï il doit, il reconnaît devoir notamment l'idée essentielle d'une résistance passive des masses.

Cette autobiographie apporte à l'histoire une contribution notable. Elle n'est pas moins précieuse pour le « folklore » indien : sur les méthodes éducatives, la fondation de l'āshram, le problème des intouchables, on trouvera des remarques piquantes. Ceux qui connaissent l'Inde apprécieront la saveur des observations sur les voyages par chemin de fer en troisième classe. L'Inde ancienne affleure sous maint détail, ainsi sur la question du jeûne et des restrictions alimentaires, qui prend une importance presque métaphysique sous la plume de Gandhi.

Pour la première fois, dans un ouvrage relatif à l'Inde contemporaine, des notes précises et judicieuses viennent informer le lecteur, attirant éventuellement son attention sur quelque variante du texte, sur une locution proverbiale, un terme technique plus ou moins mal traduisible. Comme dit M. Julien dans sa préface, « pour la première fois, l'ouvrage de Gandhi est traité en classique ». La bibliographie, les index finaux, sont excellents. La traduction elle-même, qui se lit avec agrément, a été confrontée avec l'original gujrāti et lui a emprunté çà et là des tournures savoureuses. Il suffit de comparer à cet égard l'œuvre nouvelle avec les deux volumes qui sont parus autrefois chez Rieder.

L. RENOU.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

La seconde guerre mondiale. — Général ARMENGAUD. *Batailles politiques et militaires sur l'Europe (1932-1940)* (Éditions du Myrte, 1948, in-8°, 341 p., avec 2 cartes ; prix : 507 fr.). — Depuis la publication de l'ouvrage du général Gamelin, il n'est sans doute paru en France aucun ouvrage d'une telle importance pour l'étude des responsabilités de notre défaite de 1940.

Ancien inspecteur général de notre armée de l'Air, le général Armengaud avait quitté le service actif en 1936. De 1933 à 1939, notamment au retour de voyages d'enquête en Espagne, en Italie, à Prague, à Varsovie et à Berlin, il avait publié de nombreux articles où il montrait les conséquences que devaient avoir les progrès du matériel d'aviation et de chars. Désigné, en septembre 1939, pour assurer la liaison entre les commandants en chef français et polonais, il assista, impuissant, à l'écrasement de la Pologne. En même temps qu'il adressait à Paris un rapport sur les causes du désastre et sur les leçons à en tirer, il prit l'initiative de se rendre à Bucarest, à Belgrade et à Athènes pour y faire connaître ses observations et les suggestions que lui inspirait cette catastrophe. Revenu à Paris, il développa des conclusions analogues auprès du président du Conseil et du général en chef, puis, d'accord avec ceux-ci, il essaya d'en convaincre les Anglais, les Belges et les Hollandais. Il fut nommé alors commandant de la région aérienne de Paris.

Indépendamment de l'intérêt qu'offrent ses articles antérieurs à la guerre, dont il reproduit en annexe de larges extraits, et ses discussions d'ordre stratégique, son livre a une importance capitale comme témoignage sur un certain nombre de points : l'état d'esprit des dirigeants polonais et tchécoslovaques en 1938, la bataille de Pologne, les réactions roumaine et yougoslave devant ce désastre, celles de M. Daladier et du général Gamelin, l'atmosphère politique et militaire en France à la veille de mai 1940, le désarroi du commandement pendant la bataille, l'armistice.

Rapproché des rapports et des souvenirs des ambassadeurs qui assistèrent le général Armengaud dans ses démarches, ce témoignage est un des documents qui permettront le mieux de préciser les responsabilités relatives des gouvernants et des chefs militaires dans les divers pays opposés à Hitler.

— P. M. S. BLACKETT. *Les conséquences militaires et politiques de l'énergie atomique* (Albin-Michel, 1949, in-8°, xiv-303 p. ; prix : 420 fr.). — Préoccupé de rechercher une « base rationnelle à la politique britannique en matière d'énergie atomique », l'éminent physicien s'est attaché tout d'abord à l'examen de questions d'ordre historique dont la connaissance doit orienter les solutions à envisager : quelle a été la part réelle des bombardements stratégiques dans la victoire alliée et quels ont été, en particulier, leurs effets sur l'économie de guerre allemande ? Quelles ont été les raisons réelles de l'emploi des bombes atomiques contre le Japon?...

Son analyse serrée des résultats obtenus par les bombardements stratégiques tend à réduire l'influence que l'opinion publique leur a généralement attribuée. Quant à la décision d'utiliser les bombes contre le Japon, certains indices l'incitent à admettre que le souci d'obtenir la capitulation japonaise avant que l'offensive russe eût produit ses effets en fut la cause principale, plus encore que le désir d'éviter les pertes de vies américaines.

Ce livre relève également de l'histoire par l'étude des discussions qui se sont poursuivies depuis la guerre sur le contrôle de l'énergie atomique. L'auteur, qui fut personnellement mêlé à ces discussions, expose clairement les tendances opposées : la critique impartiale qu'il en fait montre que, dans l'état actuel des choses, elles ne pouvaient aboutir qu'à une impasse.

— Sir Arthur HARRIS, maréchal de l'Air. *Les bombardiers attaquent* (Plon, 1949, in-16, 248 p., avec 1 carte et des fotogr. ; prix : 300 fr.). — Ces souvenirs de l'ancien commandant en chef des forces de bombardement anglaises présentent le tableau des tâtonnements et des longs efforts du bombardement stratégique depuis 1941 jusqu'au moment où il obtint une puissante efficacité, en 1944. L'auteur expose avec humour les difficultés qu'il fallut vaincre, difficultés techniques et obstacles accumulés par l'esprit particulariste de la marine britannique ou par l'inertie bureaucratique. Convaincu de l'importance capitale de cette arme, il estime qu'un meilleur emploi du bombardement stratégique aurait dû abréger la guerre d'une année. Très intéressantes, les indications qu'il donne sur les résultats obtenus devront, toutefois, être précisées et contrôlées à l'aide de publications d'un caractère plus nettement documentaire, telles que, par exemple, l'*United States Strategic Bombing Survey*.

— Général RÉQUIN. *D'une guerre à l'autre* (Lavauzelle, 1949, in-8°, xvi-258 p.). — La seule critique qu'on puisse faire à ces souvenirs porte sur leur brièveté et leur discrétion excessives. Neveu du général Archinard, homme de confiance de Foch, de Joffre et de Lyautéy et chargé de mission en Amérique avec Tardieu pendant la guerre 1914-1918, représentant de la France à la Commission consultative de la S. D. N. de 1921 à 1933, chef de cabinet du ministre de la Guerre de 1931 à 1933, puis commandant de la 11^e division, de la 18^e, de la 20^e région, membre du Conseil supérieur de la Guerre, l'un des hommes les plus intelligents et les plus cultivés de sa génération (ses dessins, dont quelques-uns illustrent cet ouvrage, sont des chefs-d'œuvre et des documents iconographiques de grande valeur), le général Réquin a été en rapports directs avec un très grand nombre d'hommes politiques français et étrangers, qui l'honorèrent de leur confiance et même de leur amitié. Peu de témoignages présenteraient pour l'histoire plus d'intérêt que le sien. Or, son livre est plus riche d'indications que de précisions. Il n'en devra pas moins être consulté avec attention par les historiens qui auront à traiter des projets d'organisation de la paix et, notamment, de réduction des armements entre les deux guerres mondiales, ainsi que des rapports entre le gouvernement et le haut commandement.

— G. E. W. BEAN. *Gallipoli Mission* (Canberra, Australian War Memorial, in-8°, xviii-406 p., avec croquis et photographies). — L'auteur, qui a été l'un des principaux collaborateurs de l'histoire officielle de la participation australienne à la guerre de 1914-1918, avait reçu, dès 1919, mission de visiter les champs de bataille de Gallipoli pour y rechercher les souvenirs des combats de 1915 et de

1916, tant en vue d'un mémorial à ériger en Australie que pour l'établissement des cimetières de ce front.

Sa relation de cette mission est intéressante pour ses compatriotes par ses précisions minutieuses sur la topographie du champ de bataille et sur le détail des combats. Elle rapporte, notamment, les souvenirs d'un officier turc, qui mettent en lumière le rôle important joué dans ces combats par Mustapha Kemal, alors commandant d'une division.

— *Du ciel au combat (By Air to Battle)*. Trad. de l'anglais par J. PHILIPPON (Charles-Lavauzelle, 1949, in-8°, 213 p.). — Ouvrage officiel, consacré à quelques-uns des exploits, vraiment héroïques, accomplis en Sicile, en Normandie, à Arnheim, par ces troupes d'élite qu'étaient les troupes aéroportées britanniques. Quelques détails caractéristiques permettent de se rendre compte de la physionomie particulière des opérations menées par ces troupes, de leurs méthodes d'entraînement, des erreurs commises dans leur emploi.

— Général Edmond RUBY. *Sedan terre d'épreuve* (Flammarion, 1949, in-16, 293 p.; prix : 390 fr.). — Œuvre de l'ancien chef du 3^e Bureau de notre II^e armée, ce livre est à la fois un témoignage et une étude des opérations de cette armée en mai-juin 1940.

L'étude est claire et honnête. Son auteur y montre autant de bon sens que de compétence. Il ne dissimule ni les erreurs ni les fautes, mais réfute les accusations injustifiées. Il explique notamment la panique qui, dans la soirée du 13 mai, provoqua l'écroulement du front de cette armée.

Le témoignage reste toujours d'une grande discrétion. On en retiendra, néanmoins, des indications sur l'état d'esprit et sur les conceptions de l'État-major du Conseil supérieur de la Guerre avant 1939, des critiques sur la composition et le fonctionnement des états-majors d'armée et sur l'organisation des Secteurs Fortifiés, des précisions sur les travaux effectués pendant la période d'hiver et de printemps et sur l'état des divisions de réserve de la II^e armée, enfin un très bon portrait du général Huntziger.

L'auteur a cherché, sinon à prendre la défense de ce commandant d'armée, du moins à écarter de sa mémoire les responsabilités qui doivent être imputées à d'autres. Il ne pouvait malheureusement démontrer que le commandement, à tous les échelons, ait apporté à la préparation et à la conduite de la bataille l'énergie farouche qui, seule, eût compensé l'infériorité des moyens.

Général LESTIEN.

— E. Ronald WALKER. *The Australian Economy in War and reconstruction* (Londres-New-York, Oxford University Press, 1947, ix-426 p.; prix : 30 s. Issued under the auspices of the Royal Institute of International Affairs). — L'auteur de ce gros volume fut, de 1941 à 1944, directeur général adjoint du ministère australien d'organisation de l'industrie en temps de guerre, placé ainsi au centre coordinateur de l'effort de guerre de l'Australie. C'est son expérience d'administrateur et de planificateur qu'il nous présente, mais sous une forme systématique, si bien que son livre serait presque une histoire économique de l'Australie pendant la guerre, si l'accent n'était pas mis plutôt sur la politique du gouvernement et les problèmes d'organisation économique que sur les résultats obtenus. De toute façon, cet ouvrage présente quantité de faits et de problèmes intéressants, sous une forme claire et solide. La dernière partie de l'ouvrage retiendra spécialement

l'attention, car elle est consacrée aux problèmes d'après guerre et à l'avenir économique de l'Australie.

— Jan CIECHANOWSKI. *La rançon de la victoire ; les raisons secrètes de l'immolation de la Pologne* (Paris, librairie Plon, 1947, in-8°, 524 p.). — Extrêmement amer, comme on peut le penser, l'ouvrage de J. Ciechanowski, qui a représenté à Washington de 1941 à 1945 le gouvernement polonais de Londres, a un très grand intérêt. Les historiens s'inquiéteront de l'abus du dialogue, qui n'est pas seulement employé pour relater les entretiens de Ciechanowski avec Fr. Roosevelt ou Cordell Hull, par exemple, mais qui intervient pour les relations d'autres Polonais (Zaleski, Sikorski, etc.) avec des interlocuteurs très divers (Reynaud, Mandel, etc...) en dehors de sa présence.

Néanmoins, ce livre constitue un témoignage de première importance, dramatique et passionné, au sujet du sacrifice que Fr. Roosevelt a été contraint de demander à la Pologne, devant les exigences des Soviétiques. — Maurice BAUMONT.

— Leonardo SIMONI. *Berlin. Ambassade d'Italie. Journal d'un diplomate italien*. Trad. par C.-D. JONQUIÈRES (Paris, Robert Laffont, 1947, in-8°, 492 p.). — Les historiens se méfient des « journaux » de diplomates et d'hommes politiques. Comment savoir s'il s'agit d'un véritable « journal » pour lequel, à la date marquée, l'auteur a pris des notes qui ensuite sont publiées telles quelles? Il y a tout lieu de penser qu'un choix attentif a été fait parmi ces notes (si vraiment elles avaient été prises?). A cet égard, le livre, très remarquable au point de vue de la forme, et extrêmement intéressant si l'on ne veut envisager que l'intérêt de l'histoire, qu'Anatole de Monzie avait eu la fâcheuse idée de publier dès les premiers temps de l'occupation allemande, *Ci devant*, donne un exemple hautement instructif. C'est un « journal » ; mais le lecteur comprend mal que, les 13, 14, 15 mars 1939, aucune note n'ait été prise par l'auteur de ce « journal », si « journal » il y avait eu.

Le ministre Ciano a laissé un « journal », dont l'intérêt est absolument capital. Pour ce cas précis, on savait qu'il s'agissait vraiment d'un « journal », pour lequel des notes étaient régulièrement prises. Ce qui ne veut, d'ailleurs, pas dire que la forme dans laquelle le « journal » a été publié n'ait pas fait, de la part de l'auteur, puis de ses amis, l'objet de retouches substantielles.

Un diplomate italien, qui a été à l'ambassade de Berlin d'octobre 1939 à septembre 1943, publie à son tour un « journal ». Jour par jour, de cet admirable poste d'observation, il note informations et impressions. Compte tenu des réserves que nous inspire *a priori* un « journal » de ce genre, il n'est pas douteux que Leonardo Simoni évoque toutes sortes de scènes qui laissent l'impression de la réalité vécue.

M. B.

— The Department of State, *La vérité sur les rapports germano-soviétiques, 1939 à 1941* (Paris, Éditions France-Empire, 1948, in-8°, 256 p.). — Le Département d'État a publié au début de 1948 les documents les plus significatifs concernant les relations germano-soviétiques de 1939 à 1941, tels qu'ils figurent dans les archives de la Wilhelmstrasse saisies en 1945 par l'armée américaine. Une édition française de ces documents est publiée par les Éditions France-Empire. Par rapport à l'édition allemande qui vient de paraître à Berlin (*Das nationalsozialistische Deutschland und die Sowjetunion 1939-1941*, Department of State, 1948), il s'agit d'une édition sérieusement abrégée : 14 documents au lieu de 33 pour la première partie, 10 au lieu de 22 pour la seconde, etc.

Il est évident que ces documents, dont l'authenticité n'est pas discutable, présentent une importance capitale pour les études historiques. L'édition allemande représentant les textes originaux est assurément préférable à l'édition française, pour laquelle il ne s'agit que de traductions. Beaucoup plus complète, elle est faite avec plus de soin et munie d'un index.

M. B.

États-Unis. — On signale la dixième édition complètement révisée de l'ouvrage de Edward CORWIN sur l'état actuel de la constitution des États-Unis (*The Constitution and What it means to day*. Princeton, University Press, 1948, in-8°, xiv-173 p.; prix : 3 dollars). L'interprétation judiciaire y est indiquée en détail.

G. LEFEBVRE.

— M. Franklin JAMESON observe avec raison que les conséquences sociales et intellectuelles de la révolution américaine n'ont guère attiré l'attention; il a eu l'heureuse idée d'en donner un aperçu et son livre paraîtra sûrement original aux lecteurs français pour le moins (*The american revolution considered as a social movement*. Princeton, University Press, 1940, in-8°, 100 p.). L'émigration a sérieusement modifié la structure de la population et on a pu croire même, au début, que l'esclavage disparaîtrait progressivement. La terre changea de mains et se divisa dans une forte proportion par la confiscation des biens des loyalistes qui furent fragmentés par les ventes. La législation foncière aussi rapprocha les États-Unis de celle qui prévalut dans l'Europe moderne. On savait déjà en gros que le commerce du pays profita de l'indépendance. Dans le domaine religieux, la séparation d'avec la métropole entraîna également des conséquences intéressantes.

G. L.

— Wl. ZENZINOV. *Au pays du fer et de l'acier* (Paris, O. Zeluck, 1945, 202 p.).

— Quatre mois de séjour aux États-Unis (chiffre donné p. 170 et 186), c'est peu pour tenter d'écrire un récit de voyage. L'auteur, pourtant, sait rendre son propos acceptable par son manque de prétention. Le seul ennui, c'est qu'une fois le but admis, il reste à dire quelque chose, et là le lecteur sera déçu. A part quelques lignes sur Woolworth et Hearst, un chapitre sur l'immigration, un autre sur un célèbre syndicat new-yorkais (*International Ladies Garments*), il n'y a rien, sinon le caractère enfantin des Américains et leur manie de se hâter. L'ensemble n'est pas désagréable, mais n'apprend rien.

Maurice LÉVY.

— Frank MONAGHAN. *Heritage of freedom. The History and significance of the basic documents of American Liberty* (Princeton University Press, 1948, gr. in-8°, 150 p.). — Ce guide pour visiteurs d'un train de la liberté n'est ni un recueil de textes ni un livre d'histoire, mais un amusant document sur une certaine mentalité américaine. Sur quelques 120 documents, la moitié est consacrée à définir les États-Unis par les libertés qu'ils ont acquises au cours de leur histoire. Le tout est encadré par un rappel de la guerre d'indépendance et l'éloge du pays par différents hommes d'État. Puis, du même ton, une vingtaine de textes sur les campagnes du général Eisenhower montrent les États-Unis portant la démocratie au reste du monde... Mais peut-être l'auteur a-t-il voulu faire preuve d'un humour très caché.

M. L.

— J. D. PHILLIPS. *Salem and the West Indies* (Boston, Houghton Mifflin Co, 1947, 468 p.). — Entre 1790 et 1812, le petit port de Salem sort d'une crise grave; la guerre d'indépendance et ses conséquences maritimes ont freiné l'essor de la

cité ; vers 1786, la plupart des bateaux sont à quai, et bien peu s'aventurent vers les Antilles françaises et hollandaises ou le long des côtes américaines. Les habitants, au nombre de 6,600, ne devaient leur fortune qu'à la mer, car le site en lui-même est pauvre ; ils songeaient donc à émigrer, lorsque soudain les affaires reprennent et la population double, malgré les guerres européennes et l'embargo de Jefferson. Les armateurs ont, en effet, modifié les routes de commerce ; ils envoient leurs navires non plus seulement porter bois, sel et provisions aux Antilles, pour y chercher sucre, mélasse, bois tinctoriaux et café ; mais aussi, et surtout, ils dépêchent leurs équipages en mer Baltique jusqu'à Cronstadt, où ils échangent le sucre, le café, les épices contre des matériaux de construction navale. D'autres s'aventurent dans le Pacifique, jusqu'à Canton, pour y prendre le thé et la soie, ou à Sumatra, où ils ont le monopole du poivre. D'autres embarquent des vins au Cap, poussent jusqu'à Rio, rapportent du savon de Castille ou font relâche dans des ports français. Le tableau semble complet ; il manque encore les six distilleries de Salem, la pêche et la préparation de la morue pour l'Espagne, le commerce côtier pour trouver farine, tabac et riz, si utiles aux échanges en Europe. Il semble impossible de suivre cette activité multipliée que M. Philipps a patiemment reconstituée grâce aux archives de l'*Essex Institute*. Il a cherché à en donner une esquisse d'évolution, saisonnière d'une part (p. 232), plus générale d'autre part, avec comme date charnière le tournant du siècle. Ce sont avec des monographies de ce genre que l'on pourra, quelque jour, retracer l'histoire du commerce atlantique.

M. I.

— O. P. CHITWOOD et F. L. OWSLEY. *A short history of the American People*. Vol. I : 1492-1865 (New-York, Van Nostrand Cy, 1947, 842 p.). — Ce manuel s'ajoute à ceux, désormais classiques, de Morison et Commager ou de A. M. Schlesinger et Hackett. Il a l'avantage d'être plus bref et d'exposer les faits clairement et succinctement. Le plan est médiocre, mais ce défaut est courant, car la période coloniale n'est pas travaillée, et une place à part est réservée à l'indépendance et à la guerre civile. La période intermédiaire est mal organisée ; elle a été bloquée sous le titre neutre de « période fédérale » et n'est dominée par aucune idée centrale, pas même par ce thème, qui maintenant semble banal, savoir « the rise of the common man ». La clef en est peut-être le peu d'attention donnée aux ouvrages modernes dans la bibliographie finale. Mais le livre est solide, les cartes souvent très pratiques (notamment sur les communications) et le style est agréable.

M. L.

— D. E. EMERSON. *Richard Hildreth* (The Johns Hopkins University studies in Historical & political science, Series LXIV, n° 2, 1946, 181 p.). — Cette thèse, soumise à Johns Hopkins en 1946, raconte la vie et l'œuvre de l'historien et journaliste R. Hildreth (1807-1865). L'homme n'a pas joué un grand rôle ; il est tout de même intervenu de façon épisodique dans la lutte contre le monopole de la seconde banque des États-Unis en 1837. Mais c'était un point déjà marqué par H. E. Miller, et sur lequel l'ouvrage n'apporte rien de nouveau.

M. L.

France. — Le professeur russe Volguine, de passage à Paris, avait, dans une réunion où avaient été convoqués plusieurs historiens français, souligné le nombre et l'importance des ouvrages russes consacrés à l'histoire française. On me signale, dans le même sens, la parution de l'*Aperçu sur l'histoire de la science et de la technique pendant la Révolution française, 1789-1799*, de M. STAROSSELSKAYA-NIEL.

TINE, publié par l'Académie des Sciences de l'U. R. S. S. (279 p.). Monographie, nous assure-t-on, bien faite et très au courant de la production française. Ces renseignements m'amènent à insister sur le problème des échanges intellectuels entre l'U. R. S. S. et la France : quand s'occupera-t-on sérieusement à Paris d'amorcer l'étude, puis la solution de ce problème? N'est-ce point essentiel non seulement sur le plan scientifique, mais encore sur le plan de la paix internationale? Et nous avons bien assez d'historiens français sachant le russe pour tirer parti des livres soviétiques.

G. Bw.

— M. Léon Mirot avait préparé une seconde édition de son classique *Manuel de géographie historique de la France*, qui date de 1939. C'est son fils, M. Albert Mirot, qui a eu la douloureuse joie de mettre au point et de publier cette édition (Paris, Picard, 1948, in-8°, xxvii-304 p. et XI tableaux généalogiques hors texte). Elle comprendra deux volumes. Le tome II sera consacré à la France administrative, et nous souhaitons qu'il paraisse bientôt. Le présent volume s'applique à la formation de l'unité française, et, par rapport à la première édition, on constate la disparition d'un certain nombre d'erreurs qui avaient échappé à la science vigilante de M. Léon Mirot, la réfection de plusieurs cartes jadis peu lisibles, la présence d'un chapitre nouveau sur le passage et l'installation des Sarrasins et des Normands sous les Carolingiens, des précisions nouvelles et nécessaires sur les annexions opérées sous Louis XIV, la Révolution et l'Empire, le sort territorial de la maison de Bourbon, les vicissitudes du règne de Charles VI ; des appendices fournissent les noms latins des montagnes, des fleuves, des rivières, des lieux habités, les noms des pays classés par provinces gallo-romaines d'après l'*Atlas historique* d'Auguste Longnon. Toutes ces corrections, toutes ces améliorations sont un gage du soin avec lequel sera établi le tome II du *Manuel*, et, ajoutons-le, avec lequel est préparé et sera publié un *Manuel de géographie historique des provinces françaises* que nous attendons de l'érudition de M. Albert Mirot.

G. Bw.

— Remi MATHIEU. *Le système héraldique français* (Paris, J.-B. Janin, 1946, 312 p. « La roue de la fortune »). — La science héraldique est sans doute trop souvent négligée par les historiens, peut-être en raison de la médiocrité des traités parus au XIX^e siècle. L'ouvrage riche et bien informé de M. R. Mathieu comble donc une lacune.

Les armoiries, qui apparaissent dans toute l'Europe au XII^e siècle, ont d'abord un caractère militaire ; devenues héréditaires, elles s'étendent bientôt à l'ensemble des nobles, puis, au XIII^e siècle, aux femmes et aux clercs, et même, ce qu'on ignore trop souvent, aux roturiers, bourgeois et paysans. L'usage admet donc très vite que chacun ait son blason, quelle que soit sa condition sociale, et l'usage est la seule règle en une matière qui n'a pas connu de codification ; l'édit de 1696 va même jusqu'à imposer à tous les commerçants et artisans le port des armoiries.

Celles-ci ont très vite un caractère familial et l'auteur montre comment elles se transmettent normalement aux agnats, mais il étudie aussi les usages qui permettent le port d'armoiries par les bâtards, les femmes et les ecclésiastiques, l'emprunt des armoiries d'autrui et leur utilisation. Le livre se termine par la reproduction de quelques pièces justificatives, une abondante bibliographie, un glossaire et un index.

MARC-BUNNET.

— *La Petite histoire du Forez*, de MM. Guy CHASTEL et Louis DORNA (S. I., Bor-

das, 1949, in-4°, 77 p.), destinée aux membres de l'enseignement primaire, n'est pas l'œuvre d'historiens de métier. Ils ont lu et citent abondamment les vieux auteurs comme les récents : avec les premiers, ils répètent des légendes incontrôlables ou controvérsées (invasions sarrasines, vicomtes de Lavieu), annexent indûment au Forez des personnages historiques (l'Amiénois Pierre l'Ermite, le Champenois Hugues Payen) ; aux seconds ils empruntent des notions plus sûres. La « vie sociale au Moyen Age » n'est pour eux que l'étude juridique de la condition des personnes et l'énumération des charges pesant sur la terre. Faute d'éléments comparatifs, ils ne voient pas les caractéristiques de la vie rurale : absence d'exploitation domaniale, morcellement des tenures, inexistence du servage, origine montagnarde du peuplement de la plaine, naissance très tardive des villes. Ils parlent du morcellement de la terre et du « régime de la moyenne et de la petite propriété » s'installant à partir du xvi^e siècle ; c'est alors, au contraire, que commencent à se former les grandes propriétés de la plaine : ils ont confondu seigneurie et propriété. L'histoire révolutionnaire est traitée avec un louable souci d'impartialité, mais reste trop anecdotique. Les transformations économiques de l'ère moderne n'ont pas été oubliées, grâce à la bonne thèse de M. Perrin sur la région de Saint-Étienne.

E. PERROY.

— Chanoine A. Gros. *Histoire de Maurienne* (Chambéry, Imprimeries réunies, 1946-1947, 4 vol. in-8°, 263, 285, 279 et 651 p. ; prix : 1,000 fr.). — Ces quatre volumes représentent la somme des connaissances et des documents que l'érudit président de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Maurienne, dont la compétence faisait autorité dans toute la Savoie, avait accumulés, au cours d'une longue vie de travail, sur l'histoire d'un petit pays qui a toujours eu et a gardé une individualité si accusée.

Le quatrième volume (*La Maurienne pendant la Révolution*) avait été publié en 1914. Extrêmement riche en documents inédits, il porte la trace des polémiques de cette époque, mais n'en donne pas moins une image exacte de l'état de l'opinion dans ce pays au lendemain de la conquête révolutionnaire.

L'auteur avait ensuite préparé la publication de l'histoire antérieure à la Révolution. Chacune de ses communications aux sociétés savantes régionales marquait un progrès de sa méthode et de son sens critique. Mais la mort le frappa avant qu'il ait pu donner à son œuvre sa forme définitive. Ce sont ses notes et les fragments déjà rédigés qu'on a heureusement réunis. Mais il y manque les indications bibliographiques qu'il y eût certainement ajoutées.

Il faut signaler particulièrement : dans le premier tome, la discussion relative aux origines de la maison de Savoie (dont les ancêtres furent comtes de Maurienne) ; dans le deuxième, des détails très curieux sur les nombreux mystères composés et joués au xvi^e siècle dans les localités les plus reculées des vallées alpines, sur les confréries, sur les épidémies ; dans le troisième, les chapitres relatifs à l'instruction publique et à l'industrie, déjà florissante au xviii^e siècle dans la vallée de Maurienne.

Général L.

— On ne saurait trop féliciter les archivistes qui s'efforcent de considérer leur dépôt et leurs fonctions comme des centres dynamiques de prospection historique. C'est le cas de M. Jean GIGOR, archiviste de la Haute-Marne, dont je ne veux pas souligner, à chaque fois qu'il en paraît un numéro, l'intérêt de ses *Cahiers haut-marnais*. Il faut pourtant bien que je signale cette *Histoire des pays haut-marnais*

aux XVII^e et XVIII^e siècles, formant le n° 15, novembre-décembre 1948, de la collection (p. 328-381, illustr. ; prix : 100 fr.) : travail non d'érudition, à coup sûr, mais tout de même alerte, sérieux en même temps que capable de rallier les esprits locaux à ce concept d'histoire régionale, qui a d'indéniables vertus civiques et intellectuelles. D'autres cahiers fourniront des textes et la suite de cette histoire.

G. BN.

— Lucien GACHON. *L'Auvergne et le Velay* (Paris, Gallimard, 1948, in-8°, 342 p., 16 planches, 2 cartes hors texte, 42 figures. Coll. *Les provinces françaises*, t. I, publiée sous le patronage du Musée national des Arts et Traditions populaires). — Le premier volume de cette collection fait bien augurer de l'ensemble. Nul, sans doute, n'est plus que l'auteur imprégné de tous les détails de la vie quotidienne de l'Auvergne. Aucun secret ne lui est étranger, qu'il s'agisse de technique agricole ou artisanale, de croyances populaires, de parler régional. Comme il se doit dans un travail d'ethnographie, le cœur de l'ouvrage est constitué par de longs développements sur la vie matérielle (habitation, costume, outillage, alimentation) et sur les âges de la vie. Mais le tout est profondément imprégné d'histoire et de géographie. Non seulement en de copieux et substantiels chapitres sur le pays et l'homme, mais encore dans tous les détails de l'ouvrage. Sous couleur de décrire les techniques des métiers, nous lisons de savoureux chapitres sur les genres de vie. Partout l'héritage du passé est soigneusement étudié ; des croquis nombreux (parfois un peu simplistes : par exemple, la localisation des marchands de toile, p. 216) apportent la précision géographique. Une bibliographie abondante où figurent, entre autres, un recueil discographique et une liste de diplômés d'histoire et de géographie soutenus ou préparés à Clermont-Ferrand. Pour rendre la lecture plus agréable et donner au livre un tour moins dogmatique, M. L. Gachon a employé un subterfuge littéraire, composant sans relâche de petites scènes vivantes ou de petites anecdotes émaillées de mots locaux. A la longue, cependant, le procédé lasse, et l'abus de vocabulaire régional finit par être pesant. Le chapitre sur la religion est assez maigre. A l'heure où G. Le Bras vient de donner une impulsion décisive à ce genre de recherches, on attendait des précisions plus détaillées sur l'état actuel de la croyance. Dernier petit reproche : un parti pris un peu permanent de louer le passé ; une aspiration à un avenir folklorique qui ne serait qu'une résurrection de plaisirs du XIX^e siècle. L'auteur en vient à fermer les yeux sur certaines réalités : il définit, par exemple, « toujours prêt à mener le bon combat » un écrivain régionaliste dont la fin de la vie a tristement sombré dans la « collaboration » et la prison.

André MEYNIER.

— Il est si rare de voir une histoire diocésaine présenter autre chose qu'un catalogue d'évêques accompagné d'édifiantes anecdotes qu'on doit applaudir à l'entreprise de M. l'abbé J. LESTOCQUOY, *La vie religieuse d'une province : le diocèse d'Arras* (Arras, librairie Brunet, 1949, in-8°, x-307 p. et 16 planches hors texte. Commission départementale des Monuments historiques du Pas-de-Calais, *Études historiques...*, t. IV). Formé aux saines méthodes d'histoire sociale aujourd'hui en honneur, inspiré, au surplus, par les enquêtes de M. Le Bras, il a préféré une esquisse (si imparfaite qu'elle demeure en certains endroits) de la vie religieuse à un chapitre local d'histoire ecclésiastique. Et c'est tant mieux... Pour les périodes les plus anciennes, les témoignages de l'archéologie et de l'art, les données économiques, la structure sociale ont été mis à contribution pour éclairer un récit for-

cément fragmentaire ; l'entreprise du P. de Moreau lui sert de guide. — Excellentes pages, entre autres, sur la dévotion à tendance pessimiste et macabre de la fin du Moyen Age, qui est ramenée à ses justes proportions ; sur les procès en sorcellerie, curieux cas de mentalité collective se rattachant à l'expérience religieuse ; sur l'échec local de la propagande protestante et la vigoureuse contre-réforme catholique. La sérénité est moins grande quand on aborde la Révolution ou, plus près de nous, la laïcité. — Pour le XIX^e siècle, on a dressé cartes et graphiques des vocations sacerdotales, noté la répartition des paroisses et du clergé, la rapide urbanisation du bassin minier ayant créé de nouveaux problèmes et modifié la pratique religieuse. On devine, plus qu'on ne saisit, les luttes de tendances à l'intérieur du clergé : prêtres ultramontains contre évêque gallican sous Mgr de La Tour d'Auvergne ; querelle du catholicisme libéral à la veille du Second Empire ; obstruction des intégristes à Mgr Meignan, contraint de quitter son diocèse en moins d'un an (1883) ; victoire de l'« esprit nouveau » qui se solde, à l'avènement de Mgr Williez (1891), par un changement de tous les dignitaires diocésains. Ces hommes, « dont les idées seront moins appréciées sous le pontificat de Pie X », furent plus touchés par la condamnation du Sillon que par celle du modernisme. Toutefois, devenu libéral et même démocrate, le clergé artésien n'en résista pas moins farouchement aux inventaires. Enfin, contrairement à ce qui se passa ailleurs, la condamnation de l'*Action française*, en 1927, ne provoqua aucun heurt sérieux. — Sans doute est-il trop tôt pour démonter le mécanisme local des transformations de l'apostolat catholique au cours du dernier demi-siècle. On nous dit, et cela a son importance, quand soutanes et, plus tard, cornettes bravèrent les usages en osant circuler à bicyclette... Mais les œuvres sociales, l'impulsion donnée aux syndicats chrétiens, l'Action catholique, la collaboration des Houillères à la construction d'églises et d'écoles confessionnelles, voilà qui intéresse dès à présent l'historien. Il est vrai que la charité chrétienne a commandé à M. Lestocquoy de clore son récit, de façon un peu abrupte, en 1931.

E. PR.

— Signalons ces deux brochures d'un spécialiste de l'histoire du Centre, M. Élie REYNIER : *Évolution d'une petite commune rurale : Saint-Sauveur-de-Montagut (Ardèche)* (extr. des *Mélanges géographiques* offerts à M. Daniel Faucher. Toulouse, Éditions toulousaines de l'ingénieur, s. d., in-8°, p. 405-425) ; — *Mines, métallurgie et voies ferrées de la région privadoise* (Aubenas, Habauzit, 1943, in-8°, 48 p.) : travaux bien documentés, bien pensés, remplis de chiffres et illustrés de cartes et de schémas utiles.

Indiquons aussi que M. REYNIER a collaboré avec M^{me} Louise ABRIAL à la publication d'un livre bien fait, bien vrai et bien touchant sur *Les écoles normales primaires de l'Ardèche (1831-1944 ; 1882-1944)* (Privas, Volle, 1945, in-8°, 136 p., 4 plans, 1 carte). A remarquer en particulier ce qui est dit p. 72 et suiv. des origines topographiques des élèves, dont un grand nombre, au milieu du XIX^e siècle, venaient du Briançonnais.

Toutes ces brochures encadrent un livre de M. Élie REYNIER sur *La Seconde République dans l'Ardèche (1848-1852)* (Privas, Maison de l'enfance, 1948, in-8°, 151 p., portrait et carte ; prix : 200 fr.), dont nous reparlerons.

G. BN.

— J'aime la ductilité de M. Étienne DELCAMPRE. Quand il était archiviste en chef de la Haute-Loire, il avait élaboré un travail remarquable sur la politique directoriale dans son département et ouvert des voies nouvelles aux recherches

sur le babouvisme hors de la capitale. Le voici en Meurthe-et-Moselle, et il vient de publier le premier fascicule d'un grand ouvrage sur *Le concept de la sorcellerie dans le duché de Lorraine au XVI^e et au XVII^e siècle* (Nancy, Société d'archéologie lorraine, 1948, in-8°, 253 p. ; prix non indiqué). Bien plus, M. Delcambre a assez de souplesse d'esprit pour emprunter aux ouvrages fondamentaux de la sociologie religieuse les cadres et les ordres de recherches les plus propres à orienter ses découvertes dans les fonds judiciaires nancéiens. C'est, en effet, dans ces fonds, et aussi dans les traités des démonologues, que M. Delcambre a trouvé les éléments de son riche et suggestif travail, dont ce premier fascicule concerne *L'initiation à la sorcellerie et le sabbat*. Je ne suis pas sûr que sa vocation historique n'ait pas été déterminée en partie par la lecture de l'étrange livre de Michelet sur *La sorcière* ; en tout cas, c'est avec une curiosité, je ne dirai pas perverse, mais aiguisée, que j'ai lu le livre de M. Delcambre. Sur les aspects de Satan, sur les modes dont il procède — la tentation directe, prédominante en Lorraine — sur la teneur du pacte satanique, sur la « marque du diable », la prostitution diabolique, la circulation de la « monnaie » diabolique, sur la tentation indirecte et les procédés extraordinaires d'initiation, les trouvailles, les efforts d'interprétation de M. Delcambre sont très nombreux, extrêmement curieux, et, dans ses efforts pour expliquer ces phénomènes singuliers de psychologie individuelle et collective, on salue une singulière perspicacité et un arsenal de connaissances éprouvées. De fait, c'est dans la tradition chrétienne, la théologie catholique et dans quelques traditions naturistes, antéchrétiennes que plongent les croyances sataniques ; l'apport de la théologie mystique, la transposition du rituel ecclésiastique, sans compter les troubles physiologiques, particulièrement ceux du système nerveux, rentrent aussi parmi les explications présentées par M. Delcambre : il n'est pas jusqu'à l'influence des institutions féodales qui ne soit décelée par lui. La même méthode est appliquée à l'étude du sabbat, par quoi se réalise la vie communautaire des sorciers : pour M. Delcambre, c'est un phénomène strictement mythique, car il va de soi que les témoignages qui tendraient à conclure à la réalité objective du sabbat sont dépourvus de valeur. Dès lors, il convient de recourir pour justifier la croyance à des hallucinations des types les plus divers, utilisant des traditions très anciennes, très fréquemment païennes, et aussi des données de la théologie mystique, et, par des renversements parodiques et sacrilèges, la liturgie catholique. Culte, festins, danses sabbatiques, prostitutions au diable, fornications réciproques, les manifestations sociales du sabbat constituent un tout, dont M. Delcambre, en en comparant les données localisées en Lorraine avec ce qu'on sait du sabbat dans d'autres régions, souligne le singulier caractère mesuré, conformiste, de sorte que l'action même de la psychologie régionale se vérifie jusque dans ses manifestations les plus anormales. On ne peut qu'attendre avec impatience la suite de la publication de M. Delcambre : c'est seulement après son achèvement qu'on pourra apprécier la façon dont il combat ou accepte les thèses des sociologues, examinées en quelque sorte préventivement dans son introduction.

G. BN.

— M. Émile CAILLET, professeur à l'Université de Pensylvanie, a repris de nouveau l'étude des idéologues, mais pour rechercher les origines de leur pensée en remontant à l'antiquité. On trouvera dans son livre, où Condorcet tient plus de place que les idéologues proprement dits, beaucoup d'indications bibliographiques et de citations ; mais il y a lieu de regretter que cet essai littéraire ne paraisse pas établir de distinction entre le matérialisme et la méthode positive (*La tradition*

littéraire des idéologues. Philadelphia, The American philosophical Society, 1943, in-8°, XIX-322 p.).

— M^{lle} Nelly Noémie SCHARGO ajoute à la bibliographie de l'*Encyclopédie* une étude originale. Elle rappelle que, pour Faguet, cette publication fameuse dédaigne l'histoire comme un passe-temps inutile, sinon nuisible, et ce souvenir n'est pas loin, ce semble, de l'indigner. Il est à croire, observe-t-elle, que Faguet n'a pas ouvert l'*Encyclopédie*, car, dans le discours préliminaire, d'Alembert écrit que l'histoire du développement de la connaissance aidera grandement les éditeurs à se faire une idée claire de la manière dont ils devront en communiquer le contenu aux lecteurs, et Diderot, dans le *Prospectus*, déclare compter que l'entreprise mettra en lumière l'histoire de l'esprit humain et ses créations de génération en génération.

M^{lle} Schargo conçoit donc l'idée louable de dépouiller les 60,660 articles de l'*Encyclopédie*, pour relever ceux qui touchent à l'histoire, et en a découvert 6,191, dont 750 relativement étendus ; une partie sont signés ; les auteurs de beaucoup d'autres lui ont paru pouvoir être identifiés. De ses lectures, elle a tiré les éléments de chapitres sur les conceptions des encyclopédistes relativement à la méthode de l'histoire, aux différentes manières de l'écrire, à l'interprétation des faits et au rôle de cette discipline. De son analyse, on conclut que les exigences de l'érudition étaient présentes à leur esprit et que le siècle de l'histoire, comme on a appelé le XIX^e siècle, a bien ses racines dans le XVIII^e.

On peut, toutefois, observer que les historiens de cette époque, bien que les encyclopédistes connaissent Mabillon et Du Cange, étaient loin de regarder l'érudition comme indissolublement liée à l'histoire, ne participaient pas à ses travaux, même lorsque, comme Voltaire, ils cherchaient à s'informer, ni à diriger ses recherches. Il restait beaucoup à faire (*History in the Encyclopedie*. New-York, Columbia University Press, 1947, in-8°, 251 p.).

G. L.

— M. Paul BASTID a écrit une biographie de Cormenin, un moment célèbre sous la Monarchie de Juillet et qui, oublié depuis, n'avait jamais encore eu d'historien (*Un juriste pamphlétaire, Cormenin, précurseur et constituant de 1848*. Paris, Hachette, 1948, in-8°, 279 p.). On sait gré à M. Bastid de nous instruire sur le rôle éminent du juriste qui se fit une spécialité du droit administratif et soutint la nécessité d'une juridiction particulière pour l'appliquer. Neuf aussi paraîtra tout ce qui concerne la foi catholique de Cormenin et son dévouement pour les œuvres d'assistance confessionnelle. Il est douteux, néanmoins, que la physionomie du personnage exerce désormais plus d'attrait qu'elle n'en conservait. Ses palinodies politiques n'ont malheureusement rien d'exceptionnel et, d'un autre côté, M. Bastid fait valoir, avec pertinence, que, la pérennité de l'administration étant l'armature essentielle de la nation, on doit quelque égard à la conscience professionnelle des fonctionnaires attentifs à maintenir les services publics dont ils sont chargés, bien que les vicissitudes historiques mettent assez souvent à leur tête des individus dont ils sont les premiers à mesurer l'incompétence et l'incivisme. Cependant, Cormenin semble avoir exagéré le conformisme. Un point qui reste même obscur dans l'ouvrage, c'est son ralliement à la Révolution de Juillet alors qu'il s'était montré si dévoué à la Restauration ; dans ses attaques contre le roi des barricades, y aurait-il un relent de légitimisme ? Le moins qu'on puisse dire, c'est que ce n'était pas un caractère.

G. L.

— Le Comité départemental marnais de célébration du centenaire de la Révolution de 1848 a publié une collection d'études relatives à la période (*Le département de la Marne et la Révolution de 1848*. Châlons-sur-Marne, Archives de la Marne, 1, rue des Buttes, 1948, in-8°, 98 p.). Les élèves des Écoles normales y ont décrit « Quelques symptômes de l'état d'esprit de la population marnaise en 1848 » et M. ALEXIS le « Visage de Givry-en-Argonne aux approches de 1848 ». M. LAURENT a consacré de nombreuses pages aux sources et à un exposé des événements de l'année à Reims et dans le département. M. VINCENT a recouru à l'enquête sur le travail agricole et industriel de 1848 pour dépeindre la situation économique et la condition des travailleurs. Enfin, M. MIELLE s'est intéressé au timbre-poste adopté par la République.

G. L.

— La revue que M. Tersen a consacrée aux travaux parus sur la Révolution de 1848 comportera nécessairement de nombreux *addenda*. A la première place de ceux-ci devra figurer l'excellente étude de M. Paul GUICHONNET sur *Le Faucigny en 1848* (publication de l'« Académie du Faucigny ». Genève, Kündig, 1949, in-8°, 117 p., ill.). Ce jeune historien local a des qualités de premier ordre, et, dans l'analyse des institutions, de l'économie, de l'évolution politique, il montre un sens affiné de la documentation et de la critique des textes. Ses pages, remplies de citations heureusement choisies et commentées, dépassent singulièrement le cadre local faucignerand et trouvent d'heureuses applications à l'histoire française comme à l'histoire italienne.

G. BN.

— Après M. Brogan, l'histoire contemporaine de la France depuis 1870 a aussi tenté M. Aldo GAROSCI (*Storia della Francia moderna (1870-1946)*. Turin, Einaudi, 1947, in-8°, 422 p.). Son récit est plus bref que celui de l'auteur de langue anglaise, mais il pousse jusqu'au vote de la constitution qu'un referendum repoussa. C'est aussi une histoire politique ; la période antérieure à la première guerre mondiale tient en un chapitre (p. 11-74) et l'expansion coloniale est laissée de côté : il s'agit donc d'une histoire plus strictement contemporaine et de politique uniquement intérieure, car les événements militaires sont également négligés. De ce point de vue, l'œuvre de M. Garosci ne fait pas double emploi avec celle de M. Brogan ; en outre, il consacre quelques pages au mouvement littéraire et artistique. Sa sympathie pour notre pays est d'ailleurs avouée.

G. L.

— David THOMSON. *Democracy in France. The Third Republic* (London, New-York, Toronto, Oxford University Press, 1946, 283 p.). — Voici encore un livre destiné à expliquer au monde de langue anglaise l'effondrement de la Troisième République, en 1940, et à lui montrer en même temps qu'il doit garder confiance dans les possibilités démocratiques de la France. Il ne s'agit pas cette fois-ci d'une histoire suivie, ni non plus d'un ouvrage de philosophie politique à proprement parler. L'auteur envisage successivement les principaux facteurs de l'évolution française sous la Troisième République : traditions politiques, classes sociales et générations, institutions, enfin les principaux problèmes que posaient les circonstances. Un pareil effort de systématisation, en si peu de pages, ne va pas sans erreurs ni sans simplifications abusives. Bornons-nous à relever (p. 106) cette énumération des chefs radicaux incluant à la fois Ferry et Clemenceau ! Mais ces défauts paraissent tenir essentiellement à la conception de l'ouvrage. Au reste, l'auteur sait faire preuve, à l'occasion, d'un véritable esprit historique, notamment quand il traite du régime de Vichy. Et il donne des indications précieuses sur les ouvrages parus hors de France pendant l'occupation.

J. NÉAU.

— John Eldred HOWARD. *Parliament and foreign policy in France* (Londres, Cresset Press, 1948, 172 p.). — Jusqu'à quel point et par quels moyens le Parlement français a-t-il exercé un contrôle sur la politique étrangère durant la Troisième République? L'auteur s'efforce de répondre à cette question par une étude juridique, institutionnelle. Bien qu'il soutienne que le contrôle de la politique extérieure est devenu beaucoup plus étroit à partir de 1919, son point de vue est rarement historique. Il envisage successivement les problèmes constitutionnels, le contrôle général des Chambres, les Commissions des Affaires étrangères, la ratification des traités, la déclaration de guerre. Seul un dernier chapitre, beaucoup trop sommaire, se réfère aux idées directrices de la politique extérieure française et aux sentiments de l'électorat à son égard. M. Howard utilise, d'ailleurs, très largement les ouvrages du professeur Barthélemy. Une utile bibliographie critique et un index terminent ce modeste ouvrage.

J. N.

— Avec les livres de MM. J. KAYSER et A. ZÉVAËS, voici que l'ouvrage de M^{me} Marguerite-Fernand LABORI (*Labori, ses notes manuscrites, sa vie*. Paris-Neuchâtel, Attinger, 1947, in-8°, xxiv-411 p., illustr. de 8 hors-texte; prix : 840 fr.) renouvelle en partie le drame de l'affaire Dreyfus. On y trouve, en effet, en dehors de quelques indications d'ordre biographique (1860-1917), des notes jetées par le grand avocat en vue d'un recueil de ses plaidoiries et d'un livre de réflexions et de souvenirs, et une quantité de ces notes s'appliquent à l'« Affaire », avec quelques commentaires de M^{me} Labori et de certains de ses collaborateurs, comme M^e Monira, des lettres très nombreuses de confrères, d'hommes politiques écrites pendant ou après les procès Zola, Dreyfus et Picquart, particulièrement celles de Zola. Et combien de lettres d'humbles, d'étrangers, qui ont apporté au grand avocat le tribut de leur admiration ! Les pages les plus nouvelles concernent le Conseil de guerre de Rennes, l'attentat contre Labori, les variétés de tactique judiciaire, et, bientôt, les querelles des dreyfusards : la rupture avec la famille Dreyfus, avec Joseph Reinach ; mais, sur la moralité des cinq ministres successifs de la Guerre, sur la pauvre politique du gouvernement substituant à la justice l'amnistie, dénoncée par Zola comme la « suprême équivoque qui achèvera de pourrir la conscience nationale », il y a des pages extrêmement intéressantes. M^{me} Labori n'a pas cru pouvoir laisser de côté la vie parlementaire de son mari, élu en 1906 à Fontainebleau, ni son bâtonnat de 1911, et divers textes utiles à la critique des *Mémoires* de Mathieu Dreyfus et de l'*Histoire de l'affaire Dreyfus* par Joseph Reinach. En somme, une masse importante de documents pour l'histoire d'un instant grave de la Troisième République¹.

G. BN.

— *Le siège en France du Moyen Âge à nos jours*. 343 photographies de Pierre DEVINOY. *Physiologie du siège*, Guillaume JANNEAU. *Commentaire et tables*, de Madeleine JARRY (Paris, Paul Hartmann, 1948, in-4°, 392 p., dont 88 de texte, et 303 planches en néogravure groupant 342 figures). — Ce livre, nous dit l'éditeur, a été conçu et réalisé à la suite de l'Exposition du siège français du Moyen Âge à nos jours, qui a eu lieu au Musée des Arts décoratifs pendant l'été 1947. Mais une partie seulement des photographies publiées ici (un tiers environ) reproduit des objets ayant figuré à cette exposition. Les autres ont été prises dans les

1. A la p. 345, d'intéressantes réflexions de Labori sur la vérité de l'histoire, la difficulté de l'établir, l'inutilité de l'employer.

musées, au Mobilier national ou dans des collections privées : beaucoup de ces meubles n'avaient jamais été photographiés, beaucoup n'ont jamais été exposés en public.

Quelques pages de Guillaume Janneau, intitulées *Physiologie du siège*, rappellent les principes qui nous guident dans l'étude du meuble, et particulièrement du meuble qui sert à s'asseoir : fonctionnalisme, valeur hiérarchique. Il trace à grands traits l'évolution du siège depuis le Moyen Âge jusqu'à nos jours et donne quelques exemples de la façon d'interpréter les textes : inventaires des collections, articles des dictionnaires anciens, mémoires ou textes littéraires, qui se rapportent au mobilier.

M^{me} Jarry développe cette étude et reprend les mêmes citations dans un exposé plus complet et systématique, qui fait parfois double emploi avec le premier, sans être toujours parfaitement d'accord avec lui. Par exemple, le texte d'Henri Estienne dans l'*Apologie pour Hérodoté* (publiée en 1566 et non 1556) et les autres textes cités à propos de la caquetoire sont commentés avec plus de rigueur par M. Janneau. On se perd dans la nomenclature trop nombreuse et imprécise du xviii^e siècle. Une étude mieux adaptée à l'illustration, avec des renvois directs aux figures, aurait été plus utile. Pourquoi la table descriptive des figures (p. 369) renvoie-t-elle à des notes (p. 59) qui ne font elles-mêmes que renvoyer aux mêmes figures ? Cette description aurait pu être plus complète. Mais le tableau des cotes, établi par M^{me} Jarry, donne toutes les mesures des sièges avec une précision remarquable.

Les admirables photographies de M. Pierre Devinoy sont, comme toujours, à elles seules un ouvrage approchant de la perfection. « Le siège, nous a dit avec raison M^{me} Jarry, à la différence du lit ou de l'armoire, est essentiellement mobile ; on le prend, on le tourne, on le déplace, de ce fait on en modifie constamment l'apparence. » C'est ce qu'a fait M. Devinoy, nous montrant ce meuble sous tous ses aspects, dans tous ses détails, tournant autour d'un fauteuil, isolant un accotoir, le dossier, le piètement, photographiant même parfois le dessous d'un siège. Le Moyen Âge n'est représenté que par un petit nombre d'exemples : ce n'est qu'une introduction, car les principaux sièges médiévaux ne sont pas mobiles, et l'étude des stalles aurait demandé tout un autre volume. On aimerait trouver plus d'exemples du xviii^e siècle. Mais le xviii^e est abondamment et très justement représenté. Était-il possible d'y tenter un classement chronologique plus strict ? L'époque Louis-Philippe est sacrifiée : c'est dommage, car, à condition de ne pas rechercher seulement l'originalité, le meuble capitonné pouvait permettre une réhabilitation de ce style trop décrié. Il valait mieux en tout cas, à notre avis, s'arrêter au premier tiers du xix^e siècle que de terminer sur quelques maigres exemples contemporains, qui ne forment nullement une conclusion à cette magnifique histoire. Car c'est bien une leçon d'histoire que nous donne un tel ensemble d'images. Souhaitons que ce livre soit le premier d'une longue série.

Georges GAILLARD.

Grande-Bretagne. — La *Historical association* continue la publication de ses utiles *pamphlets* de bibliographie ou de mise au point élémentaire. Outre un *Annual Bulletin of historical literature*, n^o XXXIII, dealing with publications of the year 1947 (Londres, G. Philip et fils, 1948, 49 p. ; prix : 2 s.), qui est la seconde bibliographie de ce genre parue après l'interruption de la guerre, le volume consa-

cré aux publications de 1946 ayant paru en 1948, elle a distribué en 1949 une intéressante brochure consacrée à *Adam Smith, 1723-1790*, par Sir Alexander GRAY (Ibid., 1948, 28 p.; prix : 1 s. 6 d.), et une mise au point des problèmes historiques touchant la personnalité de Charles I^{er}, son jugement et l'influence qu'a exercée sa mort tragique sur les développements postérieurs de la Constitution anglaise; quatre historiens, C. V. WEDGWOOD, Mary COATE, M. A. THOMSON et David PIPER, se sont partagés cette besogne : *King Charles I, 1649-1949* (Ibid., 1949, 28 p.; prix : 1 s. 6 d.). Enfin, les deux archivistes des comtés d'Essex et de Gloucestershire, MM. F. G. ENMISON et Irvine GRAY, ont écrit une courte mais très substantielle brochure sur les richesses des *County-Records* (Ibid., 1948, 32 p.; prix : 1 s. 6 d.). En appendice, une liste des *County Records* qui sont à l'impression et un tableau fort pratique des facilités plus ou moins grandes de consultation des documents qu'offrent les dépôts de trente-neuf comtés d'Angleterre et du Pays de Galles. M. C.

— Le mouvement d'intérêt pour l'histoire provinciale, qui produisit chez nous les œuvres monumentales de l'école bénédictine, a trouvé écho en Angleterre avant la fin même du XVIII^e siècle : nous n'en voulons pour preuve que la *History of Cheshire* d'Ormerod, d'une érudition remarquable pour sa date. Mais, tandis que, depuis, les histoires provinciales sont restées en France du domaine de l'initiative privée, l'Angleterre a mis sur pied, il y a trois quarts de siècle, une vaste entreprise collective et semi-officielle, la *Victoria History of the Counties of England*, dont il faut regretter de ne trouver que si rarement les beaux volumes in-quarto, à couverture rouge et or, sur les rayons de nos bibliothèques publiques. Sans doute l'œuvre accomplie par trois générations d'érudits n'est-elle pas de qualité toujours égale; au départ, on a voulu faire vite; certaines portions d'une entreprise aussi monumentale demanderaient déjà à être reprises. Mais, mise depuis la fin de la première guerre mondiale sous l'égide de l'Institut de Recherches historiques de l'Université de Londres, placée depuis peu sous la direction autorisée de M. L. F. SALEMAN, l'œuvre avance maintenant sur la voie droite — quoique forcément lente — de la plus exacte acribie, visant à donner de chaque circonscription administrative une somme historique, faite à la fois de grandes sections « générales » (description géographique, inventaire archéologique, étude des sections afférentes du Domesday Book, histoire économique et sociale par périodes, etc.) et de « monographies » énumérant les établissements religieux, faisant l'histoire particulière de chaque ville ou village dans le cadre des anciens *hundreds*. Une douzaine de comtés sont maintenant pourvus d'histoires complètes, variant chacune de trois à huit volumes; l'œuvre est plus ou moins avancée pour une vingtaine d'autres comtés.

Du tome III de la *Victoria County History of Warwickshire*, paru en 1945, nous n'avons sous les yeux que la section relative au bourg de Stratford-upon-Avon due à la collaboration de MM. Philip STYLES et J. W. BLOE (Londres, Oxford University Press, Geoffrey Cumberledge, 1946, in-4°, 72 p. sur 2 colonnes et 8 planches hors texte). C'est un remarquable précis historique sur la patrie de Shakespeare, petite ville née dans un manoir rural sur les bords d'une route romaine et au débouché d'un pont ancien, siège, enfin, de marchés et de foires fort achalandés. Son histoire économique, son histoire municipale, celle des familles qui ont été possédées sur son territoire voisinent avec la description de ses monuments, même les plus récents, et de ses vieilles maisons; c'est du milieu du XVIII^e siècle

que date la renommée théâtrale de la ville, devenue centre de tourisme et de pèlerinage littéraire.

Avec le tome II de la *Victoria County History of Cambridgeshire and the Isle of Ely* (1948, in-4°, xiv-419 p. ; prix : 63 s.), nous passons à une région toute différente, aux confins de l'Est-Anglie et du Danelaw, à la limite des cuestas calcaires du bassin septentrional de Londres, des plaines à blé et des vastes terres amphibies des *Fens*. L'histoire politique du comté, rejetée en fin de volume, est d'une louable sobriété (p. 377-419). Les seuls épisodes originaux viennent de la configuration géographique de l'« île d'Ely », entourée de marais et de polders, et refuge idéal pour les rebelles : *earls* et *thegns* saxons contre Guillaume le Conquérant (1070), barons « déshérités » après la chute de Simon de Montfort (1267), factions vaincues lors des guerres civiles du xviii^e siècle. On s'attardera plus aux sections intitulées « Histoire sociale et économique » (p. 48-140) et « Histoire ecclésiastique » (p. 141-318). La première, qui a largement profité de la collaboration de M. H. C. DARBY, spécialiste averti de la question, est en tous points remarquable. Une série de cartes transcrivent les enseignements économiques du Domesday Book, excellent point de départ pour l'étude du régime agraire médiéval, en un pays de champagne, d'assolement triennal et d'économie manoriale. La place nous manque pour poursuivre l'analyse jusqu'aux pages nourries qui retracent les transformations du régime agraire à l'époque moderne, le problème de la mendicité et des *poor-laws*, celui des voies de communication (routes à péages, canaux, chemins de fer). — Miss K. WOOD-LECH a écrit un vigoureux résumé d'histoire religieuse, précédant les monographies des établissements monastiques, où nous est donné comme un exemple de ce que devrait être une *Gallia Christiana* renouée.

En attendant que se complète, en deux nouveaux volumes de monographies locales (dont un tout entier pour la ville universitaire), l'histoire du Cambridgeshire, voici qu'avance la préparation d'une non moins monumentale histoire de Wiltshire, au cœur de l'ancien Wessex. Elle comprendra six gros volumes. Il ne s'agit pas d'une compilation, d'une mise au point des connaissances ; certaines recherches sont reprises à la base, notamment l'exploration archéologique, laquelle profite des indications données par la photographie aérienne. Pour mener à bien l'entreprise, on compte sur l'esprit civique et le patriotisme local, tous deux si vivaces en Angleterre. Aux subventions des autorités locales devra s'ajouter le produit d'une souscription dont le lancement est diffusé par la presse régionale. Admirons l'impétuosité des organisateurs, suivons de nos vœux le succès de l'entreprise, non sans faire un retour sur nous-mêmes : la leçon que nous donnent M. Salzman et son équipe peut être salutaire.

E. Pr.

— M^{lle} Edith RUFF a étudié la vie et l'œuvre de De Lolme, bien connu comme descripteur de la constitution anglaise, mais sans que son existence, comme elle l'observe, ait jamais été l'objet d'un examen attentif (*Jean Louis De Lolme und sein Werk über die Verfassung Englands*. Berlin, Ebering, 1934, in-8°, 108 p. *Historische Studien*, Heft 240). Près de la moitié de l'ouvrage est employée à combler cette lacune. De Lolme, notaire genevois, fut, dans sa ville natale, un propagandiste des idées de Rousseau, et il se compromit si bien dans le parti des « Représentants » qu'il finit par s'expatrier. Installé à Londres, il abandonna Rousseau et, dans l'ouvrage qui l'a fait connaître, décrivit en 1771 la constitution britannique avec un enthousiasme louangeur qui ne se démentit pas dans la suite. Il la dépeignit avec un souci du détail que Montesquieu n'avait pas montré, mais comme eût

pu le faire un juriste spécialisé dans le droit constitutionnel, c'est-à-dire sans mettre le fonctionnement des institutions en rapport avec la structure sociale et, par suite, sans en montrer les tares. Ulérieurement, il écrivit encore et M^{lle} Ruth produit une bibliographie analytique de ses brochures. Mais il n'ajouta rien d'essentiel à son œuvre de 1771. La question qui demeure obscure, c'est la raison qui le détourna de Rousseau. Pour ce qui est de son sort, on est moins embarrassé : il mena en Angleterre une existence désordonnée et le jeu le précipita plus d'une fois dans une misère noire. Des amis le secoururent, mais il n'obtint jamais du gouvernement l'emploi ou la pension qu'il eût désirés. En 1789, un héritage lui permit de rentrer en Suisse, où il mourut en 1806.

Son ouvrage avait été hautement loué en Angleterre, notamment par Burke. Avec Montesquieu, il a nourri en Allemagne la pensée libérale, par exemple celle de Brandes et de Dahlmann. Il avait été interdit en France et n'en fut que plus recherché. Mais on le critiqua vertement. Dupont de Nemours, dans une lettre au margrave de Bade, en contesta les assertions historiques sur l'origine de la constitution anglaise, et plus encore l'affirmation qu'elle assurait la liberté de l'individu. Qu'en pensaient catholiques et dissidents? Et ceux que la « presse » embarquait de force? La liberté économique existait-elle? Quant au Parlement, élu par des privilégiés et à la faveur d'une corruption notoire, il ne représentait pas la nation. Dupont, physiocrate, plaidait implicitement la cause du despotisme éclairé, mais les partisans du régime constitutionnel et de l'égalité des droits opposèrent à l'apologie de De Lolme des objections de même sorte; c'est ce qui explique qu'à la veille de la Révolution l'anglomanie était passée de mode pour beaucoup de ceux qui s'intéressaient à la politique, et ce fut loin d'être sans influence sur l'histoire de la Constituante.

G. L.

Hongrie. — Il serait difficile de trouver dans l'histoire de Hongrie un homme d'État qui ait exercé sur l'évolution du pays une influence plus décisive que Louis Kossuth; il est d'autant plus surprenant de voir que les œuvres de ce révolutionnaire génial et fécond n'ont pas encore bénéficié des avantages d'une édition critique.

A l'époque du dualisme, on respectait trop la susceptibilité de la dynastie pour reconnaître officiellement le culte de Kossuth, déjà profondément enraciné dans l'âme populaire : étant donné qu'il s'agissait de l'œuvre d'un adversaire implacable des Habsbourg, il ne pouvait même pas être question d'une édition complète. Quant au régime qui prédomina entre les deux guerres mondiales, il était trop près de la Hongrie féodale pour apprécier dignement les initiatives de ce grand pionnier de la démocratie. Enfin, le centenaire de la guerre d'indépendance a permis à l'Institut d'Europe orientale (Institut P. Teleki) de commencer, en collaboration avec la Société historique hongroise, la publication des œuvres complètes de Kossuth. La première série de cette entreprise embrassera l'activité de Kossuth pendant « l'ère des réformes », c'est-à-dire antérieurement à la Révolution de 1848. La seconde série sera réservée aux écrits relatifs au gouvernement de 1848-1849 et une troisième série contiendra les écrits inédits de l'émigration. Le premier volume vient de paraître : c'est le tome I^{er} de la chronique parlementaire rédigée par Kossuth de 1832 à 1836 (*Kossuth Lajos összes munkái. Országgyűlési Tudósítások* [Œuvres complètes de Louis Kossuth] T. I^{er} : *Országgyűlési Tudósítások* [Chronique parlementaire], I, classée, ordonnée et annotée par l'Institut d'Europe orientale. Budapest, 1948, 1 vol. in-8°, 635 p.).

Depuis longtemps déjà les historiens hongrois avaient exprimé le désir de voir paraître ce journal consacré aux débats de la diète hongroise, journal qu'on peut considérer à juste titre comme un document d'importance capitale pour connaître aussi bien l'évolution intellectuelle et politique de son auteur que l'histoire de la diète. Pour le jeune Kossuth, cette longue session de la diète fut l'école qui forma sa personnalité, orienta avec précision ses aspirations et forgea de ses convictions un véritable credo politique. En décembre 1832, Kossuth, avocat provincial inconnu, vint à la diète comme le représentant de quelques magnats absents (*ablegatus absentium*) ; en mai 1836, il partit de Presbourg comme un écrivain politique d'une célébrité générale. Pour connaître cette période de son évolution, notre meilleure source est sans conteste sa chronique parlementaire.

D'autre part, le journal de Kossuth jette un jour nouveau aussi sur l'histoire de cette session. Il montre bien que, malgré la résistance tenace des forces conservatrices, le progrès social hongrois avança hardiment vers la révolution : à cette diète, réactionnaires et progressistes se livrèrent un combat particulièrement dur. Kossuth esquissa avec beaucoup de vivacité les étapes successives de ces luttes ; son journal, destiné à l'usage du public, fut divulgué sous la forme de copies manuscrites, car la censure d'alors n'en aurait pas permis l'impression. Malgré ces difficultés, la « gazette » exerça une influence décisive sur l'opinion publique. Il est vrai qu'il existait aussi un journal officiel de la diète, mais on n'y pouvait lire qu'une partie des débats. Ce sont les rapports de Kossuth qui nous ont conservé le souvenir des longues discussions préliminaires des réformes, ainsi qu'une image fidèle des séances de la Chambre haute. Il s'agit donc d'une source historique de premier ordre ; néanmoins, l'importance capitale de cette Chronique parlementaire consiste en ce qu'elle éveilla une sympathie générale pour les réformes. On lisait ces rapports « réformistes » un peu partout, dans les casinos, dans les manoirs seigneuriaux de province, dans les bureaux départementaux des comitats, etc. C'est grâce aux efforts de Kossuth que la cause des réformes, malgré les succès apparents du parti réformiste à la diète, fit un progrès immense dans l'opinion publique du pays.

Roberta Bonocsi.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES¹

I. HISTOIRE GÉNÉRALE ET INSTRUMENTS DE TRAVAIL

J. Godard. Nécrologie : Camille Bloch. [1848, juillet 1949.] — J. E. Neale. Albert Frederick Pollard. [E. H. R., avril 1949.] — C. H. Williams. A. F. Pollard, 1869-1948. [Bull. of the Institute of hist. research, t. XXII, 1949.] — Guy Frégault. Jean Delanglez, S. J., 1896-1949. [R. d'hist. de l'Am. fr., septembre 1949.] — Nils Ahn-lund. Historikern Geijer. (A l'occasion du centenaire de la mort du grand historien.) [H. T. Stockholm, 1947, 2.] — Bertil Boethius. Erik Gustaf Geijer. (Unité des conceptions de Geijer, historien, poète et penseur romantique.) [Ibid., 4.]

M.-A. Ménier. Bibliographie coloniale. [R. d'hist. des col., 1949, 1^{er} trim.] — Id. A propos des sources de l'histoire de la Martinique. [Ibid.] — J. Riche-O. Lille. Bibliographie marocaine, 1940-1943. [Hesperis, XXXIV, 1947, 1-2.] — Cecilia M. Ady. The Archivio Bentivoglio at Ferrara. [E. H. R., juillet 1949.] — R. B. Pugh. Privy Council Minutes newly transferred to the Public Record Office (45 volumes, 1670-1928). [Bull. of the Institute of hist. research, t. XXII, 1949.] — Compte rendu du 5^e Congrès des historiens néerlandais (La Haye, mai 1947). [Tijdschrift voor

1. Liste des périodiques analysés dans le présent fascicule : *Analecta bollandiana* (t. LXXI, 1948). — *American historical review* (juillet 1949). — *Anjou historique* (avril-juin 1949). — *Annales* (janvier-mars et avril-juin 1949). — *Annales de Bourgogne* (avril-juin 1949). — *Annales de l'Institut d'études orientales* (1939-1941, 1942-1947). — *Bulletin de correspondance hellénique* (t. LXXIII, 1949). — *Bulletin de la Société historique et archéologique de l'arrondissement de Pontoise et du Vexin* (t. LIV, 1948). — *Bulletin historique et littéraire de la Société de l'histoire du Protestantisme français* (juillet-septembre 1949). — *Bulletin de la Société languedocienne de géographie* (janvier-juin 1949). — *Bulletin de l'Institut français d'Afrique noire* (janvier-avril 1949). — *Bull. of the Institute of historical research* (t. XXII, 1949). — *Bull. of the John Rylands Library Manchester* (t. XXXII, 1949). — *Comptes-rendus de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres* (octobre-décembre 1948). — *English historical review* (avril et juillet 1949). — *Hesperis* (t. XXXIV, 1947, fasc. 1-2). — *Historische Zeitschrift* (Bd. 169, Heft 2). — *Historisk Tidskrift Stockholm* (1947). — *Irish historical studies* (t. V, 1948). — *Journal of modern history* (septembre 1949). — *Journal des Savants* (juillet-décembre 1948). — *Journal of the history of ideas* (octobre 1949). — 1848 (juillet 1949). — *Notizie degli Scavi di Antichità* (série VIII, vol. I, 1947). — *Politique étrangère* (juillet 1949). — *Rassegna storica del Risorgimento* (janvier 1940-avril 1949). — *Rendiconti dell'Accademia nazionale dei Lincei* (vol. III, 1948). — *Revue archéologique* (avril-juin 1949). — *Revue belge de philologie et d'histoire* (1949, fasc. 1-2). — *Revue bénédictine* (1949). — *Revue de Défense nationale* (juillet, août, septembre 1949). — *Revue d'histoire de l'Amérique française* (septembre 1949). — *Revue de l'histoire des religions* (janvier-mars, avril-juin 1949). — *Revue d'histoire des colonies* (1949, 1^{er} trim.). — *Revue de la Méditerranée* (juillet-août 1949). — *Review of politics* (juillet et octobre 1949). — *Rivista storica italiana* (1949, fasc. 2). — *Speculum* (t. XXIV, 1949). — *Syria* (1949, fasc. 1-2). — *Tijdschrift voor Geschiedenis* (1948, fasc. 1-2).

Geschiedenis, 1948, 1-2.] — *Gonzague Ryckmans*. Le voyage de M. Ahmed Fakhry au Yémen (1947). Résultats archéologiques et épigraphiques. [*C. r. de l'Ac. des I. et B.-L.*, octobre-décembre 1948.]

Franklin L. Baumer. Intellectual history and its problems. [*J. of mod. hist.*, septembre 1949.] — *Egbert Munzer*. Solovyev and the meaning of history. [*The Rev. of politics*, juillet 1949.] — *Jean Fourastié*. Nouveaux courants de la pensée économique. [*Annales*, janvier-mars 1949.] — *Eli F. Heckscher*. Ekonomisk historia och dess gränsvetenskaper. (Nécessité pour l'histoire économique d'une liaison de l'histoire générale et de l'économie politique. Accent sur ce 2^e point.) [*H. T. Stockholm*, 1947, 1.] — *Nils Ahnlund*. Den ekonomiska historien ställning. En-historik. (Sur la position de l'histoire économique dans le cadre universitaire en Suède.) [*Ibid.*] — *H. Lapeyre*. La banque de dépôt dans l'Europe méditerranéenne, d'après le professeur Usher. [*Annales*, avril-juin 1949.] — *T. J. Arne*. Rysk historisk litteratur. (Ses relations avec l'évolution au sein du parti communiste.) [*H. T. Stockholm*, 1947, 2.] — *R. John Rath*. History and citizenship training : an Austrian example. (Montre l'influence de l'enseignement historique sur la formation civique, de 1918 à 1938.) [*J. of mod. hist.*, septembre 1949.] — *Charles S. Singleton*. Dante and myth. [*J. of the hist. of ideas*, octobre 1949.] — *Philip Merlan*. Hamann and Schopenhauer. [*Ibid.*] — *Walter A. Kaufmann*. Goethe and the history of ideas. [*Ibid.*]

Carlo M. Cipolla. Encore Mahomet et Charlemagne. L'économie politique au secours de l'histoire. [*Annales*, janvier-mars 1949.] — *Renée Doehaerd*. Institutions médiévales : un livre, une méthode (par Leo Verriest). [*Ibid.*] — *William H. McNeill*. The introduction of the potato into Ireland. [*J. of mod. hist.*, septembre 1949.] — *G. Ritter*. Ursprung und Wesen der Menschenrechte. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 169, Heft 2.] — *Henry Bertram Hill*. French Constitutionalism : old regime and revolutionary. [*J. of mod. hist.*, septembre 1949.] — *Olivier Maurault*. L'Eglise du Canada. (Bref résumé de son développement.) [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, septembre 1949.] — *Thomas Charland*. A qui devons-nous la réédition des relations des Jésuites. [*Ibid.*] — *Jacques Rousseau*. La cartographie de la région du lac Mistassini (bibliographie). [*Ibid.*] — *Abbé Berthet*. Autour des noms de personne : nom réel ou nom d'état civil? [*Annales*, janvier-mars 1949.] — *G. Gougenheim*. Grandeur et décadence d'une arme de guerre : la fronde. [*Ibid.*] — *Edmond Guyot*. Lances et lanciers (dans les diverses armées). [*R. de Déf. nat.*, juillet 1949.] — *G. R. Elton*. The evolution of a Reformation statute. [*E. H. R.*, avril 1949.] — *Lucien Febvre*. La voix du sang. [*Annales*, avril-juin 1949.] — *Georges Friedmann*. Travail d'usine et démocratie. [*Ibid.*] — *Lucien Febvre*. Achèvement d'une grande entreprise : la géographie universelle et la France d'Albert Demangeon. [*Ibid.*, janvier-mars 1949.] — *Id.* Géographie et civilisation : un article capital (Overdruck mit Indonésie, par *Pierre Gourou*). [*Ibid.*] — *Pierre Gourou*. Qu'est-ce que le monde tropical? [*Ibid.*, avril-juin 1949.] — *Jean Gottmann*. Mer et terre. Esquisse de géographie politique. [*Ibid.*, janvier-mars 1949.] — *Abbé Berthet*. Méditation sur la route et l'homme. [*Ibid.*, avril-septembre 1949.]

Abel Chatelain. Brie, terre de passage. [*Ibid.*, avril-juin 1949.] — *W. Hartke*. Sur la physionomie actuelle du village allemand. [*Ibid.*] — *François Maugard*. Avignon. Esquisse de géographie urbaine. [*Bull. de la Soc. languedocienne de géogr.*, janvier-juin 1949.]

II. ORIENT CLASSIQUE. GRÈCE ET ROME

Jean Sainte-Fare-Garnot. Les idées religieuses des frères jumeaux Souti et Hor, architectes d'Aménophis III. [*C.-r. de l'Ac. des I. et B.-L.*, octobre-décembre 1948.] — Capitaine Seliquer. Éléments d'une étude archéologique des pays bas du Tchad. [*Bull. de l'I. F. A. N.*, t. VII, année 1945.] — Raymond Mauny. État actuel de nos connaissances sur la préhistoire de la colonie du Niger. [*Ibid.*, janvier-avril 1949.] — L. Bernabé Brea. Lipari, Salina, Panarea. (Exploration de sites néolithiques.) [*Not. Scavi*, sér. VIII, vol. I, 1947.] — Id. Enna : villaggio preistorico del IV per. secolo. [*Ibid.*] — Id. Scicli : Situazione del I per. secolo e abitato di età classica. [*Ibid.*] — S. Stucchi. Gorizia : sepolcreti preistorici ; scoperta di tombe barbariche. [*Ibid.*] — Ch. Delvoye. Remarques sur la seconde civilisation néolithique du continent grec et des îles avoisinantes. [*Bull. corr. hell.*, LXXIII, 1949, 1.] — Cl. F. A. Schaeffer. Chronologie et origine de la civilisation du bronze ancien de Chypre. [*R. A.*, XXXIII, avril-juin 1949.] — Arnaldo Momigliano. Recherche préhistorique in Inghilterra. [*Riv. st. it.*, 1949, fasc. II.]

G. Contenau. Les fouilles en Asie occidentale, 1946-1948. [*R. A.*, t. XXXIII, 1949.] — André Aymard. Dix années d'archéologie orientale. (Le t. IV du Manuel classique de Georges Contenau.) [*Annales*, janvier-mars 1949.] — Henri Seyrig. Antiquités syriennes : sur une idole hiéropolitaine. Nouveaux monuments palmyréniens de Baalshamin. (Appendice sur les inscriptions par Jean Sturcky.) [*Syria*, 1949, fasc. 1-2.] — Jean Sturcky. Autour d'une dédicace palmyrénienne à Sadrafa et à Du'anat. [*Ibid.*] — Ernest Will. La tour funéraire de Palmyre. [*Ibid.*] — Maurice Dunand. Remarques à propos d'un article (par René Dussaud dans le précédent fasc. de *Syria* sur l'origine de l'alphabet). [*Ibid.*] — Andrée Herdner. La légende cananéenne d'Aqhat d'après les travaux récents. [*Ibid.*] — Anne Roes. Un bronze d'Asie Mineure au Musée de Leyde. (Associe l'aigle et le taureau.) [*Ibid.*] — André Dupont-Sommer. La grande inscription phénicienne de Karatepe. [*C.-r. de l'Ac. des I. et B.-L.*, octobre-décembre 1948.]

E. Bracco. Matera : rinvenimento di sepolcri di età greca. [*Not. Scavi*, sér. VIII, vol. I, 1947.] — S. Ferri. Pietrasanta (Luni) Rinvenimento di un rilievo greco. [*Ibid.*] — G. Libertini. Centuripe : scavi nella necropoli. [*Ibid.*] — G. Daux. Inscriptions de Delphes inédites ou revues. [*Bull. corr. hell.*, LXXIII, 1949, 1.] — P. de La Coste-Messelière. Listes amphictyoniques du IV^e siècle. [*Ibid.*] — L. Lacroix. Copies de statues sur les monnaies des Séleucides. [*Ibid.*] — P. Lévêque. Héra et le lion d'après les statuettes de Délos. [*Ibid.*] — J. Marcade. Notes sur quelques bases d'Épidaure. [*Ibid.*] — J. Pouilloux. 'Ο επικεφαλός θεολός. [*Ibid.*] — Pierre de La Coste-Messelière. Les débuts de la peinture archaïque à Athènes. [*C.-r. de l'Ac. des I. et B.-L.*, octobre-décembre 1948.] — A. Merlin. La sculpture grecque au IV^e siècle : la jeunesse de Fraxitèle, Scopas statuaire. [*J. des Sav.*, juillet-décembre 1948.] — T. B. L. Webster. The Masks of Greek Comedy (planches). [*Bull. of the John Rylands Lib.*, t. XXXII, 1949.] — Ludwig Edelstein. The function of the myth in Plato's philosophy. [*J. of the hist. of ideas*, octobre 1949.] — Vittorio Bartoletti. Nuovi frammenti dello « Storico di Ossirinco » in un papiro fiorentino. [*Riv. st. it.*, 1949, fasc. II.]

A. Merlin. Revue des publications épigraphiques relatives à l'antiquité romaine. [*R. A.*, t. XXXIII, 1949.] — A. Bartoli. La statua porfirética della Curia. [*Not.*

Scavi, sér. VIII, vol. I, 1947.] — *L. Bernabé Brea*. Syracuse : Ipogei pagani e cristiani, scavi e rinvenimenti 1941-1947. [*Ibid.*] — *G. Brusini*. Aquileia : nuovi tessellati. [*Ibid.*] — *Id.* Grado : l'epigrafe musiva di « Petrus ». (Première attestation épigraphique de la conversion d'un Juif au christianisme.) [*Ibid.*] — *S. Ferri*. I « tempietti » di Medma e l'origine del triglifo. [*Acc. naz. Lincei Rendi conti*, vol. III, fasc. 11-12, novembre-décembre 1948.] — *E. Gabrici*. Partenope e Palepoli. [*Ibid.*, vol. III, fasc. 5-6, mai-juin 1948.] — *M. Lazzarini*. Le bilance romane del M. Nazionale e dell'Antiq. Comunale di Roma. [*Ibid.*] — *G. Lilliu*. Cagliari : Scoperta di tombe romane. [*Not. Scavi*, sér. VIII, vol. I, 1947.] — *P. C. Sestieri*. Paestum : sculpture (péplophore et portrait de Tibère). [*Ibid.*] — *E. Stefani*. Civita Castellana : tempio di Giunone Curite. [*Ibid.*] — *M. Santangelo*. Per la storia di Veio fra la conquista romana ed il Municipium Aug. Vejeno. [*Acc. naz. Lincei Rendi conti*, vol. III, fasc. 11-12, novembre-décembre 1948.] — *Raveggi, Minto, Coli*. Scoperta di una tabula aenea inscritta nel territ. dell'antica Heba (Magliano). (Rogation concernant les honneurs décrétés en mémoire de Germanicus.) [*Not. Scavi*, sér. VIII, vol. I, 1947.] — *Raymond Bloch*. Les fouilles effectuées près de Bolsenna en 1948. [*C.-r. de l'Ac. des I. et B.-L.*, octobre-décembre 1948.] — *Ch. Picard*. L'entrée de la salle absidiale à l'Attideion d'Ostie. [*R. de l'hist. des rel.*, avril-juin 1949.] — *Henri Van Effenterre*. César et la météorologie. [*C.-r. de l'Ac. des I. et B.-L.*, octobre-décembre 1948.] — *C. Di Spigno*. L'attività politico-militare dell'imp. Massimino Trace. [*Acc. naz. Lincei Rendi Conti*, vol. III, fasc. 3-4, mars-avril 1948.] — *J. Zeiller*. L'œuvre politique et administrative de Dioclétien. [*J. des Sav.*, juillet-décembre 1948.]

L. Borelli. Iconografia di Tolomeo di Mauretania. [*Acc. naz. Lincei Rendi conti*, vol. III, fasc. 3-4, mars-avril 1948.] — *Erwan Marec*. Les fouilles d'Hippone. [*C.-r. de l'Ac. des I. et B.-L.*, octobre-décembre 1948.] — *Gilbert Picard*. Les monuments triomphaux romains en Afrique. [*Ibid.*] — *Robert Étienne*. L'aviation, œil magique de l'archéologie. Du nouveau sur le limes saharien. [*Annales*, janvier-mars 1949.] — *O. et J. Taffanel*. L'oppidum du Cayla (Aude). [*R. A.*, XXXIII, avril-juin 1949.] — *Fernand Benoit*. Le xoanon d'Olivioules. [*C.-r. de l'Ac. des I. et B.-L.*, octobre-décembre 1948.] — *André Aymard*. Travail mal fait, travail refait. Temps et argent perdus. (A propos de la Carte archéologique de la Gaule romaine pour le département de l'Aveyron.) [*Annales*, janvier-mars 1949.] — *L. Botouchrova*. Un nouveau monument de la déesse Épona. [*R. A.*, XXXIII, avril-juin 1949.]

III. LE MOYEN AGE

Georges Chevrier. Sur les origines des cours de justice féodales. [*A. de Bourg.*, avril-juin 1949.] — *M. Bataillon*. Autour de Girart, comte de Vienne. (A propos de la thèse de René Louis.) [*Annales*, janvier-mars 1949.] — *Édouard Perroy*. Les crises du XIV^e siècle. [*Ibid.*, avril-juin 1949.]

Pierre Tartat. La civilisation dans l'Avallonnais au temps des invasions, d'après les fouilles de Vaux-Donjon. [*A. de Bourg.*, avril-juin 1949.] — *B. H. Slicher van Bath*. Dutch Tribal Problems. (Frisons et Saxons dans l'est des Pays-Bas.) [*Speculum*, t. XXIV, 1949.] — *Sven Tunberg*. Några förvaltnings historiska spörsmål ur Nordens äldsta historia. (Division en *bo* du Västergötland, introduite par les rois de Suède au début du VII^e siècle. Division en *syslor*, introduite par le roi de Norvège Harald Hårfager à la fin du IX^e siècle (cf. division anglaise en *shire*). Traces

d'une division gothique en *kind*, antérieure à l'ère chrétienne.) [*H. T. Stockholm*, 1947, 4.] — *Kjell Kumliu*. Problemet om den svenska Riksdagens uppkomst. (Question des origines du Riksdag liée à celle de la division en quatre « États », division empruntée au Danemark à la faveur d'une réunion de la Scanie à la Suède, vers le milieu du xiv^e siècle.) [*Ibid.*, 1.] — *Gottfrid Carlsson*. Till Margareta Dumes biografi. (Veuve du grand sénéchal d'Albert de Mecklembourg, elle vit à l'étranger et intrigue contre la reine Marguerite après la bataille de Falköping, 1389.) [*Ibid.*, 2.]

R. Brunschwig. Ibn 'Abd alh' akem et la conquête de l'Afrique du Nord par les Arabes. [*Ann. de l'Inst. d'ét. orient.*, t. VI, années 1942-1947.] — *G. Marçais*. Le tombeau de Sidi 'Oqba. [*Ibid.*, t. V, années 1939-1941.] — *M. Canard*. L'impérialisme des Fatimides et leur propagande. [*Ibid.*, t. VI, années 1942-1947.] — *Id.* Les relations entre les Mérinides et les Mamelouks au xiv^e siècle. [*Ibid.*, t. V, années 1939-1941.] — *H. Terrasse*. Une porte mérinide de Fès Jdid. [*Ibid.*, t. VI, années 1942-1947.] — *L. Torrès Balbas*. Les villes musulmanes d'Espagne et leur urbanisation. [*Ibid.*] — *R. Ricard*. La factorerie portugaise d'Oran, 1483-1487. [*Ibid.*, t. V, années 1939-1941.]

Jean Richard. Une consultation donnée par la commune de Soissons à celle de Beaune (en 1264). [*A. de Bourg.*, avril-juin 1949.] — *Ferdinand Claudon*. Une ville au temps de l'émancipation communale : Langres depuis le milieu du xii^e siècle jusqu'à la fin du xiv^e. [*Ibid.*, juillet-septembre 1949.] — *Lucien Febvre*. La peste noire en 1348. [*Annales*, janvier-mars 1949.] — *André Lesort*. La reine Blanche dans le Vexin et le Pays de Bray, 1359-1398. [*Mém. de la Soc. hist. et arch. de l'arr. de Pontoise et du Vexin*, t. LIV, 1948.] — *John R. Williams*. Archbishop Manasses I of Rheims and Pope Gregory VII. [*Am. hist. rev.*, juillet 1949.] — *Henri David*. L'apport du concret dans la sculpture religieuse bourguignonne du xiv^e siècle. [*A. de Bourg.*, juillet-décembre 1949.] — *A. C. K. Koch*. De betrekkingen van de eerste graven van Holland met het vorstendom Vlaanderen. (Concerne l'histoire de Gand au x^e siècle.) [*Tijdschrift voor Geschiedenis*, 1948, 1-2.] — *J. Gessler*. Un prétendu oubli de Gislebert de Mons. (A propos de la paix de Valenciennes, 1114.) [*R. belge de phil. et d'hist.*, 1949, 1-2.] — *E. Brouette*. La date de fondation de l'abbaye de Salzinnes (Namur), 1197. [*Ibid.*] — *E. Perroy*. Louis de Mâle et les négociations de paix franco-anglaise. [*Ibid.*] — *A. Henry*. A propos d'une édition de l'*Histoire de Gille de Chin*. (Œuvre de Gautier de Tournai, au xiii^e siècle, éditée en 1941 par E. B. Place.) [*Ibid.*] — *F. Favresse*. Le complexe des métiers du tissage à Bruxelles pendant les xiv^e et xv^e siècles. [*Ibid.*]

H. Glaesener. Autour de la bataille d'Ascalon. [*Ibid.*] — *P. Lemerle*. Une nouvelle histoire de Byzance. [*J. des Sav.*, juillet-décembre 1948.] — *Id.* Aux origines de l'architecture chrétienne. Découvertes et théories nouvelles. [*R. A.*, XXXIII, avril-juin 1949.] — *A. Solari*. La politica estera orientale durante l'impero di Giustino. [*Acc. naz. Lincei Rendiconti*, vol. III, fasc. 7-10, juillet-octobre 1948.] — *Id.* La successione di Giustino in Bisanzio. [*Ibid.*] — *G. Maetzke*. Ricerche sulla topografia fiorentina nel periodo delle guerre gotico bizantine. [*Ibid.*, vol. III, fasc. 3-4, mars-avril 1948.] — *R. J. H. Jenkins*. The supposed Russian attack on Constantinople in 907 : Evidence of the pseudo-Symeon. [*Speculum*, t. XXIV, 1949.] — *Anthony F. Czajkowski*. The Congress of Gniezno in the year 1000. [*Ibid.*]

Augusta S. Tavender. Three Mediaeval English Alabasters in French Churches.

(La Celle, Eure; Saint-Léonard, Haute-Vienne; Vernon.) [*Ibid.*] — *D. W. Robertson*. Frequency of preaching in thirteenth-century England (les sermons étaient plus fréquents qu'on ne le prétend). [*Ibid.*] — *Geoffrey B. Riddehough*. Joseph of Exeter: the Cambridge Manuscript. [*Ibid.*] — *Henry Savage*. Chaucer and the « pitous deeth » of « Petro, glorie of Spayne » (Pierre le Cruel). [*Ibid.*] — *Naomi D. Hurnard*. The anglo-norman franchises. [*E. H. R.*, juillet 1949.] — *A. Artonne*. Les statuts synodaux anglais du XIII^e siècle. [*J. des Sav.*, juillet-décembre 1948.] — *R. Almagia*. Alcune considerazioni sui viaggi di G. Caboto, 1497-1498. [*Acc. naz. Lincei Rendiconti*, vol. III, fasc. 7-10, juillet-octobre 1948.] — *R. Gallo*. Intorno a G. Caboto (explorateur vénitien, fin du XV^e siècle). [*Ibid.*, vol. III, fasc. 5-6, mai-juin 1948.]

IV. LE XVI^e SIÈCLE ET L'ANCIEN RÉGIME

Fernand Braudel. Au Portugal, avant et après les grandes découvertes. [*Annales*, avril-juin 1949.] — *Raymond Mauny*. L'expédition marocaine d'Ouadane (Mauritanie) vers 1543-1544. [*Bull. de l'I. F. A. N.*, janvier-avril 1949.] — *Ruggiero Romano*. Banchieri genovesi alla corte di Filippo II. [*Riv. st. it.*, 1949, fasc. II.] — *Vittorio de Caprariis*. Le « cose fiorentine » di Francesco Guicciardini. [*Ibid.*] — *H. C. A. Muller*. Benvenuto Cellini, 1500-1571. [*Tijdschrift voor Geschiedenis*, 1948, 1-2.] — *O. Pinto*. Ancora il viaggiatore veneziano, G. Balbi (XVI^e siècle). [*Acc. naz. Lincei Rendiconti*, vol. III, fasc. 11-12, novembre-décembre 1948.]

J. C. Westermann. Statistische gegevens over den handel van Amsterdam in de Zeventiende eeuw. (Correctifs apportés à l'ouvrage classique de H. E. Becht sur le même sujet.) [*Tijdschrift voor Geschiedenis*, 1948, 1-2.] — *G. Renson*. De diplomatieke zending in Engeland van Frederik Perrenot heer van Champagny (jan. 1575-31 maart 1576). [*R. belge de phil. et d'hist.*, 1949, 1-2.]

P. Beuzart. Ce qu'a été la déclaration officielle sur la Saint-Barthélemy. [*Bull. hist. et litt. de la Soc. de l'hist. du Prot. fr.*, juillet-septembre 1949.] — *M^{me} Lamy et Gaston Brière*. L'inventaire de B. Prieur, sculpteur du roi (mort en 1611). [*Ibid.*, avril-juin 1949.]

François Charles-Roux. La monarchie française d'Ancien régime et l'Éthiopie. [*R. de la Médit.*, juillet-août 1949.] — *Anselme Longpré*. L'influence spirituelle de M. Henri-Marie Boudon aux origines de notre histoire. (Prêtre du XVII^e siècle, auteur de nombreux ouvrages de spiritualité.) [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, septembre 1949.] — *Pierre Vilar*. Histoire de prix, histoire générale. Un nouveau livre de E. J. Hamilton (*War and prices in Spain, 1651-1800*). [*Annales*, janvier-mars 1949.] — *D^r Henry Ronot*. Une famille de peintres protestants étrangers, au début du XVII^e siècle : les Michelin. [*Bull. hist. et litt. de la Soc. de l'hist. du Prot. fr.*, avril-juin 1949.] — *Roger-Armand Weigert*. État civil des tapissiers protestants d'Aubusson (1674-1686), d'après les notes de Louis Lacroq. [*Ibid.*] — *J.-B. Colbert de Beaulieu*. Les protestants étrangers réfugiés en France, d'après le *liber amicorum* de J.-J. Haussmann (1625-1627). [*Ibid.*, juillet-septembre 1949.] — *Leonie Van Nierop*. Rensselaerswyck (1624-1724), 2^e partie. [*Tijdschrift voor Geschiedenis*, 1948, 1-2.] — *Patrick J. Corish*. Bishop Nicholas French and the Second Ormond Peace, 1648-1649. [*Irish hist. studies*, t. VI, 1948.]

G. R. Elton. Two unpublished letters of Thomas Cromwell (1538 et 1639). [*Bull. of the Institute of hist. research*, t. XXII, 1949.] — *M. Giraud*. La vie religieuse

dans la colonie de New Plymouth (1620-1691), 1^{er} et 2^e articles. [*R. de l'hist. des rel.*, janvier-mars et avril-juin 1949.] — *Vittorio Gabrielli*. Radicali inglesi del Seicento I Levellers. [*Riv. st. it.*, 1949, fasc. II.] — *Georg Landberg*. Johan Gyllenstiernas utrikespolitik. (Signataire de la paix et de l'alliance de Lund (1679) avec le Danemark, J. Gyllenstiernas ne voulait nullement sacrifier la position suédoise en Holstein-Gottorp, mais assurer la prédominance de son pays.) [*H. T. Stockholm*, 1947, 4.]

Jean Delanglez, S. J. Louisiana in 1707 (suite). [*R. d'hist. de l'Am. fr.*, septembre 1949.] — *Armand Yon*. Pour un II^e centenaire : du nouveau sur Kalm (naturaliste finno-suédois qui fit un séjour au Canada en 1749, auteur d'un *Voyage au Canada*). [*Ibid.*] — *Marcel Trudel*. Le traité de 1783 laisse le Canada à l'Angleterre. [*Ibid.*] — *Gerald S. Graham*. Considerations on the War of American Independence. [*Bull. of the Institute of hist. research*, t. XXII, 1949.]

Henri-Bernard Maltre. Le « petit ministre ». Henri Bertin et la correspondance littéraire de la Chine à la fin du XVIII^e siècle. [*C.-r. de l'Ac. des I. et B.-L.*, octobre-décembre 1948.] — *J. Calot*. Un Goethe méconnu? (A propos du livre de M. Hocquette : « Les fantaisies botaniques de Goethe ».) [*Annales*, janvier-mars 1949.] — *Hans Hausherr*. Der Minister Goethe und die aussere Politik Karl Augusts. [*Hist. Zeitsch.*, Bd. 169, Heft 2.]

F. Nicolini. Ebrei e genti ovvero origini delle religioni secondo G. B. Vico. [*Acc. naz. Lincei Rend. Conti*, vol. III, fasc. 5-6, mai-juin 1948.] — *M. Ciravegna*. Moti popolari in Piemonte sulla fine del' 700. (Exposé des mouvements populaires qui troublèrent le Piémont à la fin du XVIII^e siècle, notamment en juillet 1797 contre la Maison de Savoie et en 1798 contre les Français.) [*Ras. stor. del Risorg.*, mars-avril 1942.] — *R. Moscati*. La politica estera degli Stati italiani dalla caduta di Alberoni al terzo tratto di Vienna, 1720-1731. (Reprend le sujet jadis étudié par Émile Bourgeois et Baudrillart et le renouvelle par des emprunts aux Archives de Vienne et de Turin.) [*Ibid.*, janvier-mars 1948.] — *E. L. Birek*. Gustav Mauritz Armfelts ryska negociationer under Anjalatiden. (Armfelt, favori de Gustave III avant de devenir en 1812 adjudant du tsar, aurait essayé, pendant la guerre russo-suédoise de 1788-1790 qu'il avait conseillée, de rétablir la paix pour faire pièce aux conjurés d'Anjala, eux-mêmes opposés à la poursuite de la guerre.) [*H. T. Stockholm*, 1947, 2.]

V. LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET LE XIX^e SIÈCLE

André Parrain. Grains, farines et pain à Pontoise du 4 mai 1793 à l'an IV. [*Mém. de la Soc. hist. et arch. de l'arr. de Pontoise et du Vexin*, t. LIV, 1948.] — *M. Gagneur*. Les produits détersifs sous la Révolution et la IV^e République. [*Ibid.*] — L'église Saint-Martin d'Angers et son personnel pendant la Révolution. [*Anj. hist.*, avril-juin 1949.] — *M. Ciravegna*. La ritirata strategica dell' esercito piemontese dal 21 al 27 aprile 1796. (Étude des opérations militaires qui précéderent l'armistice de Cherasco.) [*Ras. stor. del Risorg.*, septembre-octobre 1942.] — *G. Natali*. Notizie e documenti sulla Legione cispadana, 1796-1797. (Exposé des vicissitudes de la *Legione Italiana*, constituée au lendemain du Congrès cispadan de Modène (16-18 octobre 1796), dont le général La Hoz prit le commandement. L'auteur a tiré parti de ses dossiers conservés aux archives de Bologne.) [*Ibid.*, juin-juillet-août 1940.] — *R. Belforti*. La riforma repubblicana dell' Università degli studi di Perugia nel

1799. (Histoire de l'Université de Pérouse, au cours de l'année 1799, caractérisant bien l'influence des changements politiques.) [*Ibid.*, novembre-décembre 1940.] — G. Natali. Il Generale La Hoz a Bologna e i precedenti del suo tentativo indipendista, Aprile-Maggio 1799. (Au sujet de la tentative du général La Hoz pour susciter, dans les territoires cispadins et dans les Marches, un mouvement antifrçais au moment de l'avance austro-russe en Italie du Nord.) [*Ibid.*, janvier-février 1943.] — Une affaire de police en 1804 : l'abbé Barbedette, vicaire de Roussay. [*Anj. hist.*, avril-juin 1949.] — Hans Kohn. Father Jahn's nationalism. [*Rev. of politics*, octobre 1949.] — Id. Arndt and the character of german nationalism. [*Am. hist. rev.*, juillet 1949.]

R. W. Greaves. The Jerusalem Bishopric, 1841. [*E. H. R.*, juillet 1949.] — L. Wilmot. Souvenirs de l'Aiglon. [*R. belge de phil. et d'hist.*, 1949, 1-2.] — Jean Bourdon. Berlier à Dijon au début de la Monarchie de Juillet. [*A. de Bourg.*, juillet-septembre 1949.]

Oscar J. Hammen. Economic and social factor in the Prussian Rhineland in 1848. [*Am. hist. rev.*, juillet 1949.] — G. Bourgin. De quelques sources récentes relatives à l'histoire de 1848. (Les archives du ministère de la Marine et les Archives nationales.) [*1848*, juillet 1949.] — H. Forestier. Le mouvement bonapartiste dans l'Yonne en 1848 : la presse et l'opinion. [*A. de Bourg.*, avril-juin 1949.] — Aux origines de l'abolition de l'esclavage (documents). [*R. d'hist. des col.*, 1949, 1^{er} trim.] — E. Tersen. Réflexions sur l'abolition de l'esclavage. [*1848*, juillet 1949.] — M. Dommanget. A propos de la mort de Mgr Affre. [*Ibid.*] — F. Barghoorn. Russian radicals and the West european revolutions of 1848. [*The Rev. of politics*, juillet 1949.] — R. Cessi. Aspetti della reazione europea nel 1849. [*Acc. naz. Lincei Rendiconti*, vol. III, fasc. 11-12, novembre-décembre 1948.] — G. Bourgin. Le Comité central démocratique européen (en 1850). [*1848*, juillet 1949.]

Alberto M. Ghisalberti. Introduzione al Risorgimento. (Excellente bibliographie critique pouvant servir de répertoire à l'histoire de l'Italie depuis le milieu du XVIII^e siècle jusqu'à 1942.) [*Ras. stor. del Risorg.*, janvier-février, mars-avril, mai-juin 1941.] — H. de Campos Ferriera Lima. Bibliografia portoghese del Risorgimento. (Liste de 85 volumes ou opuscules portugais se rapportant au Risorgimento et particulièrement au séjour de Charles-Albert à Oporto après son abdication et à la biographie de quelques exilés politiques italiens : Cialdini, Cucchiari, Durando.) [*Ibid.*, mai 1940.] — Fr. de Stefano. Documenti storici del Risorgimento negli archivi privati di Trapani. (Liste de fonds d'archives se rapportant à l'histoire de la Sicile au cours des diverses phases du Risorgimento. Le fonds, conservé par la famille Di Torre Arsa, est d'un intérêt primordial. Un appendice bibliographique signale 331 livres traitant de la vie sicilienne au XIX^e siècle.) [*Ibid.*, novembre-décembre 1942.] — S. Daconto. Bibliografia della storia del Risorgimento nella provincia di Bari, 1789-1919. (Liste chronologique de 326 titres d'ouvrages.) [*Ibid.*, fasc. unique, 1944-1946.] — T. Pedio. Processi e documenti storici della sezione di Archivio di Stato di Potenza. (Résultats du dépouillement des archives judiciaires de Potenza au sujet des procès politiques pour la période 1783-1864.) [*Ibid.*, mai-juin, juillet-décembre 1943, et fasc. unique, 1944-1946.] — I. Garganelli. I giornali bolognesi dal 1815 al 1860. (Recensement commenté de la presse bolognaise.) [*Ibid.*, novembre-décembre 1942.] — P. Dalla Torre. Materiali per una storia dell'esercito pontificale. (Donne les sources permettant de suivre l'évolution de l'armée pontificale de 1796 à 1853 et les complète par une brève biogra-

phie d'officiers généraux et supérieurs qui servirent durant cette période.) [*Ibid.*, janvier-février 1941.] — *S. Furlani*. Augusto Bozzi, Granville e l'Austria. (Péripéties des relations du personnage, auteur d'un appel à Alexandre 1^{er}, avec Lebzelttern en 1814.) [*Ibid.*, janvier-juin 1947.] — *A. de Rubertis*. Per il temuto sbarco di Napoleone nel 1815 sul litorale toscano. (Examen des mesures prises par les gouverneurs de Livourne et de Pise, en février 1815, pour empêcher Napoléon de débarquer en Toscane. L'auteur a utilisé les archives de Pise et de Florence.) [*Ibid.*, janvier-juin 1949.] — *R. Cognetti di Martiis*. Il governo di Maria-Luigia e il Risorgimento italiano. (Étude de l'organisation politique du duché de Parme au lendemain de l'édit du 15 juin 1814 et des réformes esquissées par Vincenzo Mistrali, ministre des Finances de Marie-Louise.) [*Ibid.*, avril 1940.] — *Alberto M. Ghisalberty*. I reclusi di Cività Castellana nelle « Memorie » di Pacifico Giulini. (M. Alberto M. Ghisalberty, en publiant l'état des détenus politiques, incarcérés au fort de Cività Castellana, à la suite des soulèvements de 1821 et de 1831, propose aux historiens de rechercher la condition sociale des condamnés et des suspects pour détruire la légende d'un mouvement unitaire uniquement voulu par la bourgeoisie des villes.) [*Ibid.*, juillet-août, septembre-octobre 1940.] — *P. Pedrotti*. I rapporti di Tito Manzi col Governo Austriaco in documenti viennesi. (Éclaircit le rôle de l'énigmatique Toscan, Tito Manzi, agent de Metternich, en Italie du Nord, de 1814 à 1825.) [*Ibid.*, janvier-février 1942.] — *G. Bustico*. Giuseppe Grassi istoriografo di Gioacchino Murat. (Brève biographie de G. Grassi, dont le rôle dans la charbonnerie demeure obscur.) [*Ibid.*, avril-juin 1942.] — *G. Viezzoli*. Il Principe di Carignano nei dispiaceri dei ministri austriaci a Torino. (Dépêches des ministres d'Autriche à Turin se référant à la situation politique à Gênes, à la conduite du prince de Carignan au cours des événements de 1821, à son exil, aux tentatives d'exhérédation esquissées par Metternich et Charles-Félix, lors du Congrès de Vérone, et à l'occupation du Piémont de 1821 à 1823. Ces documents ont été consultés au *Hof- Staats- u. Hausarchiv* de Vienne.) [*Ibid.*, mai-juin 1943.] — *Mario Battistini*. Documenti italiani nel Belgio. (L'auteur donne connaissance de trois lettres de S. Pellico.) [*Ibid.*, juillet-décembre 1947.] — *M. Ciravegna*. La genesi della rivoluzione piemontese del Ventuno in uno scritto inedito di Pietro De Rossi di Santa Rosa. (Sur les origines de la révolution piémontaise de 1821.) [*Ibid.*, janvier-juin 1949.] — *L. Signorelli*. Pietro Napoleone Bonaparte e Gregorio XVI. (Importante contribution à l'histoire du prince Pierre Bonaparte, fils de Lucien, mêlé, de 1831 à 1836, aux conspirations contre le pouvoir temporel de la Papauté. L'auteur a édifié son étude sur des documents conservés aux archives de Naples, de Milan et de Rome.) [*Ibid.*, mai et juin 1940.] — *T. Battaglini*. Il traditore dei fratelli Bandiera secondo i documenti ufficiali borbonici. (Un certain Piero De Boccheciampe, mazzinien renégat, livra les frères Bandiera à la police du roi de Naples après le débarquement du 16 juin 1844. Cette opinion est fondée sur des trouvailles faites aux archives de Naples.) [*Ibid.*, novembre-décembre 1940.] — *R. Galli*. I primi « Casi di Romagna ». (Complète le livre de M. d'Azeglio à la lumière de onze documents extraits des archives Vaticanes, notamment des instructions envoyées par le cardinal Lambruschini aux autorités de Ravenne, en septembre 1843.) [*Ibid.*, mars-avril 1941.] — *E. Castiglione Morelli*. Mazzini e la polizia napoletana. (A la lumière des archives de la police politique du roi de Naples, on suit les péripéties de la lutte menée par Del Carretto et ses successeurs contre Mazzini de 1833 à 1848. L'histoire du complot romain de 1853 et de l'attentat de Pianori contre Na-

poléon III est bien précisée, ainsi que celle des tentatives manquées pour soulever Naples et la Sicile en 1856-1857.) [*Ibid.*, mai-juin, juillet-août 1941.] — *R. M. Antenori*. L'avvento al trono di Carlo Alberto visto dalla Santa Sede. (D'après les rapports de Mgr Gizzi, nonce à Turin, au cardinal Bernetti, rapports conservés aux archives du Vatican.) [*Ibid.*, septembre-octobre 1941.] — *U. Valente*. Un documento del periodo Albertino. (Texte de la convention conclue par le Saint-Siège et le royaume de Sardaigne, relativement à l'immunité judiciaire des ecclésiastiques.) [*Ibid.*, mai-juin 1941.] — *R. U. Montini*. Tre suppliche inedite di Fedirco Confalonieri. (Texte de trois lettres adressées par Confalonieri, en 1831-1833 et 1834, à l'empereur d'Autriche, après sa détention au Spielberg.) [*Ibid.*, janvier-février 1942.] — *G. Marro*. Relazione inedita sulla riunione degli scienziati a Torino nel 1840. (Lettre de l'avocat Bertalazzone (en français) sur le caractère politique du Congrès scientifique de Turin.) [*Ibid.*, janvier-juin 1949.] — *G. de Marchi*. Note storiche sulle « Memorie ed osservazioni sulla guerra d'indipenza d'Italia raccolte da un ufficiale piemontese » di Carlo Alberto. (D'après des documents inédits consultés dans les papiers du dernier descendant des Promis, l'auteur précise la collaboration de Charles-Albert et de C. Promis dans la rédaction de ce mémoire.) [*Ibid.*, mai-juin 1942.] — *G. de Caesaris*. La sollevazione aquilana del 1841. (Sur le mouvement tenté, à Aquila, le 8 septembre 1841, par le colonel napolitain G. Tanfano.) [*Ibid.*, novembre-décembre 1942.] — *E. Passamonti*. La vertenza franco-sarda per Tunisi, 1843-1844. (Abondant commentaire de la légère querelle franco-sarde qui, en 1843-1844, opposa à Tunis les consuls des deux nations. E. Passamonti, très inspiré par la situation de l'Afrique du Nord en 1941, soutient la thèse de Turin par des emprunts aux sources bibliographiques et par la publication de correspondances consulaires piémontaises.) [*Ibid.*, mars-avril, mai-juin, novembre-décembre 1941 ; janvier-février et mars-avril 1942.] — *N. Coppola*. Alessandro Poerio e Giuseppe Montanelli. (Correspondances inédites des deux patriotes italiens s'étageant de 1844 à 1848.) [*Ibid.*, janvier-février, mars-avril et mai-juin 1943.] — *Alberto M. Ghisalberti*. Un epistolario da raccogliere. (M. Ghisalberti préconise la publication des lettres politiques de M. d'Azeglio et indique les principales missives déjà publiées.) [*Ibid.*, mai-juin 1943.] — *Id.* Come sono nati « I miei ricordi ». (Sur l'origine des « Souvenirs » de M. d'Azeglio.) [*Ibid.*, juillet-décembre 1947.] — *Teresa Buttini*. La morte di Gregorio XVI e l'elezione di Pio IX nelle lettere del vice-console L. Basso al conte Solaro della Margarita. (L'auteur, utilisant les documents de l'« Archivio di Stato » de Turin, publie les rapports du vice-consul de Sardaigne à Rome au moment de la mort de Grégoire XVI et durant les premiers mois du pontificat de Pie IX.) [*Ibid.*, janvier 1940.] — *A. Saitta*. Un socialista conservatore del Risorgimento : Gabriello Rossi (Biographie et étude des idées de ce saint-simonien bolognais.) [*Ibid.*, avril-décembre 1948.] — *L. Bulferetti*. Il pensiero sociale del mazziniano Enrico Gentilini. (Biographie d'un disciple de Mazzini, qui échappa à la répression de 1833 et vécut inconnu en France. L'auteur analyse les écrits d'inspiration socialiste publiés par Gentilini à Turin en 1848-1849.) [*Ibid.*, avril-décembre 1948.] — *Emilia Morelli*. Rileggendo i « Pensieri sull'Italia di un Anonimo lombardo ». (Fait revivre la vie et la pensée de Luigi Torelli, porte-parole des modérés lombards au milieu du XIX^e siècle.) [*Ibid.*, janvier-juin 1949.] — *L. Dalsini*. I giornali politici modenesi durante il Governo provvisorio de 1848. (Pénétrante étude de l'histoire de la presse dans le duché de Modène depuis le milieu du XVIII^e siècle jusqu'à la restauration

du grand-duc François V (10 août 1848). On peut en déduire le sens des courants politiques à Modène en 1848.) [*Ibid.*, novembre-décembre 1940 et janvier-février 1941.] — *U. Beseghi*. L'episcopato bolognese e gli avvenimenti del 1848 e 1849. (Sur le rôle politique et religieux du cardinal Carlo Oppizzoni qui dirigea la légation de Bologne de 1814 à 1855. Travail édifié sur les archives de l'archevêché de Bologne.) [*Ibid.*, septembre-octobre et novembre-décembre 1941.] — *R. Quazza*. Il governo napoletano nei primi due mesi del 1848. (Étude pénétrante fondée sur les rapports des diplomates piémontais accrédités à Naples.) [*Ibid.*, mars-avril et mai-juin 1942.] — *F. Salata*. Verbali e diari del governo provvisorio di Milano nel 1848. (Au sujet du transfert au « Heeresarchiv » de Berlin des documents autrichiens relatifs à la campagne de 1848, jusqu'alors ces documents étaient conservés au « Kriegsarchiv » de Vienne.) [*Ibid.*, juillet-août 1942.] — *C. Bolognesi*. La difesa di Pian delle Fugazze nel 1848. (Contribution à l'histoire du corps franc de Schio.) [*Ibid.*, fasc. unique, 1944-1946.] — *G. Quazza*. Napoli tra rivoluzione e reazione, settembre 1848-décembre 1849. (Étude des rapports diplomatiques Turin-Naples, d'après les archives de Turin.) [*Ibid.*, janvier-juin 1947.] — *A. Saita Revignas*. Tre inediti di Giuseppe Mazzini. (Trois lettres adressées à Montanelli, en novembre 1848, par Mazzini, alors réfugié à Lugano, pour tenter, avec l'aide des exilés, un soulèvement de la Lombardie.) [*Ibid.*, janvier-juin 1947.] — *D. Demarco*. Per la storia delle classi sociali nel Risorgimento. I rivoluzionari del 1848-1849 nello Stato Pontificio. (Classement par profession des patriotes poursuivis après la réaction de 1849. L'auteur conclut que toutes les classes sociales ont participé à la lutte pour la libération de l'Italie.) [*Ibid.*, juillet-décembre 1947.] — *G. Quazza*. La politica orientale e balcanica del Regno Sardo nel 1848-1849. (Renouveau, à la lumière projetée par le dépouillement des archives de Turin, un sujet vaguement traité par N. Bianchi, K. Morawski et G. Falzone.) [*Ibid.*, avril-décembre 1948.] — *Alberto M. Ghisalberti*. Una fonte diplomatica sulla rivoluzione e la repubblica romana (1848-1849) nel Museo Centrale del Risorgimento. I dispaaci di Augusto di Lidekerke de Beaufort. (L'auteur publie les dépêches du chargé d'affaires des Pays-Bas près le Saint-Siège au temps de la révolution et de la République romaines (25 novembre 1848-31 juillet 1849). La publication est précédée d'une pénétrante étude sur le diplomate hollandais.) [*Ibid.*, janvier-février et avril-décembre 1948.] — *E. Filippin*. La dottrina politica di Terenzio Mamiani. (Sur le développement de la pensée philosophique de T. Mamiani, surtout en ce qui concerne les concepts de Nation et d'État, et les rapports entre l'État et l'Église.) [*Ibid.*, avril 1940.] — *F. Cavazza*. La questione dell'annessione della Toscana, da Villafranca al plebiscito. (D'après les correspondances échangées entre Boncompagni, ministre de Sardaigne à Florence, et son secrétaire, le marquis F. Spinola, tous deux agents actifs de la politique de Cavour en Toscane.) [*Ibid.*, juillet-août 1941.] — *G. Bandini*. Cavour e la proclamazione di Roma capitale. (Précise les retouches apportées par Cavour à l'ordre du jour, adopté par la Chambre des députés de Turin le 27 mars 1861, déclarant Rome capitale de l'Italie.) [*Ibid.*, novembre-décembre 1941.] — *E. Fabietti*. Un Italiano nel Risorgimento. Memorie inedite di Francesco Cortese. (Autobiographie du Dr F. Cortese, qui dirigea des services médicaux au cours des guerres de l'Indépendance italienne de 1848 à 1866.) [*Ibid.*, juillet-août 1942.] — *G. de Boño*. Cavour e i Borboni di Napoli. (Analyse des correspondances diplomatiques échangées entre Cavour et les chargés d'affaires de Sardaigne à Naples, Figarolo di Gropello et Salmour, son successeur,

d'avril à juillet 1859.) [*Ibid.*, mars-avril 1943.] — *U. Valente*. Bibliografia di Carlo Passaglia. (Liste des œuvres du R. P. Passaglia et bibliographie des critiques soulevées par l'action de ce jésuite dans ses efforts pour réconcilier la Papauté et l'Italie unifiée.) [*Ibid.*, mars-avril 1943.] — *G. Bandini*. Mentre un regno finiva : lettere di Carlo Poerio nel 1860. (Publication de lettres inédites de C. Poerio, hostile au trône des Bourbons de Naples.) [*Ibid.*, juillet-décembre 1943.] — *F. Scorretti*. Lettere inedite del Principe di Metternich. (Sept lettres écrites par l'ex-chancelier au comte Senft-Pilsach, en 1849-1851, lettres se référant à l'évolution de la politique européenne.) [*Ibid.*, fasc. unique, 1944-1946.] — *V. E. Giuntella*. Alcune osservazioni circa la pubblicazione dei carteggi cavouriani. (Histoire critique de la publication des lettres de Cavour; l'auteur relève de graves lacunes dans les travaux de D. Berti et de Chiala.) [*Ibid.*, janvier-mars 1948.] — *A. Pincherle*. Il Peruviano Bartolomé Herrera e la sua missione in Italia, 1852-1853. (Il s'agit de la mission d'un prêtre péruvien à Rome qui rend compte de ses impressions sur les États romains en 1852-1853. L'auteur a exploré, à Lima, les papiers conservés au « Departamento de Archivos y Biblioteca » du ministère des « Relaciones Exteriores » péruvien.) [*Ibid.*, fasc. unique, 1944-1946.] — *L. Gasperini*. Relazioni della polizia politica austriaca nel 1857-1859 dalla Svizzera, Parigi, Londra, Toscana, Bologna e Parma. (Publication de rapports de la police secrète autrichienne sur l'état d'esprit des exilés italiens. Les rapports sur la Toscane sont une contribution à l'étude des origines du mouvement révolutionnaire qui agita Livourne en juillet 1857.) [*Ibid.*, novembre-décembre 1942.] — *U. de Maria*. Garibaldi a Palermo. (D'après le « Journal » de Giulia de Beaumont, mai-juillet 1860.) [*Ibid.*, mars-avril 1942.] — *F. Zerella*. La dittatura di Garibaldi a Napoli, 7 settembre-9 novembre 1860. (Sur la vie du royaume de Naples depuis l'amnistie concédée par François II, le 25 juin 1860, jusqu'au départ de Garibaldi.) [*Ibid.*, septembre-octobre 1942.] — *R. M. Cossar*. Gorizia ottocentesca : il tormentato periodo da 1870-1882. (Exposé de la vie publique à Goritz dans le cadre de la lutte entre Slaves et Italiens.) [*Ibid.*, juillet-décembre 1943 et fasc. unique, 1944-1946.] — *M. Petrocchi*. Inizi del giornalismo coloniale : « La Riforma », 1881-1887. (Exposé des campagnes de revendications coloniales du journal fondé par F. Crispi. Intéressant pour l'histoire des entreprises italiennes sur les côtes de la mer Rouge.) [*Ibid.*, janvier-février 1943.]

A. Lefèvre. Chemins de fer et politique sous le Second Empire. [1848, juillet 1949.] — *Lucien Febvre*. Renan retrouvé. [Annales, avril-juin 1949.] — *G. Vuillemin*. Un pionnier de Mauritanie : le commandant Frèrejean. [R. d'hist. des col., 1949, 1^{er} trim.] — *O. Becker*. Der Sinn der dualistischen Verständigungsversuche Bismarcks vor dem Kriege, 1866. [Hist. Zeitsch., Bd. 169, Heft. 2.] — *Arthur G. Kogan*. The social democrats and the conflict of nationalities in the Habsburg monarchy. [J. of mod. hist., septembre 1949.] — *Aaron I. Abell*. Origins of catholic social reform in the United States : ideological aspects. [The Rev. of politics, juillet 1949.] — *Norman D. Palmer*. Sir Robert Peel's « Select Irish Library ». [Irish Hist. Studies, t. VI, 1948.] — *Edward Hughes*. Sir Charles Trevelyan and Civil service reform, 1853-1855. Part II. [E. H. R., avril 1949.] — *Henry R. Winkler*. Joseph Chamberlain and the Jameson raid. [Am. hist. rev., juillet 1949.] — *Torvald Höjer*. Gustaf Löwen hielm och Carl XIV Jehans litterära propaganda : Frankrike. (G. Löwen, ministre de Suède à Paris de 1818 à 1856, s'oppose, en 1827, à une publication de propagande en faveur de Bernadotte, sous couvert du « portefeuille

de Fouché ».) [*H. T. Stockholm*, 1947, 4.] — *Carl Fredrik Palmstierna*. Ett bidrag till historien om den politiska skandinavismens sammanbrott 1863-1864. (Extraits des papiers du secrétaire de cabinet C. F. H. Palmstierna, concerne la position suédoise en 1863-1864.) [*Ibid.*, 1.] — *Lennart Hirschfeldt*. Sverige i den internationella politiken, 1876-1879. (Deux moments importants : la crainte d'un conflit anglo-russe en 1877-1878 et l'abrogation de l'article 5 du traité de Prague. Malgré la nouvelle orientation germanophile d'Oscar II, la Suède évite de se lier.) [*Ibid.*, 3.]

VI. L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE

Carlo Avarna di Gualtieri. Il carteggio Avarna-Bollati Luglio 1924-maggio 1925 (suite). [*Riv. st. it.*, 1949, fasc. II.] — *Mary C. Bromage*. Prisoner into politician. A biographical study of de Valera in 1927. [*Rev. of politics*, octobre 1949.] — *F. Fejto*. Caractères sociaux de la Révolution hongroise de 1919. [1848, juillet 1949.]

Colonel G. Leroy. Stratégie atomique et réalités. [*R. de Déf. nat.*, août-septembre 1949.] — Capitaine de vaisseau *Lepotier*. La stratégie insulaire. [*Ibid.*, juillet 1949.] — *John U. Nef*. The economic road to war. [*The Rev. of politics*, juillet 1949.]

Lieutenant-colonel *Poupelin*. Organisation des hauts commandements au cours de la deuxième guerre mondiale. [*R. de Déf. nat.*, août-septembre 1949.] — Docteur *Vourc'h*. Un réseau de renseignements. [*Ibid.*, octobre 1949.] — *René Cercler*. La guerre du blé. [*Ibid.*, août-septembre 1949.]

J. Mario, Ch. Bettelheim, P. Chaunu, L. Febvre. L'U. R. S. S. Patriotisme et progrès social. [*Annales*, janvier-mars 1949.] — *Antoine Polevör*. Les chemins de fer russes sous l'ancien et le nouveau régime. [*R. de Déf. nat.*, octobre 1949.] — *Bernard-P. Groslier*. Le limes nord-indochinois. [*Pol. étr.*, juillet 1949.] — *Roger Lévy*. Révolutions chinoises. [*R. de Déf. nat.*, juillet 1949.] — *Simon Aberdam*. L'évolution du Commonwealth britannique. [*Ibid.*, août-septembre 1949.] — *M.-A. Béra*. Une suite à la « crise britannique » d'André Siegfried. [*Annales*, janvier-mars 1949.] — *Abel Chatelain*. La France à la recherche de main-d'œuvre. [*Ibid.*] — *Gilbert de Chambrun*. Y a-t-il une alternative à la politique étrangère de la France. [*Pol. étr.*, juillet 1949.] — *Finn Moe*. La Norvège et la situation internationale. [*Ibid.*] — *E.-H. Jaspas*. De l'Union douanière à l'Union économique Benelux. [*Ibid.*] — *Noël Boyer*. L'expérience d'une médiation. L'intervention des Nations-Unies en Palestine. [*Ibid.*] — *Général L.-M. Chassin*. La guerre aérienne en Palestine. [*R. de Déf. nat.*, août-septembre 1949.]

Général Rivet. Le camp allemand dans la fièvre des alertes (1939-1940). [*Ibid.*, juillet 1949.] — *Hans Leonhardt*. The Nuremberg trial : a legal analysis. [*Rev. of politics*, octobre 1949.] — *Alfred Silbert*. Berlin, 1946-1949. [*Pol. étr.*, juillet 1949.] — *Joseph Dresch*. L'organisation de l'enseignement en Allemagne occupée. [*R. de Déf. nat.*, août-septembre 1949.]

VII. HISTOIRE RELIGIEUSE

Mircéa Eliade. Pour une histoire générale des religions. [*Annales*, avril-juin 1949.] — *J. Sainte-Fare-Garnot*. Bibliographie analytique des religions de l'Égypte (1939-1943), 7^e et 8^e articles. [*R. de l'hist. des rel.*, janvier-mars et avril-juin 1949.] — *Ph. Schmitz*. Bulletin d'histoire bénédictine, t. V. [*R. bén.*, 1949.] — *C. Charlier*

et J. Fransen. Bulletin d'ancienne litt. chrét. latine, t. III. [*Ibid.*] — Baudouin de Gaiffier. Hagiographie hispanique. [*Anal. boll.*, t. LXVI, 1948.] — François Halkin. Hellenica, 1939-1948. Contributions grecques aux études hagiographiques. [*Ibid.*] — Id. Bulletin d'hagiographie italo-grecque. [*Ibid.*] — C. Lévi-Strauss. L'efficacité symbolique. [*R. de l'hist. des rel.*, janvier-mars 1939.] — M. Lalou. Les chemins de mort dans les croyances de Haute-Asie. [*Ibid.*]

G. Ryckmans. Il dio stellare nell' Arabia merid. preislamica. [*Acc. naz. Lincei Rendi conti*, vol. III, fasc. 7-10, juillet-octobre 1948.] — S. de Ganay. Notes sur la théodicée bambara. [*R. de l'hist. des rel.*, avril-juin 1949.] — D. Paulme. Le culte du yallo en pays Kissi (Haute-Guinée). [*Ibid.*, janvier-mars 1949.]

Harold H. Rowley. Recent Discovery and the Patriarchal Age. (L'âge des patriarches hébreux, c. 2000-1400, et les enseignements de l'archéologie.) [*Bull. of the John Rylands Libr.*, t. XXXII, 1949.] — Edward Robertson. Investigations into the Old Testament Problem : the Results. [*Ibid.*] — T. W. Mason. The Problem of the Epistle to the Hebrews. (Écrite en 55-70 par Apollos aux Églises de la vallée du Lycus, contre l'hérésie colossienne.) [*Ibid.*] — Eric G. Turner et Otto Neugebauer. Gymnasium Debts and New Moons. (Publie Papyrus Ryl. 666, daté d'octobre 180 après J.-C.) [*Ibid.*] — B. Altaner. Augustinus et Athanasius. [*R. bén.*, 1949.] — J. Leclercq. Sermons de l'école de saint Augustin. [*Ibid.*] — Paul Devos. Le miracle posthume de saint Thomas l'apôtre. [*Anal. boll.*, t. LXVI, 1948.] — Raymond J. Loenertz. Un prétendu sanctuaire romain de Saint-Denis de Paris. [*Ibid.*] — Maurice Coens. Une fiction d'origine rhénane : saint Suibert, évêque martyr de Bethléem. [*Ibid.*] — Baudouin de Gaiffier. Les sources de la vie de saint Cassien, évêque d'Autun. [*Ibid.*] — Id. Saint Saturnin de Toulouse venait-il d'Orient? [*Ibid.*] — Id. Les avatars de saint Hilarinus. [*Ibid.*] — François Halkin. Le synaxaire grec de Christ Church Oxford. [*Ibid.*] — Id. Distiques et notices propres au synaxaire de Chifflet. [*Ibid.*] — Paul Peeters. Jacques du Saroug appartient-il à la secte monophysite? [*Ibid.*] — J. Winandy. Les dates de l'abbatit et de la mort d'Ambroise Autpert. [*R. bén.*, 1949.] — A. Mundo. Sur la date de la visite de Totila à saint Benoît. [*Ibid.*] — J. Leclercq. Saint Bernard et Origène d'après un manuscrit de Madrid. [*Ibid.*] — Ch. Dereine. Saint-Ruf et ses coutumes aux XI^e et XII^e siècles. [*Ibid.*] — F. Olivier-Martin. Les institutions de l'ordre cistercien. [*J. des Sav.*, juillet-décembre 1948.] — L. Bréhier. Le culte des reliques et l'art chrétien. [*Ibid.*] — Édith Thomas. Les sources de l'histoire du protestantisme aux Archives nationales. [*Bull. hist. et litt. de la Soc. de l'hist. du Prot. fr.*, juillet-septembre 1949.]

CHRONIQUE.

France. — M. Roger Picard, professeur honoraire à la Faculté de droit de Paris, est mort à Versailles le 16 mars 1950 ; il laisse une œuvre économique considérable. Mais, comme d'autres juristes, il avait été plus d'une fois intéressé par les recherches historiques, et nous devons, en saluant sa mémoire, rappeler son livre sur *Les cahiers de 1789 au point de vue industriel et commercial* (Thèse de droit, Paris, 1910, in-8°).
G. Bn.

— A l'œuvre d'Erckmann, qui, dans ses romans « populaires », a su rendre assez exactement certains aspects sociaux et sentimentaux de la Révolution et de l'Empire, la Direction des Archives de France a su consacrer, en décembre 1949, une exposition sympathique et originale. Le catalogue (*Cinquantenaire Erckmann-Chatrian*, Paris, 1949, in-18, 59 p., ill.) comporte une juste introduction de M. Braibant et quelques lettres inédites d'Erckmann à son père pour la période 1856-1857.
G. Bn.

— Quelques historiens « sociaux », enregistrant avec regret la disparition du Centre Bouglé de l'École normale supérieure et de la filiale parisienne de l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam, se sont groupés autour de MM. Bourgin et Dolléans pour organiser un Institut d'histoire sociale, dont l'objet est de détecter, entreposer, conserver, inventorier et communiquer les documents de toute nature, sur lesquels ne s'étend pas la protection de l'État ou qui échappent à sa préemption : correspondances, mémoires, comptes, pour ce qui est des documents manuscrits, que l'indifférence des générations descendantes risque de laisser s'évanouir, affiches, tracts, feuilles volantes, journaux rares, brochures encore plus rares, dont les bibliothèques publiques n'ont pas réussi à assurer le dépôt sur le plan de l'histoire politique, économique, intellectuelle, religieuse et sociale. Ces archives des « obscurs » ne peuvent manquer de présenter une réelle valeur, car l'on sait bien que les archives officielles ne contiennent pas tout ce qui est nécessaire pour atteindre la vérité et que les documents officiels tournent bien souvent le dos à celles-ci. Une assemblée générale, tenue le 28 janvier 1950, a mis au point le fonctionnement de l'Institut ; on peut s'adresser, pour toute communication et pour tout envoi, 28, rue de l'Université, Paris. Des Instituts régionaux sont en voie de formation, et l'initiative mérite d'être soulignée au moment où les Sociétés savantes de province commencent, sous l'impulsion de MM. R. Fawtier et G. Le Bras, à s'organiser fédérativement par grande région.

L'Institut d'histoire sociale, dont les ambitions reposent sur l'audience accordée à la *Collection d'histoire sociale* et à la *Revue d'histoire économique et sociale*, a envisagé de soutenir le projet amorcé par des historiens italiens en vue d'élaborer une *Bibliographie internationale de l'histoire du mouvement ouvrier de la fin du XVIII^e siècle à 1940*. Ce projet, qui sera examiné par les divers comités d'historiens

nationaux, sera sans doute présenté devant le Congrès international des sciences historiques qui se tiendra cette année.

G. BN.

— L'Internationaal signifiſch Genootſchap d'Amsterdam, qui s'est consacrée à l'étude des concepts et de leurs traductions verbales, a publié, malheureusement en ronéo, les résultats d'une *Inquiry into the usage of political terms*. Cette enquête fait état de réponses obtenues aux Pays-Bas, mais elle a un intérêt qui dépasse singulièrement les mots vedettes employés (démocratie, liberté, égalité) et le cadre géographique néerlandais, car elle souligne la variété ou l'ambiguïté des concepts qui utilisent le même mot. Un psychologue allemand, M. Denk, avait, en 1947, amorcé une enquête plus vaste en entreprenant la confection d'un *politisches Wörterbuch*, qui, finalement, n'a pas été rédigé. Aussi peut-on souhaiter que l'enquête confiée à M. Prelot par l'Association française de science politique trouve, en France, les collaborations et le climat qui sont indispensables.

G. BN.

— Deux revues sionistes paraissent en France, dans lesquelles il n'est pas rare de trouver des contributions historiques intéressantes : *Evidences*, publié par l'American jewish committee (premier numéro en juillet 1949), et *Sion*, publié par le Bureau de Paris de l'alliance juive pour la Palestine (premier numéro en décembre 1949).

G. BN.

— La Fédération historique du Sud-Ouest a tenu, en 1949, à Périgueux, un congrès, dont elle a fait ronéoter les comptes rendus des communications. En voici le détail : BLANC et BOURGEOIS, *Le gisement paléolithique du Moulin-Blanc à Fauvilles (Dordogne)* ; — DANDURAND, *Les fouilles récentes de Vésone* ; — M^{me} GAUTHIER, *Émaux champlevés limousins à Périgueux* ; — SECONDAT, *Les forts de Frotaire* (évêque de Périgueux de 976 à 991, constructeur de châteaux pour servir de refuge aux populations et résister aux Normands) ; — ARQUÉ, *Les grandes abbayes et leur rôle dans le peuplement du midi aquitain* ; — HIGOUNET, *Cisterciens et bastides* ; — M^{me} GARDEAU, *La bastide de Villefranche-de-Longchapt* ; — DOSSAT, *Les divisions administratives de l'Agenais à l'époque d'Alphonse de Poitiers* ; — CAPRA, *Les monnaies à Bordeaux et en Guyenne aux XIV^e-XV^e siècles* ; — RENOARD, *Le rôle des hommes d'affaires italiens à Bordeaux au cours du Moyen Âge* ; — LAVERGNE, *Le marquisat d'Excideuil au XVIII^e siècle* ; — BORDES, *Un curieux cas d'ascension sociale à Auch au début du XVII^e siècle* (famille Daignau de Cartetvieil) ; — BORDES et ARTAGUEVIEILLE, *A propos de l'urbanisme à Auch sous le Second Empire* ; — FERAL, *Une ferme lectouroise de l'ordre de Malte à la veille de la Révolution, Saint-Jean de Sommeville* ; — DESGRAVES, *La formation territoriale de la généralité de Guyenne* ; — DÉROULEDE, *L'esprit d'humanité et le sens de la valeur humaine chez Montaigne, Fénelon, Joubert, Maine de Biran et Tarde* ; — LAFON, *Travaux récents sur les origines des Basques et de la langue basque*.

— Charles Seignobos recommandait naguère, parmi les procédés de l'investigation historique, la méthode des questionnaires. Et, pour assurer la récolte des témoignages pour le compte de la Commission d'histoire de l'occupation et de la libération, M. Georges Lefebvre rédigea un questionnaire-type en vue de diriger les enquêtes orales. C'est de procédés analogues que relèvent, somme toute, les sondages pratiqués à l'étranger et en France. On sait le « coup dur » asséné à l'Institut américain Gallup par l'élection, non annoncée par lui, de M. Truman à la présidence de la République ; en réalité, l'« erreur » n'est pas exclue du système, et, dans le cas de l'espèce, on peut lui trouver des explications, ou, si l'on veut, des

excuses. Mais cette erreur ne disqualifie pas positivement la méthode des sondages telle qu'elle est pratiquée par nos deux instituts. Je renvoie, en effet, en ce qui touche les sondages de l'opinion publique en matière de croyances et de faits sociaux, aux idées présentées par M. Barioux, directeur de l'Institut français de sondage et de statistique, dans le n° 41, 15 décembre 1947 de son Bulletin, qui présente une ample méthode d'investigation dans le cadre d'un système sociologique acceptable (j'en ai fait l'analyse dans la revue néerlandaise *Synthese*, nos 1-2 de 1948-1949), et, en ce qui touche le rôle des partis politiques en France, aux notations de M. Stoetzel, dans le numéro du 16 novembre 1948 du Bulletin de son *Institut français d'opinion publique*. En rapprochant la méthode des sondages de celle de la géographie politique, particulièrement électorale, on peut arriver à des résultats que souvent ne fournissent pas les documents « historiques » eux-mêmes.

G. B.

— L'Association française de science politique, que préside M. A. Siegfried et qui gravite autour de la Fondation nationale des sciences politiques, a publié le compte rendu des *Journées d'études des 26 et 27 novembre 1949*, elles-mêmes organisées autour des exposés pleins d'intérêt et souvent de saveur de M. R. ANON sur les *Partis politiques*, M. PRELOT sur le *Vocabulaire politique*, M. G. VEDEL sur le *Rôle des croyances économiques dans la vie politique*.

— On annonce la fondation de la Société mythologique de France, sous la présidence de M. Henri Dontenville. Par certains biais, cette Société semble couvrir le champ d'activité des organisations folkloristes. Y a-t-il intérêt à multiplier les groupes savants et est-ce la bonne méthode pour faire progresser la science?

G. BN.

— Le n° 2 de *Histoire locale, organe de la Société française des historiens locaux*, publie, dans l'ordre des recherches sur l'Atlas international des routes protohistoriques et historiques, une note, assortie d'un croquis géographique, sur le *Carrefour de Lyon*.

G. BN.

— Le 28 février 1950 ont été vendus des autographes groupés par l'expert Cornuau, qui présentent beaucoup d'intérêt pour l'histoire littéraire surtout. Mais nous avons relevé dans le catalogue dressé des pièces curieuses pour l'histoire intérieure de la famille impériale (lettre d'Hortense au prince Eugène, 18 juillet 1805, au sujet de M^{me} Duchâtel, qui a été l'objet d'une passade de Napoléon I^{er}; de Joséphine au même, 2 septembre 1805, sur son retour à la Malmaison; de Marie-Louise à la femme du prince Eugène, 27 août 1811, sur la vie intérieure de la famille; de Napoléon au prince Eugène, 27 mars 1807, sur la naissance d'une fille dans la famille de celui-ci) — toutes lettres qui semblent provenir de ces archives du prince Eugène dont nous raconterons un jour la triste odyssée. Signalons aussi soixante-dix-sept lettres du comte de Paris à Paul Dalloz, importantes en soi pour la connaissance du mouvement royaliste — lot auquel on a joint divers documents, dont cinq lettres du duc de Chartres et deux notes transcrites par le duc d'Orléans; — enfin des lettres intéressantes de Lamartine (18 mai 1846, 1^{er} juin 1848, 25 août 1850).

G. BN.

— Les Archives nationales ont reçu, le 7 mars 1949, les archives de la famille Bertier de Sauvigny, qui avaient permis à l'abbé de ce nom, professeur à l'Institut catholique, de construire une belle thèse de doctorat, et dont j'avais insisté auprès

du candidat que leur conservation fût assurée par un versement dans un dépôt public. C'est un exemple dont on ne peut que souhaiter ardemment l'efficacité.

G. BN.

— On peut regretter la disparition, souhaitons provisoire, de la belle revue *Le Portique*, annuelle, consacrée à l'étude du livre de luxe — et aussi aux autographes. J'y note, au n° 4, qui a paru en 1946, une étude de M. ARNNA, intitulée : *Des autographes*, qui fournit une théorie de critique externe et interne, admirablement soutenue par toute une série de belles reproductions d'autographes, depuis la fameuse lettre de Vercingétorix, fabriquée par Vrain-Lucas, jusqu'aux signatures de Napoléon.

G. BN.

Diplômes d'études supérieures soutenus devant les Facultés des lettres en 1949.

AIX. — Pierre ROCCA-SERRA : Les thèmes littéraires dans la « Cité antique » de Fustel de Coulanges. [B.] — Rose DE GOSSELIN : Saint Valérien de Cimiez. [B.] — Aimé COSIMI : Les rapports de famille en France au xv^e siècle. [Passable.] — Charles CHEVALIER : Le chevalier de Saint-Louis. Ses origines et sa descendance. [Très Bien.] — Roland MONCHO : La noblesse provençale et les charges juridiques et administratives. [B.] — Gihette ANDRÉ : L'agrandissement d'Aix en 1646. La Ville Mazarine. [T. B.] — Jean LOGVINENKO : Le couvent des Dominicains à Nice. [Assez Bien.] — Gisèle MALAPEYRE : La marine à Toulon sous Choiseul. [B.] — Yvette TROUILLAS : Voltaire et les problèmes économiques de son temps. [A. B.] — Jacques BILLOUD : L'art du livre en Provence sous l'Ancien Régime. [T. B.] — Louis GOURDON : Esquisse sur l'évolution de la philosophie de l'histoire en Allemagne, de Kant à Marx. [B.] — Marius MARTEL : Les conceptions de Tocqueville en matière de politique étrangère et coloniale. [A. B.] — Ernest PORCHER : Idées et projets de réforme de l'éducation en France à la fin du Second Empire et au début de la Troisième République. [T. B.] — Simone BERTON : Évolution du port de Nice depuis 1860. [B.] — Janine GIROD : L'évolution de l'agriculture en Camargue depuis le début du xix^e siècle. [T. B.] — Victor BONNAUD : L'idée géographique et la science au xx^e siècle. [B.] — Jean-Louis JONCHÈRE : La main-d'œuvre nord-africaine dans la région aixoise. [B.] — Michelle MOTTET : La culture des plantes à parfum dans la région grasse. [T. B.] — Maxime CONSTANT : Le rebord sud-ouest des grands plans de Provence, de Draguignan au Verdon : essai de géographie humaine. [B.]

ALGER. — M^{lle} DEGEN : Douze stèles de la Ghorfa (Tunisie). [A. B.] — M. GENTY : Un polémiste au temps de Louis le Pieux : Agobard, archevêque de Lyon. [T. B.] — M. ANTONELLI : La bataille des Trois Rois (3 août 1578). [A. B.] — M^{lle} G. MOLLARD : Évolution de la culture et de la production du blé en Algérie de 1830 à 1939. (Sera publié.) [T. B.] — M^{lle} S. MONSonego : L'activité économique de Mostaganem de 1830 à nos jours. [B.] — M^{me} NICOL : Histoire de la colonisation à Sainte-Barbe du Tlelat. [A. B.] — M^{lle} RICHOMME : La colonisation du Sahel d'Alger de 1830 à 1848. [A. B.] — M. MADDACHE : Le quartier arabe de la Casbah d'Alger. [B.] — M^r RAGER : L'émigration algérienne en France. [T. B.]

BESANÇON. — Bernard GROSPERRIN : L'influence française et les progrès du sen-

timent national français en Franche-Comté depuis la conquête de 1674 jusqu'à 1789. [B.] — M^{lle} S. BOURRIOT : La vie politique dans le département du Doubs de 1815 à 1830. [A. B.] — Jean RICHARD : La forêt dans le département du Doubs. [T. B.] — Jean VALDENNAIRE : L'élevage et l'industrie laitière dans le département du Doubs. [A. B.] — Jean HAUGER : Caractères et résultats de l'évolution économique et humaine du Pays de Montbéliard de 1815 à nos jours.

BORDEAUX. — M^{lle} DUPART : Monographie du règne de Nerva. — M. MORESTIN : Les cultes paléens en Mauritanie Tingitane. — M. DARRICAU : Essai sur le sentiment religieux chez Louis XIV. — M. DUMOT : La jeunesse de Louis XV. Les témoignages et leur valeur. — M. MIÈGE : Le docteur Linares à la cour du sultan Moulay-Hassan. — Gérard DACIER : Le Marsan. (Bonne étude de géographie agricole. Essai et étude de l'évolution sociale.) — Raymond DARRICAU : Le bas Cenon, étude de banlieue. (Documentation sur la formation et la vie sociale d'un quartier ouvrier de la banlieue de Bordeaux. Aspect de « zone ».) — Omer GUILLOT : La commune de Chantecorps (Deux-Sèvres) ; étude de géographie humaine. (Très abondante documentation ; étude précise et vivante du milieu rural.) — Henri MORESTIN : Les quartiers indigènes de Rabat. (Étude de la formation et de la structure sociale des nouveaux quartiers indigènes de Rabat.) Un résumé paraîtra dans les « Cahiers d'outre-mer », revue de géographie de Bordeaux. — Yves PASQUIER : Une commune de Bourgeais : Bayon. (Bonne documentation pour l'étude de la structure sociale et de l'évolution démographique d'une commune du vignoble girondin.) — Hubert RIBOULET : Listrac-Médoc. (Étude détaillée d'une commune viticole du Médoc : structure agraire, structure sociale, évolution démographique.) — Annie VALETTE : Les confins du Libournais et du Landais. (Étude d'un pays de contact. Riche documentation sur la vie rurale depuis le XVIII^e siècle. Chapitre sur l'évolution démographique.) — Serge VASSAL : Les industries de Casablanca. (Excellent travail. Les origines des industries. Leur évolution. Les problèmes actuels.) Une partie de cette étude paraîtra dans les « Cahiers d'outre-mer ».

CAEN. — André MORVILLIERS : Les Communaux de la Muette. — Yves BOURLET : Les étrangers dans le département du Calvados de 1911 à 1948. (Intéresse non seulement la démographie, mais l'industrie, particulièrement celle des minerais de fer et de la métallurgie.) — Jean BRUNE : Le climat de la presqu'île du Cotentin. (Y compris les effets sur la vie humaine et l'agriculture.) — Jacques JANVIER : L'évolution démographique de l'ancien arrondissement d'Yvetot. — Pierre JOINT : Le port de Dieppe, étude économique. — Marcel LECONTE : L'agriculture dans l'arrondissement du Havre. — Jean MICHEU : Les industries de la vallée de la Bresle. (Confins de la Normandie et de la Picardie ; étude géographique, avec introduction historique.) — Pierre LEFÈVRE : J. B. Priestley's Picture of Pre-War English Society. — Jean PASQUIGNON : England's attitude towards France in 1940-1945.

DIJON. — Bernard STAINNESSE : La formation du temporel de l'abbaye de Clairvaux, des origines au début du XIII^e siècle. (Caractères d'un domaine cistercien type. Excellente utilisation des chartes laissées par la célèbre abbaye de Saint-Bernard.) — Michèle PEYRE : L'idée et l'image de la mort dans l'art de la Bourgogne à la fin du Moyen Âge. (La mort inspire une très grande

partie des œuvres, en même temps qu'elle obsède la mentalité populaire.) — Paul LABAL : Commune et corps de métiers. Aspects de la vie des métiers à Dijon de 1430 à 1560. (A Dijon, la commune régit les métiers.) — Régine MARTIN : Les rues et la vie des rues à Dijon au début du XVIII^e siècle. — Yvette NOLLE : Aspects de la vie économique et sociale à Dijon au début du Second Empire, 1851-1858. (Une société urbaine et l'influence du chemin de fer. Poussee commerciale. Rôle régional. Les bourgeois et les ouvriers.) — Denise BAUMONT : L'opinion politique en Côte-d'Or sous le Second Empire. — Jeannine LALLEMAND : Les industries alimentaires à Dijon. (Aperçu sur leurs vicissitudes dans le passé.) — Henri GUIDOURDENCHE : L'évolution des principales villes-gares de la Côte-d'Or (sauf Dijon). — Robert LAROCHE : La plaine chalonnaise et sa bordure. (En particulier l'évolution économique, les voies et le peuplement de cette plaine-carrefour.) — Maurice VOUTEY : La côte du Châtillonnais entre Ource et Armançon.

GRENOBLE. — M^{lle} H. PICARD : L'Eglise de Carthage au III^e siècle, d'après les lettres de saint Cyprien. — Abbé Jean MORIN : Le livre, véhicule de la pensée religieuse à Lyon, 1473-1550. (Essai de statistique des éditions de la Bible, de commentaires de la Bible et des Pères, de sermons, de vies de saints. Le courant médiéval se maintient à côté du courant humaniste.) — M^{me} M.-J. HAMON : L'éphémère évêché de Bourg-en-Bresse, 1515-1516 et 1521-1535. (Épisode des rivalités diplomatiques. Complète l'étude de l'abbé A. Chagny, dans *Bull. de la Société Gorini*, Bourg, 1904-1906.) — Gabriel MUTTE : La Société populaire de Lauris (Vaucluse), 1790-an III. — Ch. REY : La vie municipale à Romans de 1871 à 1884. — L. TARTAIK : Les luttes électorales dans l'arrondissement de Grenoble de 1871 à 1889. (Le personnel républicain, prêt dès le déclin de l'Empire, triomphe aussitôt et se maintient uni). — Pierre MELQUIOND : Grenoble d'après le recensement de 1946. (*Revue de géogr. alpine*, 1950, I.) — M^{lle} E. TRÉGUIER : Étude démographique d'une station de cure : le plateau des Petites-Roches. (A paraître *ibid.*)

LILLE. — Charles RENARD : Le domaine comtal de Hainaut dans la région de Maubeuge et Bavai, du milieu du XIV^e siècle à l'avènement de la maison de Bourgogne (1354-1428). — Pierre PIERRARD : L'écolâtrerie de Saint-Jean et l'enseignement à Valenciennes, des origines aux premières années du XVII^e siècle. — Jean VANDROTTE : Recherches de constructions dans l'art de Jean Belle-gambe. — Gisèle DEVAUX : La bourgeoisie douaisienne de 1648 à 1700. — Bernard VANDEGINSTE : L'esprit public dans le district de Calais de 1790 à 1795. — Marcel GILLET : La mission de Florent Guiot dans le Nord.

LYON. — M. BURNAND : L'économie rurale de la région rhodanienne, aux I^{er} et II^e siècles après J.-C. [*T. B.*] — M^{lle} RAY : Les monnaies de l'empereur Septime-Sévère. — M^{lle} MINE : La famille de Thurey et l'archevêque Philippe de Thurey (XIV^e et XV^e siècles). — M^{lle} LABRUYÈRE : Le prieuré de Notre-Dame-de-la-Platière, à Lyon. — M^{lle} GARO : La vie ouvrière à Lyon, à la fin du XIX^e siècle (1884-1900). — M. VIAL : Renaison sous la Révolution (1789-1795). [*T. B.*] — M. ROCHAT : Montélimar dans les premières années du Consulat (1799-1802). — M^{lle} REYNARD : L'École normale du Rhône à Villefranche (1833-1885). — M. VERGNAUD : La « conspiration » de 1817 à Lyon. [*T. B.*] — M. PAQUET : La forêt dans la montagne beaujolaise (exploitation humaine). — M^{lle} CHRISTOPHE : L'industrie textile dans la région de Roanne.

— M^{lle} POLLET : L'industrie du verre dans la région rhodanienne. — M. BOULMIER : L'outillage des champs dans le département de Saône-et-Loire.

MONTPELLIER. — Robert SAUZET : La vie rurale du XI^e au XIV^e siècle, à travers le cartulaire de Maguelone. (Les textes du cartulaire de Maguelone (qui concernent, en gros, la partie est et nord-est du département actuel de l'Hérault et le nord-ouest du Gard) montrent une société qui, dès le XII^e siècle et surtout au XIII^e siècle, n'est plus féodale qu'en apparence, tandis que triomphe l'économie monétaire (capitalisme épiscopal, interaction ville-campagne) qui, jointe à l'essor des défrichements, vient renforcer l'individualisme méditerranéen traditionnel.) — Pierre ZANETTO : Étude sur l'enquête royale dans la sénéchaussée de Carcassonne en 1247. — Pierre FANGUIN : Le protestantisme à la fin de l'intendance de Basville en Languedoc. — Pierre BOURQUIN : L'agriculture et la vie rurale dans le Languedoc oriental au XVIII^e siècle. — Casimir BEC : La situation du Languedoc à la veille de la Révolution française. — Jacques ALMUEIS : Nîmes sous les commissaires et préfets de 1848. — André TUDESQ : Aspects sociaux du catholicisme à Montpellier (1830-1861). — Michel DELALY : Rabat, ville créée. — Christiane GAGLIONE : Le vignoble bônois. — Pierrette IRLAT : Le Donezan, un « pays » pyrénéen.

NANCY. — Françoise SOUTOUL : Le consulat de Cicéron en Cilicie. (Bon travail qui mériterait d'être développé.) — Jean BRIDOT : Catalogue des actes de Ferry IV, duc de Lorraine (1312-1329). (Excellent catalogue de 460 actes, précédé d'une introduction.) — Jeanne CANUEL : La microtoponymie de l'arrondissement de Metz et son interprétation historique. (Travail intéressant par la méthode mise au point et par les renseignements apportés à l'histoire de la seigneurie rurale.) — Geneviève LACHASSE : Chrodegang, évêque de Metz (742-766). (Bonne mise au point d'études antérieures.) — Marie-Thérèse MAZEROL : Catalogue d'actes de Renaud de Bar, évêque de Metz (1302-1316). (140 actes, personnage peu connu jusqu'ici.) — Robert-Raymond ARNOULT : Monographie d'émigration et de vente de biens nationaux. (Cas de la famille de Bousmard, de Saint-Mihiel, intéressant pour l'application des lois contre les émigrés.) — Jean OLLIER : La vente des biens nationaux de première origine dans le district de Toul. (Excellent travail, dépassant le niveau d'un diplôme.) — Blanche RIBSTEIN : Le Conseil général de la Moselle sous le Consulat. (Intéressant pour l'étude des questions rurales, lutte des partisans de l'agriculture nouvelle contre les pratiques communautaires et les servitudes collectives.) — Colette VOSCIEN : L'industrie dans le département de la Meurthe de 1815 à 1848. (Étude précise apportant d'intéressants renseignements sur les salines, verreries, faïenceries, sur le problème des salaires.)

PARIS. — Marie-Louise DE BELVATA-BALASY : Les mercenaires grecs d'après Xénophon. [*Très Honorable.*] — Michelle COLAS : Les vœux des Romains pendant les grandes guerres de conquête. — Josette GORY : La composition et la publication du *Bellum Gallicum*. — Jean BOURCART : Recherches sur l'édit de Caracalla, sur l'extension de la cité romaine et son application dans l'Empire. — Jane CAVAILLÈS : Le commerce des vins en Gaule romaine. — M^{me} DE CHESSE, née BRETON : Les origines gallo-romaines de la sculpture romane. — René-Émile HAROT : Le culte de Sérapis dans l'Empire romain. — Madeleine CARLIER : L'aspect économique du monachisme primitif. —

Denise FAILLET : Les influences indiennes sur le monachisme primitif. — Jacques LAGARRIQUE : La méthode exégétique de saint Épiphanes de Solamine. — Yvonne REBEYROL : Les correspondants de saint Augustin. — Thérèse ARTHAUD : Martin de Bracara et les superstitions païennes chez les fidèles ruraux du VI^e siècle après J.-C. — Jacqueline BENOÎT : Le monachisme d'influence irlandaise en Brie. — Jeannine DURLIN : Wala, abbé de Corbie. — Yves HILAIRE : Saint Eudes, abbé de Cluny. — Michèle LEROY : La spiritualité de Condat. — Jean-Paul CHABAUD : Morienvall et le problème de la voûte d'ogives. — Bernard COMBET-FARNOUX : La destinée en Occident des Sentences du Ps. Tyste. — Lise DUCLAUX : Études sur la sculpture romane dans le département du Gard. — Cécile-Marie VALAT : Recherches sur les familles byzantines d'après Michel VIII Paléologue (1261-1282). — Jean BLAIS : Les débuts du Grand Schisme dans le comté de Flandre (1379-1394). — Monique DERATHÉ : Les tapisseries des bords de la Loire. — Hélène-Geneviève DUCOURET : Histoire de l'abbaye de Saint-Aubin d'Angers aux XI^e et XIII^e siècles. — Françoise DUFOURCQ : La topographie de Byzance au XIV^e et au XV^e siècle, d'après des itinéraires de pèlerins russes. — Paule THOMAS : L'abbaye cistercienne de Noirlac. — Andrée GALTIER : Les métiers de l'alimentation à Reims du XIV^e au XVI^e siècle. — Léone GENTILHOMME : Les péages et la navigation sur la Seine et ses affluents en amont de Paris. [T. H.] — André GRACIANNETTE : Constantinople au XV^e siècle (d'après les voyageurs). — Bernard GUÉNÉE : Le temporel du chapitre cathédral de Beauvais à l'époque de la guerre de Cent ans (1333-1444). [T. H.] — Francine JOUSSAUME : L'héritage de Bigorre (XIII^e-XIV^e siècle). — Michel VOLATRON : L'exercice de l'autorité pontificale dans les diocèses belges sous Urbain V. — Joseph-Raymond BOSSON : Les relations entre Henri IV, le duc de Savoie et Genève, de 1598 à 1610. — Jacques DEBAL : Intendants d'armée et commissaires des guerres au temps de Richelieu. — Joel-François BLUCHE : La carrière militaire du comte de Maillebois, pendant la guerre de Sept ans. — Jacques CHABAUD : La mission du comte du Châtelet à Londres de 1768 à 1770. — Maryvonne GRANDVOINNET : Les débuts de l'Assemblée législative du Massachusetts. — Huguette HANOCQ : L'opposition du Parlement de Paris au serment royal en 1763. — Anne-Marie SIGAUD : Les agents français en Angleterre pendant la guerre de Succession d'Autriche. — Victor WEISAGER : Henry Fuseli et le renouvellement de l'inspiration littéraire dans la peinture anglaise à la fin du XVIII^e siècle. — Odette CASSAGNEAU : Les théories de la représentation politique sous la Révolution. — Françoise COORNAERT : L'information politique en France en 1789, d'après le Journal de Gorsas. — Édouard CATTET : L'Assemblée constituante et la propriété. — François MUFFRAGGI : Les *Annales monarchiques*, contribution à l'histoire de la presse de la Révolution. — André SIRET : Les subsistances à Troyes et dans l'Aube sous la Révolution. [T. H.] — Gisèle BORDELIER : Les idées politiques et l'œuvre de Roederer sous le Consulat. — Colette BÉNARD : La paysannerie dans l'Eure sous le Consulat et l'Empire. — Ginette ERBEIA : Un ministre de l'Intérieur de Napoléon, Champagne. — René GOUFFAULT : Napoléon et le développement des voies de communication dans l'ancienne France. — Paulette SAZERAC DE FORGE : La vie du monde ouvrier sous le Premier Empire. [T. H.] — Pierre AUMERCIER : L'instruction primaire publique en Seine-et-Oise de 1833 à 1850. — Roland LABARRE : L'opinion

française sur la question de l'intervention en Espagne (1823). — Jacques GRUNEWALD : Le financement des chemins de fer sous la Monarchie de Juillet. — Jacqueline LUTHRINGER : Hippolyte de la Morvonnais et l'école sociétaire. — Jean-André RAFFY : Le travail des enfants dans la grande industrie française de 1841 à 1848. — Armand NICOLAS : La liquidation de l'esclavage à la Martinique. — Jeannine DANTONY : La participation de la marine française à la guerre d'Italie (1859). — Denise BOUCHE : Les « villages de liberté ». [T. H.] — Guy BOUILLON : L'information française sur la Bohême, jusqu'au compromis hongrois. — André WEYL : La politique de Napoléon III et les États scandinaves. — Maurice AGULHON : L'évolution de l'opinion publique à Bobigny de 1848 à 1919. [T. H.] — Arlette MARCHAL : Le mouvement blanquiste (1872-1905). — Jean NICOLAS : Les syndicats et les problèmes de l'éducation post-scolaire, depuis les débuts de la III^e République. — Denise ROSSIGNOL : Le mouvement socialiste en France de 1906 à 1914. — Pierre SCHOTT : Les questions religieuses et la Commune. — André BENECH : La politique française en Roumanie de 1911 à 1914. — Jacques GADILLE : Lord J. E. Dalberg-Acton, publiciste et historien. — Simone GROS : Les rapports anglo-allemands pendant la crise d'Agadir (1911). — Daniel JALMAIN : La politique allemande dans la question marocaine de juin 1905 à janvier 1906. — Marthe LÉVY : Le rôle de l'Espagne dans la politique extérieure allemande de 1904 à 1907 (d'après les documents diplomatiques allemands). — Pierre THIBAUT : La question d'Égypte et de la presse française de 1882 à la Convention de Londres, de 1885. — Philippe VAYRON : L'enquête algérienne de 1892. — France FÉRAL : Bourdelle, artiste méridional. [T. H.] — Pierre JEANNIN : La presse suédoise et la question allemande de novembre 1918 à 1920. — Guy PALMADE : Évolution de l'opinion politique dans le département du Gers de 1918 à 1936. [T. H.] — Anne-Marie RENAULT : Histoire de la Fédération nationale des ouvriers de la céramique. — Alain TOURAINE : Recherches sur la vie et la conscience ouvrières aux usines Renault. [T. H.] — Pierre TRIMOUILLE : Les syndicats chrétiens dans la métallurgie française depuis 1935.

POITIERS. — M^{lle} BESSIGNEUL : Louis XI et les arts. — M^{me} FRACART (en religion : Sœur Marie-Pierre) : L'éducation des filles, à Niort, au XVII^e siècle. — M^{lle} TERRASSON : L'enfant, dans l'art français du XVIII^e siècle. — M. COUSSET : Les représentants de la Convention nationale, en mission dans le département de la Charente. — M^{lle} ALRIC : Étude sur le pays légal du département d'Indre-et-Loire, sous la Monarchie de Juillet.

RENNES. — Yvonne-G. LE GOAZIOU : Miollis, préfet du Finistère (1805-1810). — Id. : Chronologie du cartulaire de Redon, actes des XI^e-XII^e siècles (suite au travail d'A. de La Borderie). — Michel MORINEAU : Les incidences de la guerre et de l'émeute sur le ravitaillement, le coût de la vie et la condition des classes laborieuses à Paris dans la première moitié du XV^e siècle.

STRASBOURG. — Henri HEITZ : Observations sur le commerce et l'industrie dans le nord-est de la Gaule, d'après la poterie sigillée. [T. B.] (Étude originale, qui, après révision, pourra être jugée digne de l'impression.) — Francis RAPP : Recherches sur les châteaux alsaciens au Moyen Âge. [B.] (Utile prospection d'ensemble.) — Henri WAHL : L'opinion publique et l'opposition dans le Haut-Rhin sous la Restauration. [B.] — Michel ROCHFORT : Géographie

agrire du bassin d'Autun et de ses bordures. [B.] — André RIEDINGER : Monographie d'un village viticole : Riquewihr. [B.]

TOULOUSE. — Ch. CASSAGNAU : L'agriculture dans la Gaule romaine jusqu'aux invasions du III^e siècle. [Mention B.] (Essai de mise au point des connaissances fragmentaires fournies par l'archéologie, la toponymie et la tradition littéraire. Constate l'existence de nombreux domaines moyens constitués autour de villas, et, dans les régions montagneuses et boisées (Vosges, par exemple), de villages indigènes, de vocation surtout pastorale. Production et vie du paysan restent à peu près inconnues.) — G. SICARD : Les moulins du Bazacle de Toulouse au Moyen Age. [Mention T. B.] (Étude juridique montrant l'évolution progressive, depuis le XII^e siècle, de l'association des pariers des moulins, vers la société par actions. Étude sociale : recrutement social des pariers, variations de la valeur des parts, etc...) — M^{lle} A. HOLLANDER : Les statuts des métiers de Toulouse au XIV^e siècle. [Mention A. B.] (Étudie les statuts figurant sur le registre HH. 2, jusqu'à l'époque de Charles VII. Constate le remplacement progressif des clauses techniques par des clauses de caractère social, l'émancipation des métiers par rapport aux capitouls, etc...) — Y. HUE : Les ouvriers d'industrie à Castres de 1789 à 1795. [P.] — M^{lle} J. CADARS : La fin des corporations à Toulouse (1780-1792). [P.]

Soutenances de thèses pour le Doctorat ès lettres à la Sorbonne.

Michel ROBLIN, *Recherches sur les origines du peuplement dans la « civitas » des Parisii* (thèse principale). — *Contribution à l'étude de l'immigration juive à Paris, spécialement depuis la fin du XIX^e siècle* (thèse complémentaire). Le 13 novembre 1948.

La composition du jury : trois historiens, un géographe et un linguiste, indique déjà la complexité des problèmes auxquels le candidat dut faire face. La thèse complémentaire aborde une question rarement étudiée sans passion et, pour la capitale, encore mal connue. L'exposé souligne la diversité ethnique, sociale, économique et culturelle du peuplement juif à Paris, la faible importance des éléments autochtones, le devenir perpétuel d'une communauté en pleine formation qui, malgré la multiplicité des tendances directrices, ne peut manquer de s'intégrer dans notre unité nationale. Le président, M. le doyen A. Cholley, tout en reconnaissant la contribution apportée par ce travail précis qui utilisa les milliers de fiches laissées par l'occupation allemande, regrette, toutefois, l'imperfection des croquis, de l'enquête économique et surtout financière. L'emploi du qualificatif « géographique » est parfois abusif pour des problèmes qui relèvent davantage de la sociologie et de l'histoire. M. Lefebvre ne partage pas personnellement l'optimisme du candidat sur l'assimilation d'éléments foncièrement trop étrangers à nos conceptions philosophiques et politiques. Cette réserve faite, il ne ménage pas ses éloges à un travail dont il souligne la vivante originalité.

Un saut de quinze siècles nous transporte en ces époques troublées du Bas-Empire et des royaumes mérovingiens qui constituent le centre chronologique de la thèse principale. Les diverses contributions apportées par la toponymie, l'hagiographie, l'archéologie, l'histoire, la botanique et la géographie ne permettent pas, nous assure M. Roblin, de suivre les progrès du peuplement et de l'occupation du sol avant les dernières années de la domination romaine. A cette époque, l'ex-

exploitation semble encore cantonnée aux fonds des vallées et aux rebords des plateaux, la masse de ceux-ci n'ayant été défrichée que très lentement, entre le VI^e et le X^e siècle. La forêt, et surtout le buisson, forment la base de l'économie, l'agriculture ne semble pour les Gaulois et même les Gallo-Romains qu'un appoint aux diverses ressources apportées par la chasse, la pêche, l'élevage, l'exploitation de la forêt. Les *Parisii* furent longtemps des « sauvages » (*syloatici*), pense M. Roblin, et il faut attendre les débuts de l'ère capétienne pour voir le triomphe du champ cultivé. M. Albert Grenier, après avoir rappelé la carrière du candidat, actuellement bibliothécaire en chef à l'Université de Paris, ne craint pas de comparer la présente étude sur la région parisienne aux recherches de Camille Jullian, « moins de poésie, mais peut-être une plus grande rigueur scientifique ». Le maître des Antiquités nationales approuve dans ses grandes lignes la thèse du candidat, notamment en ce qui concerne la toponymie latine, plus romane que romaine, dans la cité des *Parisii*. Comme lui, il n'hésite pas à voir dans les radicaux de certains noms de lieux en -iacus, comme *Montaniacus*, *Campaniacus* et *Colliacus*, des appellatifs usités très tardivement, et non des anthroponymes spécifiquement romains. Le relevé critique des routes indiscutablement gallo-romaines, pour si modeste que soit leur nombre, l'emploi des sources hagiographiques et paroissiales lui semblent également dignes d'éloge. Sans doute, certains problèmes, la campagne de Labienus contre Camulogène, par exemple, méritent encore des recherches plus approfondies. La contribution apportée par M. Roblin à l'étude des origines parisiennes doit faire de son ouvrage la meilleure mise au point de tous les problèmes concernant le peuplement historique ancien des environs de la capitale.

Avec M. Aymard, rapporteur, la discussion s'engage entre le jury et le candidat pour rechercher des atténuations et des nuances à certaines affirmations parfois trop absolues. La comparaison entre l'économie préromaine et le « ray » des Moïs d'Indochine, entre les plateaux herbeux du *pagus parisiacus* et les steppes cosaques sont outrées. A ce propos, M. Cholley regrette que, pour des motifs honorables sans doute d'honnêteté scientifique, M. Roblin n'ait pas cru devoir s'attacher à l'étude de la Préhistoire. En effet, des populations agricoles néolithiques ont joué un rôle très important dans la mise en valeur du sol... Nombre de défrichements leur sont imputables dans le bassin parisien, mais, comme le remarque très justement M. Grenier, cette discipline très spéciale ne peut être possédée par un littéraire, surtout si celui-ci a déjà dû joindre la linguistique au bagage exigé normalement d'un historien. L'abstention, toute regrettable qu'elle pût être, est préférable à un exposé superficiel préhistorique, comme on en rencontre trop souvent. C'est encore là un hommage de probité intellectuelle à rendre au candidat.

M. Aymard estime trop grande la tendance à rajeunir le peuplement sédentaire de la région parisienne. Lui aussi eût aimé un appel plus direct à la Préhistoire. Des toponymes à base végétale ou géographique comme *Castanetum* ou *Campiniacus* n'excluent pas l'habitat humain à l'époque même de leur formation et à plus forte raison de leur cristallisation. Le candidat admet de bonne grâce que son souci de réagir contre la tendance opposée l'a poussé parfois à une systématisation trop absolue. Il admet l'idée que les défrichements du Bas-Empire et des dynasties franques aient été souvent des redéfrichements sur des espaces colonisés antérieurement par les propriétaires du Haut-Empire, les Gaulois et même les Néolithiques. Lorsqu'il s'agit de toponymes à radical végétal (espèces forestières ou broussaillieuses), leur interprétation est toujours délicate. S'agit-il, par exemple, d'un simple bouquet d'arbres ou de toute une étendue boisée?

M. Fouché aurait aimé retrouver, dans la masse confuse des noms de lieux prélatins, les racines préindo-européennes en les dégagant des influences celtiques qui les ont défigurées. Les noms gaulois, notamment ceux de la série en *-ialos*, sont sommairement expliqués. Quelques erreurs parfois, et M. Fouché recherche dans l'albanais, le turc et le yougoslave les précisions nécessaires pour apporter quelque lumière en ce domaine. En toponymie latine, au contraire, M. Fouché reconnaît, comme M. Grenier, le bien-fondé des remarques de M. Roblin et partage sa prudence au sujet des noms en *-iacus* à base anthroponymique.

Conclusion de cette soutenance fort vivante, le grade de docteur avec mention « très honorable » apparaît comme la suite logique de ces recherches patientes et ordonnées, réalisées avec une belle et prudente objectivité. Souhaitons l'édition prochaine des travaux de M. Roblin, indispensables désormais pour tous ceux qui s'intéressent aux délicats problèmes du peuplement ancien et des origines historiques de la région de Paris.

Louis-René NOUGIER.

M. SCHLUMBERGER, *La Palmyrène du Nord-Ouest* (thèse principale). *L'argent grec dans l'empire achéménide* (thèse complémentaire). Le 28 janvier 1950.

Beaucoup d'entre nous, jusqu'ici, associaient comme par automatisme l'argent à l'or si fameux du Grand Roi ; cela semblait aller de soi et le cliché prenait une rassurante familiarité. Après la thèse magistralement soutenue par M. Schlumberger, nous serons plus circonspects.

L'auteur, comme le soulignait M. Babelon, a eu la rare fortune, en découvrant le trésor de Kaboul, de pouvoir étudier un dépôt avant que d'autres, pourvus de plus d'astuce ou d'ignorance que de probité scientifique, aient eu loisir d'en altérer la composition. Or, contrairement à ce que l'on pourrait attendre pour un lieu aussi éloigné des centres occidentaux, les monnaies grecques l'emportent très largement sur les autres. Comparant ces résultats à ceux tirés de l'examen d'une foule d'autres trésors, l'auteur parvient à des conclusions dont l'importance n'échappera pas à l'historien : plus un trésor est ancien, plus considérable est la proportion des pièces grecques qu'il renferme — jusqu'à 100 % pour les plus anciens ; l'argent perse n'apparaît que tardivement et jamais seul, mais associé soit à des monnaies grecques, soit à des objets précieux. Poussant plus loin ses investigations, M. Schlumberger précise que, jusqu'au *v^e* siècle, les textes parlant de sicles médiques font allusion non à la monnaie, mais au poids ; ce n'est que vers 425 av. J.-C., en effet, que les souverains achéménides auraient frappé l'argent, imités, dans la seconde moitié du *iv^e* siècle, par leurs satrapes. Il semble, d'ailleurs, que ces pièces n'aient pas été ordinairement acceptées pour leur valeur nominale, mais toujours pesées avant l'usage. S'il est donc légitime de parler de l'or perse, de ces dariques dont Hérodote nous entretient fréquemment et dont les spécimens les plus anciens ont été retrouvés au fond du canal de l'Athos, il ne l'est pas de parler d'un bimétallisme perse. Monnaies grecques, monnaies du Roi et bientôt monnaies des satrapes frappées à l'imitation des pièces grecques, toutes circulaient concurremment, les nouvelles émissions s'ajoutant aux précédentes sans qu'on puisse constater de retrait, dans un désordre auquel Alexandre seulement mit un terme.

Si le profane suit parfois avec quelque peine le détail de la savante discussion numismatique amorcée par M. Babelon, il lui paraît difficile de ne pas se rallier,

comme le fait d'emblée M. Chapouthier, rapporteur de la thèse complémentaire, à un exposé aussi ferme et aussi solidement étayé. Néanmoins, ainsi que le suggérerait M. Babelon, on aimerait savoir ce qui décida, sinon le Grand Roi, du moins les satrapes à battre monnaie à leur tour et surtout en imitant les monnaies grecques. Paiement des mercenaires? Peut-être. Paiement des artistes qui initiaient le royaume aux « commodités ioniennes »? Ainsi que vint opportunément le rappeler M. Ch. Picard, président du jury, des tablettes de Suse révèlent que des familles entières furent « importées » de la côte d'Asie Mineure pour travailler aux constructions du Grand Roi; payées parfois en nature, le plus souvent dans la monnaie de leur pays, elles ne paraissent pas avoir jamais reçu d'argent achéménide. N'y aurait-il pas dans ces tablettes une source de nature à confirmer la thèse de M. Schlumberger?

Une longue familiarité avec les choses de la Palmyrène a permis à M. Schlumberger de nous donner une précieuse monographie du nord-ouest de cette région. Les plateaux vallonnés qui la composent sont dépourvus de points d'eau, mais cependant couverts de pâturages assez riches. Les ruines d'une quinzaine de villages y ont été explorées; le plan de leurs minuscules sanctuaires — une cour irrégulière, avec, au fond, le lieu saint et sur le pourtour une série de salles où l'on a parfois trouvé en place banquettes et cratères — rappelle l'importance pour ces populations sémitiques des banquets pris en présence de la divinité. Plus semblables aux monuments de Doura qu'à ceux de Palmyre, influencée à partir du 1^{er} siècle ap. J.-C. par l'art d'Antioche et de Rome, les monuments de la Palmyrène du Nord-Ouest, de même que les objets, semblent appartenir à une branche retardataire de l'art palmyrénien. Mais le plus curieux reste sans doute l'existence même de ces villages dans une région aussi aride et leur soudaine disparition. L'irrigation et la présence d'un grand centre tout proche contribuent à expliquer ce phénomène. Avec la chute de Palmyre et les progrès de l'arabisme, les villages s'éteignirent.

M. Février, rapporteur de la thèse principale, se plut à reconnaître que, tout en faisant profession de ne pas être sémitisant, M. Schlumberger ne craignait pas d'aborder, souvent avec bonheur, des problèmes redoutables aux spécialistes eux-mêmes. Nous ne nous risquons pas à sa suite dans le subtil débat qu'il ouvrit sur le panthéon de la Palmyrène du Nord-Ouest; à propos des dieux cavaliers et de l'éventuelle existence de Dioscures, M. Schlumberger précisa que le fait d'être à cheval ne peut pas être toujours considéré comme un attribut du dieu; le cheval est seulement la monture qui convient à un être aisé.

M. Seston aurait aimé que la première partie de l'ouvrage prit moins souvent l'aspect d'un journal de fouilles, mais il n'en signala pas moins l'intérêt très grand présenté par les remarques concernant l'art de Palmyre et de Doura, ainsi que l'importance historique de la Palmyrène; si rares que soient les vestiges d'époque romaine et si minuscules les fortins jusqu'ici dégagés, ils n'en complètent pas moins utilement notre connaissance de l'occupation militaire de la région.

M. Schlumberger, pense M. Ch. Picard, d'ailleurs fort sensible aux mérites de l'ouvrage présenté, aurait eu intérêt à s'évader davantage de la Palmyrène. Ne trouve-t-on pas parmi les monuments du Cynthe des plans de sanctuaires voisins de ceux des temples signalés en Palmyrène? N'y aurait-il pas avantage à comparer le plan des maisons avec celui des édifices de Byblos ou des maisons en pain de sucre sumériennes? A propos des οἶκος à κλίνη, pourquoi ne pas mentionner les sept lits de l'Héracléion de Thasos; ces sortes de pratiques sont moins rares en

Grâce qu'on ne le dit généralement. On ne saurait négliger l'importance pour la représentation des dieux du passage de la formule méditerranéenne avec la statue divine au fond du sanctuaire à la formule orientale, où le mur de fond est occupé par un bas-relief, ce qui entraîne une représentation frontale de la divinité ; il serait bon de déterminer l'aire de ces sortes de représentations.

On voit que les deux thèses de M. Schlumberger ne sont pas de ces ouvrages qui laissent indifférent et leur soutenance aussi brillante que solide n'a pas déçu ceux auxquels le passé scientifique de l'auteur n'était pas inconnu.

M. FASCIATO.

Roger PORTAL, *Le développement de l'industrie métallurgique dans l'Oural au XVIII^e siècle et ses conséquences sociales. — Russes et Baškirs aux XVII^e et XVIII^e siècles : 1662-1798. Le 26 novembre 1949.*

Se trouve-t-il encore des esprits assez attachés à une forme d'histoire traditionnelle pour contester l'utilité ou mettre en doute l'intérêt des recherches d'histoire économique et sociale ? S'il reste quelques chances de les gagner à une conception de l'histoire moins limitée, on aurait souhaité qu'ils pussent assister à la soutenance de thèse de M. Portal. Le résumé par lui-même de ses conclusions et la richesse du débat qui leur succéda les auraient sans doute convaincus que ce genre de travaux n'était pas moins capable qu'un autre de renouveler profondément et d'éclairer d'un jour tout neuf la connaissance que nous avons d'une époque et d'un pays. Et pourtant peu de sujets se présentent à un regard superficiel sous une apparence aussi ingrate : mais sous l'aspect d'une austérité technique qui paraît d'abord bien propre à décourager se révèlent des vues d'un exceptionnel intérêt. Qu'on en juge par un résumé qui ne peut cependant que trahir leur nouveauté et leur originalité.

M. Portal a pris pour objet de ses recherches l'industrie métallurgique du fer et du cuivre dans l'Oural : créée par Pierre le Grand sous sa forme moderne, elle connaît un rapide essor qui vaut au XVIII^e siècle d'apparaître, par comparaison, comme le grand siècle de la métallurgie russe. La région métallurgique de l'Oural est bientôt la première d'Europe et la Russie lui doit de devenir, avec la Suède, la grande pourvoyeuse de l'industrie européenne en produits semi-ouvrés : songeons qu'en 1790 la France produit moins de fonte que la Russie en 1750. Et déjà se devinent les conséquences de ces constatations pour notre représentation classique de la Russie : ce pays, que nous sommes accoutumés à considérer, au XVIII^e siècle, comme en marge de l'Europe, n'en était donc pas tellement isolé ; il participe à son activité, à ses échanges, et même, comme dit M. Labrousse, il tient alors sa partie, une partie dont on imagine l'importance, dans le chœur de la prospérité européenne au XVIII^e siècle. N'est-il pas vrai que le sujet va déjà plus loin qu'il ne paraissait et encore n'en avons-nous que reconnu les approches et les contours.

A l'intérieur de ces limites, M. Portal a entrepris une étude d'histoire totale ; il n'a laissé sans réponse aucun des problèmes impliqués par le sujet : empruntons ici encore à M. Labrousse une des brillantes formules de son rapport. M. Portal est allé de l'infrastructure à la superstructure, il a tenu tout l'intervalle entre l'économie et l'idéologie. Problème d'origine et de capitaux d'abord. Cette industrie métallurgique, de structure très moderne dès ses débuts, ne doit pratiquement rien à l'industrie artisanale locale : sa croissance en précipite même le déclin et la condamne à disparaître bientôt. Elle surgit sur l'initiative de l'État et commence

de se développer sous sa direction : c'est une métallurgie « gouvernée » dont le caractère étatique répond du reste moins à des considérations doctrinales qu'il n'obéit à des nécessités de fait. A côté de cette industrie domaniale, et parfois en conflit avec elle, grandit une industrie privée : le nom des Demidov est le plus fameux de cette classe de maîtres de forge. Les capitaux qui président à sa formation ne sont pas d'origine foncière, mais commerciale : la noblesse ne prend qu'une part insignifiante à la constitution de cette industrie qui apparaît essentiellement comme fille du capitalisme marchand. Elle se développe dans le cadre des institutions contemporaines dont elle exploite toutes les possibilités : elle obtient des concessions, se fait octroyer le droit de disposer arbitrairement de la main-d'œuvre locale. M. Labrousse qualifie de coloniaux les procédés dont use en s'édifiant cette grande métallurgie moderne pour résoudre des problèmes qui sont, à tout prendre, des problèmes coloniaux.

Problèmes de main-d'œuvre qui nous introduisent à l'étude de l'homme. M. Portal tient la promesse de son titre de considérer les conséquences sociales de cette industrie. L'histoire de la métallurgie ouralienne, c'est, sous ce rapport, l'histoire du travail forcé. A l'origine, en effet, les ressources en main-d'œuvre sont des plus restreintes : très faible, en effet, est la densité de la région. Puisqu'il n'y a pas à compter sur un nombre suffisant de volontaires, la réquisition fournira la main-d'œuvre dont l'industrie naissante a le plus urgent besoin : un régime d'inscription règle son utilisation jusqu'en 1807. De ces travailleurs forcés, peu à peu résignés à leur sort, quelles furent les conditions de vie ? Il n'est pas aisé de les restituer : l'éloignement géographique, le recul du temps creusent dans la documentation d'importantes lacunes (courbes de salaires ou de prix). M. Portal n'en est pas moins parvenu, par une utilisation judicieuse et sagace des documents dont il avait la disposition, à définir un certain nombre de situations ouvrières. Il s'est aussi attaché à étudier les vagues d'agitation qui secouent de temps à autre ces travailleurs. Peut-on déjà y discerner la formation d'une conscience de classe ouvrière ? La réponse de M. Portal est nuancée. Ces mouvements prenant généralement leur origine dans les campagnes et affectant une main-d'œuvre qui demande à la culture un salaire d'appoint, on ne peut, à proprement parler, conclure à une conscience de classe, mais on enregistre cependant déjà les premiers symptômes d'une solidarité ouvrière naissante.

Problèmes de capitaux, problèmes de main-d'œuvre, facteurs économiques, incidences sociales, on devine, pensons-nous, à ces trop brèves mentions, la variété et la richesse d'un travail dont nous n'avons fait qu'énoncer quelques-unes des perspectives. Pour apprécier justement sa valeur et rendre aux mérites de M. Portal l'hommage qui leur est dû, il faudrait tenir compte des difficultés apparemment insurmontables avec lesquelles il a dû se mesurer : en plus des obstacles que comporte normalement toute recherche historique, son sujet lui ménageait, en effet, quelques difficultés spécifiques sous le rapport de la documentation. L'essentiel s'en trouve naturellement en U. R. S. S. et M. Portal n'a pu en obtenir communication : peut-être, au reste, la perte est-elle moins grande et moins déplorable qu'on ne pourrait le penser si M. Labrousse a raison de supposer que les archives ne sont ni classées ni inventoriées. En tout cas, M. Portal a dû se passer de leur apport et s'ingénier à pallier leur absence : qu'il y ait réussi, l'exceptionnelle qualité de son travail en est la preuve. Il a tiré parti des récits de voyageurs, en particulier d'une description technique des mines de l'Oural composée en 1735 et qui constitue sa source essentielle.

M. Labrousse ne trouve qu'un regret à formuler : privé de l'apport des documents russes originaux, M. Portal aurait pu regagner du côté de l'Europe ce à quoi il était contraint de renoncer du côté russe. Il n'a pas cru devoir donner à son ouvrage des dimensions aussi vastes et a préféré, par conscience d'historien, limiter provisoirement l'horizon de ses recherches à l'Oural. M. Labrousse déplore qu'à « ouraliser » il nous ait frustré du beau travail d'histoire comparative sur la métallurgie européenne au XVIII^e siècle, qu'il est plus qualifié que quiconque pour mener à bien. Ne boudons pas notre plaisir : la thèse de M. Portal n'est-elle pas déjà assez riche et neuve ? Si elle avait exaucé par avance les vœux de M. Labrousse, elle nous aurait privés des aperçus suggestifs et brillants sur l'évolution des différentes métallurgies que son silence nous valut.

René RÉMOND.

— Depuis le fameux *Millénaire* de 1910, aucune occasion n'avait été offerte aux savants de se rencontrer pour communiquer ou confronter et discuter en commun leurs recherches et leurs travaux sur l'abbaye de Cluny et sur le grand chef d'Ordre de la chrétienté occidentale à partir du X^e siècle. La commémoration de deux des grands abbés, saint Odon (mort en 949) et saint Odilon (mort en 1049), a permis non seulement de rappeler leur mémoire par des fêtes et cérémonies, mais encore de tenir un congrès scientifique dont l'histoire et l'art de Cluny et de la Bourgogne furent le thème essentiel. N'étaient admises en principe que des études originales ou des synthèses aux perspectives neuves.

Trois sections enfermaient un programme précis et intentionnellement limité :
I. *Histoire de Cluny et de l'Ordre clunisien*. Biographie des saints Odon et Odilon. Donations, accroissement, expansion de l'Ordre. Activité politique des abbés. — II. *Discipline et administration*. La règle et sa définition, les principes ascétiques. Vie sociale et économique, administration du domaine et condition des personnes. — III. *Art et archéologie*. Liturgie et musique ; les constructions monastiques à Cluny dans les abbayes et prieurés de Cluny, en France et hors de France.

Placé sous la présidence de M. Marcel Aubert, membre de l'Institut, le congrès a rencontré un vif succès. Plus de vingt-cinq communications ont été présentées sous la signature de Miss Joan Evans, de M^{lle} d'Alverny, de MM. Paul Deschamps, G. Chevrier, J.-F. Lemarignier, Guy de Valous, André Chagny, Henri David, L. Grodecki, Ét. Fels, J. Richard, H. Chanteux, R. Oursel, F. Masai, Talobre, Jean Virey, G. Duby, abbé Marilier. La collaboration bénédictine a rassemblé les noms de Dom Charvin, dom Patrice Cousin, dom Jean Leclerc, dom Hesbert, dom Hourlier, dom Pierre Thomas, dom J. Laporte. Professeurs de l'Université, archivistes et bibliothécaires, archéologues du Service des Monuments historiques, tels que MM. J. Verrier, M. Berry, Gélis, Mathey, conservateurs de Musée, comme M. P. Quarré, s'étaient donné rendez-vous. Une conférence de M. Étienne Gilson, une causerie de M. Berry sur les problèmes de l'urbanisme dans la ville sinistree de Cluny, une visite commentée des fouilles et un remarquable exposé par M. Kenneth Conant, de l'Université Harvard, sur les résultats obtenus par la Mission de l'Académie médiévale américaine dont il dirige les recherches depuis 1928, ont encadré le congrès. L'inauguration du nouveau musée roman de Cluny dans le Farinier de l'abbaye et la présentation, restituée dans la mesure possible, des célèbres chapiteaux de l'abside ont complété cette manifestation.

Il a paru que les actes et travaux du *Congrès de Cluny, en 1949*, ne pouvaient tomber dans l'oubli. Le recueil en est mis en souscription, en un volume d'environ 250 pages in-8° (25 × 16 cm.), au prix de 475 francs, livrable à domicile et payable

à la souscription. Les souscriptions sont reçues par M^{lle} Gallimardet, 15, rue Bos-suet, à Dijon. Chèques postaux C. C. P. Dijon 535-31.

États-Unis. — Nous sommes heureux de signaler la fondation, à New-York, au mois de novembre dernier, d'une *French History Society*, qui aspire à grouper dans son sein tous les historiens américains et français résidant aux États-Unis, qui s'intéressent à l'histoire de France. L'association compte organiser des réunions, des expositions et souligner dans ses publications à la fois la solidarité franco-américaine et la riche contribution des savants des États-Unis à la connaissance de l'histoire de France.

Le président de la Société est Henri Peyre (Yale), les vice-présidents sont : Jean-Albert Bédé (Columbia), Crane Brinton (Harvard), Charles W. Cole (Amherst College), Louis Gottschalk (Chicago), René de Messières (Wellesley College), Boris Mirkine-Guetzevitch (École libre de New-York), Charles Seymour (Yale).

Le siège social de la Société est : 934 Fifth Avenue, New-York 21.

— Les 28, 29 et 30 décembre 1949 s'est réuni à Boston le 64^e Congrès annuel de l'*American Historical Association*. Le programme, qui en a été publié dans une importante brochure de 46 pages, donne la liste des nombreuses communications et des séances de discussion qui ont eu lieu au cours de ces trois jours. Cette année, communications et discussions n'ont pas été ordonnées autour d'un thème central comme certaines des années précédentes. Néanmoins, le problème qui domine tous les autres est celui de l'organisation internationale et, en particulier, des nouvelles responsabilités mondiales qui s'imposent aux États-Unis.

— Un exemple ! Plus de cinq millions de lettres et de documents personnels provenant du président F. Roosevelt et conservés à Hyde Park, résidence personnelle du président, devenue propriété de l'État, ont été mis, le 17 février 1950, à la disposition des historiens et des hommes de science. Ces archives constituent environ 85 % des papiers laissés par le président Roosevelt, le tout ne devant être livré à la curiosité du public qu'après un délai de vingt-cinq années, afin d'éviter qu'une divulgation prématurée ne puisse affecter les relations des États-Unis avec les autres pays.

G. Bn.

— Les autorités américaines ont versé les archives du procès de Nuremberg au Greffe de la Cour internationale de La Haye.

Italie. — On annonce la publication à Milan, Malfasi, éditeur, d'une nouvelle revue, *Letterature moderne, Rivista di varia umanità*, dirigée par M. Francesco Flora. Le programme de cette revue est assez large pour intéresser la *Revue historique*.

G. Bn.

Nécrologie. — Le 12 février 1944, s'est éteint à Rome Mario MENGHINI, spécialiste des études sur Mazzini et la « Jeune Italie ». On lui doit la publication des correspondances échangées entre L. Kossuth et G. Mazzini (1921) et surtout l'édition nationale des *Scritti editi ed inediti* de Mazzini, ouvrage de première main pour les historiens du Risorgimento.

Le juriste Domenico SPADONI (1871-1944), après avoir collaboré à la *Critica Sociale* de F. Turati, s'adonna à l'histoire de Macerata, sa ville natale, et retraça les vicissitudes de la première guerre d'indépendance italienne, dans une série de volumes solidement charpentés : *Milano e la congiura militare del 1814* (1937). Il

publia également de nombreuses monographies sur la vie politique dans les Marches au cours du XIX^e siècle.

Le P. Ilaro RINIERI (1853-1941), entré de bonne heure dans la Compagnie de Jésus, y avait connu le P. Francesco Pellico, ce qui lui permit de tirer le meilleur parti de documents inédits sur la vie de Silvio Pellico : *Della vita e delle opere di Silvio Pellico* (1898). Un an plus tard, il publia une étude très remarquée : *Lo Statuto ed il giuramento di Carlo Alberto* (Rome 1899), relevant les contradictions de Bianchi et de Manno et mettant en doute certaines légendes auréolant la jeunesse de Charles Albert. A l'aide de documents consultés aux archives du Vatican, le P. Rinieri composa d'excellentes études sur la diplomatie pontificale (1902-1904), les cardinaux Consalvi et Pacca et sur le conflit qui opposa Pie VII à Napoléon I^{er}. Il fut aussi l'auteur de nombreuses études critiques parues dans la *Civiltà Cattolica* et dans la revue turinoise *Il Risorgimento Italiano*.

P. FEDELE (1873-1943), directeur de la bibliothèque Vallicelliana, puis professeur d'histoire à l'Université de Turin, a attaché son nom à la publication de travaux d'une extrême diversité : cartulaires des monastères romains, recherches sur la topographie du Forum romain au Moyen Age et sur l'histoire de Rome et de la Papauté au X^e siècle, biographies du frère de Grégoire le Grand et de Stéphane Colonna, études sur les pontifes cités par Dante et sur l'attentat d'Agnani. On lui doit, en outre, de substantiels travaux sur les personnalités complexes d'Arnaud de Brescia, de Cola di Rienzo et de Boniface VIII.

Avec Pietro Fedele a disparu un des maîtres de l'histoire médiévale italienne, chez qui l'érudition était servie par une haute conscience morale et religieuse.

Le comte Pietro ORSI (1863-1943), descendant d'une vieille famille piémontaise, s'adonna, dès la vingtième année, aux études historiques en publiant une bibliographie critique de Giovanni Bottero. Son ouvrage le plus réputé fut certainement *l'Italia moderna*, qui fut cinq fois rééditée en Italie et traduite en six langues. Ses recherches le conduisirent à exposer avec une élégante clarté les péripéties des rapports de Mazarin et de Cromwell et à retracer la politique de Cavour et de Bismarck. Il n'acheva pas son dernier travail : *Storia mondiale dal 1814 al 1938*. Sa collaboration à *l'Histoire générale* de Lavisce et Rambaud, ainsi qu'à la *Revue historique*, fut précieuse, et son enseignement à l'Institut universitaire de Venise fut apprécié par plusieurs générations d'étudiants.

Le rôle de P. Orsi, en tant que député et maire de Venise, est lié aux vicissitudes de la vie politique italienne durant la première guerre mondiale et les années agitées qui précédèrent l'avènement du fascisme.

Les historiens français, par l'excellente traduction que nous donna M. Bergman, avaient, avant 1915, pris contact avec l'Italie contemporaine par *l'Histoire de l'Italie moderne*, si heureusement complétée par les travaux de L. Chiala et d'A. Pingaud.

C. VIDAL.

U. R. S. S. — Samuel H. Cross (1891-1946), professeur à Harvard depuis 1928, a exercé dans le monde des slavistes une forte action autant par sa personnalité que par ses travaux. Il a été un des animateurs de la revue *Speculum*, où il a publié de nombreux articles sur l'histoire et la civilisation de la Russie médiévale ; il a traduit en anglais le *Povest* (Chronique des temps passés), sous le titre : *The Russian primary Chronicle*, Cambridge, Mass., 1930. Ses cours professés au Lowel

Institut de Boston en 1939 ont été édités après sa mort : *Slavic Civilization through the ages*, Cambridge, Mass., 1948.

En hommage posthume à ce réputé slavisant, prématurément disparu, la Mediaeval Academy of America a édité un ouvrage¹ qui comprend le texte de cours professés en 1933 et une série de magnifiques photographies. Les églises sont étudiées par secteurs géographiques (Kiev, Tchernogov-Novgorod, Pskov-Vladimir, Souzdal-Moscou) pour mieux faire apparaître, dans le style prédominant, la combinaison des influences extérieures (purement byzantines au sud, byzantines et occidentales au nord) et des influences locales (climat, tempérament, etc...). Le choix des illustrations est remarquable ; parmi tant de richesses, on admirera la simplicité et l'élégant équilibre des églises de bois moscovites du xvii^e siècle (nos 72 à 84), rondes ou octogonales à flèches, imitant la tente tatare² et construites sur le modèle d'églises plus anciennes, malheureusement détruites. Le style traditionnel des églises de bois s'est tout naturellement imposé à la renaissance architecturale du xv^e siècle et se retrouve dans les édifices du xvi^e siècle, avant de céder au xvii^e devant le modèle byzantin à cinq coupoles. L'auteur insiste sur l'importance de cette fin du Moyen Age qui, dans sa diversité d'influences italiennes, byzantines et proprement moscovites (Saint-Basile), marque le sommet de l'art architectural en Russie.

R. PORTAL.

1. Samuel Hazzard Cross, *Mediaeval Russian Churches*. Cambridge, Mass., 1949, in-8°, 90 p., 114 illustr.

2. Filiation qui paraît, à juste titre, douteuse à Louis Réau, la nature du matériau (le bois) expliquant suffisamment le style adopté.

Le gérant : P.-J. ANGOULVENT.

